



CONSEIL COMMUNAL DU 30 JANVIER 2020
GEMEENTERAAD VAN 30 JANUARI 2020

NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

1 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 19.12.2019 - Approbation

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, les articles 108 et 108bis ;

Vu son règlement d'ordre intérieur, les articles 49, 50 et 51 ;

Vu le projet de procès-verbal ;

DECIDE

d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 19.12.2019

Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 19.12.2019 - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op het nieuwe gemeentewet, artikelen 108 en 108bis

Gelet op zijn huisoudelijke reglement, artikelen 49, 50 en 51 ;

Gelet op het voorstel van proces-verbaal ;

BESLIST

om het proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad op 19.12.2019 goed te keuren.

1 annexe / 1 bijlage

Registre+complet(1).pdf

2 Interpellation des habitants - demande de déclaration d'état d'urgence climatique

Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Échevins,

Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Records de chaleur, multiplication des catastrophes météo, fonte des glaces, déclin de la nature : les preuves de l'impact dévastateur des activités humaines sur la planète s'accumulent, attestant de l'urgence à agir en particulier contre le dérèglement climatique. Ceci constitue la base d'une crise existentielle inédite pour l'humanité et la planète.

Cette perspective nécessite que les gouvernements, chargés de représenter les intérêts de la population, respectent scrupuleusement les engagements pris sur l'Accord de Paris, visant à contenir le réchauffement climatique bien en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et à poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5°C. L'accord stipule que « les pays développés continuent de

montrer la voie en assumant des objectifs de réduction des émissions en chiffres absolus ».

Si les signataires de l'Accord sont les chefs d'état et de gouvernement nationaux, il est indéniable que les autorités locales ont un rôle capital à jouer pour sa mise en œuvre.

Le 5^{ème} rapport du GIEC (Groupe Intergouvernemental d'experts sur le changement climatique) déclare : « Les administrations locales sont de plus en plus considérées comme des intervenants essentiels dans la mise à l'échelle des mesures d'adaptation au niveau des collectivités, des ménages et de la société civile, dans la gestion des informations relatives aux risques, et dans le financement ».

Dans un article du rapport intitulé « Avantages des actions infranationales » le GIEC souligne que « les gouvernements infranationaux peuvent s'adapter plus rapidement aux nouvelles situations et ont donc plus de flexibilité pour modifier les politiques climatiques existantes ou en définir de nouvelles, notamment :

- Programmes d'efficacité énergétique,
- Efforts de sensibilisation,
- Normes d'achats écologiques,
- Accords de partenariat avec des entreprises locales,
- Plantation d'arbres ...

Les gouvernements infranationaux peuvent adapter les actions et les politiques aux besoins des citoyens, en identifiant plus facilement les priorités et les difficultés, car ils sont plus proches des citoyens que les administrations centralisées ».

Depuis un an, l'urgence climatique a mobilisé énormément de personnes dans le monde entier, et particulièrement à Bruxelles. En effet, c'est ici que Greta Thunberg a pris la parole devant le parlement Européen lors de son premier voyage à l'étranger en octobre 2018.

Si nous n'étions que de l'ordre de 1.500 à l'écouter ce 7 octobre 2018, c'est pourtant ici à Bruxelles que les marches « Claim The Climate » du 2 décembre et « Rise for Climate » du 27 janvier ont chacune rassemblé plus de 70.000 personnes, faisant les titres des journaux internationaux.

C'est ici que 35.000 jeunes ont fait grève le 24 janvier pour demander aux dirigeants de prendre enfin au sérieux la menace qui pèse sur leur avenir.

C'est ici que 20.000 personnes ont manifesté le 12 mai pour le climat et la justice sociale, indissociablement liés.

Vos électeurs ont ainsi fait preuve d'une prise de conscience et d'un engagement citoyen dont vous pouvez être fiers. Aujourd'hui nous nous adressons à vous, les responsables politiques au niveau de pouvoir le plus proche des citoyens, pour rappeler cette urgence à agir pour le climat et la biodiversité.

Nous souhaitons que la commune d'Auderghem s'engage aux côtés des citoyens afin de garantir à tous des conditions de vie digne pour le futur. Nous estimons que seule la reconnaissance de l'état d'urgence climatique et la mise en place de plans de transition écologique pourront contrer les menaces d'une catastrophe environnementale, un effondrement économique, une crise de santé publique, une pénurie alimentaire mondiale, un anéantissement de la biodiversité, et des crises de sécurité d'ampleur sans précédent.

A ce jour, 3 pays (Argentine, Irlande, Portugal) et près de 1.000 collectivités dans le monde ont adopté une déclaration d'urgence climatique dont les villes de Londres, Paris, Cologne, Düsseldorf, Milan, Naples, Genève, Glasgow, Varsovie, New York et San Francisco.

La commune de Koekelberg a été la première commune de Belgique à déclarer « un état d'urgence climatique » en s'engageant à commencer au plus vite un processus participatif vers un plan climatique.

Nous citoyens d'Auderghem, vous demandons de suivre l'exemple d'Anderlecht, Bruxelles-ville, Etterbeek, Ixelles, Koekelberg, Saint-Gilles, Schaerbeek, Uccle et Woluwe-Saint-Pierre en **déclarant à votre tour l'état d'urgence climatique, et prenant les mesures nécessaires** pour qu'Auderghem devienne une commune résiliente, apte à concilier justice sociale et justice climatique, visant à assurer les meilleures conditions de vie possibles pour tous.

En tant que simples citoyens qui réagissent comment tant d'autres devant l'urgence de la situation, nous

n'avons aucune leçon à donner sur les enjeux environnementaux que vous connaissez bien. C'est pourquoi je n'ai pas la prétention de détailler ici les mesures spécifiques qui devront être entreprises par la commune, dont certaines sont sans doute déjà en cours. Toutefois, je me permets de vous soumettre les recommandations suivantes qui sont inspirées du pacte pour la Transition^[1], rédigé par une cinquantaine d'organisations partenaires et une large consultation citoyenne en France pour construire des communes plus écologiques, plus solidaires et plus démocratiques.

Le Pacte se base sur les trois principes suivants :

- **La sensibilisation et la formation à la transition** : impulser et soutenir des actions de sensibilisation et de formation sur la transition auprès des différents publics : élus, agents communaux, jeunes, habitants, associations, acteurs économiques, etc.
- **La co-construction des politiques locales** : en associant élus, citoyens, agents et représentants des acteurs locaux, pour la définition, la mise en œuvre et le suivi des engagements. Par exemple :
 - • En créant un conseil citoyen indépendant,
 - • En organisant des ateliers participatifs,
 - • En développant des mécanismes d'initiative citoyenne.
- **L'intégration de critères environnementaux et sociaux** dans les arbitrages sur les projets communaux pour répondre à l'urgence climatique et sociale tout en prenant en compte les impacts sur le long terme.

Nous insistons sur l'important :

- D'informer de manière visible et transparente tous les citoyens sur la situation climatique et environnementale
- De développer un plan de transition en consultation avec experts et citoyens
- D'intégrer l'urgence climatique et environnementale dans toutes les politiques communales
- Et de défendre cet engagement dans toute interaction avec les autorités régionales, fédérales et européennes.

Le collectif Rise for Climate a décidé de continuer à interpeller le conseil communal de chacune des communes bruxelloises pour demander la déclaration d'urgence climatique.

Nous espérons que notre commune d'Auderghem sera ainsi l'une des premières à exprimer formellement son engagement à agir pour le climat et la biodiversité.

Nous invitons ces communes à se concerter, à échanger leurs bonnes pratiques, et à collaborer au-delà des frontières communales pour faire de Bruxelles un territoire exemplaire et inspirant.

Je vous remercie, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins, Mesdames et Messieurs les Conseillers, pour l'attention que vous avez réservée à cette interpellation.

Nous, les citoyens d'Auderghem, sommes à l'écoute de la réponse que vous voudrez y donner.

^[1] <https://www.pacte-transition.org>

Interpellatie van bewoners - verzoek tot afkondiging van de klimaatnoodtoestand

3 Engagements de la commune d'Auderghem confirmant l'état d'urgence climatique en vue de lutter efficacement contre le réchauffement climatique

Le Conseil,

Vu que l'Organisation des Nations Unies a déclaré l'état d'urgence climatique le 23 septembre 2019 suite au Sommet Action Climat 2019 ;

Vu les différents engagements incombant à la Belgique conformément aux directives, règlements et décisions de l'Union européenne adoptés en exécution des obligations de droit international comme la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques signée à New York le 9 mai 1992, le Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, signé à Kyoto le 11 décembre 1997 ;

Considérant les Accords de Paris et l'engagement des Etats membres de l'ONU, dont la Belgique, à prendre les mesures nécessaires pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré ;

Considérant les différents engagements internationaux, européens, belges et bruxellois [\[1\]](#) pour répondre à l'urgence climatique afin d'atteindre, dès 2030, au minimum 40 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 2005 et à approcher l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050 ;

Considérant les nombreux rapports émanant des milieux scientifiques et académiques concernant les risques irréversibles qu'encourt notre planète à défaut d'actions rapides ;

Considérant les nombreuses « marches pour le Climat » qui ont eu lieu depuis décembre 2018 et l'importante mobilisation citoyenne pour réclamer des actes forts des pouvoirs publics pour une transition écologique et solidaire immédiate et que ceux-ci doivent être entendus et intensément soutenus ;

Considérant que les mesures d'atténuation et d'adaptation peuvent être porteuses de nombreux co-bénéfices notamment en matière de santé et de réduction de la pollution de l'air.

Considérant l'impact du dérèglement climatique sur le territoire de la commune d'Auderghem comme en témoignent la multiplication des épisodes de canicule et l'augmentation prévisible de l'intensité des pluies et donc des inondations ainsi que l'impact des pics de pollution de l'air sur la santé publique ;

Considérant qu'Auderghem a été la première commune à publier son bilan carbone en 2008 et qu'elle fait partie des communes qui ont été pionnières en ce qui concerne les investissements visant à effectuer des économies d'énergie dans les bâtiments communaux suite à son adhésion, la même année, au Plan Local d'Action pour la Gestion Énergétique (PLAGE), alors que celui-ci n'est devenu obligatoire pour les communes bruxelloises qu'en 2019 ;

Considérant que la commune d'Auderghem n'a cessé d'investir massivement pour diminuer son empreinte carbone et sa consommation énergétique en privilégiant quand c'est possible la construction des bâtiments durables comme c'est le cas pour la nouvelle crèche « Les Oursons », en recourant aux énergies renouvelables pour fournir en électricité plusieurs bâtiments scolaires et infrastructures communales (4.981 panneaux photovoltaïques déjà placés) et en renouvelant la flotte communale par des véhicules électriques et CNG pour anticiper les normes imposées par les zones de basses émissions ;

Considérant les actions déjà mises en œuvre par la commune d'Auderghem pour soutenir les citoyen.ne.s dans leurs démarches environnementales et les associer dans les prises de décision, que ce soit par l'octroi de primes, de mises à disposition de terrains communaux pour des projets citoyens de quartier (compost, potagers collectifs,...), par la mise en place de circuits courts alimentaires dans les écoles et les crèches et dans les quartiers, ou encore d'opérations visant à réduire ou recycler les déchets ;

Considérant les actions déjà mises en œuvre par la commune d'Auderghem pour inciter le public à changer ses comportements alimentaires et favoriser la consommation des produits frais, locaux, et de saison, issus de l'agriculture biologique et/ou du commerce équitable notamment en livrant gratuitement en fruits ou légumes bio et locaux dans les écoles communales ainsi que le projet de « soupes gratuites bio » dans les classes maternelles comme alternatives aux collations sucrées, et en soutenant les initiatives « circuits courts » (label short food, salon des producteurs locaux, épicerie sociale,...) ;

Considérant les actions déjà mises en œuvre par la commune d'Auderghem pour préserver la biodiversité, protéger les milieux naturels et les ressources, que ce soit en ayant une gestion différenciée et écologique des espaces verts, plantation d'espèces indigènes, grâce aux actions de sensibilisation du public telles que l'encouragement à la plantation des pieds d'arbres d'alignement, le concours annuel « Fleurir Auderghem », la promotion de la lutte biologique contre les nuisibles, et en adoptant une politique « zéro pesticide » ;

Considérant les actions déjà mises en œuvre par la commune d'Auderghem pour lutter contre les

problèmes de propreté publique et encourager les habitant.e.s à faire usage des bonnes pratiques en matière de gestion des déchets, notamment par le renforcement du nettoyage des voies publiques, le programme d'enfouissement des bulles à verres, les formations gratuites sur le compostage et le vermicompostage, la distribution annuelle gratuite de broyat de bois... ;

Considérant les actions déjà mises en œuvre par la commune d'Auderghem pour soutenir l'emploi et l'économie locale, que ce soit en lançant « un job près de chez moi », en adoptant une stratégie globale pour les petits commerçants visant à mettre en relation des habitant.e .s et des commerces locaux, l'organisation d'un atelier zéro déchet pour les commerçants, la distribution de sacs réutilisables, les ateliers en collaboration avec l'UCM pour réaliser des audits énergétiques des commerces,... ;

Considérant les actions déjà mises en œuvre par la commune d'Auderghem pour créer les conditions d'une mobilité durable et sûre au niveau communal notamment en rénovant les trottoirs et les voiries, en investissant en faveur d'une meilleur politique cyclable (rue cyclable, brigade vélo, vélos box,...), en augmentant les stations de véhicules partagés, en lançant des actions de prévention à la sécurité piétonne et routière,... ;

Considérant que dans le cadre des affaires néerlandophones, la durabilité est un des 7 axes stratégiques dans le plan de politique culturelle néerlandophone pour la période 2020-2025 et que l'offre de services vise l'action durable et le bien-être général des personnes ;

Considérant que le Plan d'Aménagement Directeur Herrmann-Debroux a pour objectif de repenser l'entrée de la ville, dans la perspective de la destruction du viaduc Herrmann-Debroux, afin de réduire la pression automobile au sein de la commune mais également d'accroître le nombre d'alternatives en transport en commun, d'augmenter la part d'espaces verts publics, de développer de nouveaux quartiers durables et de protéger les zones Natura 2000;

Considérant les engagements clairs et précis qui figurent dans la déclaration de politique générale pour lutter notamment contre le réchauffement climatique adoptée par le Conseil communal le 21 janvier 2019 ;

Considérant les nombreuses actions contenues dans le Plan d'action Agenda 21 local adopté par le collège des Bourgmestre et Echevins d'Auderghem le 13 mars 2018 ;

Considérant la motion zéro plastique dans les services de l'administration communale d'Auderghem ainsi que la motion demandant aux différents niveaux de pouvoir au sein de l'Etat belge de lutter contre le réchauffement climatique, adoptées respectivement le 28 février 2019 et le 04 avril 2019 par le Conseil communal d'Auderghem ;

Le Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune d'Auderghem décide :

1. De demander au Conseil européen :

De forger un accord politique entre les États membres afin d'introduire, entre autres mesures possibles, une taxation du kérosène des avions pour les vols internationaux en contraignant toutes les compagnies, quelle que soit leur nationalité, ayant des vols au départ ou à destination de l'Europe, d'acheter l'équivalent de 15 % de leurs émissions de CO2 sur l'ensemble de leur trajet, afin de financer la lutte contre le réchauffement climatique, ainsi qu'une taxation du fuel maritime ;

2. De demander à la Commission européenne :

- D'exercer pleinement ses responsabilités de « Gardienne des Traités » en veillant au strict respect par tous les États membres des objectifs contraignants que s'est fixée l'Union européenne dans le cadre de son approche intégrée de lutte contre le réchauffement climatique ; notamment s'agissant de la part de 20 % de la consommation énergétique qui doit provenir de sources d'énergies renouvelables ;
- De renforcer la pertinence climatique du budget de l'Union européenne, en intégrant les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les différents programmes d'action de l'Union européenne (cohésion, agriculture, transports, recherche) afin d'accélérer la transition vers une économie européenne à bas carbone ;

- De mettre en œuvre, dès 2020, son projet de « Green Deal » visant à relever les objectifs européens jusqu'à « au moins 50 %, et tendre vers 55 % » de réduction d'émission de gaz à effet de serre en 2030 par rapport à 1990 (contre « au moins 40 % » actuellement) ainsi qu'à atteindre la neutralité carbone en 2050 ;

3. De demander à l'Etat fédéral :

- d'adopter, sans délai, la proposition de loi spéciale, dite « Loi-climat » coordonnant la politique de l'autorité fédérale, des Communautés et des Régions en matière de changements climatiques et fixant des objectifs généraux à long terme, comme le demandent plusieurs partis représentés à la Chambre des représentants ;
- de rejoindre la « Paris Proof Coalition » des 8 pays européens les plus ambitieux qui plaident pour une hausse immédiate des objectifs européens de réduction des gaz à effet de serre à l'horizon 2030 ;
- d'investir massivement dans l'offre et l'accès aux transports publics afin de lutter contre l'engorgement automobile et de favoriser un shift modal efficace, notamment via des mesures telles que le bouclage rapide et avant 2030 du RER, le refinancement de la SNCB, le principe du titre unique pour les différents opérateurs de transports publics... ;
- d'assurer la rénovation durable du bâti public et privé et de soutenir, dans ce cadre, les ménages qui éprouvent des difficultés financières à mener à bien de tels investissements ;
- d'établir une politique de désinvestissement fossile (soit l'investissement dans des placements auprès d'entreprises impliquées dans l'extraction de combustibles fossiles notamment dans le cadre des fonds de pensions des fonctionnaires et des personnes engagées dans les organismes d'intérêt publics) ;
- de réorienter les investissements et subventions publiques en faveur du financement de projets de recherche, de développement et d'innovation dans les secteurs de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables ;
- revoir la fiscalité sur les voitures-salaires pour promouvoir un budget mobilité (petite voiture, train, parking sncb, stib) , au lieu d'un budget leasing voiture ;

4. De demander au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et au Gouvernement flamand :

- d'encourager les initiatives pédagogiques concernant la lutte contre le réchauffement climatique dans les établissements scolaires, afin de soutenir les élèves dans leur ambition d'être des acteurs conscients, formés et responsables face à cet enjeu primordial du 21^e siècle ;

5. De demander au Gouvernement de la Région bruxelloise :

- de s'engager à participer pleinement aux structures de coordination instituées par la loi-climat dès son adoption par la Chambre des représentants, et à réaliser les engagements collectifs pour le climat ;
- de fixer le plus rapidement possible des objectifs contraignants et un cadre d'évaluation dans une « ordonnance bruxelloise pour le Climat », afin que Bruxelles s'engage comme une Région tendant vers la neutralité carbone en 2050 et réduisant d'ici 2030 de 40 % les émissions directes de gaz à effet de serre sur son territoire, tout en intégrant un cadre de réduction des émissions indirectes notamment en matière d'alimentation ;
- de réaliser un bilan carbone sur l'ensemble du territoire de la Région bruxelloise couvrant les activités et les services relevant à la fois du secteur public et du secteur privé, en distinguant, si

possible, la situation pour chaque commune, et recouvrant les 4 axes suivants, à savoir la mobilité, la performance énergétique, les espaces verts, le traitement des déchets ;

- de soutenir financièrement les pouvoirs locaux de manière à leur permettre de collaborer pleinement aux efforts entrepris pour parvenir aux objectifs fixés par la Région dans son Plan Energie-Climat, notamment pour réduire de 20% la production de déchets ménagers et professionnels d'ici 2030, mais aussi pour disposer de production d'énergies renouvelables supplémentaires en dehors de la Région bruxelloise ;
- de consacrer une part importante des investissements et subventions publiques en faveur du financement de projets de recherche, de développement et d'innovation dans les secteurs de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables ;
- de réorienter les outils de soutien économiques au profit de modèles positifs sur les plans social et environnemental, notamment vers l'économie circulaire et l'économie sociale et solidaire ;
- d'évaluer la fiscalité patrimoniale pour permettre aux communes de disposer d'une certaine latitude afin d'encourager sur le plan fiscal les investissements visant à favoriser les économies d'énergie ;
- d'encourager les citoyen.ne.s bruxellois.es à produire ou à recourir à de l'électricité issue d'une source d'énergie renouvelable et à réaliser des travaux économiseurs d'énergie par le biais de prêts plus accessibles, afin de garantir une transition énergétique accessible à tous, d'un système de primes élargi ou encore d'actions de soutien à des coopératives d'investissement ;
- de poursuivre les efforts entamés à l'occasion de la création de la zone de basses émissions en Région bruxelloise pour lutter contre la pollution occasionnée par les véhicules automobiles recourant aux énergies fossiles et pour améliorer la qualité de l'air, suite à la procédure d'infraction entamée par la commission européenne à l'encontre de la Belgique en raison des dépassements des valeurs limites annuelles fixées pour le dioxyde d'azote (NO₂), constatés jusqu'en 2014 du fait de l'absence de réactions des autorités bruxelloises de l'époque au regard des exigences fixées par la directive européenne 2008/50 entrée en vigueur en 2010, notamment en poursuivant les travaux préparatoires à la sortie du diesel en 2030 et de l'essence en 2035 ;
- de soutenir les communes bruxelloises, notamment financièrement, afin de remplir les objectifs fixés dans le Plan régional de mobilité (Plan Good Move), mais également les habitant.e.s et les entreprises en menant auprès d'eux des campagnes de sensibilisation visant à les inciter à favoriser le télétravail et le covoiturage, ainsi qu'à utiliser les transports publics ou toute autre forme de mobilité active ;
- de poursuivre, en prenant en compte les avis reçus dans le cadre de l'enquête publique du processus, l'adoption du Plan d'Aménagement Directeur Herrmann-Debroux qui a pour objectif de repenser l'entrée de la ville, dans la perspective de la destruction du viaduc Herrmann-Debroux, afin de réduire la pression automobile de 50% au sein de la commune mais également d'accroître le nombre d'alternatives en transport en commun, d'augmenter la part d'espaces verts publics, de développer de nouveaux quartiers durables et de protéger les zones Natura 2000;
- de promouvoir et étoffer l'offre des transports en commun afin d'améliorer le confort, la fréquence et le maillage du territoire de la Région bruxelloise et de permettre un réel shift modal ;
- de poursuivre la mise en œuvre d'une politique vélo intégrée ;
- d'assurer une rénovation progressive de l'ensemble des bâtiments publics et d'en améliorer la gestion énergétique ainsi que d'imposer leur approvisionnement en électricité 100% verte ;
- de continuer à agir, si nécessaire par des recours en justice, contre le survol aérien abusif de la Région bruxelloise effectué au détriment du droit des habitant.e.s à un environnement sain et de réaliser une étude épidémiologique afin d'analyser de manière scientifique l'impact réel du trafic aérien sur la santé des habitant.e.s;

- De limiter les nuisances liées au phénomène de la navette automobile, en freinant l'exode rural et en favorisant le maintien des habitant.e.s dans la Région à travers notamment la mise en œuvre d'une politique de logements accessibles à chacun.e et la promotion de formules innovantes en la matière (le *Community Land Trust* par exemple), le développement d'un espace public agréable, la stimulation d'une offre commerciale et de quartiers commerçants de qualité,... ;

6. Constatant que la commune d'Auderghem a déjà pris la mesure de l'urgence climatique, le Collège des Bourgmestre et Echevins poursuivra et renforcera les initiatives déjà prises afin de faire face à cette situation. Dès lors, le Collège décide :

- De déclarer la commune d'Auderghem en état d'urgence climatique et écologique et de reconnaître, tant l'accentuation des effets du changement climatique, que de l'effondrement des écosystèmes naturels, ainsi que leurs graves conséquences humanitaires, sociales et sanitaires ;
- De pérenniser une approche transversale au travers de l'ensemble des compétences communales et para-communales en vue de créer plus de synergies pour une transition écologique et solidaire efficace et enthousiasmante ;
- De prendre compte de l'impact sur le climat ainsi que de la durabilité environnementale, sociale et économique de toutes les activités communales et, chaque fois que possible, donner la priorité aux options qui atténuent le changement climatique et ses conséquences ;
- De se fixer comme objectif, tout comme la Région bruxelloise, la neutralité carbone d'ici à 2050 et de diminuer d'ici à 2030 de 40 % la production de gaz à effet de serre de la commune par rapport à 2005, selon la méthodologie que le Gouvernement régional bruxellois doit proposer sans tarder aux communes de sorte que les résultats soient évaluables et évalués de manière certaine ;
- de s'engager à développer des processus innovants, globaux et intégrés de participation citoyenne afin de soutenir cet effort de transition énergétique pour passer d'une société carbonée à une société décarbonée ;
- de mettre en place un vaste mécanisme de projets participatifs où tou.te.s les citoyen.ne.s, dès 10 ans mais aussi les assemblées de quartier et les associations actives sur la commune seront appelés à proposer des projets et à voter pour eux afin de les impliquer dans cette démarche de transition ;
- De confirmer les ambitions en matière de lutte contre le réchauffement climatique fixées dans le plan d'actions Agenda 21, la déclaration de politique générale communale et dans la motion « Climat » du 04 avril 2019, à travers notamment :
 - la poursuite des investissements afin de réduire la consommation énergétique des bâtiments communaux et du charroi communal, et le recours aux énergies renouvelables ;
 - la rénovation progressive de l'ensemble des bâtiments publics et l'amélioration de la gestion énergétique ainsi que l'imposition de leur approvisionnement en électricité 100% verte ;
 - la poursuite de la stratégie de développement d'une maison des associations et d'analyse de réhabilitation ou de renouvellement des bâtiments administratifs tant de la commune que du CPAS ;
 - la concrétisation de nombreuses actions visant à favoriser l'intermodalité, à encourager les modes de déplacement actifs et à protéger les usagers les plus faibles, illustrées notamment par l'augmentation du nombre de stations de voitures partagées, de vélobox, de pompes à vélos et de stations de réparation vélos, par la création d'itinéraires cyclables communaux, par l'instauration de rangs piétons et désormais cyclistes au sein des écoles communales... ;
 - l'encouragement des déplacements en vélo, du co-voiturage,... à destination des navetteurs mais aussi des citoyen.ne.s, parents d'écoles,... ;

- le soutien à une alimentation durable, de saison et locale, notamment dans les écoles et les crèches ;
 - le soutien aux programmes zéro-déchets au sein de l'Administration Communale et émanant des citoyen.ne.s, ainsi qu'en soutenant, les projets visant à supprimer la consommation de plastique à usage unique dans les écoles, crèches, centres sportifs,
 - le soutien aux projets liés à l'économie circulaire ;
 - le suivi efficace des mesures de « verdurisation » de l'espace public, notamment par le biais de permis de verdurisation, et de renforcement du maillage vert au sein de la commune ;
 - la collaboration, toujours plus intense chaque année, avec les groupements de citoyen.ne.s et les comités de quartiers autour de projets bénéfiques pour l'environnement et la vie de quartier réalisés sur des terrains communaux ;
 - ...
- d'accorder une place de choix aux mesures visant à lutter contre le réchauffement climatique, dans le processus d'élaboration du plan local de développement durable 2020-2030 à partir de l'évaluation du Plan d'actions Agenda 21 local et dans la dynamique de participation citoyenne citée ci-dessus, notamment en soutenant l'extension des zones vertes dans la commune, entre autres au niveau des cours de récréation, du cimetière communal, de l'espace public et en considérant les arbres et les espaces verts comme des infrastructures essentielles dans tous les projets d'aménagement
 - de réaffirmer la nécessité de préserver les sites naturels de la commune (forêt de Soignes, zones Natura 2000 et zones vertes) qui sont autant de « poumons verts » pour les quartiers et pour la Région, et de lutter contre la densification excessive des quartiers ;
 - de continuer à agir, si nécessaire par des recours en justice, contre le survol aérien abusif de la Région bruxelloise effectué au détriment du droit des habitant.e.s à un environnement sain et de réaliser une étude épidémiologique afin d'analyser de manière scientifique l'impact réel du trafic aérien sur la santé des habitant.e.s;
 - de poursuivre son travail constructif dans le processus d'adoption du Plan d'Aménagement Directeur Herrmann-Debroux afin de répondre aux objectifs d'amélioration de la qualité de vie des Auderghemois.es, de repenser l'entrée de la ville, dans la perspective de la destruction du viaduc Herrmann-Debroux, de réduire la pression automobile de 50% au sein de la commune mais également d'accroître le nombre d'alternatives en transport en commun, d'augmenter la part d'espaces verts publics, de développer de nouveaux quartiers durables et de protéger les zones Natura 2000 ;
 - de poursuivre ses actions d'information et de sensibilisation auprès des habitant.e.s à propos des enjeux climatiques et environnementaux, afin de les aider à adopter les bonnes pratiques pour la préservation de la planète, en continuant par exemple d'organiser régulièrement des rendez-vous citoyens du développement durable et de soutenir activement les démarches citoyennes exemplaires menées dans les quartiers ;
 - En encourageant les initiatives pédagogiques concernant la sensibilisation à une consommation et à une alimentation responsables dans les établissements scolaires communaux et auprès de la jeunesse, afin de les aider à être des acteurs conscients, formés et responsables (par exemple, en proposant une alternative hebdomadaire à la viande dans les repas proposés aux enfants des écoles communales) ;
 - d'inscrire de manière toujours plus accrue l'administration communale et le personnel dans une démarche d'exemplarité par rapport aux enjeux climatiques, comme en témoignent par exemple l'utilisation grandissante du vélo par le personnel communal, la suppression de l'usage du plastique à usage unique, le recyclage du matériel informatique et les nombreuses actions développées par

l'écoteam ;

- D'intégrer systématiquement des clauses durables et des critères d'impact climatique dans les marchés publics et appels d'offre lancés par la Commune;
- De tendre vers des pratiques durable en matière de finances et d'économie, notamment en établissant une charte climatique pour les entreprises d'Auderghem, ...

[1] Cf. Annexe

Verbintenissen van de gemeente Oudergem ter bevestiging van de noodtoestand in verband met het klimaat om de opwarming van de aarde doeltreffend te bestrijden

1 annexe / 1 bijlage

Lutte_climat-V3-annexe (002).pdf

4 Communications : Liste des arrêtés adoptés par le Bourgmestre - Articles 133 et 135 NLC

LE CONSEIL

Vu la nouvelle loi communale, article 133bis ;

Prend connaissance des arrêtés adoptés par le Bourgmestre ci-dessous :

1. Arrêté de Bourgmestre autorisant les 20 km de Bruxelles à passer sur le territoire de la commune, le 31 mai 2020
2. Arrêté du Bourgmestre ordonnant l'inhumation d'une personne indigente décède sur le territoire communal pour des raisons de salubrité publique
3. Arrêté du Bourgmestre autorisant une campagne de promotion et de récolte de fonds à CNCD-11.11.11 de janvier 2020 à décembre 2020 dans les rues d'Auderghem
4. Arrêté du Bourgmestre autorisant une campagne de sensibilisation pour l'asbl Greenpeace de janvier 2020 à décembre 2020 à Auderghem
5. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-235138
6. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-235151
7. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-145803
8. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-233421
9. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-202778
10. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-235952
11. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-233114
12. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-236096
13. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-236619
14. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-233421
15. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-233621
16. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-228166
17. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-232508
18. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-178779
19. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-145803
20. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-233421
21. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-227943
22. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-237351
23. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-237493
24. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-145803
25. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-238182
26. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-145803

27. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-221904
28. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-232863
29. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-206700
30. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-238469
31. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-237266
32. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-237266
33. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-145803
34. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-240923
35. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-242493
36. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-237271
37. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-168955
38. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-242948
39. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-244009
40. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-240202
41. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-244344
42. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-145803

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Mededelingen : Lijst van besluiten van de Burgemeester - artikelen 133 et 135 NGW

DE RAAD :

Gezien het nieuwe gemeentewet, artikel 133bis ;

is verzocht nota te nemen van besluiten van het Burgemeester hieronder:

1. Besluit van de Burgemeester toestemmende de 20 km van Brussel om het grondgebied van de gemeente te passeren , 31 mei 2020
2. Besluit van Burgemeester dat de begrafenis van een persoon gestorven op het gemeentelijk grondgebied in het belang van de volksgezondheid beveelt
3. Besluit van de Burgemeester die de campagne van bewustmaking voor de vzw. Greenpeace gedurende het jaar 2020 in Oudergem toelaat
4. Besluit van de Burgemeester die een promotiecampagne en een fondsenoogst voor de vzw. CNCN-11.11.11 van januari 2020 tot december 2020 in Oudergem toelaat
5. Vergunning van de beheerder : B1-235138
6. Vergunning van de beheerder : B1-235151
7. Vergunning van de beheerder : B1-145803
8. Vergunning van de beheerder : B1-233421
9. Vergunning van de beheerder : B1-202778
10. Vergunning van de beheerder : B1-235952
11. Vergunning van de beheerder : B1-233114
12. Vergunning van de beheerder : B1-236096
13. Vergunning van de beheerder : B1-236619
14. Vergunning van de beheerder : B1-233421
15. Vergunning van de beheerder : B1-233621
16. Vergunning van de beheerder : B1-228166
17. Vergunning van de beheerder : B1-232508
18. Vergunning van de beheerder : B1-178779
19. Vergunning van de beheerder : B1-145803
20. Vergunning van de beheerder : B1-233421
21. Vergunning van de beheerder : B1-227943
22. Vergunning van de beheerder : B1-237351

23. Vergunning van de beheerder : B1-237493
24. Vergunning van de beheerder : B1-145803
25. Vergunning van de beheerder : B1-238182
26. Vergunning van de beheerder : B1-145803
27. Vergunning van de beheerder : B1-221904
28. Vergunning van de beheerder : B1-232863
29. Vergunning van de beheerder : B1-206700
30. Vergunning van de beheerder : B1-238469
31. Vergunning van de beheerder : B1-237266
32. Vergunning van de beheerder : B1-237266
33. Vergunning van de beheerder : B1-145803
34. Vergunning van de beheerder : B1-240923
35. Vergunning van de beheerder : B1-242493
36. Vergunning van de beheerder : B1-237271
37. Vergunning van de beheerder : B1-168955
38. Vergunning van de beheerder : B1-242948
39. Vergunning van de beheerder : B1-244009
40. Vergunning van de beheerder : B1-240202
41. Vergunning van de beheerder : B1-244344
42. Vergunning van de beheerder : B1-145803

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

6 annexes / 6 bijlagen

Arrêté chantiers_2.pdf, Arrêté chantiers_1.pdf, arrêté bourgmestre CNCD 11 11 11 Année 2020.pdf, arrêté bourgmestre Greenpeace 2020.pdf, Arrêté Bourgmestre - Inhumation.pdf, Arrêté de Bourgmestre autorisant le passage des 20 km de Bruxelles.pdf

5 Communications : Liste des marchés passés par procédure négociée.

LE CONSEIL,

Vu les articles 234 à 236 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant la passation des marchés suivants par le Collège :

Référence	Service	Objet	Estimation Dépense/Recette	Articles Budgétaires
#002/03.12.2019/B/0004#	Espace Public	Achat de 2 projecteurs et accessoires pour le sc du Pré des Agneaux - Approbation de la dépense	597,41	100/744.98
#002/03.12.2019/B/0006#	Espace Public	Achat de vêtements de travail pour divers équipes du service voirie - Approbation de la dépense	3173,98	100/744.98
#002/03.12.2019/B/0016#	Espace Public	Rénovation d'une corniche au cs des Marronniers - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	1984,32	722/72460
#002/03.12.2019/B/0020#	Participation citoyenne	Participation citoyenne - Marché de services « Élaboration, mise en place et suivi des dispositifs de participation citoyenne : plateforme participative en ligne » - Marché par Procédure Négociée Sans Publication Préalable - Désignation du soumissionnaire	11 979€	930/12448

#002/03.12.2019/B/0022#	Enseignement - Formation	Centres scolaires communaux et crèches communales - Achat de 8 GSM et 6 téléphones fixes sans fil - Marché de faible montant sur facture acceptée.	652,36	844/74254
#002/03.12.2019/B/0047#	Prévention	Acquisition de matériel mobilier pour le service Prévention : Engagement des montants 2019.	4500	300/74151
#002/03.12.2019/B/0048#	Prévention	Acquisition de matériels divers (vélo) par le service Prévention. – Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée.- Application des articles 234 de la Nouvelle loi communale. - Désignation de l'adjudicataire. – Communication au Conseil communal.	1500 € par vélo maximum soit 3000 € pour les 2	300/74451
#002/03.12.2019/B/0049#	Prévention	Acquisition de tablettes pour le service Prévention. – Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée.- Application des articles 234 de la Nouvelle loi communale. - Désignation de l'adjudicataire. – Communication au Conseil communal.	3493	300/74253
#002/03.12.2019/B/0055#	Informatique	Achat d'un ordinateur portable - Liste du matériel à acheter - Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter - Désignation de l'adjudicataire.	1269,99	120/74253
#002/03.12.2019/B/0056#	Informatique	Achat du matériel informatique (15 ordinateurs portables, 15 dockingstations, 15 sacs de transport, 10 headsets, 10 écrans, 5 imprimantes) - liste du matériel à acheter – Désignation d'un adjudicataire.	22.395,10€ (tvac)	120/74253
#002/03.12.2019/B/0058#	Affaires flamandes	Mise en place de la signalisation sur le site "Lutgardis/Delvaux".	2500	100/72460
#002/03.12.2019/B/0068#	Service Juridique	Marché de services d'assistance à la maîtrise d'ouvrage de travaux de construction d'un bâtiment public regroupant des équipements d'intérêt collectif - Procédure négociée sans publicité - Attribution du marché	102240,16	100/72360
#002/10.12.2019/B/0005#	Espace Public	Achat d'un store pour dans le local photocopieuse du 5ème étage de la Maison Communale - Approbation de la dépense	141,75	100/744.98
#002/10.12.2019/B/0007#	Espace Public	Acquisition d'un cloueur + compresseur pour le service voirie - Marché de fournitures de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	557,68	138/744.51
#002/10.12.2019/B/0008#	Espace Public	Acquisition d'un groupe électrogène pour le service voirie - Marché de fournitures de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	1278,32	138/744.51
#002/10.12.2019/B/0009#	Espace Public	Acquisition d'un marteau-piqueur pour le service voirie - Marché de fournitures de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	4247,1	138/744.51

#002/10.12.2019/B/0012#	Espace Public	Mise en peinture des sanitaires maternelle au cs du Blankedelle - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire - Facturation	689€ tvac	722/72460
#002/10.12.2019/B/0013#	Espace Public	Mise en peinture du réfectoire maternelle au cs du Souverain - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire - Facturation	771,68€ tvac	722/72460
#002/10.12.2019/B/0015#	Espace Public	Remplacement de châssis au cs du souverain (phase 7) - Marché par procédure négociée sans publication préalable - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter	50000	722/72460
#002/10.12.2019/B/0016#	Espace Public	Remplacement de châssis au rez de chaussée de l' IAPS - Marché par procédure négociée sans publication préalable - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter	30000	722/72460
#002/10.12.2019/B/0017#	Espace Public	Remplacement de châssis au réfectoire du cs du Blankedelle - Marché par procédure négociée sans publication préalable - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter	40000	722/72460
#002/10.12.2019/B/0018#	Espace Public	Remplacement des châssis et porte du réfectoire du cs du Pré des Agneaux - Remplacement de la porte arrière au cs du Pré des Agneaux - Remplacement de la porte d'entrée au cs des Marronniers - Remplacement de la porte de la cuisine du pavillon des Arums - Marché par procédure négociée sans publication préalable - Approbation de la dépense et du scs - Désignation des firmes à consulter	50000	722/72460
#002/10.12.2019/B/0022#	Espace Public	Rénovation du sol de la grande loge et fosse à orchestre du Centre Culturel - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	5.887,12€ tvac	100/72460
#002/10.12.2019/B/0023#	Espace Public	Rénovation du sol de la salle du Collège - Approbation de la dépense	4.059,55€ tvac	104/72460
#002/10.12.2019/B/0061#	Sport	Achat de 2 buts de handball pour le Centre sportif - Marché de fournitures de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	1861,83	764/72460
#002/10.12.2019/B/0062#	Sport	Achat et placement de 2 buts de basket latéraux pour la salle Vrijdaghs du Centre sportif - Marché de fournitures de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	4967,05	764/72460
#002/17.12.2019/B/0004#	Espace Public	Achat de caméras de surveillance pour le Centre sportif - Approbation de la dépense	5608,93	764/74498

#002/17.12.2019/B/0005#	Espace Public	Acquisition d'une caméra thermique pour le service voirie - Marché de fournitures de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - modification budgétaire - Désignation de l'adjudicataire	3200,45	138/744.51
#002/17.12.2019/B/0010#	Espace Public	Modification de l'aménagement de la plateforme sortie de secours du centre sportif - Avenants - Approbation de la dépense	18566,28	7642/72460
#002/17.12.2019/B/0012#	Espace Public	Placement de coussins berlinois à l'avenue de la HOULETTE, avenue Charles MICHIELS et Rue du VIEUX MOULIN - Approbation de la dépense..	30910,15	421/735.60
#002/17.12.2019/B/0013#	Espace Public	Pose de panneaux acoustiques dans deux classes de l' IAPS dans la Salle Bleue - Marché de faible montant - Approbation de la dépense et du CSC - Désignation des firmes à consulter	10000	73502/72460
#002/17.12.2019/B/0015#	Espace Public	Réaménagement extérieur à la crèche des Chatons - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	1.659,39€ tvac	844/72460
#002/17.12.2019/B/0016#	Espace Public	Réparation de l'ascenseur de la Maison Communale - Approbation de la dépense	2.143,29€ tvac	100/72460
#002/17.12.2019/B/0018#	Espace Public	Réparation et entretien du cargolift HIAB - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.	5574,37	136/745.52
#002/17.12.2019/B/0019#	Espace Public	Travaux de désamiantage au cs du Blankedelle - Marché par procédure négociée sans publication préalable - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter	+/- 90.000 €	722/72460
#002/17.12.2019/B/0081#	Informatique	Achat de 17 licences "MICROSOFT OFFICE 2019 STANDARD EDITION OLP GOV" - liste du matériel à acheter – Désignation d'un adjudicataire.	6.517,81€ (tvac)	120/74253
#002/17.12.2019/B/0105#	Ressources Humaines	Ethias Assurances: Restauration du tableau de Théo Van Rijsselberghe " jeune fille en robe rouge" suite au dommage survenu le 5 août 2019.	10000	771/74951
#002/20.12.2019/B/0003#	Espace Public	Achat de matériel de signalisation pour la Voirie - Marché de fournitures de faible montant par facture acceptée - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	4713,68	425/741.52
#002/20.12.2019/B/0004#	Espace Public	Achat de vêtements et équipements de travail pour le Plan Vert - Approbation de la dépense	2845,68	100/744.98
#002/20.12.2019/B/0008#	Espace Public	Mise en peinture couloir cs Pré des Agneaux, pavillon des Arums et façade cs des Marronniers - Marché par procédure négociée sans publication préalable - Approbation de la dépense et du CSC - Désignation des firmes à consulter	0	722/72460

#002/20.12.2019/B/0009#	Espace Public	Remplacement de la porte d'entrée de la crèche des Chatons - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	5.953,85€ tvac	722/72460
#002/20.12.2019/B/0032#	Informatique	Achat du 5 postes de téléphones de réserve – liste du matériel à acheter – Désignation d'un adjudicataire.	695,75€ (tvac)	120/74253
#002/20.12.2019/B/0034#	Affaires flamandes	Achat de trois liseuses et housses de protection pour un total de 377,97 € via l'article budgétaire 7671 / 74253.2019	377,97	7671/74253
#002/20.12.2019/B/0035#	Affaires flamandes	Achat d'une tablette de type Apple iPad (2018) 32 Go Wifi Space Grey pour 339 € TTC, via l'article budgétaire 7671/74253	339	7671/74253
#002/20.12.2019/B/0036#	Affaires flamandes	Achat d'un roll-up pour la promotion de la Bibliothèque Hertoginnedal, pour un prix de € 528,09 incl. TVA via l'article budgétaire 7671/74151.2019.	528,09	7671/74151
#002/20.12.2019/B/0065#	Petite Enfance	Crèche Communale "Les Oursons" - réalisation d'autocollants à poser sur les vitres de la crèche - Marché de faible montant sur facture acceptée.- report du 10/12/2019	1.972,30 € TVAC	844/72260
#002/20.12.2019/B/0067#	Espace Public	Réparation du chauffage au cs du Pré des Agneaux - Approbation de la dépense	14026,32	722/72460

PREND ACTE :

- de la passation des marchés de moins de 144.000€ susmentionnés ;
- des décisions du Collège échevinal s'y rapportant.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives, ainsi qu'à l'attention du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Mededelingen : Lijst van opdrachten gegund via onderhandelingsprocedure.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 234 tot 236 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien de volgende opdrachten gegund werden door het Schepencollege:

Referentie	Dienst	Onderwerp	Aanwending uitgave / ontvangst (EUR)	Begrotings- artikelen
#002/03.12.2019/B/0004#	Publieke Ruimte	Aankoop van 2 projectoren en accessoires voor sc Pré des Agneaux - Goedkeuring van de uitgave	597,41	100/744.98
#002/03.12.2019/B/0006#	Publieke Ruimte	Aankoop van werkkledij voor verschillende ploegen van de dienst wegenis - Goedkeuring van de uitgave	3173,98	100/744.98
#002/03.12.2019/B/0016#	Publieke Ruimte	Renovatie van een kroonlijst op "cs des Marronniers" - Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtnemer	1984,32	722/72460

#002/03.12.2019/B/0020#	Burgerprojecten	Burgerparticipatie - Servicecontract "Ontwikkeling, implementatie en monitoring van burgerparticipatieregeling: participatief platform online" - Markt via onderhandelingsprocedure zonder publicatie - Aanwijzing van de inschrijver	11 979€	930/12448
#002/03.12.2019/B/0022#	Onderwijs - vorming	Gemeentelijke schoolcentra en kribben - Aankoop van 8 GSM en 4 draagbare telefoons - Overheidsopdracht van beperkte waarde.	652,36	844/74254
#002/03.12.2019/B/0047#	Preventie	Aankoop van meubilair voor de dienst preventie : Vastlegging ban bedragen 2019.	4500	300/74151
#002/03.12.2019/B/0048#	Preventie	Aanschaf van verschillende apparatuur (fiets) voor de preventiedienst. - Markt via onderhandelingsprocedure op eenvoudige factuur aanvaard - Toepassing van artikelen 234 van de nieuwe gemeentewet. - Aanwijzing van de aannemer. - Communicatie naar de gemeenteraad.	1500 € par vélo maximum soit 3000 € pour les 2	300/74451
#002/03.12.2019/B/0049#	Preventie	Acquisitie van tablets voor het Preventiehuis. - Markt via onderhandelingsprocedure op eenvoudige factuur aanvaard - Toepassing van artikelen 234 van de nieuwe gemeentewet. - Aanwijzing van de geselecteerde inschrijver. - Communicatie naar de gemeenteraad.	3493	300/74253
#002/03.12.2019/B/0055#	Informatica	Aankoop van 1 laptop - Lijst van aan te kopen marterieel.- Onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te consulteren firma's - Aanduiding van de opdrachtgever.	1269,99	120/74253
#002/03.12.2019/B/0056#	Informatica	Aankoop van informaticamateriaal (15 laptops, 15 dockingstations, 15 transporttassen, 10 schermen, 5 printers) - Lijst van aan te kopen materiaal - Aanduiding van de aanbesteder.	22.395,10€ (tvac)	120/74253
#002/03.12.2019/B/0058#	Vlaamse Zaken	Aanbrengen van signalisatie op de site "Lutgardis/Delvaux". Mise en place de la signalisation sur le site "Lutgardis/Delvaux".	2500	100/72460
#002/03.12.2019/B/0068#	Juridische dienst	Overheidsopdracht van diensten voor de bijstand bij de bouw van een openbaar gebouw met voorzieningen van collectief belang - Vaststelling van de gunningsvoorwaarden en van de lijst van de te raadplegen inschrijvers	102240,16	100/72360
#002/10.12.2019/B/0005#	Publieke Ruimte	Aankoop van 1 store voor in het fotokopieerlokaal van de 5de verdieping van het Gemeentehuis - Goedkeuring van de uitgave	141,75	100/744.98

#002/10.12.2019/B/0007#	Publieke Ruimte	Aankoop van een nagelmachine + compressor voor de dienst wegenis - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	557,68	138/744.51
#002/10.12.2019/B/0008#	Publieke Ruimte	Aankoop van een elektrogeengroep voor de dienst wegenis - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	1278,32	138/744.51
#002/10.12.2019/B/0009#	Publieke Ruimte	Aankoop van een drillboor voor de dienst wegenis - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	4247,1	138/744.51
#002/10.12.2019/B/0012#	Publieke Ruimte	Herverven van de sanitaire in de kleuterafdeling sc Blankedelle - Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Facturatie	689€ tvac	722/72460
#002/10.12.2019/B/0013#	Publieke Ruimte	Schilderij van de refter van de kleuterschool van 'cs du Souverain' - Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtnemer - Fakturatie	771,68€ tvac	722/72460
#002/10.12.2019/B/0015#	Publieke Ruimte	Vervanging van de vensters op de "cs du Souverain" - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de raadplegen firma's	50000	722/72460
#002/10.12.2019/B/0016#	Publieke Ruimte	Vervanging van de ramen op de benedenverdieping van de IAPS - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de raadplegen firma's	30000	722/72460
#002/10.12.2019/B/0017#	Publieke Ruimte	Vervanging van de vensters in de refter op de "cs du Blankedelle" - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's	40000	722/72460
#002/10.12.2019/B/0018#	Publieke Ruimte	Vervanging van de ramen en de deur van de refter van de "cs du Pré des Agneaux" - Vervanging van de achterdeur aan de "cs du Pré des Agneaux" - Vervanging van de toegangsdeur van de "cs des Marronniers" - Vervanging van de keukendeur van het paviljoen "les Arums" - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave en het lastenboek - Aanduiding van de raadplegen firma's	0	722/72460

#002/10.12.2019/B/0022#	Publieke Ruimte	Renovatie van de vloer van de "grande loge" en de orkestbak van het Cultureel Centrum - Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtnemer	5.887,12€ tvac	100/72460
#002/10.12.2019/B/0023#	Publieke Ruimte	Renovatie van de vloer van de Collegezaal - Goedkeuring van de uitgave	4.059,55€ tvac	104/72460
#002/10.12.2019/B/0061#	Sport	Aankoop van 2 handball goals voor het Sportcentrum - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	1861,83	764/72460
#002/10.12.2019/B/0062#	Sport	Aankoop en plaatsing van 2 laterale basketbal doelen voor de Vrijdagszaal in het Sportcentrum - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	4967,05	764/72460
#002/17.12.2019/B/0004#	Publieke Ruimte	Aankoop van camera's voor het Sportcentrum - Goedkeuring van de uitgave	5608,93	764/74498
#002/17.12.2019/B/0005#	Publieke Ruimte	Aankoop van een thermische camera voor de dienst wegenis - Opdracht met beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Begrotingswijziging - Aanduiding van de opdrachtnemer	3200,45	138/744.51
#002/17.12.2019/B/0010#	Publieke Ruimte	Wijziging van de inrichting van het platform van de nooduitgang van het Sportcentrum - Bijkomende werken - Goedkeuring van de uitgave	18566,28	7642/72460
#002/17.12.2019/B/0012#	Publieke Ruimte	Plaatsing van Berlijnse kussens in de HERDERSTAFLAAN, Charles MICHELSTRAAT en Oude MOLENSTRAAT - Goedkeuring van de uitgave	30910,15	421/735.60
#002/17.12.2019/B/0013#	Publieke Ruimte	Installatie van akoestische panelen in twee IAPS-klassen in de "Salle Bleue" - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave en het lastenboek - Aanduiding van de opdrachtnemer	10000	73502/72460
#002/17.12.2019/B/0015#	Publieke Ruimte	Renovatie van het buitenkant in de kribbe "les Chatons" - Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtnemer	1.659,39€ tvac	844/72460
#002/17.12.2019/B/0016#	Publieke Ruimte	Herstelling van de lift van het Gemeentehuis - Goedkeuring van de uitgave	2.143,29€ tvac	100/72460
#002/17.12.2019/B/0018#	Publieke Ruimte	Herstelling en onderhoud van de corgolift HIAB - Opdracht met beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtnemer	5574,37	136/745.52

#002/17.12.2019/B/0019#	Publieke Ruimte	Asbestverwijdering cs Blankedelle - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's	0	722/72460
#002/17.12.2019/B/0081#	Informatica	Aankoop van 17 licenties "MICROSOFT OFFICE 2019 STANDARD EDITION OLP GOV" - Lijst van aan te kopen materiaal - Aanduiding van de aanbesteder.	6.517,81€ (tvac)	120/74253
#002/17.12.2019/B/0105#	Human Resources	Ethias Verzekering: Herstelling van het schilderij van Theo Van Rijsselberghe "jeune fille en robe rouge" als gevolg van een schade gebeurd op 5 augustus 2019.	10.000€	771/74951
#002/20.12.2019/B/0003#	Publieke Ruimte	Aankoop van signalisatiemateriaal voor de Wegenis - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde op aangenomen factuur - goedkeuring van de opdracht en de uitgave - aanduiding van de aanbesteder.	4713,68	425/741.52
#002/20.12.2019/B/0004#	Publieke Ruimte	Aankoop van werkkledij en uitrusting voor de Groendienst - Goedkeuring van de uitgave	2845,68	100/744.98
#002/20.12.2019/B/0008#	Publieke Ruimte	Schilderij van de gang in de "cs du Pré des Agneaux", "pavillon des Arums" en gevel van de "cs des Marronniers" - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave en het bijzonder lastenboek - Aanduiding van de te raadplegen firma's	0	722/72460
#002/20.12.2019/B/0009#	Publieke Ruimte	Vervanging van de ingangdeur van de kribbe "les Chatons"- Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtnemer	5.953,85€ tvac	722/72460
#002/20.12.2019/B/0032#	Informatica	Aankoop van 5 reserve telefoonstoelstellen - Lijst van aan te kopen materiaal - Aanduiding van de aanbesteder.	695,75€ (tvac)	120/74253
#002/20.12.2019/B/0034#	Vlaamse Zaken	Aankoop van drie e-readers en bijbehorende beschermingshoesjes voor een totaal van €377,97 via begrotingsartikel 7671/74253.2019	377,97	7671/74253
#002/20.12.2019/B/0035#	Vlaamse Zaken	Aankoop van een tablet type Apple iPad (2018) 32GB Wifi Space Gray voor € 339 incl.BTW, via begrotingsartikel 7671/74253	339	7671/74253
#002/20.12.2019/B/0036#	Vlaamse Zaken	Aankoop roll-up banner ten behoeve van de promotie van Bibliotheek Hertoginnedal, voor een prijs van € 528,09 incl. BTW via begrotingsartikel 7671/74151.2019.	528,09	7671/74151
#002/20.12.2019/B/0065#	Peuterzorg	Gemeentelijke kribbe "Les Oursons" - het maken van stickers die op de ramen van de kribbe geplakt kunnen worden.- Overheidsopdracht van beperkte waarde.	1.972,30 € TVAC	844/72260

#002/20.12.2019/B/0067#	Publieke Ruimte	Reparatie van het verwarmingssysteem op de "cs du Pré des Agneaux - Goedkeuring van de uitgave	0	722/72460
-------------------------	-----------------	--	---	-----------

NEEM AKTE:

- van de gunning van bovenvermelde opdrachten waarvan het bedrag op minder dan 144.000€ exclusief btw geraand wordt;

- van de beslissingen van het Schepencollege hier omtrent;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken, alsook ter attentie van de Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

4 annexes / 4 bijlagen

20191210_Marchés.pdf, 20191220_Marchés.pdf, 20191217_Marchés.pdf, 20191203_Marchés.pdf

6 Communications - Police de roulage : règlement complémentaire sur la police de la circulation routière en voirie communale

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2014 portant sur la "Délégation au Collège des Bourgmestre et Échevins de la responsabilité de prendre des règlements complémentaires de police sur la circulation routière";

Vu la délibération du Conseil communal du 30 juin 1995 "Police de roulage - Règlement complémentaire sur la police de la circulation routière en voirie communale";

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu la nouvelle loi communale;

Considérant que les mesures concernent la voirie communale;

Considérant qu'il convient d'adapter et de mettre à jour la signalisation implantée sur la voirie communale;

Considérant les délibérations portant "Police de roulage : règlement complémentaire sur la police de la circulation routière en voirie communale" et référencées :

- 002/12.03.2019/B/0090
- 002/30.04.2019/B/0054
- 002/24.09.2019/B/0019
- 002/20.12.2019/B/0015

PREND ACTE

Des modifications des 12 mars, 30 avril, 24 septembre et 20 décembre 2019 apportées par le Collège des Bourgmestre et Échevins au Règlement complémentaire sur la police de la circulation locale.

Mededelingen - Verkeerspolitie: aanvullend reglement op de politie van het wegverkeer op gemeentewegen

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekken;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2014 betreffende "de delegatie aan het

Schepencollege van de verantwoordelijkheid om een aanvullende regelgeving van politie over het wegverkeer te nemen”.

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 30 juni 1995 "Verkeerspolitie : Aanvullende reglement op de politie van het wegverkeer";

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968;

Gelet op het algemene reglement op de politie van het wegverkeer;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat de maatregelen de gemeentewegen betreffen;

Overwegende dat het noodzakelijk is de bestaande signalisatie op de gemeentewegen aan te passen en bij te werken;

Gelet op de beraadslagingen houdende "Verkeerspolitie : aanvullend reglement op de politie van het wegverkeer op gemeentewegen" met referentie :

- 002/12.03.2019/B/0090
- 002/30.04.2019/B/0054
- 002/24.09.2019/B/0019
- 002/20.12.2019/B/0015

KENNIS NEEMT

De veranderingen van 12 maart, 30 april, 24 september en 20 december 2019 aangebracht door het College van Burgemeester en Schepenen op aanvullend reglement op de politie van het wegverkeer op gemeentewegen.

5 annexes / 5 bijlagen

20190430_0054.pdf, police_roulage.pdf, 002_20_12_2019_b_0015.pdf, 20190312_0090.pdf, 20190924_0019.pdf

7 **Convention entre la commune d'Auderghem et l'asbl visit.brussels pour la mise à disposition d'une base de données - renouvellement**

LE CONSEIL

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117

Revu sa délibération 002/22.12.2016/A/0004 portant Convention entre la commune d'Auderghem et l'asbl Visit.brussels pour la mise à disposition d'une base de données culturelles

DECIDE ;

D'approuver les termes de la convention avec l'asbl visit.brussels de mise à disposition d'une base de données.

De charger le Secrétaire communal et le Bourgmestre de l'exécution de cette décision.

Overeenkomst tussen Gemeente Oudergem en visit.brussels vzw inzake terbeschikkingstelling van een databank - vernieuwing

DE RAAD

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117;

Herizen zijn beraadslaging 002/22.12.2016/A/0004 houdende Overeenkomst tussen Gemeente Oudergem en Visit.brussels vzw inzake terbeschikkingstelling van een culturele databank

BESLUIT :

de bepalingen van de overeenkomst met vzw visit.brussels inzake terbeschikkingstelling van een databank goed te keuren

de Gemeentesecretaris en de Burgemeester met de uitvoering van deze beslissing te belasten.

8 **Règlement général de Police**

Le Conseil Communal,

Vu la Nouvelle Loi communale et plus particulièrement ses articles 119 et 135,

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;

Vu l'avis du Conseil de Police du 16.12.2019.;

Considérant ce qui suit :

Le système des sanctions administratives communales a été conçu pour lutter plus rapidement et plus efficacement contre les petites incivilités commises sur le territoire des communes. Celles-ci ne dépendent plus ni des parquets pour poursuite des infractions ni des juridictions répressives pour sanctionner ces petites incivilités. Un autre objectif de ce système étant de donner aux communes la possibilité de réduire le sentiment d'impunité présent chez le citoyen.

Au cours des dernières années les sanctions administratives communales ont gagné en importance comme instrument efficace dans la lutte contre les dérangements.

La Conférence des Bourgmestres a souhaité, en sa séance du 6 novembre 2019, harmoniser les textes des Règlements Généraux de Police des différentes communes.

Cela a pour but de faciliter et de rationaliser le travail des policiers des différentes zones de Police qui, à l'heure actuelle, dressent leurs procès-verbaux sur la base de plusieurs Règlements Généraux de Police différents (tant sur le plan du contenu que sur celui de la numérotation).

Cela a également pour but de faciliter la lisibilité pour les citoyens qui se déplacent sur le territoire régional;

DECIDE

- D'adopter le règlement général de police tel que repris ci-dessous
- D'approuver l'entrée en vigueur du règlement général de police le 01.03.2020.

Règlement général de Police

Chapitre 1 – Dispositions générales

Section 1. Champ d'application et définitions

Article 1.

§1. Le présent règlement s'applique à l'espace public et à tout espace accessible au public. Il s'applique également à l'espace privé lorsque la sécurité, la propreté, la salubrité ou la tranquillité publique sont compromises par des situations y trouvant leur origine.

§2. Il s'applique sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en vigueur dont les règlements fiscaux communaux.

§3. Pour l'application du présent règlement, on entend par

« espace public » :

1. La voie publique, en ce compris la chaussée, les accotements et les trottoirs, les bermes centrales, et tous leurs accessoires tels que les égouts et caniveaux, les abords de la voirie, les pistes cyclables, les passages aériens et souterrains pour piétons, les chemins et servitudes de passage, et de manière générale, toute voie ouverte à la circulation publique même si son assiette se trouve sur une propriété privée.
2. Les emplacements publics établis en tant que dépendances de la voie publique et affectés notamment au stationnement des véhicules, aux promenades et aux marchés, les autres aménagements et espaces verts tels que les squares, les parcs communaux et régionaux, les jardins publics, et tout espace comportant un élément végétal, les plaines et aires de jeu, les cimetières, les

galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public et d'une manière générale toute portion de l'espace public située hors voirie, ouverte à la circulation des personnes et affectée, en ordre principal, à la promenade, à la détente ou à l'embellissement.

3. Les gares, les stations de métro, l'intérieur et l'extérieur des véhicules de transport en commun affectés au transport des personnes et circulant sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, les quais, les arrêts et les autres accessoires des transports en commun qu'ils soient souterrains ou en plein air.
4. Les rebords de fenêtres et les seuils de portes donnant sur la voirie.

§4. Sur le territoire de la Ville de Bruxelles, la Zone Neutre est la partie de la Ville de Bruxelles qui a été délimitée par la loi du 2 mars 1954 tendant à prévenir et réprimer les atteintes au libre exercice des pouvoirs souverains établis par la Constitution.

§5. Pour l'application du présent règlement, la notion d'espace accessible au public comprend, outre les espaces réels, les espaces virtuels accessibles au public tels que les comptes des réseaux sociaux, forums ou autres plateformes numériques n'étant pas limités à un nombre restreint de personnes partageant une communauté d'intérêts.

Article 2.

§1. Pour les communes de Jette, Molenbeek-Saint-Jean, Ganshoren, Evere, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre, Ixelles, Bruxelles-Ville, Watermael-Boitsfort, Forest, Auderghem, Anderlecht, Saint-Gilles, Schaerbeek, Saint-Josse-Ten-Noode : le présent règlement s'applique à toute personne âgée d'au moins 16 ans accomplis au moment des faits.

§2. Pour les communes de Koekelberg, Berchem-Sainte-Agathe, Uccle, Etterbeek : le présent règlement s'applique à toute personne âgée d'au moins 14 ans accomplis au moment des faits.

§3. Pour l'application du présent règlement, on entend par « mineur », toute personne âgée d'au moins 14 ou 16 ans accomplis au moment des faits conformément aux paragraphes 1 et 2 et n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans accomplis au moment des faits.

Article 3.

Par autorité compétente, il y a lieu d'entendre, au niveau communal, le collège des bourgmestre et échevins, le bourgmestre ou le fonctionnaire sanctionnateur, chacun dans le cadre des compétences respectives qui leur sont conférées par l'article 135 de la nouvelle loi communale et la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ou toute autre réglementation spécifique.

Section 2. Sanctions administratives et mesures alternatives

Article 4.

§1. Quiconque contrevient aux dispositions du présent règlement peut être puni des sanctions suivantes :

1. une amende administrative ;
2. une suspension administrative de l'autorisation ou permission ;
3. un retrait administratif de l'autorisation ou permission ;
4. une fermeture administrative d'un établissement à titre temporaire ou définitif.

§2. Sans préjudice des dispositions prévues au chapitre « Arrêt et stationnement » du présent règlement ou de toute autre réglementation spécifique, cette amende administrative ne peut excéder la somme de 350 euros ou 175 euros, selon que le contrevenant est majeur ou mineur au moment des faits.

§3. Quiconque a enfreint les dispositions du présent règlement doit aussitôt régulariser la situation et remettre les choses en état de manière à se conformer au prescrit de la disposition concernée. Pour ce faire, il suivra les éventuelles recommandations de l'autorité compétente. A défaut, l'autorité compétente se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 5.

Conformément à la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, les sanctions administratives et mesures alternatives établies par le présent règlement peuvent être augmentées en cas de récidive dans les 24 mois de l'imposition d'une sanction sans qu'il puisse être dérogé aux montants visés à l'article 4.

Article 6.

Conformément à la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales et sans préjudice des dispositions prévues au chapitre « Arrêt et stationnement » du présent règlement, les sanctions et les mesures alternatives décidées par le fonctionnaire sanctionnateur en application du présent règlement sont proportionnées à la gravité des faits qui les motivent.

Article 7.

§1. Prestation citoyenne.

Le fonctionnaire sanctionnateur peut, lorsqu'il l'estime opportun, proposer une prestation citoyenne au contrevenant ayant atteint l'âge de 18 ans accomplis au moment des faits. Cette prestation se réalise dans le respect des modalités fixées par la loi du 24 juin 2013.

§2. Médiation locale.

Le fonctionnaire sanctionnateur peut, lorsqu'il l'estime opportun et qu'une victime a été identifiée dans le cadre de la procédure administrative, proposer une médiation locale au contrevenant, ayant atteint l'âge de 18 ans accomplis au moment des faits.

Cette médiation se réalise dans le respect des modalités fixées par la loi 24 juin 2013.

Article 8.

§1. Implication parentale.

Le fonctionnaire sanctionnateur peut proposer une procédure d'implication parentale au père, mère, tuteur ou personne ayant la garde du contrevenant mineur tel que défini à l'article 2.

Cette procédure se réalise dans le respect des modalités fixées par la loi du 24 juin 2013.

§2. Médiation locale pour les mineurs. Le fonctionnaire sanctionnateur propose une médiation locale au contrevenant mineur tel que défini à l'article 2 du présent règlement. Cette procédure se réalise dans le respect des modalités fixées par la loi du 24 juin 2013.

§3. Prestation citoyenne pour les mineurs. En cas de refus de l'offre ou d'échec de la médiation locale, le fonctionnaire sanctionnateur peut lorsqu'il l'estime opportun, proposer une prestation citoyenne au contrevenant mineur tel que défini à l'article 2 du présent règlement. Cette prestation se réalise dans le respect des modalités fixées par la loi du 24 juin 2013.

Section 3. Autorisations

Article 9.

§1. Les autorisations visées au présent règlement sont délivrées selon une procédure fixée par l'autorité compétente. Elles sont délivrées à titre précaire et révocable, sous forme d'un titre personnel et incessible, qui n'engage pas la responsabilité de la commune. Elles peuvent être retirées à tout moment par l'autorité compétente lorsque l'intérêt général l'exige. Elles peuvent aussi être suspendues, retirées ou non renouvelées par l'autorité compétente lorsque leur titulaire commet une infraction au présent règlement ou ne respecte pas les prescriptions de l'acte d'autorisation. Dans les cas de suspension, de retrait ou de nonrenouvellement d'autorisations visées au présent article, le bénéficiaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

§2. Tout bénéficiaire d'une autorisation délivrée en vertu du présent règlement est tenu d'en observer strictement les conditions et de veiller à ce que l'objet de celle-ci ne puisse ni nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publiques. La commune n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice, fautif ou non, de l'activité visée par l'autorisation.

§3. Lorsque l'acte d'autorisation a pour objet :

- une activité ou un événement dans un lieu accessible au public, il doit se trouver à l'endroit en question ;
- une activité sur l'espace public ou une occupation de celui-ci, le bénéficiaire doit en être porteur quand l'activité ou l'occupation est en cours.

Dans les deux cas, il doit être exhibé à toute réquisition de la police ou de toute autre personne habilitée par l'autorité compétente.

Section 4. Interdiction temporaire de lieu

Article 10.

§1. Il y a lieu de se conformer à toute interdiction temporaire de lieu que le bourgmestre peut prononcer en cas de trouble à l'ordre public causé par des comportements individuels ou collectifs, ou en cas d'infractions répétées aux règlements et ordonnances du conseil communal commises dans un même lieu ou à l'occasion d'évènements semblables, et impliquant un trouble de l'ordre public ou une incivilité. Cette interdiction temporaire de lieu peut être prononcée pour une durée d'un mois, renouvelable deux fois, à l'égard du ou des auteurs de ces comportements.

§2. Par «interdiction temporaire de lieu», on entend l'interdiction de pénétrer dans un ou plusieurs périmètres précis de lieux déterminés accessibles au public. Est considéré comme lieu accessible au public tout lieu situé dans la commune qui n'est pas uniquement accessible au gestionnaire du lieu, à celui qui y travaille ou à ceux qui y sont invités à titre individuel, à l'exception du domicile, du lieu de travail ou de l'établissement scolaire ou de formation du contrevenant.

Section 5. Injonctions et manque de respect

Article 11.

Toute personne se trouvant dans l'espace public tel que défini à l'article 1er ou dans un lieu accessible au public doit se conformer immédiatement aux injonctions ou réquisitions de la police ou d'agents habilités à :

1. Maintenir la sécurité, la tranquillité, la propreté et/ou la salubrité publiques ;
2. Faciliter les missions des services de secours et l'aide aux personnes en péril ;
3. Faire respecter les lois, règlements et arrêtés. Cette obligation s'applique également aux personnes se trouvant dans une propriété privée lorsque le fonctionnaire de police ou un agent habilité y est entré sur réquisition des habitants ou dans les cas d'incendie, d'inondation ou d'appel au secours.

Article 12.

Il est interdit de manquer de respect ou de se montrer agressif de quelque façon que ce soit (par paroles, actes, gestes, écrits, etc.) envers toute personne habilitée à faire respecter les lois et les règlements ainsi qu'envers tout agent dans le cadre de l'exercice de ses fonctions ou en raison de sa seule qualité d'agent communal.

Section 6. Responsabilité civile

Article 13.

Toute personne qui ne respecte pas le prescrit des dispositions du présent règlement est civilement responsable des dommages qui pourraient en résulter. La commune n'est pas responsable des dommages qui résulteraient du défaut d'observation des dispositions prescrites par le présent règlement.

Chapitre 2 – Propreté et salubrité publiques

Section 1. Propreté de l'espace public

Article 14.

§1. Il est interdit de souiller ou d'endommager tout objet ou tout endroit de l'espace public de quelque manière que ce soit, de son fait ou du fait des personnes, animaux ou choses dont on a la garde ou la maîtrise, tels que :

1. tout objet servant à l'utilité ou à la décoration publique ;
2. tout élément du mobilier urbain ;
3. les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public ;
4. les édifices publics et les propriétés privées, en ce compris les façades, murets, grilles, éléments divers de construction qui bordent l'espace public.

§2. Sont notamment visés l'abandon ou le jet de mégots de cigarettes, de canettes, de bouteilles en plastique ou en verre, de tout papier quelconque, de tout déchet alimentaire, etc. Il est interdit de vider son cendrier en tout lieu de l'espace public.

Article 15.

Il est interdit de cracher, d'uriner ou de déféquer sur l'espace public ailleurs que dans les lieux destinés à cet effet.

Article 16.

Sauf autorisation préalable de l'autorité compétente et sans préjudice de l'article 120 du présent règlement qui interdit les graffitis, il est interdit de tracer tout signe ou d'effectuer toute inscription sur l'espace public au moyen de quelque produit ou procédé que ce soit en ce compris au moyen d'un nettoyeur haute pression.

Article 17.

§1. L'exploitant d'un commerce ou d'un établissement accessible au public, le commerçant ambulant ou toute personne autorisée à effectuer des ventes sur l'espace public est responsable du maintien en état de propreté de l'espace public aux abords immédiats dudit commerce ou établissement.

§2. Les marchands de produits alimentaires destinés à être consommés immédiatement et à l'extérieur s'assureront que l'espace public aux alentours de leur commerce ne soit pas sali par leurs clients. A cette fin, ils doivent mettre à disposition suffisamment de poubelles, clairement visibles et bien accessibles, vider et entretenir ces récipients régulièrement, enlever les déchets sauvages provenant de leur commerce et nettoyer la proximité immédiate de leur commerce.

§3. Le nettoyage sera effectué par les soins de l'autorité compétente aux frais du marchand/établissement si celui-ci néglige de se conformer aux dispositions du présent article. Cette disposition s'applique tant au commerce ambulant ou échoppe qu'au commerce installé à demeure, tels que frierie et commerce de restauration rapide.

§4. En outre, les établissements du secteur d'activités de l'hôtellerie, de la restauration et des cafés (horeca) doivent être pourvus de cendriers en nombre suffisant par rapport au nombre de personnes qui fument à leurs abords.

Article 18.

§1. Tout immeuble qui n'est pas destiné exclusivement au logement (comme par exemple les immeubles avec bureaux, les établissements « horeca », les centres commerciaux, etc.) doit être pourvu, au rez-de-chaussée, de cendriers en nombre suffisant par rapport au nombre de personnes qui fument aux abords de cet immeuble.

Le(s) propriétaire(s) ou occupant(s) veillera(ont) à l'entretien de ces cendriers et s'assurera(ont) que l'espace public aux abords de cet immeuble ne soit pas souillé par les personnes qui le fréquentent (comme par exemple les clients et membres du personnel).

§2. A cette fin, il(s) pourra (ont), le cas échéant, être tenu(s) par l'autorité compétente de mettre à disposition une poubelle dont il(s) veillera(ont) à l'entretien. Le nettoyage sera effectué par les soins de l'autorité compétente aux frais du (des) propriétaire(s) ou occupant(s) si celui-ci ou ceux-ci néglige(nt) de se conformer aux dispositions du présent article.

§3. Le(s) propriétaire(s) ou occupant(s) de tout immeuble destiné à une activité commerciale autre que celles visées au §1er veille(nt), par tous les moyens appropriés, à ce que l'espace public, aux abords de cet immeuble, ne soit pas souillé par les personnes qui le fréquentent (clients et membres du personnel).

Article 19.

Il est interdit de laisser ouvert, de déplacer ou de détériorer les sacs poubelles, les cartons, les récipients et les conteneurs ainsi que de fouiller et de répandre leur contenu sur l'espace public.

Article 20.

Il est défendu d'évacuer vers l'extérieur le produit du balayage depuis l'intérieur des chantiers, propriétés privées et des édifices publics.

Article 21.

Il est interdit de battre ou de secouer tout objet pouvant provoquer des poussières à tout endroit de l'espace public et/ou au-dessus de celui-ci, sur les terrains non bâtis à moins de 100 mètres des habitations, à partir de n'importe quelle partie des immeubles.

Section 2. Trottoirs, accotements et entretien des propriétés

Article 22.

§1. Les passages, trottoirs et accotements des immeubles habités ou non ainsi que les façades, murets,

grilles, pieds d'arbres et éléments divers de construction qui bordent l'espace public doivent être entretenus et maintenus en bon état de propreté. Cette obligation incombe solidairement : au propriétaire, au copropriétaire, à tout titulaire d'un droit réel sur l'immeuble, au locataire, au concierge, au portier, au gardien et aux personnes chargées de l'entretien quotidien des lieux.

§2. Cette obligation vise à maintenir la praticabilité et le bon état des passages, trottoirs et accotements ainsi que la sécurité des piétons, entre autres via l'enlèvement de matériaux et/ou produits salissants et/ou glissants et le contrôle de la végétation conformément à la législation régionale et à l'article 48 du présent règlement. La conservation en bon état des trottoirs et accotements suppose également le ramassage des feuilles mortes ainsi que le balayage et l'entretien conformément à la législation en vigueur, des trottoirs enneigés ou verglacés afin de les rendre non-glissants.

§3. Les trottoirs et accotements ne peuvent être entretenus qu'aux heures de la journée les plus compatibles avec la sécurité et la commodité du passage et la tranquillité publique.

§4. Cette obligation ne s'applique pas sur les parties de l'espace public où on aura répandu du sable pour consolider le pavé.

Article 23.

Il est interdit de planter, de semer, de détenir, de distribuer et de transporter à l'air libre des plantes invasives et/ou envahissantes.

Ces plantes sont des espèces qui ont tendance à se propager ou à se répandre en grand nombre, de manière excessive ou menaçante pour la préservation de la diversité biologique, dont notamment : la berce du Caucase (*Heracleum mantegazzianum*), la balsamine de l'Himalaya (*Impatiens glandulifera*), les renouées asiatiques (*Fallopia* spp), le cerisier tardif (*Prunus serotina*) et le buddleia (*Buddleja davidii*). En aucun cas, des résidus de ces plantes ne pourront être introduits dans un compost.

Article 24.

§1. Les propriétaires, usufruitiers, locataires, occupants ou responsables à un titre quelconque d'un immeuble doivent maintenir ceux-ci ainsi que les biens meubles et les installations dont ils sont équipés, en parfait état de conservation, d'entretien ou de fonctionnement sur le plan de la salubrité, de la propreté et de la sécurité et respecter les règles élémentaires d'hygiène.

Section 3. Salubrité des constructions et terrains

Article 25.

§1. Le bon état des terrains non-bâties, des parties non-bâties des propriétés ainsi que des immeubles en construction doit être assuré en tout temps, ce qui emporte l'interdiction d'abandonner, de déposer, de suspendre ou de maintenir toute matière incommode ou objet de nature à porter atteinte à la salubrité ou la sécurité publiques.

Il y a également lieu de veiller :

- à ce que la végétation qui y pousse et notamment les plantes invasives ne menacent pas la propreté ni la sécurité publiques ;
- à ce qu'il n'y ait pas déversement de dépôts clandestins et que les déchets soient enlevés.

Cette obligation incombe à tout propriétaire, locataire, occupant ou responsable quelconque d'un terrain bâti ou non bâti.

§2. Il est interdit de constituer sur les terrains visés au §1 des dépôts même provisoires et d'y déposer ou d'y abandonner des décombres, des briquillons, des débris, des conteneurs, des machines, des véhicules, des immondices, des matières ou des objets quelconques susceptibles de nuire à la qualité de l'environnement ou d'incommoder le voisinage.

§3. Pour des raisons de propreté ou de salubrité, afin d'éviter notamment tout dépôt clandestin, l'autorité compétente peut imposer au titulaire d'un droit réel sur un terrain non-bâti :

- de clôturer ledit terrain ;
- de prendre toutes les mesures utiles afin de prévenir et mettre fin à la prolifération d'animaux et d'organismes nuisibles sans préjudice de la législation en vigueur notamment concernant la

conservation de la nature.

Les clôtures et/ou palissades devront être tenues en permanence en parfait état afin de ne présenter aucun danger.

Section 4. Plans d'eau, voies d'eau, canalisations

Article 26.

§1. Il est interdit de laisser s'écouler sur l'espace public, depuis les propriétés privées ou dans le cadre d'un chantier quelconque, les eaux de quelque nature que ce soit telles que les eaux pluviales, ménagères, usées ainsi que des matières insalubres.

§2. Il est interdit d'obstruer les conduits destinés à l'évacuation des eaux pluviales et des eaux usées ou au fonctionnement des fontaines. Il est également interdit d'y déverser des immondices, huiles, boues, sables, toutes matières, objets, animaux morts ou substances quelconques pouvant provoquer une obstruction des conduits.

§3. Sauf autorisation de l'autorité compétente, il est interdit de procéder au débouchage, au nettoyage ou à la réparation des égouts placés dans l'espace public et d'y effectuer des raccordements. Il est également interdit de procéder à toute ouverture ou enlèvement des taques d'égouts placées dans l'espace public. L'interdiction ne s'applique pas à la désobstruction d'avaloirs si le moindre retard risque de causer préjudice aux propriétés riveraines et pour autant qu'il ne soit procédé à aucun démontage ni à aucune excavation.

Article 27.

§1. Il est interdit de souiller de quelque façon que ce soit les voies d'eaux, rivières, canaux, étangs, bassins, fontaines et égouts. Sauf autorisation de l'autorité compétente, il est également interdit de s'y baigner, d'y baigner des animaux ainsi que d'y laver ou d'y tremper quoi que ce soit.

§2. Il est également interdit de souiller la glace qui s'est formée sur les pièces et voies d'eau, égouts et avaloirs d'égouts en y jetant ou y versant tout objet, toute substance quelconque ou tout animal mort ou vivant.

Section 5. Évacuation de déchets

Article 28.

§1. Les ordures ménagères et les objets ou matières destinées aux collectes sélectives organisées par la Région doivent être présentés à la collecte selon les prescriptions de l'Agence Bruxelles-Propreté ou de tout organisme agréé (horaire, lieu, type de contenant, etc.).

§2. Les habitants autorisés par la législation à faire usage de conteneurs agréés ne peuvent les sortir qu'en respect des prescriptions fixées par l'Agence Bruxelles-Propreté ou tout organisme agréé. Les conteneurs doivent être rentrés au sein de leur immeuble, directement après la collecte des immondices. Ils doivent être maintenus en bon état de propreté intérieure comme extérieure.

§3. Si le service d'enlèvement d'immondices n'a pas récolté les déchets aux heures prévues, il appartient à chacun de rentrer ses déchets et/ou de prouver avoir pris contact dans les 24 heures avec le service de propreté communal ou régional afin de signaler le problème.

§4. Il sera veillé à ce que les sacs ou récipients contenant les déchets ménagers soient fermés et ne puissent être la source de nuisances ni de souillures et qu'ils ne puissent attirer les animaux. A cet effet, est autorisée l'utilisation de contenants rigides, d'une capacité de +/80 litres, ronds, de forme évasée et d'une hauteur de +/50cm. Ce contenant devra être présenté à la collecte sans couvercle.

§5. Les sacs, conteneurs et déchets présentés à la collecte selon les prescriptions de l'Agence BruxellesPropreté ou de tout organisme agréé sont déposés sur le trottoir ou l'accotement le long de la façade, de préférence à proximité immédiate de la porte d'entrée de l'habitation. Ils doivent être déposés de façon à être parfaitement visibles de la rue et à ne pas entraver le passage. Il est strictement interdit de déposer ses déchets devant la façade de ses voisins ou d'une autre habitation de la même rue et a fortiori dans une autre rue. Il est interdit de les déposer ou de les abandonner notamment autour et dans les bacs à fleurs, dans les contours d'arbres, sous les arbres, autour des bulles à verre, autour de tout autre dispositif placé sur l'espace public.

§6. Il est interdit de déposer des déchets ménagers dans et autour des poubelles publiques.

Article 29.

§1. L'utilisation de conteneurs disposés sur l'espace public par l'autorité compétente ou avec l'accord de celle-ci est strictement réservée aux personnes, déchets ou objets que celle-ci a déterminés.

§2. Les emplacements réservés par la commune pour récolter les objets encombrants et/ou les déchets verts sont réservés aux habitants de celle-ci ou des communes associées expressément. Sont exclus les déchets ménagers, recyclables, chimiques et de construction. Les emplacements doivent être tenus en parfait état de propreté. On entend par « déchets verts » les déchets végétaux issus de l'entretien des jardins et espaces verts : gazon, feuilles mortes, tailles d'arbres et d'arbustes, résidus de plantations et branchages. Le déversement de déchets verts par des jardiniers professionnels y est interdit.

Article 30.

§1. Tout détenteur, personnes physiques ou morales (les commerçants, les entreprises, les indépendants, les associations etc.), de déchets non dangereux, autres que ménagers, sont tenus de respecter les prescriptions des réglementations régionales relatives à la gestion de leurs déchets.

§2. Les personnes ayant conclu une convention avec une société pour l'enlèvement de leurs déchets, non dangereux, autres que ménagers doivent indiquer dans cette convention les jours et heures d'enlèvement. Elles veilleront également à ce que les sacs ou récipients contenant ces immondices ne puissent être la source de nuisances ni de souillures et qu'ils ne puissent attirer les animaux. Par ailleurs, les récipients doivent être maintenus en bon état de propreté intérieure et extérieure. Cette convention devra être produite à la première demande de l'autorité compétente.

§3. Lorsque l'enlèvement a lieu le matin, les sacs ou récipients seront déposés la veille de la collecte après 18 heures ou le jour même de la collecte, avant le passage du camion. Lorsque l'enlèvement est effectué en soirée, les sacs ou récipients seront déposés le jour même, après 18 heures et avant le passage du camion de collecte.

Lorsque les déchets sont collectés l'après-midi, les sacs sont déposés le matin même avant 12 heures.

L'administration communale peut modifier les heures de dépôt des sacs ou récipients pour déchets du présent article lorsque celles-ci ne correspondent pas avec les impératifs tirés de la sécurité, de la tranquillité, de la propreté ou de la santé publiques.

Article 31.

La vidange des fosses d'aisance et fosses septiques, le transport et l'évacuation de leur contenu ne peuvent se faire que par une entreprise agréée selon la réglementation en la matière.

Section 6. Entretien et nettoyage des véhicules

Article 32.

§1. Il est interdit de procéder ou de faire procéder sur l'espace public à des travaux d'entretien, de carrosserie, de graissage, de vidange ou de réparation de véhicules ou des pièces desdits véhicules, à l'exception des dépannages effectués immédiatement après la survenance de la défektivité pour autant qu'il s'agisse d'interventions très limitées destinées à permettre au véhicule de poursuivre sa route ou d'être pris en remorque.

§2. Le lavage des véhicules, à l'exception de ceux servant au transport de marchandises ou au transport en commun de personnes, rémunéré ou non, est autorisé sur l'espace public aux heures de la journée les plus compatibles avec la sécurité, la commodité de passage et la tranquillité publique ; il ne pourra en aucun cas être effectué entre 22 heures et 7 heures. En outre, par temps de gel, cette activité ne peut être réalisée que pour autant qu'elle ne porte pas atteinte à la sécurité de passage des personnes et des véhicules. Les travaux de lavage ou de nettoyage s'effectueront devant l'immeuble occupé par le propriétaire du véhicule ou devant son garage. A défaut, l'endroit choisi ne pourra nuire en aucune manière au voisinage et à la tranquillité publique.

§3. Les produits et ustensiles utilisés pour les opérations autorisées de réparation ou de lavage du véhicule doivent être soigneusement rassemblés de manière à ne pas gêner le passage des piétons et des usagers de la route.

Section 7. Feux, fumées, poussières et odeurs

Article 33.

§1. Il est interdit d'incommoder le voisinage par des fumées, odeurs, suie ou émanations quelconques ainsi

que par des poussières ou projectiles de toute nature.

§2. Sauf autorisation de l'autorité compétente, il est également interdit de faire du feu en extérieur, en dehors des immeubles bâtis, et de détruire par combustion en plein air tout déchet et objet de rebut, en ce compris les déchets verts et les déchets ménagers organiques.

§3. Les barbecues sont autorisés dans les cours, jardins, terrasses privés uniquement s'il est fait usage de fourneaux fixes ou mobiles, adaptés à la configuration des lieux, et pour autant qu'ils ne représentent pas un risque pour la sécurité et qu'ils n'incommodent pas le voisinage.

§4. Sauf autorisation de l'autorité compétente, les barbecues sont interdits sur l'espace public.

Section 8. Logements et campements

Article 34.

§1. Sauf autorisation de l'autorité compétente, il est interdit, sur tout le territoire de la commune et à tout endroit de l'espace public, de loger, dormir ou de camper pendant plus de 24 heures consécutives, dans une voiture, une caravane, un motor-home, ou un véhicule aménagé à cet effet.

§2. Sauf autorisation de l'autorité compétente, il est également interdit d'utiliser comme logement des abris mobiles tels que remorques d'habitation, caravanes ou motor-homes, pendant plus de 24 heures consécutives sur un terrain privé.

Section 9. Lutte contre les animaux nuisibles et/ou dangereux

Article 35.

§1. Sauf autorisation de l'autorité compétente et à l'exception des aliments destinés aux oiseaux, autres que les pigeons, en temps de gel, il est interdit d'abandonner, de déposer, de suspendre ou de jeter sur l'espace public, bassins et étangs inclus, toute matière quelconque destinée au nourrissage des animaux en ce compris chats, chiens, canards, poissons, pigeons, oies.

§2. La même interdiction est applicable aux voies privées, cours ou autres parties d'un immeuble, lorsque cette pratique est susceptible :

- de constituer une gêne pour le voisinage ou pour la propreté, la salubrité et la sécurité publiques ;
- d'attirer insectes, rongeurs et oiseaux ;
- de causer un dommage au patrimoine et au bâti existant.

§3. Moyennant autorisation de l'autorité compétente, aux endroits déterminés par celle-ci, le nourrissage des chats errants est autorisé dans le cadre de programmes de stérilisation de ces derniers.

Article 36.

Sans préjudice de la législation existante concernant notamment la conservation de la nature, les propriétaires, gérants ou locataires d'immeubles doivent procéder de manière permanente à l'obstruction des endroits propices à la nidification des pigeons, c'est-à-dire notamment obstruer les orifices, faire nettoyer et désinfecter les immeubles souillés, prévenir et mettre fin à la prolifération d'animaux et d'organismes nuisibles (tels rats, cafards, etc.), si nécessaire en faisant appel à des services spécialisés et/ou officiels.

Sans préjudice de la législation existante concernant notamment la conservation de la nature, les propriétaires ont en outre l'obligation de faire enlever les nids de guêpes sociales, d'abeilles sociales ou toute autre nidification sauvage si ceux-ci causent une nuisance quelconque. A défaut, l'enlèvement sera effectué d'office par l'autorité compétente et ce, à leurs frais, risques et périls.

Section 10. Mesures de prophylaxie

Article 37.

§1. L'accès des cabines, douches ou piscines des bains et installations sportives accessibles au public est interdit aux personnes:

- se trouvant en état de malpropreté manifeste ;
- atteintes soit d'une maladie contagieuse, soit d'une blessure non cicatrisée ou couverte par un pansement, soit d'une affection dermatologique accompagnée d'éruptions cutanées ou présentant une affection contagieuse pour laquelle le refus d'accès est médicalement justifié ;

- se trouvant sous l'influence manifeste d'alcool, de drogue ou de médicaments.

§2. La personne se présentant dans l'une des situations décrites ci-dessus devra obéir à la première demande du préposé lui enjoignant de ne pas pénétrer dans les lieux ou d'en sortir. Elle pourra, en outre, être expulsée, au besoin par la contrainte, par les services de police.

Section 11. Affichage

Article 38.

§1. Sans préjudice des dispositions du Règlement Régional d'Urbanisme et des dispositions existantes en ces matières propres aux domaines, matériel et équipement des sociétés de transport en commun, il est interdit d'apposer, de faire apposer ou de coller notamment des affiches, tracts, autocollants, papillons ou des flèches directionnelles à tout endroit de l'espace public ou à tout endroit, à ciel ouvert, visible de l'espace public, sans en avoir reçu l'autorisation de l'autorité compétente et du propriétaire des lieux ou en ne se conformant pas aux conditions déterminées par l'autorité compétente dans l'acte d'autorisation.

§2. Sur simple demande de l'autorité compétente, tout éditeur responsable d'affiches, tracts, autocollants ou papillons visés à l'alinéa précédent peut être invité à communiquer, endéans les 15 jours de la demande, l'identité de la ou des personnes physiques ou morales chargées de la diffusion de la publication.

§3. Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires, les affiches à caractère électoral peuvent être apposées aux endroits déterminés par l'autorité compétente, selon les conditions que celle-ci détermine.

§5. Les affiches ou les autocollants apposés en contravention au présent règlement devront être enlevés.

A défaut, l'autorité procédera d'office, aux frais, risques et périls du contrevenant, à leur enlèvement.

Article 39.

§1. Il est interdit de salir, recouvrir, abîmer, dégrader, déchirer, altérer ou enlever les affiches, tracts, papillons, flèches directionnelles ou les autocollants apposés avec l'autorisation de l'autorité, du propriétaire ou de l'occupant des lieux.

§2. Tout immeuble frappé d'un arrêté de police de l'autorité administrative fait l'objet d'un affichage ad hoc sur un de ses murs ou porte visible et lisible depuis l'espace public. Le propriétaire du bien est responsable du maintien en l'état de cet affichage. En cas d'enlèvement ou de dégradation du document, il doit procéder sans délais à son remplacement.

Article 40.

Le bailleur ou mandataire du bailleur qui, dans toute communication publique ou officielle relative à la mise en location d'un bien affecté à l'habitation au sens large, n'a pas annoncé le montant du loyer demandé et celui des charges communes pourra, conformément à l'article 217, §2 du Code bruxellois du Logement, faire l'objet d'une amende administrative d'un montant de 50 à 200 euros.

Chapitre 3 – Sécurité publique

Section 1. Attroupements, manifestations, cortèges

Article 41.

Sauf autorisation de l'autorité compétente, il est interdit d'organiser, de provoquer ou de participer à des attroupements, manifestations, émeutes ou cortèges de nature à entraver la circulation des véhicules ou à incommoder les usagers de l'espace public.

Article 42.

Tout rassemblement, manifestation, animation ou cortège, de quelque nature que ce soit, dans l'espace public ou dans les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public, est subordonné à l'autorisation de l'autorité compétente.

Section 2. Activités incommodes ou dangereuses

Article 43.

Sauf autorisation de l'autorité compétente, il est interdit de se livrer sur l'espace public, dans les lieux accessibles au public et dans les propriétés privées à une activité quelconque pouvant menacer la sécurité publique ou compromettre la sûreté et la commodité du passage, telle que :

1. jeter, lancer ou propulser des objets quelconques ; cette disposition n'est pas applicable aux disciplines sportives et jeux pratiqués dans des installations appropriées ;
2. exposer ou abandonner des choses de nature à nuire par leur présence, leur chute ou par des

- exhalaisons insalubres ;
3. laisser tout objet pouvant servir à toute personne mal intentionnée à menacer la sécurité des personnes et des biens ;
 4. faire usage d'armes à feu, à air comprimé, à gaz, à jet tels que arcs et arbalètes excepté dans les stands dûment autorisés ou dans les métiers forains de tir ;
 5. faire usage de pièces d'artifice et de pétards ;
 6. escalader les clôtures, grimper aux arbres, poteaux, constructions ou installations quelconques ;
 7. se livrer à des jeux ou exercices violents ou bruyants ;
 8. se livrer à des prestations artistiques dangereuses ;
 9. réaliser tous travaux quelconques ;
 10. émettre ou projeter, soit directement, soit par la réflexion de faisceaux lumineux, de la lumière laser ou assimilée pouvant provoquer tout éblouissement de quelque nature que ce soit. Les armes, munitions, pétards ou pièces d'artifices utilisés en infraction aux dispositions ci-dessus seront saisis. En cas de saisie administrative, les objets saisis pourront être détruits.
 11. utiliser ou posséder, à des fins récréatives, certaines substances dangereuses comme le gaz hilarant.

Article 44.

Il est interdit dans l'espace public :

- d'entraver, même partiellement, l'entrée d'immeubles et édifices publics ou privés ;
- d'entraver, même partiellement, la progression des passants ;
- d'entraver la progression des personnes déficientes visuelles sur les dalles podotactiles et/ou lignes de guidage ;
- de se montrer menaçant ;
- sauf autorisation de l'autorité compétente, d'exercer une activité quelconque sur la voie carrossable.

En cas d'infraction au présent article, la police ou l'agent habilité pourra faire cesser immédiatement le comportement incommode ou l'activité.

Article 45.

Sans préjudice des autres réglementations applicables, l'usage de tout moyen de locomotion tel que trottinettes, patins à roulettes, planches à roulettes, tonneaux, traîneaux, hoverboard, mono-roue, n'est autorisé qu'à la condition de veiller à ne pas compromettre la sécurité des piétons et autres usagers ni la commodité du passage. L'autorité compétente peut cependant l'interdire aux endroits qu'elle détermine.

Article 46.

§1er. Sauf autorisation de l'autorité compétente, sont interdits sur l'espace public :

- les collectes, les ventes-collectes et les ventes telles que celles de porte à porte, la collecte d'étrennes ;
- les divertissements quelconques, tels que les expositions, tournages, foires commerciales ou d'exposition, fêtes, bals, exhibitions, spectacles, karaokés ou illuminations ;
- les arts divinatoires ;
- les jeux de loterie ou de hasard.

§2. En cas d'infraction, seront, en outre, saisis et confisqués, les tables, instruments, appareils de jeux ou de loteries, ainsi que les enjeux, denrées, objets ou lots proposés.

Article 47.

Sauf autorisation de l'autorité compétente, sont interdites sur l'espace public, les activités de transport de personnes, lorsqu'elles visent une clientèle de touristes de passage ou celles organisées dans le cadre

d'activités festives ou commerciales se déroulant sur le territoire de la commune, avec embarquement de personnes sur le territoire de la commune, au moyen de véhicules motorisés ou non, d'attelages ou au moyen d'un animal monté. Cette dernière disposition ne vise toutefois pas les transports publics en commun et les taxis ou les voitures avec chauffeur.

Article 48.

Sans préjudice de la législation en vigueur, il est interdit de répandre toute forme quelconque de pesticide sur l'espace public.

Article 49.

Il est interdit de troubler de quelque manière que ce soit tout concert, spectacle, divertissement ou réunion quelconque sur l'espace public autorisé par l'autorité compétente, ainsi que tout événement dans les salles de spectacles, de fêtes, de concerts, de sport ou de rassemblements philosophiques ou religieux. L'accès de la scène est interdit à toute personne qui n'y est pas appelée par son service.

Il est interdit au public des salles de spectacles, de fêtes, de concerts ou de sport :

- a) de venir sur la scène, la piste ou le terrain sans y être invité ou autorisé par les artistes, pratiquants ou organisateurs ainsi que de pénétrer dans les parties privées de l'établissement ou celles réservées aux artistes ou sportifs ;
- b) de déposer des objets pouvant nuire par leur chute ou incommoder autrement le public, les acteurs ou les pratiquants, sur les balcons et garde-corps ou de les accrocher à ces endroits ;
- c) de mettre en danger par son comportement la stabilité et/ou la sécurité des installations ou des lieux ;
- d) de troubler autrement le spectacle, la fête ou le concert.

Section 3. Journée sans voiture

Article 50.

§1. Sauf autorisation de l'autorité compétente, la circulation automobile est interdite lors de « la journée sans voiture ».

§2. Par circulation automobile, on entend la circulation des véhicules à moteur au sens de l'article 2.16 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière.

§3. La date et les modalités de la journée sans voiture sont arrêtées dans une ordonnance de police temporaire.

Section 4. Ventes et distributions sur l'espace public

Article 51.

§1. L'activité des distributeurs de journaux, d'écrits, de dessins, de gravures, d'annonces et de tous imprimés quelconques ne peut troubler l'ordre public ni entraver la circulation.

§2. Les personnes se livrant aux occupations de crieur, de vendeur ou de distributeur de journaux, d'écrits, de dessins, de gravures, d'annonces et de tous imprimés quelconques dans les rues et autres lieux publics ne peuvent sans autorisation préalable utiliser du matériel pour l'exercice de cette activité, sans préjudice de la réglementation sur les marchés publics et commerces ambulants.

§3. Les distributeurs et/ou vendeurs sont tenus de ramasser les imprimés qui seraient jetés par le public aux abords immédiats de l'endroit où la distribution et/ou la vente a lieu.

§4. Sauf autorisation de l'autorité compétente, il est défendu aux crieurs, vendeurs ou distributeurs de journaux, d'écrits, échantillons publicitaires, d'imprimés, de photos, de dessins ou de réclames quelconques :

- de constituer des dépôts de journaux, écrits, etc. sur l'espace public, sur le seuil des portes et fenêtres des immeubles ou de les accrocher aux saillies ou éléments de quincaillerie tels que clenches ou poignées de porte, structures en fer forgé. Les imprimés publicitaires toutes-boîtes doivent obligatoirement être glissés dans les boîtes aux lettres ;
- de constituer des dépôts de journaux, écrits, etc. dans les immeubles à l'abandon ainsi que dans les boîtes aux lettres sans numéro ;
- d'apposer ou de faire apposer, sans autorisation du propriétaire ou de l'utilisateur, des imprimés publicitaires sur les véhicules ;

- de faire usage d'un haut-parleur ;
- d'accoster, de suivre ou d'importuner les passants.

§5. Sont notamment compris dans la notion de matériel pour la présente disposition : les stands, les charrettes ou tout autre matériel pouvant constituer une entrave pour les passants, provoquer des nuisances en termes de propreté publique ou s'apparenter à une appropriation de l'espace public sans autorisation.

§6. Sur le territoire de la Ville de Bruxelles et Ixelles, sauf autorisation spécifique de l'autorité compétente, sont totalement interdites la vente et la distribution :

1. dans la zone neutre ;
2. dans la zone de protection du patrimoine définie par l'UNESCO autour de la Grand Place et délimitée, en les incluant, par : les rues du Midi et Henri Maus, la place de la Bourse, les rues de la Bourse, Tabora, des Fripiers, de l'Ecuyer, d'Arenberg, de la Montagne, la place Agora, les rues de la Madeleine, Duquesnoy, la place Saint-Jean et la rue du Lombard ;
3. place du Congrès, place Poelaert, place Royale et Parvis Notre-Dame, ainsi que dans une aire de 50 mètres autour de ces endroits ;
4. à moins de 50 mètres des bureaux de chômage, établissements d'instruction, lieux de culte, casernes et autres bâtiments militaires ;
5. dans la zone délimitée par l'avenue Houba de Strooper, la chaussée Romaine, l'avenue de Madrid, l'avenue du Gros Tilleul, le boulevard du Centenaire, la place Saint-Lambert, la rue du Heysel, avec inclusion de ses artères les jours où des expositions, réunions, fêtes ou autres manifestations ont lieu dans le Stade Roi Baudouin ou le Parc des Expositions ;
6. sur l'Esplanade Solidarosc.

Article 52.

Sur simple demande de l'autorité compétente, tout éditeur responsable de journaux, d'écrits, d'imprimés ou de réclames quelconques peut être invité à communiquer, endéans les 15 jours de la demande, l'identité de la ou des personnes physiques ou morales chargées de la diffusion de la publication.

Article 53.

§1. Il est interdit, à l'extérieur des salles de spectacles ou de concerts et des lieux de réunions sportives ou de divertissements, d'accoster les passants sur la voie publique pour leur offrir en vente des billets d'entrée ou pour leur indiquer les moyens de s'en procurer.

§2. Il est également interdit aux commerçants ou restaurateurs ainsi qu'aux personnes qu'ils emploient, d'aborder les clients ou de les héler pour les inciter à venir dans leur établissement, si ces derniers n'ont manifesté aucun intérêt pour ledit établissement.

Section 5. Installation de grues

Article 54.

Toute installation d'une grue est soumise à l'autorisation de l'autorité compétente. Sans préjudice des prescriptions réglementaires en matière d'urbanisme, d'environnement et de protection du travail, il est exigé :

1. qu'avant toute mise en service d'une grue et chaque fois que le Règlement Général sur la Protection du Travail exige l'établissement d'un procès-verbal de vérification, une photocopie de cette pièce, rédigée par un organisme agréé, soit envoyée à l'autorité compétente, dans un délai de trois semaines avant le montage ou le remontage ;
2. que toute utilisation de grue soit subordonnée à la production d'un plan du chantier, avec toutes les indications utiles et les caractéristiques de l'engin, y compris l'encombrement et le rayon de giration de la flèche ;
3. que les grues aient une assise stable au sol, de façon à éviter leur renversement. Quant aux grues-tours montées sur rails elles seront, de plus, fixées à ces derniers et leur chemin de roulement sera maintenu fermement au sol de manière à éviter son arrachement et renversement ;
4. qu'au fur et à mesure de l'élévation du bâtiment, la grue soit, ou bien comprise dans la

- construction, ou bien solidement amarrée en plusieurs endroits ;
5. que les utilisateurs soient tenus de prendre toutes les dispositions adéquates pour que, lorsque la grue se trouve placée dans la position giratoire, sa stabilité ne soit pas réduite et qu'elle ne puisse avoir de mouvement désordonné ;
 6. que, lorsque les matériaux transportés sont pulvérulents, liquides ou susceptibles de s'épandre, ils soient enfermés dans des conteneurs de façon à ce que rien ne puisse tomber sur l'espace public, dans les propriétés privées ou dans l'enclos formé par des palissades ; Celles-ci devront au besoin, sur injonction de l'agent habilité, être enlevées à chaque fermeture journalière du chantier ;
 7. qu'une liste comportant les noms, adresses et numéros de téléphone, de l'entrepreneur, de l'ingénieur ou du technicien qualifié ainsi que d'un membre du personnel grutier pouvant être atteints rapidement, de jour comme de nuit et en tous temps, soit déposée, avant l'emploi de la grue-tour, au commissariat de police le plus proche dudit chantier. Une copie en sera affichée à l'extérieur du bureau du chantier ;
 8. que l'entrepreneur soit couvert en responsabilité civile pour les accidents causés aux tiers par l'emploi de grues, tant sur le chantier qu'à l'extérieur de celui-ci. La preuve en sera jointe à la demande d'autorisation ;
 9. que la grue soit enlevée au plus tard huit jours après la fin des travaux qui justifiaient sa mise en service. A défaut, il y sera procédé par les soins de l'autorité compétente, aux risques, frais et périls de l'entrepreneur ;
 10. qu'un dispositif soit placé à la base de la grue-tour, rendant son escalade matériellement impossible à toute personne non autorisée. Ce dispositif doit être décrit dans la demande d'autorisation.

Section 6. Occupation privative de l'espace public et objets pouvant nuire par leur chute

Article 55.

§1. Sauf autorisation de l'autorité compétente, et sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en matière d'urbanisme, sont interdites :

toute occupation privative de l'espace public au niveau, au-dessus ou au-dessous du sol, notamment par tout objet quelconque fixé, accroché, suspendu, déposé ou abandonné, y compris en embarrassant l'espace public avec des matériaux, des échafaudages ou d'autres objets quelconques.

Sont exceptées les plantes grimpantes pour autant qu'elles ne soient pas de nature à compromettre la sécurité publique et la commodité de passage ;

- les excavations pratiquées sur la voie publique ;
- l'installation en tout lieu élevé des bâtiments ou contre les façades des maisons, d'objets pouvant nuire par leur chute, même s'ils ne font pas saillie sur la voie publique.

Sont exceptés de cette disposition, les objets déposés sur les seuils des fenêtres et retenus par un dispositif solidement fixé, non saillant.

§2. Sauf autorisation spécifique et préalable de l'autorité communale, il est interdit de se réserver une place de stationnement sur la voie publique notamment avec des objets divers.

§3. Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en matière d'urbanisme, il est défendu de placer sur les façades de bâtiments ou de suspendre à travers la voie publique des banderoles, drapeaux, guirlandes lumineuses, calicots ou tout autre dispositif sans l'autorisation de l'autorité compétente.

§4. Il est défendu d'étendre ou de faire sécher, en dehors des habitations, sur l'espace public ou au-dessus de celui-ci, des toiles, linges et autres objets.

§5. Sans préjudice des dispositions prévues au Règlement général de police de la circulation routière et des dispositions légales et réglementaires régionales, nul ne peut, sans autorisation préalable accordée par l'autorité compétente, procéder à la pose de tout objet de quelque nature que ce soit en voirie. Leur entretien incombe aux propriétaires, locataires ou aux personnes citées à l'article 22 du présent règlement.

§6. Sans préjudice des dispositions prévues par le code de la route, aucun objet ne pourra masquer, même partiellement, les objets d'utilité publique dont la visibilité doit être assurée intégralement.

§7. Aucun objet ne pourra non plus masquer, même partiellement, les portes et fenêtres des façades jouxtant la voie publique.

§8. Les objets déposés, fixés, accrochés ou suspendus en contravention au présent article devront être enlevés à la première réquisition des agents habilités. A défaut, il y sera procédé d'office aux frais, risques et périls du contrevenant.

§9. Toute personne ayant obtenu l'autorisation de déposer ou d'entreposer des matériaux, des échafaudages ou d'autres objets quelconques sur l'espace public ou d'y creuser des excavations, est tenue d'assurer l'éclairage et la signalisation des dépôts, entrepôts ou excavations. A défaut, il y sera procédé par l'autorité compétente aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 56.

Sauf à obtenir une autorisation de l'autorité compétente, il est interdit à toute personne se trouvant sur la voie publique d'entraver la progression des passants par le dépôt ou l'abandon de tout objet mobilier, tel que bagage, déchet ménager, débris de construction, véhicule. La notion d'entrave à la progression est notamment définie par les comportements suivants :

- Laisser aux piétons, à tout endroit où leur passage est autorisé, une largeur d'un seul tenant de moins de 1 mètre 50, ou une autre largeur définie par les autorités compétentes en fonction de circonstances spécifiques à certains lieux, ou leur imposant d'enjamber ou d'escalader les objets encombrant le passage ;
- Laisser aux véhicules circulant sur la chaussée une largeur de moins de 3 mètres, ou toute autre largeur nécessaire au passage des véhicules de secours en fonction de circonstances spécifiques à certains lieux, ou laisser sur la chaussée des objets susceptibles de causer un dommage à un véhicule y circulant ;
- Encombrer les pistes cyclables de manière qu'il ne soit plus possible pour un cycliste d'y circuler sans danger ;
- Empêcher l'accès à des immeubles, bâtis ou non-bâtis ou restreindre cet accès dans la mesure indiquée ci-dessus pour les piétons, cyclistes et véhicules.

Article 57.

§1. Sauf autorisation de l'autorité compétente, il est interdit pour une entreprise louant, réparant ou vendant des véhicules de s'approprier volontairement et de manière répétée des emplacements de stationnement se trouvant sur la voie publique. Est visé notamment le stationnement en voirie de véhicules en attente d'une intervention mécanique ou carrosserie ainsi que les véhicules devant être repris par leurs propriétaires.

Les véhicules professionnels destinés au transport de personnes et de marchandises sont également visés par la présente disposition, ces derniers devant par ailleurs occuper prioritairement les emplacements qui leur sont réservés.

§2. Tout véhicule pouvant être assimilé à un véhicule abandonné pourra faire l'objet d'une décision d'enlèvement par l'autorité compétente aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 58.

§1 Sauf autorisation de l'autorité compétente, il est interdit de placer des terrasses de cafés (notamment de chaises, bancs, tables), des étals de commerçants, des menus ou des dispositifs publicitaires sous quelque forme que ce soit et d'exposer des marchandises ou des imprimés sur l'espace public.

§2. Les objets placés ou étalés en contravention avec le présent article devront être enlevés à la première réquisition de la police ou d'un agent habilité. A défaut, il pourra y être procédé d'office aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 59.

§1. Sans préjudice de la réglementation en matière d'urbanisme, les propriétaires ou utilisateurs d'antennes, de paraboles et d'enseignes lumineuses ou non doivent constamment en contrôler et en assurer la parfaite stabilité.

§2. Toute installation qui n'est pas utilisée devra être enlevée dans les huit jours de la cessation de l'usage.

§3. Celui qui enfreint les dispositions du présent article est tenu d'enlever l'antenne, l'enseigne lumineuse ou non, la parabole ou l'installation concernée. A défaut, l'autorité compétente se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 60.

Les clôtures, cloisons, palissades ou panneaux publicitaires ancrés dans le sol ou accrochés aux constructions, doivent être solidement fixés, de manière qu'ils ne puissent se renverser ou tomber.

Article 61.

§1. Les arbres et les plantations dans les propriétés privées doivent être élagués de manière à ce que toute branche surplombant la voie publique se trouve à 2,50 m au moins au-dessus du sol et son extrémité à 0,50 m au moins en retrait de la voie carrossable. L'élagage doit être réalisé dans le respect des dispositions spécifiques prévues à cet effet dans la législation en cours concernant notamment la conservation de la nature.

§2. Les arbres et les plantations ne peuvent en aucun cas masquer le flux lumineux de l'éclairage public, ni masquer tout objet d'utilité publique.

§3. Les haies ne peuvent faire saillie sur la voie publique et doivent être, en tout temps, taillées afin de ne pas réduire la largeur de celle-ci.

§4. Si des raisons particulières de sécurité l'exigent, l'agent habilité pourra imposer des mesures différentes et les travaux prescrits devront être effectués.

§5. Celui qui enfreint les dispositions du présent article est tenu de mettre aussitôt les choses en état. A défaut, l'autorité compétente se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 62.

§1. Il est interdit de faire passer de l'intérieur des immeubles sur la voie publique des objets longs ou encombrants sans prendre les précautions indispensables pour garantir la sécurité des passants.

§2. Les mêmes précautions sont à observer pour ouvrir les persiennes, volets mobiles ou stores installés au rez-dechaussée lorsque l'immeuble se trouve dans un alignement général jouxtant la voie publique. Les volets et persiennes, lorsqu'ils sont ouverts, doivent toujours être maintenus par leurs arrêts ou crochets. Les arrêts et crochets placés au rez-de-chaussée doivent être fixés de manière à ne pas blesser les passants ou constituer une nuisance pour la sécurité.

Article 63.

§1. Il est interdit de jeter des objets quels qu'ils soient par les portes, baies ou fenêtres donnant sur la voie publique.

§2. Lorsque l'évacuation de certains objets ou matériaux est indispensable par lesdites issues, notamment en cas de déménagement, toute précaution utile sera prise pour soustraire à la circulation des usagers, la partie de la voie publique rendue dangereuse et pour régler cette circulation de façon à éviter tout accident.

Article 64.

Les entrées de cave et les accès souterrains pratiqués dans la voie publique ne peuvent être ouverts :

- que pendant le temps strictement nécessaire aux opérations nécessitant l'ouverture,
- qu'en prenant toutes les mesures pour garantir la sécurité des passants. Ces deux conditions sont cumulatives.

Article 65.

§1. Tout propriétaire d'immeuble doit apposer de façon visible à l'extérieur, à front de rue, le numéro de celui-ci et placer par surface occupée ou unité d'habitation, un dispositif technique d'avertissement tel qu'une sonnette en parfait état de fonctionnement.

Les occupants apposent de façon visible leurs noms de famille ou dénomination sociale sur le dispositif précité ainsi que près de la porte d'entrée et sur la boîte aux lettres.

§2. Dans le cas d'une nouvelle construction, le propriétaire a l'obligation d'afficher le numéro qui lui aura été attribué endéans les quinze jours de la réception de ce numéro.

§3. Il est interdit de masquer, d'arracher, de dégrader d'une manière queconque ou de faire disparaître les numéros des immeubles attribués par l'autorité compétente ainsi que les plaques indicatrices du nom des

voies publiques.

§4. En cas de changement de numéro, l'ancien devra être masqué ou barré d'un trait noir et ne pourra être maintenu que 2 ans au plus à partir de la notification faite à ce sujet par l'autorité compétente.

§5. Si des travaux quelconques à l'immeuble entraînent nécessairement la suppression, l'enlèvement temporaire ou le masquage du numéro, ce dernier devra être rétabli au plus tard huit jours après la fin des travaux.

§6. A défaut de placement du numéro endéans les délais indiqués dans le présent article, l'autorité compétente procédera d'office au numérotage de l'immeuble au moyen de peinture noire au pochoir industriel et ce aux frais du propriétaire.

Article 66.

§1. Les propriétaires, usufruitiers, locataires, occupants ou responsables à un titre quelconque d'un immeuble sont tenus, sans que cela entraîne pour eux le moindre dédommagement, d'autoriser le placement et l'entretien sur la façade ou le pignon de leur immeuble, même lorsqu'il se trouve en dehors de l'alignement, et dans ce cas, éventuellement à front de voirie, tout dispositif d'utilité publique et notamment :

1. la pose d'une plaque indiquant le nom de la rue du bâtiment ;
2. la pose d'une plaque de rue historique ;
3. la pose de tous signaux routiers ;
4. la pose de tout câble d'infrastructure de service public ;
5. l'ancrage pour l'éclairage public, les publicités publiques, guirlandes publiques, caméras publiques de surveillance,
6. l'utilisation du sous-sol de l'immeuble par les impétrants autorisés par l'autorité compétente ;
7. le placement de tout avis d'enquête prévu par les dispositions légales en vigueur ;
8. la fixation de câbles nécessaires pour l'exploitation des tramways et autres véhicules de transports en commun ;
9. La pose des signaux de repère et d'identification des bouches ou des bornes d'incendie.
10. La pose de tout dispositif de sécurité. Il en est de même en ce qui concerne les attaches, les supports et les appareillages nécessaires au bon fonctionnement des services précités. Il est défendu d'enlever ou de déplacer les objets mentionnés ci-dessus. L'enlèvement ou le déplacement de ceux-ci pour quelque raison que ce soit, se fera à l'intervention de l'administration communale ou du concessionnaire spécialement habilité à cet effet.

§2. Les propriétaires, usufruitiers, locataires, habitants ou responsables à un titre quelconque de biens immobiliers doivent s'assurer que ceux-ci, de même que les installations et appareils dont ils sont équipés, soient en parfait état de conservation, d'entretien et de fonctionnement de manière à ne pas constituer une menace pour la sécurité ou la salubrité publique.

Article 67.

Le propriétaire sera tenu de prendre des mesures matérielles adéquates afin d'empêcher toute personne non autorisée d'accéder aux immeubles inoccupés ou aux terrains non-bâties.

Section 7. Mesures générales de nature à prévenir les atteintes à la sécurité publique

Article 68.

Il est interdit d'imiter les appels ou signaux des services de secours et d'intervention à quelque fin que ce soit.

Article 69.

Tout appel au secours abusif ou tout usage abusif d'une borne d'appel, d'un appareil de signalisation, d'un dispositif d'alerte ou d'alarme destiné à assurer la sécurité des usagers est interdit.

Article 70.

Il est interdit à toute personne non habilitée à cette fin de pénétrer dans les constructions ou installations d'utilité publique non accessibles au public.

Il est interdit à toute personne non mandatée par l'autorité compétente de manœuvrer les robinets des conduites ou canalisations de toute nature, les interrupteurs de l'éclairage public électrique, les horloges

publiques, les appareils de signalisation ainsi que les équipements de télécommunication, placés sur ou sous la voie publique ainsi que dans les bâtiments publics.

Article 71.

Il est interdit à toute personne non autorisée, d'entrer ou de passer sur le terrain d'autrui, d'y laisser passer l'animal sous sa garde, d'y couper ou détruire des récoltes ou toute production de la terre, même sans intention de les voler. Il est interdit de marauder, de soustraire ou de dérober ou d'endommager sur le terrain d'autrui, des récoltes ou des productions de la terre.

Section 8. Incendies et sinistres connexes

Article 72.

Dès qu'un incendie, une fuite de gaz/d'eau ou tout autre sinistre se déclare, les personnes qui s'en aperçoivent sont tenues d'avertir immédiatement soit le bureau de police, soit l'un des postes de pompiers le plus proche, soit le centre d'appel d'urgence.

Article 73.

Les propriétaires, locataires ou occupants d'un immeuble dans lequel un incendie s'est déclaré ainsi que ceux des immeubles voisins doivent :

1. obtempérer immédiatement aux injonctions et réquisitions des pompiers, agents de la protection civile, fonctionnaires et auxiliaires de police ou d'autres services publics dont l'intervention est nécessaire pour combattre le sinistre ;
2. permettre l'accès à leur immeuble ;
3. permettre l'utilisation des points d'eau et de tous moyens de lutte contre l'incendie dont ils disposent.

Article 74.

Sont interdits sur la voie publique et dans les lieux accessibles au public le stationnement de véhicules et le dépôt, même temporaire, de choses pouvant gêner ou empêcher le repérage, l'accès ou l'utilisation des ressources en eau pour l'extinction des incendies, ainsi que le repérage, l'accès ou l'utilisation des ressources en eau, gaz, électricité ou télécommunications.

Article 75.

Il est interdit de dénaturer, de dissimuler ou de laisser dissimuler les signaux d'identification ou de repérage des ressources suivantes : gaz, électricité, télécommunications ou eau pour l'extinction des incendies.

Article 76.

Les bornes ou bouches d'incendie, les couvercles ou trapillons fermant les chambres des bouches d'incendie, les puisards et tous les raccordements d'immeubles doivent toujours rester dégagés, bien visibles et aisément accessibles. Il en va de même pour les trapillons renfermant les réseaux d'électricité, de gaz et de télécommunications.

Article 77.

Tout occupant d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble est tenu de veiller à ce que les cheminées et les tuyaux conducteurs de fumées qu'il utilise :

- soient maintenus constamment en bon état de fonctionnement ;
- soient ramonés selon la périodicité prévue par les dispositions légales.

Article 78.

Lorsqu'un événement tel que fête, divertissement, soirée dansante ou toute autre réunion quelconque, est organisé dans un lieu accessible au public, dont les organisateurs sont en défaut de prouver que ledit lieu est conforme aux impératifs de sécurité notamment en application de la réglementation en matière de sécurité incendie, l'autorité compétente pourra interdire l'événement et la police pourra, le cas échéant, faire évacuer et fermer l'établissement. Dans les lieux accessibles au public, même lorsque celui-ci n'y est admis que sous certaines conditions, il est interdit de dépasser le nombre maximal de personnes pouvant être présentes simultanément, déterminé par le Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la

Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre des normes de sécurité et de prévention de l'incendie. En cas de dépassement de ce nombre, la police pourra faire évacuer et fermer ces lieux.

Article 79.

Sans préjudice des dispositions légales en vigueur, il est interdit dans les endroits accessibles au public de déposer, accrocher ou suspendre des objets quelconques pouvant gêner le passage dans des escaliers, dégagements, sorties de secours ainsi que dans les voies qui y mènent ou de réduire autrement leur largeur ou hauteur.

Article 80.

§1. Tout immeuble d'habitation, tout bâtiment ou construction dont l'accès principal ne donne pas directement sur la voie publique doit être accessible aux véhicules de secours. Cette voie d'accès doit permettre la circulation, le stationnement et les manœuvres du matériel utilisé par les services de secours.

§2. Cette voie d'accès doit toujours rester dégagée et aisément accessible. Il est interdit d'y immobiliser des véhicules ou d'y abandonner des matériaux ou objets quelconques.

§3. Cette voie d'accès sera signalée par tout moyen de signalisation jugé adéquat.

§4. L'autorité compétente peut, pour les voies d'accès existantes, déterminer les mesures qu'elle juge propres à permettre l'intervention du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente.

Section 9. Dispositions particulières liées aux conditions météorologiques

Article 81.

§1. Les trottoirs couverts de feuilles mortes, de neige ou de verglas doivent être balayés ou rendus non glissants entièrement ou sur les deux tiers de leur largeur avec un minimum de 1m50 selon la largeur du trottoir en vue de faciliter le passage des piétons en toute sécurité. La neige doit être déposée sur et au bord du trottoir et ne peut être jetée sur la chaussée.

Si la disposition des lieux ne le permet pas, la neige sera déposée sur le bord de la chaussée. Les avaloirs d'égouts et les caniveaux ainsi que les traversées piétonnes doivent rester libres.

Ce soin incombe aux personnes chargées de l'entretien des trottoirs visées à l'article 22 du présent règlement.

§2. L'épandage de sable ou de tout autre produit dans le but de faire fondre la neige ou le gel sur les marches d'escaliers extérieurs, sur les trottoirs ou sur la voie publique, ne délie pas les personnes qui y procèdent des obligations prévues à la présente disposition.

Article 82.

Les stalactites de glace qui se forment aux parties élevées des immeubles surplombant la voie publique doivent être enlevées. Au besoin, il sera fait appel au service incendie. Cette obligation incombe aux personnes chargées de l'entretien des trottoirs visées à l'article 22 du présent règlement.

Article 83.

Il est interdit sur l'espace public :

- de verser ou de laisser s'écouler de l'eau par temps de gel ;
- d'établir des glissoires ;
- de déposer ou de jeter de la neige ou de la glace en provenance des propriétés privées.

Article 84.

Il est défendu de descendre sur la glace des canaux, bassins des étangs et cours d'eau, sans autorisation de l'autorité compétente. Toute activité y est interdite sans autorisation.

Section 10. Activités et aires de loisirs

Article 85.

§1. Les engins et équipements mis à la disposition du public dans les aires ou terrains de jeux communaux, permanents ou provisoires, doivent être utilisés de manière telle que la sécurité et la tranquillité publiques ne soient pas compromises, notamment en respectant les limitations d'âge fixées par l'autorité compétente. Les emplacements réservés à des jeux ou sports bien déterminés ne peuvent pas être utilisés pour d'autres jeux ou sports ou à d'autres fins.

Les enfants de moins de sept ans doivent obligatoirement être accompagnés d'un de leurs parents ou de la

personne chargée de leur surveillance. L'accès aux aires des terrains de jeux est autorisé tous les jours, dimanches et jours fériés compris, du lever au coucher du soleil, sauf disposition contraire affichée.

§2. La commune n'est pas responsable des accidents survenus sur une aire de jeux communale qui résulteraient d'une utilisation imprudente ou non conforme à l'usage pour lequel les équipements d'aires de jeux sont destinés, de même que lors de toute utilisation par des personnes n'ayant pas l'âge approprié ou par des enfants laissés sans surveillance adéquate.

§3. Sans préjudice des dispositions réglementaires en matière de sécurité dans les stades ou autres lieux où se pratique le sport, toute installation de tribunes provisoires destinées à accueillir plus de 100 personnes, à l'occasion de toute manifestation culturelle, sportive ou quelconque, quels qu'en soient les matériaux constitutifs ou les techniques de montage ou de fixation au sol nécessitera, postérieurement au montage des tribunes mais avant tout usage de celles-ci :

1. Un rapport d'agrément délivré par un organisme de contrôle agréé en stabilité.
2. Un rapport positif relatif à la visite de contrôle rédigé par un technicien en prévention contre l'incendie du Service d'incendie. Ces documents devront être transmis à l'autorité compétente et, disponibles sur place pendant toute la durée de l'évènement.

Section 11. Déménagements, chargements et déchargements

Article 86.

§1. Aucun chargement ou déchargement sur l'espace public de marchandises, de meubles, de matériaux ou d'autres biens ne peut avoir lieu entre 22h et 7h, sauf autorisation délivrée par l'autorité compétente. Ceci ne vise pas les effets personnels lors d'un départ ou retour de voyage.

§2. Le transport, la manipulation, le chargement et le déchargement d'objets ou d'autres biens sur l'espace public doivent être effectués en veillant à ne pas obliger les piétons à quitter le trottoir, à ne pas les heurter ou les blesser et à ne compromettre ni la sécurité ni la commodité du passage, ni la tranquillité et la propreté publiques. Les mêmes précautions doivent être prises à l'égard des cyclistes là où des pistes cyclables sont aménagées.

En cas d'impossibilité de faire passer les piétons sur le trottoir, il est obligatoire de prendre les mesures nécessaires pour assurer la circulation des piétons en toute sécurité. Ces transports, chargements et déchargements ne pourront s'effectuer que devant l'immeuble ou le garage de l'exploitant ou de l'occupant des lieux.

§3. Aussitôt le déchargement terminé, il sera procédé, sans tarder, au dégagement de la voie publique. A défaut, outre l'application d'une sanction administrative, l'autorité compétente se réserve le droit de procéder à cet enlèvement aux frais, risques et périls du civilement responsable.

Article 87.

Il est interdit d'abandonner les caddies dans l'espace public. Les exploitants de surfaces de distribution sont tenus de prendre toutes mesures propres à garantir le respect de la présente disposition ; ils sont tenus en outre d'assurer l'identification des caddies.

Chapitre 4 – Tranquillité publique

Section 1. Nuisances sonores

Article 88.

Sont interdites les nuisances sonores diurnes produites entre 7h00 et 22h00 (y compris les cris d'animaux) de nature à troubler la tranquillité et la quiétude du voisinage et dont l'intensité des ondes sonores dépasse le niveau de bruit ambiant de l'espace public.

Sont notamment visées, les nuisances sonores produites :

- dans les propriétés privées,
- dans les établissements accessibles au public même si ce dernier n'y est admis que sous certaines conditions,
- dans les véhicules se trouvant sur la voie publique.

A défaut d'identification du conducteur du véhicule, les infractions au présent article seront présumées commises par le titulaire de l'immatriculation du véhicule. Cette disposition s'applique sans préjudice de toute autre réglementation relative au bruit ainsi qu'à la musique amplifiée.

Article 89.

Il est interdit aux exploitants des établissements accessibles au public, cafetiers, cabarettiers, restaurateurs, tenanciers de salle de danse et généralement ceux qui vendent en détail du vin, de la bière ou toute autre boisson de verrouiller leur établissement, d'en occulter les fenêtres ou d'y éteindre la lumière aussi longtemps que s'y trouve(nt) un ou plusieurs client(s).

La police pourra faire évacuer et fermer les établissements accessibles au public où elle constate des désordres ou bruits de nature à troubler la tranquillité publique ou le repos des habitants.

Article 90.

La manipulation, le chargement ou le déchargement des matériaux, engins ou objets quelconques pouvant produire des nuisances sonores, tels que plaques, feuilles, barres, boîtes, bidons, récipients métalliques ou autres, sont régis par les principes suivants :

1. ces objets doivent être portés et non traînés, posés et non jetés ;
2. si ces objets en raison de leurs dimensions ou de leur poids, ne peuvent être portés, ils devront être munis d'un dispositif permettant de les déplacer sans bruit et sans dommage pour le sol, quelle que soit la composition de ce dernier.

Article 91.

§1. Sauf autorisation de l'autorité compétente, sont interdits dans l'espace public :

1. les représentations, les auditions, les diffusions vocales, instrumentales ou musicales ;
2. l'usage de haut-parleurs, d'amplificateurs ou d'autres appareils produisant ou reproduisant des ondes sonores ;
3. les parades et musiques foraines ;
4. toute autre représentation ou activité d'ordre artistique, divinatoire ou ésotérique.

Cette disposition s'applique sans préjudice de toute autre réglementation relative au bruit ainsi qu'à la musique amplifiée.

§2. Hormis l'usage de systèmes d'alarme destinés à prévenir la commission d'une effraction, à avertir de la présence d'un intrus ou de la présence de fumées, il est interdit d'utiliser ou de procéder au placement de tout dispositif répulsif qu'il soit sonore ou à ultrasons dont la propagation des ondes incommode ou est susceptible d'incommoder une ou plusieurs personnes se trouvant soit sur l'espace public, soit dans un lieu ou un établissement accessible au public.

§3. En cas d'infraction au présent article, les fonctionnaires de police ou les agents de police pourront donner injonction au contrevenant de quitter les lieux. En cas de refus de se conformer immédiatement à l'injonction, tous les objets servant de support à la représentation ou à l'activité pourront être saisis par mesure administrative.

Article 92.

Il est interdit de sonner ou de frapper aux portes dans le but d'importuner les habitants.

Article 93.

Il est interdit de déposer ses vidanges dans les bulles à verre ou parcs à containers entre 22 heures et 7 heures du matin, afin de préserver la tranquillité des habitants.

Section 2. Engins à moteur

Article 94.

L'usage de tondeuses à gazon et autre engin de jardinage actionnés par un moteur est interdit les dimanches et jours fériés légaux. Les autres jours, leur usage est interdit entre 20h et 7h.

Article 95.

§1. Sauf autorisation de l'autorité compétente ou en dehors des zones autorisées par celle-ci, il est interdit de faire de l'aéromodélisme, du nautisme et de l'automobile de type modèle réduit, radio téléguidée ou

radio commandée au moyen d'engins équipés d'un moteur à explosion.

§2. L'utilisation de drones est autorisée dans le respect de la législation existante.

§3. En tout état de cause, ces engins et/ou les bruits émis par ceux-ci ne pourront porter atteinte à la tranquillité ou à la sécurité publique.

Section 3. Systèmes d'alarme

Article 96.

Les véhicules équipés d'un système d'alarme se trouvant aussi bien dans l'espace public que privé ne peuvent en aucun cas incommoder le voisinage. Le responsable du véhicule (notamment le conducteur, propriétaire et gardien du véhicule) dont l'alarme s'est déclenchée doit y mettre fin dans les plus brefs délais. Lorsque le responsable du véhicule ne se manifeste pas dans les 30 minutes qui suivent le déclenchement de l'alarme, les services de police pourront prendre les mesures qui s'imposent pour mettre fin à cette nuisance, aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 97.

§1. Les immeubles équipés d'un système d'alarme ne peuvent en aucun cas incommoder le voisinage.

Le propriétaire, copropriétaire, tout titulaire d'un droit réel ou locataire de l'immeuble dont l'alarme s'est déclenchée doit y mettre fin dans les plus brefs délais.

Lorsque la personne concernée ne se manifeste pas dans les 30 minutes du déclenchement de l'alarme, les services de police pourront prendre les mesures qui s'imposent pour mettre fin à cette nuisance, aux frais, risques et périls du contrevenant.

§2. L'alarme est définie comme un appareil ou un dispositif destiné à prévenir la commission d'une effraction, à avertir de la présence d'un intrus, de fumée ou de tout autre élément, événement ou risque.

Chapitre 5 – espaces verts

Article 98.

Le présent chapitre est applicable à tout usager des espaces verts. Selon l'appréciation de l'autorité compétente, il sera ou non affiché à une ou plusieurs entrées des espaces verts, intégralement ou par extraits. Il peut y être dérogé par des règlements particuliers régulièrement édictés par le gestionnaire de l'espace vert.

Article 99.

§1. S'il y a lieu, les heures d'ouverture des espaces verts sont affichées à une ou plusieurs de leurs entrées. Si les heures d'ouverture ne sont pas indiquées, l'accès se fait sous la seule responsabilité des usagers entre le coucher et le lever du soleil, ainsi qu'en cas de tempête. L'autorité compétente peut en ordonner la fermeture en cas de nécessité.

§2. Sauf autorisation de l'autorité compétente, nul ne peut pénétrer à l'intérieur des espaces verts en dehors des heures d'ouverture ou en cas de fermeture visée au §1er.

Article 100.

Sans préjudice d'autres dispositions du présent règlement, sauf autorisation de l'autorité compétente, nul ne peut dans les espaces verts :

1. franchir les clôtures ;
2. circuler dans des endroits dont l'accès est interdit ;
3. abandonner, déposer ou jeter toute matière destinée à nourrir des animaux errants ou des pigeons ;
4. utiliser les infrastructures à d'autres fins que celles auxquelles elles sont destinées ;
5. aménager un abri dans un espace vert, notamment en vue d'y loger ;
6. ramasser du bois ou y faire du feu, à l'exception des endroits prévus à cet effet ;
7. déposer ou introduire des déchets et des objets encombrants ;
8. vendre quoi que ce soit ;
9. apposer des panneaux ou affiches publicitaires ou commerciales ou utiliser tout autre moyen de publicité commerciale ;
10. prendre, capturer, tuer, blesser ou effrayer les animaux ainsi que détruire des nids ou œufs d'oiseaux ;
11. camper sous une tente ou dans un véhicule.

Article 101.

Les personnes physiques ou morales autorisées à exercer une activité dans un espace vert, qu'elle soit permanente ou temporaire, qu'elles agissent directement ou par le biais d'un tiers, devront prendre les dispositions nécessaires pour évacuer les déchets générés par cette activité. Ces déchets ne pourront être stockés dans l'espace vert, sauf autorisation de l'autorité compétente.

Article 102.

L'entrée dans les espaces verts et les aires ou terrains de jeux communaux est interdite aux personnes sous l'influence d'une substance psychotrope quelconque et aux personnes qui adoptent un comportement indécent ou inapproprié.

Article 103.

Sauf autorisation délivrée par l'autorité compétente, nul ne peut, dans les espaces verts, par quelque comportement que ce soit, se livrer à des jeux de nature à gêner les usagers ou perturber la quiétude des lieux ou la tranquillité des visiteurs.

Article 104.

Sauf autorisation de l'autorité compétente, il est interdit :

- d'enlever les bourgeons et fleurs, gazon, pierres, terre ou plantes quelconques,
- de ramasser du bois mort et d'autres matériaux,
- de monter sur les enrochements et de circuler dans les endroits où l'interdiction est indiquée par des écriteaux ; Il est interdit de mutiler, secouer ou écorcer les arbres, d'arracher ou de couper les branches, les fleurs ou toute autre plante, d'arracher les pieux et autres objets servant à la conservation des plantations, de dégrader les chemins et allées, de s'introduire dans les massifs et les tapis végétaux, de les détruire ou de les endommager et de grimper aux arbres.

Article 105.

Sauf autorisation préalable délivrée par l'autorité compétente, aucun véhicule ou autre engin à moteur, y compris électriques, ne peut circuler ni stationner dans les espaces verts. Il est donc défendu d'arrêter un véhicule sur les végétaux, pelouses comprises.

L'interdiction de circulation ne s'applique pas aux véhicules et animaux au service de l'administration communale, de police, de secours ni à ceux autorisés par l'autorité compétente ou agissant en exécution d'un contrat avec celle-ci.

Article 106.

Sauf autorisation délivrée par l'autorité compétente, il est interdit d'utiliser les emplacements réservés à des jeux ou sports bien déterminés pour d'autres jeux ou sports ou à d'autres fins.

Article 107.

Sauf autorisation de l'autorité compétente ou signalétique spécifique, Il est interdit de pêcher et de chasser.

Article 108.

Toute personne qui se trouve en contravention avec le présent chapitre ou qui refuse de tenir compte des observations faites par une personne habilitée pourra être expulsée de l'espace vert dans lequel il se trouve.

Article 109.

§1. Sauf lorsque des panneaux ou d'autres dispositifs l'interdisent, l'accès aux pelouses est autorisé aux personnes et aux animaux qui les accompagnent.

§2. Pour les véhicules, l'accès aux pelouses est interdit, sauf lorsque des panneaux spécifiques l'autorisent.

§3. Des panneaux peuvent également limiter les activités autorisées sur les pelouses. Les usagers de ces pelouses sont alors tenus de se conformer à ces panneaux. Aux endroits où le tir à l'arc ou d'autres sports ou jeux sont autorisés, les organisateurs et les participants seront tenus de prendre toutes les mesures pour garantir la sécurité des pratiquants, des spectateurs et des passants et de veiller à ne pas troubler la tranquillité des autres usagers de l'espace vert.

§4. L'accès aux pelouses se fait sous la seule responsabilité des usagers.

§5. L'autorité compétente peut déroger aux paragraphes 1 à 3 pour l'organisation d'événements exceptionnels.

Chapitre 6 – Animaux

Article 110.

Sauf réglementation ou signalisation particulière, les animaux doivent être maintenus par tout moyen, et au minimum par une laisse courte, à tout endroit de l'espace public, en ce compris dans les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public.

Article 111.

Les propriétaires d'animaux ou les personnes qui en ont la garde même occasionnellement ont l'obligation de veiller à ce que ces animaux :

- n'incommodent pas le public de quelque manière que ce soit ;
- n'endommagent pas les plantations, fleurs, arbres, arbustes, bois de chauffe ou autres objets ;

se trouvant sur l'espace public.

- ne causent pas de tort aux autres animaux.

Article 112.

Il est interdit sur l'espace public :

1. de laisser divaguer un animal quelconque. Les animaux divaguant seront placés conformément à la réglementation relative à la protection et au bien-être des animaux ;
2. de laisser des animaux à l'intérieur d'un véhicule en stationnement s'il peut en résulter un danger ou une incommodité pour les personnes ou pour les animaux eux-mêmes. Cette disposition est également applicable dans les parkings accessibles au public ;
3. de se trouver avec des animaux agressifs ou enclins à mordre des personnes ou d'autres animaux, s'ils ne sont pas muselés ou s'ils sont porteurs de maladies contagieuses. Cette disposition est également applicable dans les lieux accessibles au public ;
4. de se trouver avec un animal ou des animaux dont le nombre, le comportement ou l'état de santé pourrait porter atteinte à la sécurité ou à la salubrité publique ;
5. d'exciter son chien à l'attaque ou à l'agressivité ou de le laisser attaquer ou poursuivre des passants, même s'il n'en résulte aucun mal ou dommage. Cette disposition ne s'applique pas aux services de police ;
6. de se trouver avec des animaux dangereux ou de les y exposer, même dans des cages ou véhicules fermés. Cette interdiction n'est pas applicable aux cirques ambulants traversant la commune ou autorisés à s'y installer. Par animal agressif ou dangereux, il faut entendre tout animal qui par la volonté du maître, par le manque de surveillance de celui-ci ou pour toute autre raison intimidante, inconfortable, provoque toute personne ou porte atteinte à la sécurité publique, à la commodité du passage et aux relations de bon voisinage ;
7. de faire garder des véhicules et autres engins par des chiens, même mis à l'attache ou placés à l'intérieur des voitures.

Article 113.

Sauf autorisation de l'autorité compétente, le dressage de tout animal est interdit sur l'espace public. Cette disposition ne s'applique pas au dressage d'animaux par les services de police et de l'armée.

Article 114.

Il est interdit d'organiser, d'encourager, de participer à tout combat d'animaux ainsi que de faire participer tout animal à toute forme de combat.

Article 115.

§1. Le maître ou le gardien de l'animal est tenu de ramasser de manière adéquate les déjections de l'animal sur l'espace public, à l'exception des endroits spécialement prévus et aménagés à cet effet.

§2. Le maître ou le gardien de l'animal doit disposer en tout temps de minimum un sac destiné au ramassage de ses déjections. Ce sac devra être présenté sur toute demande d'une personne habilitée ou de

la police.

Il est interdit de déposer le sac contenant les excréments à tout endroit de l'espace public à l'exception des poubelles publiques.

§3. Sont dispensés de ramasser les excréments de leur chien déposés en dehors des endroits spécialement aménagés à cet effet, les gardiens d'animaux, malvoyants ou aveugles, accompagnés de leur chien-guide.

Article 116.

A l'exception des chiens assistant des personnes handicapées et moins valides, il est interdit d'introduire un animal quelconque, même tenu par

un moyen approprié, dans les établissements accessibles au public dont l'accès lui est interdit soit par un règlement d'ordre intérieur affiché à l'entrée, soit par des écriteaux et pictogrammes, le tout sans préjudice des dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène des locaux et des personnes dans le secteur alimentaire.

Article 117.

Il est interdit d'introduire tout animal quelconque dans les aires de jeux.

Article 118.

Les animaux qui présentent un danger pour la vie et l'intégrité physique des personnes, des autres animaux ou pour la sécurité des biens, peuvent être soustraits à la libre disposition du propriétaire, du possesseur ou du détenteur par un agent ou fonctionnaire de police pour les nécessités du maintien de la sécurité et de la tranquillité publique. Il en est de même pour les animaux qui font l'objet de maltraitances avérées de la part de leur propriétaire, possesseur ou détenteur. La confiscation se fait aux frais, risques et périls du propriétaire, du possesseur ou du détenteur de l'animal.

Article 119.

Il est interdit de relâcher des animaux domestiques sur la voie publique, dans les parcs, les pièces d'eau et les fontaines.

Chapitre 7 – Infractions mixtes

Article 120.

Conformément à la loi du 24 juin 2013 et sans préjudice des protocoles d'accord conclus entre le Procureur du Roi et le Collège des Bourgmestres et Echevins, une sanction administrative peut être imposée par le Fonctionnaire sanctionnateur pour les infractions visées aux articles 398, 448, 461, 463, 521, 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559-1°, 561-1°, 563-2° et 3°, et 563bis du Code Pénal repris en annexe.

Chapitre 8 – Arrêt et stationnement

Article 121.

Toute personne ayant commis une infraction visée à l'article 3, 3° de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales sera punie d'une amende administrative selon les modalités déterminées par le Roi (voir en annexe l'arrêté royal du 09 mars 2014 relatif aux sanctions administratives communales pour les infractions en matière d'arrêt et de stationnement et pour les infractions aux signaux C3 et F103 constatés aux moyens d'appareils fonctionnant automatiquement).

Article 122.

Conformément aux articles 3, 4° et 33 de la loi du 24 juin 2013 relatives aux sanctions administratives communales, le titulaire de la plaque d'immatriculation d'un véhicule qui ne communique pas, dans les trente jours de la notification de l'infraction, l'identité incontestable du conducteur au moment des faits pourra être puni d'une amende administrative. Sauf s'il peut prouver le vol, la fraude ou la force majeure.

Entrée en vigueur

Article 123

Le présent règlement général de police entre en vigueur le 1er mars 2020.

Algemeen Politierglement

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en meer bepaald de artikelen 119 en 135;

Gelet op de Wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op het advies van de Politieraad van 16.12.2019 ;

Gezien het volgende

Het systeem van de gemeentelijke administratieve sancties werd ontworpen om op een snelle en effectieve manier onburgerlijk gedrag gepleegd op het grondgebied van de gemeenten te bestrijden. Deze hangen hierdoor niet langer af van de parketten voor de vervolging van de inbreuken, noch van de strafrechter voor de bestraffing van onburgerlijk gedrag. Een andere doelstelling van dit systeem bestaat erin aan de gemeenten de mogelijkheid te bieden het gevoel van straffeloosheid onder de burgers te verkleinen;

De gemeentelijke administratieve sancties hebben de voorbije jaren aan belang gewonnen als effectief instrument in de strijd tegen overlast;

De Conferentie der Burgemeesters wenste, tijdens haar zitting dd. 6 november 2019, de teksten van de politiereglementen te harmoniseren;

De harmonisering heeft tot doel het werk van de politieagenten van de politiezones - die momenteel hun processen-verbaal opstellen op basis van verschillende politiereglementen (zowel op inhoudelijk vlak als op vlak van de nummering) - te vergemakkelijken en te optimaliseren ;

Een andere doel van de harmonisering is de begrijpelijkheid van de concepten te verbeteren voor de burgers die zich op het gewestelijke grondgebied verplaatsen ;

BESLUIT :

- het Algemeen Politiereglement, zoals hernomen hieronder goed te keuren
- de inwerkingtreding op 01.03.2020 van het Algemeen Politiereglement goed te keuren

Algemeen Politiereglement

Hoofdstuk 1 : ALGEMENE BEPALINGEN

Sectie 1. Toepassingsgebied en definities

Artikel 1.

§1. Het huidige reglement is van toepassing op de openbare ruimte en iedere voor het publiek toegankelijke ruimte. Het is ook van toepassing op de private ruimte wanneer de openbare veiligheid, rust, gezondheid of reinheid in het gedrang wordt gebracht door situaties die hierin hun oorsprong vinden.

§2. Het is van toepassing onverminderd de geldende wettelijke en reglementaire bepalingen, waaronder de gemeentelijke belastingreglementen.

§3. Voor de toepassing van dit reglement wordt onder 'openbare ruimte' verstaan:

1. De openbare weg, met inbegrip van de rijweg, berm en trottoirs, de centrale berm en alle toebehoren zoals riolen en straatkolken, de naaste omgeving van de wegen, de fietspaden, voetgangersbruggen, ondergrondse doorgangen voor voetgangers, wegen en erfdienstbaarheden, en over het algemeen elke weg open voor het publiek, zelfs wanneer deze op een privé-eigendom ligt.
2. De openbare ruimten, aangelegd als aanhorigheden van de verkeerswegen en voornamelijk bestemd voor het parkeren van voertuigen, wandelplaatsen en markten, de andere inrichtingen en groene zones zoals pleinen, gemeentelijke en gewestelijke parken, openbare tuinen en iedere ruimte met een plantaardig element, speelpleinen en velden, begraafplaatsen, galerijen en doorgangen op private grond die toegankelijk zijn voor het publiek, en over het algemeen elk deel van de openbare ruimte dat zich buiten de openbare weg bevindt, dat open is voor het personenverkeer en voornamelijk bestemd is voor het wandelen, ontspannen of verfraaien.
3. De treinstations, metrostations, de binnen- en buitenkant van voertuigen van het openbaar vervoer die bestemd zijn voor het personenvervoer en die op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest rijden, de perrons, de haltes en andere toebehoren van het openbaar vervoer, zowel ondergronds als bovengronds.
4. De vensterbanken en deurdrempels die uitgeven op de openbare weg.

§4. Op het grondgebied van de Stad Brussel is de neutrale zone het gedeelte van de Stad Brussel dat werd

begrensd door de wet van 2 maart 1954 tot voorkoming en beteugeling der aanslagen op de vrije uitoefening van de door de Grondwet ingestelde soevereine machten.

§5. Voor de toepassing van dit reglement omvat het begrip ‘voor het publiek toegankelijke ruimte’ naast de werkelijke ruimten ook de virtuele ruimten die toegankelijk zijn voor het publiek, zoals accounts op sociale media, forums en andere digitale platformen die niet beperkt zijn tot een klein aantal personen die gemeenschappelijke interesses delen.

Artikel 2.

§1. Voor de gemeenten Jette, Sint-Jans-Molenbeek, Ganshoren, Evere, Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe, Elsene, Brussel-Stad, Watermaal-Bosvoorde, Vorst, Oudergem, Anderlecht, Sint-Gillis, Schaarbeek en Sint-Joost-ten-Node: dit reglement is van toepassing op alle personen die op het ogenblik van de feiten minstens 16 jaar oud zijn.

§2. Voor de gemeenten Koekelberg, Sint-Agatha-Berchem, Ukkel en Etterbeek: dit reglement is van toepassing op alle personen die op het ogenblik van de feiten minstens 14 jaar oud zijn.

§3. Voor de toepassing van dit reglement wordt onder ‘minderjarige’ verstaan: iedere persoon die op het ogenblik van de feiten overeenkomstig paragraaf 1 en 2 minstens 14 of 16 jaar oud is en die op het ogenblik van de feiten de leeftijd van 18 jaar nog niet heeft bereikt.

Artikel 3.

Op gemeentelijk niveau wordt onder ‘bevoegde overheid’ verstaan: het college van burgemeester en schepenen, de burgemeester of de sanctionerend ambtenaar, elk in het kader van de respectievelijke bevoegdheden die hun zijn toegekend door artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet en de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties of elke andere specifieke reglementering.

Sectie 2. Administratieve sancties en alternatieve maatregelen

Artikel 4.

§1. Wie de bepalingen van dit reglement overtreedt, kan met de volgende sancties worden gestraft:

1. administratieve geldboete;
2. administratieve schorsing van een toelating of vergunning;
3. administratieve intrekking van een toelating of vergunning;
4. tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van een inrichting.

§2. Onverminderd de bepalingen in het hoofdstuk ‘Stilstaan en parkeren’ van dit reglement of elke andere specifieke reglementering mag deze administratieve geldboete niet hoger zijn dan 350 euro of 175 euro, al naargelang de overtreder meerderjarig of minderjarig is op het ogenblik van de feiten.

§3. Wie de bepalingen van dit reglement overtreedt, moet de situatie onmiddellijk regulariseren en alles rechtzetten overeenkomstig met wat in de betrokken bepaling is vastgelegd. Daarvoor volgt de overtreder de eventuele aanbevelingen van de bevoegde overheid. Zo niet behoudt de bevoegde overheid zich het recht voor om hierin te voorzien op kosten en risico van de overtreder.

Artikel 5.

Overeenkomstig de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties kunnen de administratieve sancties en alternatieve maatregelen die in dit reglement zijn vastgelegd, worden verhoogd in geval van herhaling binnen 24 maanden nadat een sanctie is opgelegd, zonder dat kan worden afgeweken van de bedragen in artikel 4.

Artikel 6.

Overeenkomstig de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties en onverminderd de bepalingen in het hoofdstuk ‘Stilstaan en parkeren’ van dit reglement zijn de sancties en alternatieve maatregelen waartoe de sanctionerend ambtenaar op grond van dit reglement besluit evenredig aan de ernst van de feiten die ze verantwoorden.

Artikel 7.

§1. Gemeenschapsdienst.

De sanctionerend ambtenaar kan, wanneer hij het gepast acht, een gemeenschapsdienst voorstellen aan de

overtreder die de volle leeftijd van 18 jaar heeft bereikt op het ogenblik van de feiten. Deze gemeenschapsdienst wordt verricht volgens de in de wet van 24 juni 2013 bepaalde regels.

§2. Lokale bemiddeling.

De sanctionerend ambtenaar kan, wanneer hij het gepast acht en een slachtoffer duidelijk werd geïdentificeerd in het kader van de administratieve procedure, een lokale bemiddeling voorstellen aan de overtreder die de volle leeftijd van 18 jaar heeft bereikt op het ogenblik van de feiten. Deze bemiddeling komt tot stand volgens de in de wet van 24 juni 2013 bepaalde regels.

Artikel 8.

§1. Ouderlijke betrokkenheid.

De sanctionerend ambtenaar kan een procedure van ouderlijke betrokkenheid voorstellen aan de vader, moeder, voogd of de persoon die de hoede heeft over de minderjarige overtreder, zoals gedefinieerd in artikel 2. Deze procedure komt tot stand volgens de in de wet van 24 juni 2013 bepaalde regels.

§2. Lokale bemiddeling voor minderjarigen. De sanctionerend ambtenaar stelt een lokale bemiddeling voor aan de minderjarige overtreder, zoals gedefinieerd in artikel 2 van dit reglement.

Deze procedure komt tot stand volgens de in de wet van 24 juni 2013 bepaalde regels.

§3. Gemeenschapsdienst voor minderjarigen In geval van weigering van het aanbod of falen van de lokale bemiddeling kan de sanctionerend ambtenaar, wanneer hij het gepast acht, een gemeenschapsdienst voorstellen aan de minderjarige overtreder, zoals gedefinieerd in artikel 2 van dit reglement. Deze gemeenschapsdienst wordt verricht volgens de in de wet van 24 juni 2013 bepaalde regels.

Sectie 3. Toelatingen

Artikel 9.

§1. De in dit reglement beoogde toelatingen worden afgeleverd volgens een door de bevoegde overheid bepaalde procedure. Ze worden precair en herroepbaar afgeleverd in de vorm van een persoonlijke en onoverdraagbare titel die de gemeente niet aansprakelijk stelt. Ze kunnen op elk ogenblik door de bevoegde overheid worden ingetrokken wanneer het algemeen belang dit vereist. Ze kunnen ook worden geschorst, ingetrokken of niet vernieuwd door de bevoegde overheid, wanneer de houder een overtreding tegen dit reglement begaat of de voorwaarden van de toelatingsakte niet naleeft. In geval van schorsing, intrekking of niet-vernieuwing van de toelatingen, zoals bedoeld in dit artikel, kan de begunstigde geen aanspraak maken op een schadevergoeding.

§2. Elke begunstigde van een toelating die op grond van dit reglement werd afgeleverd, moet zich strikt houden aan de voorwaarden ervan en erover waken dat het voorwerp van de toelating geen schade kan berokkenen aan anderen en de openbare veiligheid, rust, gezondheid of reinheid niet in gevaar kan brengen. De gemeente is niet aansprakelijk voor schade die kan voortvloeien uit de al dan niet foutieve uitoefening van de activiteit waarvoor de toelating werd afgeleverd.

§3. Wanneer de toelatingsakte betrekking heeft op:

- een activiteit of evenement op een plaats die voor het publiek toegankelijk is, moet de akte zich op de bedoelde plaats bevinden;
- een activiteit op de openbare ruimte of een bezetting ervan, moet de begunstigde deze toelating tijdens de activiteit of bezetting bij zich hebben. In beide gevallen moet de toelatingsakte worden vertoond op elk verzoek van de politie of van iedere andere persoon die daartoe gemachtigd is door de bevoegde overheid.

Sectie 4. Tijdelijk plaatsverbod

Artikel 10.

§1. Men dient zich te voegen naar ieder tijdelijk plaatsverbod dat de burgemeester kan uitspreken in geval van verstoring van de openbare orde door individueel of collectief gedrag of in geval van herhaalde inbreuken op de reglementen en verordeningen van de gemeenteraad, gepleegd op eenzelfde plaats of tijdens soortgelijke evenementen en die een verstoring van de openbare orde of overlast inhouden. Dit tijdelijke plaatsverbod kan ten aanzien van de pleger(s) van dit gedrag worden uitgesproken voor een duur van een maand en kan tweemaal worden verlengd.

§2. Onder ‘tijdelijk plaatsverbod’ wordt verstaan: het verbod binnen te treden in een of meerdere welbepaalde perimeters van plaatsen bepaald als toegankelijk voor het publiek. Wordt beschouwd als plaats die toegankelijk is voor het publiek: elke plaats die gelegen is in de gemeente en die niet enkel toegankelijk is voor de beheerder van de plaats, voor degene die er werkt of voor degenen die er individueel worden uitgenodigd, met uitzondering van de woonplaats, de werkplek of de plaats van de onderwijs- of opleidingsinstelling van de overtreder.

Sectie 5. Bevelen en gebrek aan respect

Artikel 11.

Elke persoon die zich in de openbare ruimte, zoals gedefinieerd in artikel

1. bevindt of op een plaats die voor het publiek toegankelijk is, moet zich onmiddellijk schikken naar de bevelen of verzoeken van de politie of van gemachtigde ambtenaren, met het oog op: het behoud van de openbare veiligheid, rust, reinheid en/of gezondheid;
2. de vereenvoudiging van de taken van de hulpdiensten en de bijstand aan mensen in gevaar;
3. het doen naleven van de wetten, reglementen en besluiten.

Wanneer de politieambtenaar of een gemachtigde ambtenaar op verzoek van de bewoners een privé-eigendom heeft betreden, of in geval van brand, overstroming of noodoproep, is deze verplichting eveneens van toepassing op de personen die zich in dit privé-eigendom bevinden.

Artikel 12.

Het is verboden om zich onrespectvol of agressief op te stellen, op gelijk welke wijze (door middel van woorden, handelingen, gebaren, geschriften, enz.) tegenover elke persoon die belast is met het doen naleven van de wetten en reglementen, evenals tegenover elke gemeentelijke ambtenaar in het kader van de uitoefening van zijn functies of louter omwille van zijn functie als gemeentelijk ambtenaar.

Sectie 6. Burgerlijke aansprakelijkheid

Artikel 13.

Wie de voorschriften vervat in de bepalingen van dit reglement niet naleeft, is burgerlijk aansprakelijk voor de schade die eruit zou kunnen voortvloeien. De gemeente is niet aansprakelijk voor de schade die zou voortvloeien uit de niet-naleving van de bij dit reglement voorgeschreven bepalingen.

HOOFDSTUK 2 : OPENBARE REINHEID EN GEZONDHEID

Sectie 1. Reinheid van de openbare ruimte

Artikel 14.

§1. Het is verboden om eender welk voorwerp of eender welke plaats van de openbare ruimte te bevuilden of te beschadigen op gelijk welke manier, door eigen toedoen of door toedoen van personen, dieren of zaken waarover men de hoede of zeggenschap heeft, zoals:

1. elk voorwerp van algemeen nut of ter versiering van de openbare ruimte;
2. elk onderdeel van het stadsmeubilair;
3. de galerijen en doorgangen op privégrond die voor het publiek toegankelijk zijn;
4. de openbare gebouwen en privé-eigendommen, met inbegrip van gevels, muurtjes, hekken en andere bouwelementen die aan de openbare ruimte grenzen.

§2. Worden onder meer bedoeld het achterlaten of wegwerpen van sigarettenpeuken, blikjes, plastic of glazen flessen, papier, voedselafval, enz. Het is tevens verboden om op een openbare plaats een asbak te legen.

Artikel 15.

Het is verboden om te spuwen, te urineren of uitwerpselen achter te laten op de openbare ruimte, behalve op de plaatsen die daarvoor bestemd zijn.

Artikel 16.

Behoudens voorafgaande toelating van de bevoegde overheid en onverminderd artikel 120 van dit

reglement is het verboden om tekens of opschriften op de openbare ruimte te maken met welk product of op welke wijze dan ook, met inbegrip van een hogedrukreiniger.

Artikel 17.

§1. De uitbater van een handelszaak of een inrichting die toegankelijk is voor het publiek, de leurhandelaar of elke persoon die gemachtigd is om op de openbare ruimte te verkopen, is verantwoordelijk voor het proper houden van de openbare ruimte in de onmiddellijke omgeving van de handelszaak of inrichting.

§2. De handelaars in onmiddellijk en buiten te verbruiken voedingswaren doen het nodige opdat hun klanten de openbare ruimte rondom hun handelszaak niet vuilmaken. Daartoe moeten zij voldoende vuilnisbakken ter beschikking stellen die duidelijk zichtbaar en vlot toegankelijk zijn, deze vuilnisbakken regelmatig legen en onderhouden, het zwerfafval afkomstig van hun handelszaak verwijderen en de directe omgeving van hun handelszaak schoonmaken.

§3. De schoonmaak wordt verricht door toedoen van de bevoegde overhead op kosten van de handelaar/inrichting indien deze zich niet schikt naar de bepalingen van dit artikel. Deze bepaling is van toepassing op zowel de leurhandel en marktkramen als op vaste handelszaken, zoals frituren en fastfoodzaken..

§4. De horecazaken (hotels, restaurants en cafés) moeten bovendien voorzien zijn van een voldoende aantal asbakken in verhouding tot het aantal personen die roken in de omgeving van deze horecaondernemingen.

Artikel 18.

§1. Elk gebouw dat niet uitsluitend voor huisvesting bestemd is (bijvoorbeeld: kantoorgebouwen, horecazaken en handelscentra), moet op de benedenverdieping voorzien zijn van een voldoende aantal asbakken in verhouding tot het aantal personen die roken in de omgeving van dit gebouw.

De eigenaar(s) of bewoner(s) waken over het onderhoud van die asbakken en zorgen dat de openbare ruimte rond dit gebouw niet wordt bevuild door de personen die het betreden (bijvoorbeeld klanten en personeelsleden).

§2. Daartoe kunnen zij door de bevoegde overheid in voorkomend geval worden verplicht om een vuilnisbak ter beschikking te stellen, waarvan zij het onderhoud verzorgen. De schoonmaak wordt uitgevoerd door toedoen van de bevoegde overheid op kosten van de eigenaar(s) of bewoner(s) als die zich niet aan de bepalingen van dit artikel houden.

§3. De eigenaar(s) of bewoner(s) van een gebouw bestemd voor een andere commerciële activiteit dan bedoeld in §1 waken er met alle nodige middelen over dat de openbare ruimte rond dit gebouw niet wordt bevuild door de personen die het betreden (klanten en personeelsleden).

Artikel 19.

Het is verboden om vuilniszakken, dozen, recipiënten en containers open te laten, te verplaatsen, te beschadigen, te doorzoeken of de inhoud ervan op de openbare ruimte te verspreiden.

Artikel 20.

Het is verboden om vuilnis naar buiten te vegen vanuit werven, privé-eigendommen en openbare gebouwen.

Artikel 21.

Het is verboden om voorwerpen die stof kunnen veroorzaken, uit te kloppen of uit te schudden, eender waar op en/ of boven de openbare ruimte, op nietbebouwde terreinen op minder dan 100 meter van woningen, vanaf eender welk deel van de gebouwen.

Sectie 2. Voetpaden, bermen en onderhoud van eigendommen

Artikel 22.

§1. De doorgangen, trottoirs en bermen van al dan niet bewoonde gebouwen, alsook gevels, scheidingsmuurtjes, hekken, boomspiegels en bouwelementen die aan de openbare ruimte grenzen, moeten worden onderhouden en in goede staat worden gehouden.

Deze verplichting valt hoofdelijk ten laste van de eigenaar, de mede-eigenaar, iedere houder van een zakelijk recht op het gebouw, de huurder, de conciërge, de portier, de bewaker en de personen die belast zijn met het dagelijkse onderhoud van de gebouwen.

§2. Deze verplichting beoogt het behoud van de begaanbaarheid en de goede staat van de doorgangen,

trottoirs en bermen, alsook de veiligheid van de voetgangers, onder andere door het verwijderen van bevuilende en/of gladde materialen en/of producten en de beheersing van de begroeiing overeenkomstig de gewestelijke wetgeving en artikel 48 van dit reglement. Goed onderhoud van trottoirs en bermen houdt ook in dat dode bladeren worden opgeraapt, alsook het borstelen en het onderhoud, overeenkomstig de geldende wetgeving, van besneeuwde of beïnzeldde trottoirs zodat deze slipvrij zijn.

§3. Voetpaden en bermen mogen enkel worden schoongemaakt op de tijdstippen van de dag die het meest aangewezen zijn om de veilige en vlotte doorgang en de openbare rust niet in het gedrang te brengen.

§4. Deze verplichting is niet van toepassing op de delen van de openbare ruimte waar men zand heeft gestrooid om de straatstenen te verstevigen.

Artikel 23.

Het is verboden om invasieve en/of overwoekerende planten aan te planten, te zaaien, te houden, te verdelen en in de open lucht te vervoeren.

Deze planten zijn soorten die de neiging vertonen om zich in grote getale, buitensporig en op bedreigende wijze voor het behoud van de biodiversiteit te verspreiden of voort te planten, waaronder met name: reuzenberenklauw (*Heracleum mantegazzianum*), reuzenbalsemien (*Impatiens glandulifera*), Japanse duizendknoop (*Fallopia spp*), Amerikaanse vogelkers (*Prunus serotina*) en vlinderstruik (*Buddleja davidii*). Er mogen in geen geval resten van deze planten worden gecomposteerd.

Artikel 24.

§1. De eigenaars, vruchtgebruikers, huurders, bewoners of verantwoordelijken in enige hoedanigheid van een gebouw moeten ervoor zorgen dat deze gebouwen, evenals de roerende goederen en de installaties waarmee ze uitgerust zijn, perfect worden bewaard en onderhouden, perfect functioneren op het vlak van gezondheid, reinheid en veiligheid en de elementaire hygiënische maatregelen naleven.

Sectie 3. Gezondheid van gebouwen en terreinen

Artikel 25.

§1. De goede staat van onbebouwde terreinen, onbebouwde gedeeltes van eigendommen en gebouwen die worden opgetrokken, moet steeds verzekerd zijn, wat inhoudt dat het verboden is om hinderlijke of schadelijke goederen of voorwerpen die de openbare veiligheid of gezondheid kunnen schaden, achter te laten, neer te plaatsen, op te hangen of te laten staan.

Er dient eveneens over te worden gewaakt:

- dat de begroeiing en met name de invasieve planten de openbare reinheid en veiligheid niet bedreigen;
- dat er niet wordt gesluikstort en dat afval wordt verwijderd.

Deze verplichting berust bij iedere eigenaar, huurder, bewoner of verantwoordelijke in enige hoedanigheid van een bebouwd of niet-bebouwd terrein.

§2. Het is verboden om op de in §1 bedoelde terreinen opslagplaatsen op te richten, al zijn deze slechts tijdelijk, en er afbraakmateriaal, steengruis, afval, containers, machines, voertuigen, huisvuil of gelijk welke materialen of voorwerpen die de kwaliteit van het milieu kunnen schaden of de buurt tot last kunnen zijn, neer te zetten of achter te laten.

§3. Omwille van de reinheid of gezondheid, om meer bepaald sluikstorten te voorkomen, kan de bevoegde overheid de houder van een zakelijk recht op een niet-bebouwd terrein opleggen om:

- het betrokken terrein af te sluiten;
- alle nodige maatregelen te nemen om de verspreiding van schadelijke dieren en organismen te voorkomen en te beëindigen onverminderd de geldende wetgeving betreffende het natuurbehoud. Afsluitingen en/of omheiningen moeten permanent in perfecte staat worden gehouden om geen gevaar op te leveren.

Sectie 4. Wateroppervlakken, waterwegen en leidingen

Artikel 26.

§1. Het is verboden om water van welke aard ook, zoals regenwater, grijs water of afvalwater alsook ongezonde materies afkomstig van privé-eigendommen of bouwplaatsen, op de openbare ruimte te laten afvloeien.

§2. Het is verboden om de leidingen voor de afvoer van regenwater of de werking van fontein te versperren. Het is tevens verboden om er huisvuil, olie, slijk, zand, enige materie, voorwerpen, dode dieren of gelijk welke substanties die een obstructie in de leidingen kunnen veroorzaken in uit te gieten.

§3. Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het verboden om de riolen in de openbare ruimte te ontstoppen, schoon te maken, te herstellen of er aansluitingen op aan te brengen. Het is ook verboden om de riooldeksels in de openbare ruimte te openen of te verwijderen. Het verbod is niet van toepassing op het vrijmaken van rioolmonden als de minste vertraging de aangrenzende eigendommen schade zou kunnen berokkenen en voor zover er niets wordt gedemonteerd of uitgegraven.

Artikel 27.

§1. Het is verboden om waterwegen, rivieren, kanalen, vijvers, bekkens, fontein en riolen op enigerlei wijze te bevuild. Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het ook verboden om erin te baden, er dieren in te baden of er eender wat in te wassen of onder te dompelen.

§2. Het is tevens verboden om het ijs op stilstaand water en waterwegen, riolen en rioolkolken te vervuild door er voorwerpen, gelijk welke vloeistoffen of dode of levende dieren op te werpen of in te gieten.

Sectie 5. Afvalverwijdering

Artikel 28.

§1. Het huishoudelijk afval en de voorwerpen of stoffen die bestemd zijn voor de selectieve ophalingen die door het Gewest worden georganiseerd, moeten bij de ophaling worden opgesteld volgens de voorschriften van het Agentschap Net Brussel of iedere erkende instelling (tijdstip, plaats, type recipiënt, enz.).

§2. De bewoners die wettelijk gemachtigd zijn om gebruik te maken van erkende containers, mogen deze enkel buitenzetten met inachtneming van de voorschriften van het Agentschap Net Brussel of iedere erkende instelling. De containers moeten onmiddellijk na de huisvuilophaling weer worden binnengehaald in het gebouw. Zij moeten zowel vanbinnen als vanbuiten in nette staat worden gehouden.

§3. Indien de dienst voor huisvuilophaling het afval niet op het geplande tijdstip heeft opgehaald, moet ieder zijn afval weer binnenhalen en/of bewijzen dat men binnen 24 uur contact heeft opgenomen met de gemeentelijke of gewestelijke reinheidsdienst om het probleem te signaleren.

§4. Er wordt ook over gewaakt dat de zakken of recipiënten met huishoudelijk afval afgesloten zijn en geen hinder of vervuiling kunnen veroorzaken en geen dieren kunnen aantrekken. Daartoe is het toegestaan om ronde, trechtersvormige en harde vuilnisbakken van +/50 cm hoog en met een inhoud van +/80 liter te gebruiken. Deze vuilnisbak moet zonder deksel worden opgesteld bij de ophaling.

§5. Zakken, vuilnisbakken en afval die bij de ophaling worden opgesteld volgens de voorschriften van het Agentschap Net Brussel of iedere erkende instelling worden op het trottoir of op de berm langs de gevel geplaatst, bij voorkeur in de directe omgeving van de voordeur van de woning.

Ze moeten zodanig worden geplaatst dat ze perfect zichtbaar zijn vanop straat en de doorgang niet belemmeren. Het is ten strengste verboden om afval voor de gevel van de burens of van een andere woning in dezelfde straat en a fortiori in een andere straat te zetten. Het is vooral ook verboden om het meer bepaald rond en in bloembakken, bij of onder bomen, rond glasbollen en rond andere installaties op de openbare ruimte te zetten of achter te laten.

§6. Het is verboden om huishoudelijk afval rond en in openbare vuilnisbakken te gooien.

Artikel 29.

§1. Het gebruik van containers die door de bevoegde overheid of met haar goedkeuring op de openbare ruimte zijn geplaatst, is strikt voorbehouden aan de personen en voor het afval en de voorwerpen die deze overheid heeft vastgelegd.

§2. De door de gemeente voorbehouden inzamelplaatsen voor grofvuil en/ of groenafval zijn voorbehouden aan de bewoners van de gemeente of van de uitdrukkelijk geassocieerde gemeenten. Huishoudafval, recycleerbaar, chemisch en bouwafval zijn uitgesloten. De inzamelplaatsen moeten perfect proper worden gehouden. Onder 'groenafval' wordt verstaan: het plantaardig afval afkomstig van het

onderhoud van tuinen en groene ruimten: gras, dode bladeren, snoeiafval van bomen en struiken, plantenresten en gekapte takken. Het storten van groenafval door beroepstuiniers is er verboden.

Artikel 30.

§1. Iedere houder natuurlijke of rechtspersoon (handelaars, onderneming, zelfstandige, vereniging, enz.) van ongevaarlijk afval, uitgezonderd huishoudelijk afval, moet de voorschriften van de gewestelijke reglementeringen inzake afvalbeheer naleven.

§2. De personen die een overeenkomst hebben gesloten met een maatschappij voor de verwijdering van hun ongevaarlijk afval, uitgezonderd huishoudelijk afval, moeten in deze overeenkomst de dag en het tijdstip van de ophaling vermelden. Ze dienen er eveneens over te waken dat de zakken of recipiënten met het afval geen hinder of vervuiling kunnen veroorzaken en geen dieren kunnen aantrekken. Bovendien moeten de recipiënten zowel vanbinnen als vanbuiten in nette staat worden gehouden. De overeenkomst moet op het eerste verzoek van de bevoegde overheid worden vertoond.

§3. Wanneer de ophaling 's ochtends plaatsvindt, dienen de zakken of recipiënten te worden klaargezet op de vooravond van de ophaling na 18 uur of de dag zelf, vóór de komst van de vrachtwagen. Wanneer de ophaling 's avonds gebeurt, dienen de zakken of recipiënten te worden klaargezet de dag zelf na 18 uur en voor de komst van de vrachtwagen. Wanneer de ophaling 's namiddags plaatsvindt, dienen de zakken de ochtend zelf voor 12 uur te worden klaargezet. Het gemeentebestuur kan de tijdstippen voor de plaatsing van zakken of recipiënten met afval in dit artikel wijzigen wanneer ze in strijd zijn met de voorschriften op het gebied van openbare veiligheid, rust, reinheid of gezondheid.

Artikel 31.

Het ledigen van beerputten en septische putten en het vervoer en de verwijdering van de inhoud ervan mag enkel gebeuren door een onderneming die volgens de reglementering ter zake erkend is.

Sectie 6. Onderhoud en schoonmaak van voertuigen

Artikel 32.

§1. Het is verboden om in de openbare ruimte het onderhoud, herstellingen aan het koetswerk, de smering, olieversing of herstelling van voertuigen of van onderdelen van deze voertuigen uit te voeren of te laten uitvoeren, met uitzondering van herstellingen die worden uitgevoerd vlak nadat het defect zich heeft voorgedaan, voor zover het gaat om zeer beperkte ingrepen bedoeld om het voertuig in staat te stellen zijn weg voort te zetten of te worden weggesleept.

§2. Het wassen van voertuigen, met uitzondering van voertuigen voor het goederenvervoer of openbaar vervoer van personen, al dan niet bezoldigd, is toegelaten op de openbare ruimte op de uren van de dag die het best passen omwille van de veiligheid, een vlotte doorgang en de openbare rust; het mag in geen geval tussen 22 uur en 7 uur. Bij vriesweer mag het ook alleen voor zover de veilige doorgang van personen en voertuigen niet in het gedrang wordt gebracht.

Wassen en schoonmaken mag enkel gebeuren voor het gebouw waar de eigenaar van het voertuig woont of voor zijn garage. Zo niet mag de gekozen plaats in geen geval de buurt of de openbare rust verstoren.

§3. De producten en het gereedschap voor het herstellen of wassen van het voertuig moeten zorgvuldig worden verzameld, zodat de doorgang van voetgangers en weggebruikers niet wordt gehinderd.

Sectie 7. Vuur, rook, stof en geur

Artikel 33.

§1. Het is verboden om de buurt te hinderen door rook, geuren, roet of uitwasemingen van welke aard ook, alsook door stof of projectielen van alle aard.

§2. Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het eveneens verboden om buiten de gebouwen vuur te maken en afval en schroot, met inbegrip van groenafval en organisch huishoudafval, buiten te verbranden.

§3. Barbecues zijn uitsluitend toegelaten in private tuinen en op private koeren en terrassen als er gebruik wordt gemaakt van vaste of mobiele barbecuestellen die aangepast zijn aan de omstandigheden ter plaatse en voor zover ze geen gevaar voor de veiligheid inhouden en de buurt niet hinderen.

§4. Behoudens toelating van de bevoegde overheid zijn barbecues op de openbare ruimte verboden.

Sectie 8. Overnachten en kamperen

Artikel 34.

§1. Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het op het hele grondgebied van de gemeente en op elke plaats van de openbare ruimte verboden om langer dan 24 uur onafgebroken te verblijven, slapen of kamperen in een wagen, een caravan, een camper of een daartoe ingericht voertuig.

§2. Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het eveneens verboden om meer dan 24 uur onafgebroken op een privéterrein te verblijven in een mobiel onderkomen zoals een woonen aanhangwagen, een caravan of een mobilhome.

Sectie 9. Strijd tegen schadelijke en/of gevaarlijke dieren

Artikel 35.

§1. Behoudens toelating van de bevoegde overheid, en met uitzondering van voedsel bestemd voor andere vogels dan duiven bij vriesweer, is het verboden om elke materie bestemd voor het voeden van dieren, waaronder katten, honden, eenden, vissen, duiven en ganzen, achter te laten, neer te leggen, op te hangen of weg te werpen op de openbare ruimte, met inbegrip van bekkens en vijvers.

§2. Hetzelfde verbod is van toepassing op privéwegen, binnenplaatsen of andere delen van een gebouw, wanneer deze praktijk:

- de buurt kan hinderen of de openbare reinheid gezondheid en veiligheid in het gedrang kan brengen;
- insecten, knaagdieren en duiven kan aantrekken;
- schade kan berokkenen aan het erfgoed en de bestaande gebouwen.

§3. Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het op de plaatsen die door deze overheid zijn vastgelegd, toegestaan om zwerfkatten te voeden in het kader van programma's voor het steriliseren van zwerfkatten.

Artikel 36.

Onverminderd de bestaande wetgeving inzake het natuurbehoud moeten de eigenaars, beheerders of huurders van gebouwen duivennestplaatsen, zijnde met name openingen, permanent afschermen, bevulde gebouwen laten schoonmaken en ontsmetten en de verspreiding van schadelijke dieren en organismen (zoals ratten, kakkerlakken, enz.) voorkomen en beëindigen, indien nodig door een beroep te doen op gespecialiseerde en/of officiële diensten.

Onverminderd de bestaande wetgeving inzake natuurbehoud zijn de eigenaars bovendien verplicht om de nesten van sociale wespen, sociale bijen of elke andere wilde nestplaats te laten verwijderen als die eender welke overlast veroorzaken. Zo niet zal de verwijdering ambtshalve door de bevoegde overheid gebeuren op kosten en risico van de eigenaars.

Sectie 10. Preventiemaatregelen

Artikel 37.

§1. De toegang tot cabines, douches of zwembaden en sportinrichtingen die voor het publiek toegankelijk zijn, is verboden voor personen:

- die duidelijk niet zindelijk zijn;
- die lijden aan een besmettelijke ziekte of een wonde die nog niet geheeld is of met een verband bedekt is, of een huidziekte die met uitslag gepaard gaat;
- die een besmettelijke aandoening vertonen waardoor de weigering van de toegang medisch verantwoord is;
- die duidelijk onder invloed van alcohol, drugs of geneesmiddelen zijn.

§2. De persoon die zich aanmeldt in een van de bovenstaande situaties, moet gehoorzamen aan het eerste verzoek van de bediende om het gebouw te verlaten of niet binnen te gaan. Bovendien mag hij worden uitgezet door de politiediensten, zo nodig onder dwang.

Sectie 11. Aanplakking

Artikel 38.

§1. Onverminderd de bepalingen van de gewestelijke stedenbouwkundige verordening en de ter zake bestaande bepalingen eigen aan de domeinen, het materieel en de uitrusting van de openbare vervoersmaatschappijen, is het verboden om affiches, pamfletten, stickers, plakbriefjes of richtingspijlen aan te brengen, te doen aanbrengen of te plakken op de openbare ruimte of op elke plaats, in de openlucht, zichtbaar vanaf de openbare ruimte, zonder toelating van de bevoegde overheid en de eigenaar van de plaats of zonder zich te schikken naar de door de bevoegde overheid in de toelatingsakte vastgestelde voorwaarden.

§2. Op eenvoudig verzoek van de bevoegde overheid dient de verantwoordelijke uitgever van de in het de vorige paragraaf bedoelde affiches, pamfletten, stickers of plakbriefjes binnen 15 dagen na het verzoek de identiteit van de natuurlijke of rechtspersoon(en) belast met de verspreiding van de publicatie mee te delen.

§3. Onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen kunnen verkiezingsaffiches worden aangebracht op de door de bevoegde overheid vastgestelde plaatsen, volgens de voorwaarden die zij vaststelt.

§5. In overtreding met dit reglement aangebrachte affiches of stickers moeten worden verwijderd. Zo niet verwijdert de overheid ze ambtshalve, op kosten en risico van de overtreder.

Artikel 39.

§1. Het is verboden om de affiches, pamfletten, stickers, plakbriefjes of richtingspijlen die met toelating van de overheid, eigenaar of gebruiker van de plaats werden aangebracht, te bevuilden, bedekken, beschadigen, vernielen, verscheuren, veranderen of verwijderen.

§2. Bij ieder gebouw dat het voorwerp uitmaakt van een politieverordening van de bestuurlijke politie moet deze affiche ad hoc op een van de muren of deuren zichtbaar vanaf de openbare ruimte worden opgehangen. De eigenaar van het gebouw moet ervoor zorgen dat deze affiche in een goede toestand blijft. Bij verwijdering of beschadiging van het document moet hij de affiche ogenblikkelijk vervangen.

Artikel 40.

De verhuurder of gemachtigde van de verhuurder die het bedrag van de gevraagde huurprijs en van de gemeenschappelijke lasten niet heeft vermeld in elke officiële of openbare mededeling over de verhuring van een goed bestemd voor bewoning in de ruime betekenis, is overeenkomstig artikel 217, §2 van de Brusselse Huisvestingscode onderworpen aan een administratieve geldboete van 50 tot 200 euro.

HOOFDSTUK 3 : OPENBARE VEILIGHEID

Sectie 1. Samenscholingen, betogingen en optochten

Artikel 41.

Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het verboden om op de openbare ruimte samenscholingen, betogingen, rellen of optochten die het voertuigenverkeer kunnen storen en gebruikers van de openbare ruimte kunnen hinderen, te organiseren, uit te lokken of eraan deel te nemen.

Artikel 42.

Voor elke samenschooling, betoging, activiteit of optocht, van welke aard ook, in de openbare ruimte of in galerijen en doorgangen op privégrond die voor het publiek toegankelijk zijn, is de toelating van de bevoegde overheid vereist.

Sectie 2. Hinderlijke of gevaarlijke activiteiten

Artikel 43.

Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het verboden om op de openbare ruimte op voor het publiek toegankelijke plaatsen en op privé-eigendommen eender welke activiteit te verrichten die de openbare veiligheid of de veilige en vlotte doorgang in het gedrang kan brengen, zoals:

1. allerhande voorwerpen gooien, lanceren of voortstuwen; deze bepaling is niet van toepassing op sportdisciplines en spelen in passende installaties;
2. zaken blootstellen of achterlaten die door hun aanwezigheid schade kunnen veroorzaken door hun val of ongezonde uitwasemingen;
3. enig voorwerp achterlaten dat kan worden gebruikt door iemand met slechte intenties om de

- veiligheid van personen en goederen in het gedrang te brengen;
4. gebruikmaken van vuurwapens, persluchtwapens, gaswapens of werpwapens zoals bogen en kruisbogen, uitgezonderd in stands die een toelating hebben of in schietkramen op kermissen;
 5. gebruikmaken van vuurwerk en voetzoekers;
 6. klimmen op afsluitingen, in bomen, op palen of op gelijk welke constructies of installaties;
 7. gewelddadige of luidruchtige spelen of oefeningen doen;
 8. gevaarlijke artistieke prestaties leveren;
 9. allerhande werkzaamheden verrichten;
 10. uitstralen of projecteren van laserlicht of gelijkgesteld, dat verblinding van welke aard ook kan veroorzaken, hetzij rechtstreeks, hetzij door het reflecteren van lichtbundels, uitzenden of richten. Wapens, munitie, voetzoekers of vuurwerk, gebruikt in overtreding met de bovengenoemde bepalingen, worden in beslag genomen. In geval van administratieve inbeslagname kunnen de in beslag genomen vernietigd.
 11. bepaalde gevaarlijke stoffen zoals lachgas voor recreatieve doeleinden gebruiken of bezitten.

Artikel 44.

Het is in de openbare ruimte verboden om:

- de toegang tot openbare of private gebouwen of bouwwerken, ook al is dit maar gedeeltelijk, te belemmeren;
- de doorgang voor voorbijgangers, ook al is dit maar gedeeltelijk, te verhinderen;
- de doorgang van personen met een visuele handicap te belemmeren op blindengeleidestroken en/of geleidelijnen;
- zich dreigend op te stellen;
- behoudens toelating van de bevoegde overheid eender welke activiteit uit te oefenen op de rijweg.

In geval van overtreding van dit artikel kan de politie of de gemachtigde ambtenaar het hinderlijke gedrag of de activiteit onmiddellijk doen stopzetten.

Artikel 45.

Onverminderd de andere geldende reglementeringen is het gebruik van ieder vervoersmiddel, zoals steps, rolschaatsen, skateboards, tonneaus, sleeën, hoverboards en eenwielers, enkel toegelaten op voorwaarde dat de veiligheid van de voetgangers en andere gebruikers en de vlotte doorgang niet in gevaar worden gebracht.

De bevoegde overheid kan het echter verbieden op de plaatsen die zij bepaalt.

Artikel 46.

§1er. Behoudens toelating van de bevoegde overheid zijn verboden op de openbare ruimte:

- inzamelingen, verkoopinzamelingen en verkoop zoals leuren, de inzameling van fooien;
- allerhande vermakelijkheden zoals tentoonstellingen, filmopnames, jaaren expobeurzen, fuiven, bals, vertoningen, spektakels, karaoke of feestelijke verlichtingen;
- waarzeggerij;
- loterijof kansspelen.

§2. In geval van overtreding worden de tafels, werktuigen, spelof loterijtoestellen, alsook de inzetten, waren, voorwerpen of loten in beslag genomen en verbeurdverklaard.

Artikel 47.

Behoudens toelating van de bevoegde overheid zijn verboden op de openbare ruimte: de activiteiten van personenvervoer die betrekking hebben op een cliënteel van toeristen op doorreis of georganiseerd in het kader van feestelijke of handelsactiviteiten die plaatsvinden op het grondgebied van de gemeente, waarbij

personen instappen op het grondgebied van de gemeente, al dan niet door middel van gemotoriseerde voertuigen, spannen of bereden dieren. Deze laatste bepaling heeft echter geen betrekking op het openbaar vervoer en de taxi's of de voertuigen met bestuurder.

Artikel 48.

Onverminderd de geldende wetgeving is het verboden om eender welke vorm van pesticiden te verspreiden op de openbare ruimte.

Artikel 49.

Het is verboden om eender welke concerten, vertoningen, vermakelijkheden of bijeenkomsten op de openbare weg waarvoor de bevoegde overheid toelating heeft gegeven, alsook evenementen in vertonings-, feest-, concertof sportzalen en filosofische of religieuze samenkomsten op enigerlei wijze te verstoren. De toegang tot de scène is verboden voor iedere persoon die er niet voor zijn dienst moet zijn.

Het is het publiek in vertonings-, feest-, concertof sportzalen verboden om:

- a. op de scène, de piste of het terrein te komen zonder daartoe te zijn uitgenodigd of toegelaten door de artiesten, performers of organisatoren, of binnen te gaan in de privévertrekken van de inrichting of de artiestenof sportersvertrekken;
- b. voorwerpen, die in hun val het publiek, de acteurs of de performers kunnen schaden of anderszins hinderen op balkons en leuning te leggen of eraan te bevestigen;
- c. door zijn gedrag de stabiliteit en/of veiligheid van de installaties of plaatsen in gevaar te brengen;
- d. het spektakel, feest of concert op een andere manier te verstoren.

Sectie 3. Autoloze dag

Artikel 50.

§1. Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het autoverkeer verboden tijdens de 'autoloze dag'.

§2. Onder 'autoverkeer' wordt verstaan: het verkeer met motorvoertuigen in de zin van artikel 2.16 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.

§3. De datum en modaliteiten van een autoloze dag worden vastgelegd in een tijdelijke politieverordening.

Sectie 4. Verkoop en verdeling op de openbare ruimte

Artikel 51.

§1. De activiteit van de verdelers van kranten, publicaties, tekeningen, gravures, advertenties en allerlei drukwerk mag de openbare orde niet verstoren en het verkeer niet belemmeren.

§2. De personen die optreden als verkoper of verdeler van kranten, geschriften, tekeningen, gravures, advertenties en allerlei drukwerk in straten en andere openbare plaatsen mogen zonder voorafgaande toelating geen materiaal gebruiken voor de uitoefening van deze activiteit, onverminderd de reglementering betreffende de openbare markten en ambulante handel.

§3. De verdelers en/of verkopers moeten het drukwerk oprapen dat door het publiek op de grond zou worden gegooid in de onmiddellijke omgeving van de plaats waar de verdeling en/of verkoop plaatsvindt.

§4. Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het verkopers of verspreiders van kranten, geschriften, reclamestalen, drukwerk, foto's, tekeningen of reclamefolders verboden om:

- kranten, geschriften, enz. op de openbare weg of op de drempel van deuren en vensterbanken van gebouwen op te stapelen of ze te hangen aan uitspringende delen of ijzeren onderdelen zoals deurklinken of deurknoppen en smeedijzeren structuren. Reclamedrukwerk moet
- verplicht in de brievenbus worden gestopt;
- kranten, geschriften, enz. op te stapelen in verlaten gebouwen en in brievenbussen zonder nummer;
- zonder toelating van de eigenaar of gebruiker, reclamedrukwerk aan te brengen of te laten aanbrengen op voertuigen;
- een luidspreker te gebruiken;
- voorbijgangers aan te klampen, te volgen of lastig te vallen.

§5. Onder het begrip materiaal wordt meer bepaald verstaan voor deze bepaling: de tribunes, karren of ander materiaal dat een belemmering voor voorbijgangers zou kunnen vormen, overlast zou kunnen veroorzaken in termen van openbare reinheid of zou kunnen lijken op een toe-eigening van de openbare ruimte zonder toelating.

§6. Op het grondgebied van de Stad Brussel en Elsene zijn de verkoop en verspreiding, behoudens specifieke toelating van de bevoegde overheid, totaal verboden:

1. in de neutrale zone;
2. in de erfgoedzone beschermd door de UNESCO rond de Grote Markt, afgebakend door en met inbegrip van: Zuidstraat en Henri Mausstraat, Beursplein, Beursstraat, Taborastraat, Kleerkopersstraat, Schildknaapsstraat, Arenbergstraat, Bergstraat, Agoraplein, Magdalenasteenweg, Duquesnoystraat, Sint-Jansplein en Lombardstraat;
3. op het Congresplein, Poelaertplein, Koningsplein en Onze-Lieve-VrouwVoorplein, alsook 50 meter in de omtrek;
4. op minder dan 50 meter van werkloosheidskantoren, onderwijsinstellingen, eredienstplaatsen, kazernes en andere militaire gebouwen;
5. in de zone afgebakend door de Houba de Strooperlaan, Romeinsesteenweg, Madridlaan, Dikkelindelaan, Eeuwfeestlaan, SintLambertusplein, Heizelstraat, met inbegrip van haar verkeersaders op dagen waarop tentoonstellingen, vergaderingen, feesten of andere evenementen plaatsvinden in het Koning Boudewijnstadion of het Tentoonstellingspark;
6. op de Esplanade Solidarnosc.

Artikel 52.

Op eenvoudig verzoek van de bevoegde overheid dient elke verantwoordelijke uitgever van kranten, geschriften, drukwerk of reclamebladen binnen 15 dagen na het verzoek de identiteit van de natuurlijke of rechtspers(o) n(en) belast met de verspreiding van de publicatie mee te delen.

Artikel 53.

§1. Het is verboden om buiten de spektakelof concertzalen en plaatsen voor sportbijeenkomsten of evenementen de voorbijgangers op de openbare weg aan te klampen om hen toegangskarten te verkopen of om hen uit te leggen hoe ze er zich kunnen aanschaffen.

§2. Het is de handelaars of restauranthouders en de personen die ze tewerkstellen eveneens verboden klanten aan te spreken of aan te reppen om naar hun zaak te komen als de laatstgenoemden geen interesse voor hun zaak hebben laten blijken.

Sectie 5. Plaatsing van kranen

Artikel 54.

Elke plaatsing van een kraan is onderworpen aan de toelating van de bevoegde overheid. Onverminderd de reglementaire voorschriften inzake stedenbouw, leefmilieu en arbeidsbescherming, is het verplicht:

1. dat voor een kraan in gebruik te nemen en telkens als het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming de opmaak van een proces-verbaal van verificatie vereist, een kopie van dit stuk, opgesteld door een erkende instelling, naar de bevoegde overheid wordt gestuurd, binnen een termijn van drie weken voor het monteren of hermonteren;
2. dat voor het gebruik van de kraan de voorlegging van een werfplan vereist is, alle nuttige aanduidingen en kenmerken van het tuig, vloeroppervlak en draaicirkel van de arm inbegrepen;
3. dat de kranen een stabiele basis hebben op de grond, om te voorkomen dat ze omvallen. Torenkranen op rails moeten bovendien worden vastgemaakt aan deze rails die op hun beurt stevig in de grond verankerd moeten zijn om te voorkomen dat ze worden uitgerukt en omvallen;
4. dat de kraan, naarmate de bouw vordert, hetzij in het gebouw wordt opgenomen, hetzij degelijk op verschillende plaatsen wordt verankerd;
5. dat de gebruikers alle passende maatregelen nemen opdat de stabiliteit van de kraan niet vermindert wanneer ze zich in draaistand bevindt en dat ze geen ongecontroleerde bewegingen kan maken; dat de vervoerde materialen, indien ze poedervormig of vloeibaar zijn of zich kunnen

verspreiden, worden opgeslagen in containers zodat er niets op de openbare ruimte, in de private eigendommen of binnen de met paalwerk omheinde ruimte kan vallen. De omheining moet zo nodig, op bevel van de gemachtigde ambtenaar, worden verwijderd bij de dagelijkse sluiting van de bouwplaats;

6. dat voor de torenkraan in gebruik te nemen, een lijst met de namen, adressen en telefoonnummers van de aannemer, de ingenieur, de bevoegde technicus en een lid van het kraanpersoneel, die te allen tijde, zowel overdag als 's nachts, snel bereikbaar zijn, wordt ingediend op het dichtstbijzijnde politiecommissariaat. Een kopie ervan wordt aangeplakt aan de buitenzijde van het werfkantoor;
7. dat de aannemer gedekt is inzake de burgerlijke aansprakelijkheid voor ongevallen veroorzaakt aan derden door het gebruik van kranen, zowel op als buiten de bouwplaats. Het bewijs wordt bij de toelatingsaanvraag gevoegd;
8. dat de kraan uiterlijk acht dagen na het einde van de werken waarvoor ze in gebruik werd genomen, moet worden weggehaald. Zo niet wordt daartoe overgegaan door toedoen van de bevoegde overheid op kosten en risico van de aannemer;
9. dat er aan de voet van de torenkraan een voorziening wordt aangebracht die het fysiek onmogelijk maakt voor onbevoegde personen om op de kraan te klimmen. Deze voorziening moet worden beschreven in de toelatingsaanvraag.

Sectie 6. Privatieve bezetting van de openbare ruimte en voorwerpen die schadelijk kunnen zijn door hun val

Artikel 55.

§1. Behoudens toelating van de bevoegde overheid, en onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake stedenbouw, zijn verboden:

- de privatieve bezetting van de openbare ruimte boven, op het niveau van of onder de grond, vastgemaakt, opgehangen, neergelegd of achtergelaten voorwerp, met inbegrip van de belemmering van de openbare ruimte met materialen, steigers of allerhande voorwerpen. Klimplanten vormen een uitzondering, voor zover ze de openbare veiligheid en een vlotte doorgang niet in het gedrang brengen;
- putten graven op de openbare weg;
- de installatie op hoge delen van gebouwen of tegen huisgevels van voorwerpen die gevaarlijk kunnen zijn door hun val, ook al steken ze niet over de openbare weg uit. Voorwerpen op vensterbanken, vastgemaakt met een stevig bevestigde en niet -uitstekende voorziening, zijn vrijgesteld van deze bepaling.

§2. Behoudens specifieke en voorafgaande toelating van de gemeentelijke overheid is het verboden om, onder andere met verschillende voorwerpen, zich een parkeerplaats te reserveren op de openbare weg.

§3. Onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake stedenbouw is het verboden om wimpels, vlaggen, lichtgevende slingers, spandoeken of dergelijke op gevels van gebouwen te plaatsen of over de openbare weg te hangen zonder toelating van de bevoegde overheid.

§4. Het is verboden om buiten woningen, op of boven de openbare ruimte, doeken, linnen en andere voorwerpen uit te spreiden of te laten drogen.

§5. Onverminderd de bepalingen van het algemeen politiereglement op het wegverkeer en de gewestelijke wettelijke en reglementaire bepalingen, mag niemand zonder voorafgaande toelating van de bevoegde overheid voorwerpen, van welke aard ook, op de openbare weg plaatsen. Het onderhoud ervan is de taak van de eigenaars, huurders of personen waarvan sprake in artikel 22 van dit reglement.

§6. Onverminderd de bepalingen van het verkeersreglement mag geen enkel voorwerp, zelfs gedeeltelijk, de voorwerpen van openbaar nut verbergen waarvan de zichtbaarheid volledig moet verzekerd zijn.

§7. Geen enkel voorwerp mag evenmin de toegang tot deuren of ramen van gevels langs de openbare weg verbergen, zelfs niet gedeeltelijk.

§8. De voorwerpen die in overtreding met dit artikel geplaatst, vastgehecht, vastgemaakt of opgehangen zijn, moeten op het eerste verzoek van de gemachtigde ambtenaren worden verwijderd. Zo niet gebeurt dit ambtshalve op kosten en risico van de overtreder.

§9. Iedereen die een toelating heeft gekregen om materialen, steigers of andere voorwerpen op de openbare ruimte te plaatsen of te bewaren, of er putten te graven, dient verlichting en verkeerstekens aan te brengen bij de ingenomen ruimte, opslagplaatsen of putten. Zo niet gebeurt dit door de bevoegde overheid op kosten en risico van de overtreder.

Artikel 56.

Behalve met een toelating van de bevoegde overheid is het voor elke persoon die zich op de openbare weg bevindt verboden om de doorgang van voorbijgangers te belemmeren door het plaatsen of achterlaten van elk verplaatsbaar voorwerp, zoals bagage, huishoudelijk afval, bouwafval en voertuigen. Het begrip doorgang belemmeren wordt onder meer door de volgende gedragingen vastgesteld:

- aan voetgangers, op elke plaats waar de doorgang toegelaten is, een breedte van minder dan 1,50 meter laten, of een andere breedte die door de bevoegde overheden is opgelegd naargelang de specifieke omstandigheden op bepaalde plaatsen, of die hen verplichten om over voorwerpen die de doorgang belemmeren te stappen of te klimmen;
- aan voertuigen die op de weg rijden een breedte van minder dan 3 meter laten, of gelijk welke andere breedte die nodig is voor de doorgang van hulpvoertuigen naargelang de specifieke omstandigheden op bepaalde plaatsen, of op de weg voorwerpen achterlaten die voorbijrijdende voertuigen kunnen beschadigen;
- fietspaden zodanig versperren dat het voor fietsers onmogelijk is om zonder gevaar te fietsen;
- de toegang tot gebouwen, al dan niet in opbouw, beletten of beperken, zoals hierboven beschreven, voor voetgangers, fietsers en voertuigen.

Artikel 57.

§1. Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het verboden voor een onderneming die voertuigen verhuurt, herstelt of verkoopt, om zich opzettelijk en herhaaldelijk parkeerplaatsen op de openbare weg toe te eigenen. Wordt onder meer bedoeld: het parkeren op de weg van voertuigen in afwachting van een mechanische interventie of een interventie aan het koetswerk, alsook voertuigen die moeten worden afgehaald door hun eigenaars.

De beroepsvoertuigen bestemd voor personen goederenvervoer vallen eveneens onder deze bepaling, waarbij laatstgenoemde overigens eerst de hun voorbehouden plaatsen moeten innemen.

§2. Elk voertuig dat kan worden gelijkgesteld met een achtergelaten voertuig is vatbaar voor een beslissing tot wegtakeling door de bevoegde overheid op kosten en risico van de overtreder.

Artikel 58.

§1. Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het verboden om caféterrassen (o.a. stoelen, banken en tafels), kraampjes, menuborden of reclameborden onder gelijk welke vorm te plaatsen en koopwaren of drukwerk op de openbare ruimte uit te stallen.

§2. De voorwerpen die in strijd met dit artikel zijn geplaatst of uitgesteld, moeten op het eerste verzoek van de politie of van een gemachtigde ambtenaar worden verwijderd. Zo niet gebeurt dit ambtshalve op kosten en risico van de overtreder.

Artikel 59.

§1. Onverminderd de reglementering inzake stedenbouw moeten de eigenaars of gebruikers van antennes, parabolen en al dan niet lichtgevende reclameborden voortdurend nagaan en zich ervan vergewissen of de stabiliteit ervan perfect is.

§2. Elke installatie die niet wordt gebruikt, moet binnen acht dagen na beëindiging van het gebruik worden weggehaald.

§3. Wie de bepalingen in dit artikel overtreedt, moet de antenne, de al dan niet lichtgevende reclame, de

schotelantenne of de betrokken installatie verwijderen. Zo niet behoudt de bevoegde overheid zich het recht voor om hierin te voorzien op kosten en risico van de overtreder.

Artikel 60.

Afsluitingen, scheidingswanden, omheiningen of reclameborden die in de grond zijn verankerd of aan gebouwen zijn bevestigd, moeten stevig worden vastgemaakt zodat ze niet kunnen omvallen.

Artikel 61.

§1. Bomen en beplantingen in privé-eigendommen moeten zodanig worden gesnoeid dat alle takken die over de openbare weg hangen, zich op een hoogte van minstens 2,50 meter van de grond bevinden en het uiteinde ervan zich op een afstand van minstens 0,50 meter van de openbare rijweg bevindt. Het snoeien dient te gebeuren met inachtneming van de specifieke bepalingen die daarvoor zijn voorzien in de huidige wetgeving betreffende met name het natuurbehoud.

§2. Bomen en beplantingen mogen in geen geval de lichtstroom van de openbare verlichting en voorwerpen van openbaar nut verbergen.

§3. Hagen mogen niet uitsteken over de openbare weg en moeten te allen tijde gesnoeid zijn om de breedte van de openbare weg niet te verkleinen.

§4. Indien bijzondere veiligheidsredenen dit vereisen, kan de gemachtigde ambtenaar andere afmetingen opleggen en moeten de voorgeschreven werken worden verricht.

§5. Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, moet de zaken onmiddellijk in orde brengen. Zo niet behoudt de bevoegde overheid zich het recht voor om hierin te voorzien op kosten en risico van de overtreder.

Artikel 62.

§1. Het is verboden om lange of omvangrijke voorwerpen van de binnenkant van een gebouw op de openbare weg te laten uitsteken zonder de nodige voorzorgsmaatregelen te nemen om de veiligheid van de voorbijgangers te waarborgen.

§2. Dezelfde voorzorgsmaatregelen dienen in acht te worden genomen bij het openen van buitenzonneblinden, jaloezieën of zonnegordijnen die op de gelijkvloerse verdieping geplaatst zijn, indien het gebouw zich langs de rooilijn bevindt die aan de openbare weg grenst.

Wanneer de buitenzonneblinden of jaloezieën open zijn, dienen ze met pallen of haken op hun plaats te worden gehouden. De pallen en haken die op de gelijkvloerse verdieping geplaatst zijn, dienen zodanig vastgehecht te zijn dat ze de voorbijgangers niet kunnen verwonden of de veiligheid niet in het gedrang kunnen brengen.

Artikel 63.

§1. Het is verboden om het even welk voorwerp door deuren, openingen of vensters te werpen, die uitgeven op de openbare weg.

§2. Wanneer de verwijdering van bepaalde voorwerpen of materialen door voormelde openingen onontbeerlijk is, bijvoorbeeld in geval van verhuizing, wordt elke voorzorgsmaatregel genomen om dat gedeelte van de openbare weg dat gevaarlijk is, te onttrekken aan het wegverkeer en de weggebruikers en om het verkeer te regelen zodanig dat ieder ongeval wordt voorkomen.

Artikel 64.

Ingangen van kelders en toegangen tot ondergrondse ruimten op de openbare weg mogen slechts worden geopend:

- gedurende de tijd die nodig is voor de handelingen waarvoor de opening vereist is;
- met inachtneming van alle maatregelen om de veiligheid van de voorbijgangers te waarborgen.
- beide voorwaarden zijn cumulatief.

Artikel 65.

§1. Alle eigenaars van onroerend goed moeten zichtbaar aan de buitenkant en aan de straatkant het huisnummer van het gebouw aanbrengen. Zij moeten ook per gebruikte woonoppervlakte of wooneenheid een perfect werkende bel plaatsen. De gebruikers brengen zichtbaar hun familienaam of handelsbenaming

aan op de bovengenoemde bel, alsook dicht bij de voordeur en op de brievenbus.

§2. Bij een nieuwbouw is de eigenaar verplicht om het hem toegekende nummer binnen vijftien dagen na ontvangst aan te brengen.

§3. Het is verboden om op welke manier dan ook huisnummers, toegekend door het gemeentebestuur, te bedekken, los te rukken, te beschadigen of weg te halen, evenals naamborden van openbare wegen.

§4. In geval van nummerwijziging dient het oude nummer te worden afgedekt of met een zwarte streep te worden geschrapt, en mag het maximaal twee jaar behouden blijven vanaf de kennisgeving ter zake door de bevoegde overheid.

§5. Indien gelijk welke werkzaamheden aan het gebouw noodgedwongen de schrapping, tijdelijke verwijdering of bedekking van het huisnummer vereisen, dient dit nummer ten laatste acht dagen na de beëindiging van de werkzaamheden opnieuw te worden aangebracht.

§6. Indien het nummer niet binnen de in dit artikel vermelde termijnen wordt aangebracht, zal de bevoegde overheid het gebouw ambtshalve nummeren met behulp van zwarte verf met industrieel sjabloon, en dit op kosten van de eigenaar.

Artikel 66.

§1. De eigenaars, vruchtgebruikers, huurders, bewoners of verantwoordelijken in enige hoedanigheid van een gebouw dienen, zonder dat dit voor hen enige schadeloosstelling tot gevolg heeft, het onderhoud, de plaatsing op de gevel of topgevel van hun gebouw, ook wanneer dit zich buiten de rooilijn bevindt, en in dit geval eventueel aan de straatkant, toe te staan van iedere voorziening van openbaar nut en in het bijzonder:

1. het plaatsen van een bord met de straatnaam van het gebouw;
2. het plaatsen van een historisch straatbord;
3. het plaatsen van alle verkeerstekens;
4. het plaatsen van een infrastructuurkabel van een overheidsdienst;
5. een verankering voor de openbare verlichting, openbare publiciteit, openbare feestverlichting, openbare bewakingscamera's, ... ;
6. het gebruik van de kelderverdieping van het gebouw door nutsmaatschappijen die de toelating van de bevoegde overheid hebben;
7. het aanbrengen van elk bericht van openbaar onderzoek bepaald door de wettelijk van kracht zijnde bepalingen;
8. het aanbrengen van kabels die nodig zijn voor de uitbating van trams en andere voertuigen van het openbaar vervoer;
9. de plaatsing van borden om brandmonden of brandkranen aan te geven;
10. de plaatsing van elke veiligheidsinrichting. Dit geldt eveneens voor bevestigingen, statieven en apparaten die nodig zijn voor de goede werking van de bovengenoemde diensten. Het is verboden de hoger vermelde voorwerpen weg te halen of te verplaatsen. De verwijdering of de verplaatsing van deze voorwerpen, voor om het even welke reden, gebeurt door tussenkomst van het gemeentebestuur of de daartoe bevoegde concessiehouder.

§2. De eigenaars, vruchtgebruikers, huurders, bewoners of gelijk welke verantwoordelijken van onroerende goederen moeten zich ervan verzekeren dat bovengenoemde zaken, alsook de installaties en apparaten waarmee ze uitgerust zijn, zich in een perfecte staat van bewaring, onderhoud en werking bevinden, opdat ze de openbare veiligheid of gezondheid niet in het gedrang zouden brengen.

Artikel 67.

De eigenaar is verplicht om de passende materiële maatregelen te treffen om te vermijden dat onbevoegden toegang krijgen tot leegstaande gebouwen of onbebouwde terreinen.

Sectie 7. Algemene maatregelen ter voorkoming van schendingen van de openbare veiligheid

Artikel 68.

Het is verboden om de oproepen en signalen van de hulpen interventiediensten na te bootsen, voor welk doel ook.

Artikel 69.

Iedere bedrieglijke hulpoproep of ieder bedrieglijk gebruik van een praatpaal, signalisatietoestel en waarschuwingsof alarmvoorziening bestemd om de veiligheid van de gebruikers te vrijwaren, is verboden.

Artikel 70.

Het is onbevoegden verboden om niet voor het publiek toegankelijke gebouwen of installaties van openbaar nut te betreden. Personen die daar door de bevoegde overheid niet toe werden gemachtigd, mogen geen kranen van leidingen van gelijk welke aard, schakelaars van de openbare verlichting, openbare klokken, signalisatieapparaten noch uitrustingen voor telecommunicatie bedienen die zich op of onder de openbare weg of in openbare gebouwen bevinden.

Artikel 71.

Het is voor iedere onbevoegde persoon verboden om andermans terrein te betreden, er een dier waarvoor hij verantwoordelijk is op te laten gaan, er veldvruchten of enige voortbrengselen van de bodem af te snijden of te vernietigen, zelfs zonder de intentie deze te stelen. Het is verboden om op andermans terrein veldvruchten of voortbrengselen van de bodem te stropen, te ontvreemden, te roven of te beschadigen.

Sectie 8. Brand en aanverwante gevaren

Artikel 72.

In geval van brand, een gasof waterlek of een ander schadegeval moet elke persoon die dit vaststelt onmiddellijk contact opnemen met het politiekantoor, de dichtstbijzijnde brandweerdienst of het centrale noodnummer.

Artikel 73.

De eigenaars, huurders of bewoners van een gebouw waar brand is uitgebroken, alsook van de omringende gebouwen moeten:

1. onmiddellijk gevolg geven aan de bevelen en aanwijzingen van de brandweer, de Civiele Bescherming, de politie of andere overheidsdiensten waarvan het optreden nodig is om het schadegeval te bestrijden;
2. toegang tot hun gebouw geven;
3. het gebruik van de waterpunten en van alle beschikbare brandbestrijdingsmiddelen toelaten.

Artikel 74.

Zijn verboden op de openbare weg en in de voor het publiek toegankelijke plaatsen: het parkeren van voertuigen en het plaatsen, zelfs tijdelijk, van zaken die het opsporen van, de toegang tot of het gebruik van bluswater kunnen hinderen of verhinderen, alsook het opsporen van, de toegang tot of het gebruik van afsluitkleppen voor gas, elektriciteit, water of telecommunicatie.

Artikel 75.

Het is verboden om de tekens voor de identificatie of het opsporen van de volgende hulpbronnen te beschadigen, te verbergen of te laten verbergen: gas, elektriciteit, telecommunicatie of water voor het blussen van branden.

Artikel 76.

Brandkranen of -monden, de deksels of luiken die de kamers met brandmonden afsluiten, de putten en alle aansluitingen van gebouwen moeten steeds vrij, goed zichtbaar en gemakkelijk toegankelijk blijven. Hetzelfde geldt voor de luiken die het elektriciteits-, gasen telecommunicatienet afsluiten.

Artikel 77.

Elke bewoner van een gebouw of deel van een gebouw is verplicht om ervoor te zorgen dat de schoorstenen en rookafvoerbuizen die hij gebruikt:

- constant in goede staat van werking worden gehouden;
- volgens de wettelijk voorgeschreven periodiciteit worden schoongemaakt.

Artikel 78.

Als een evenement zoals een fuif, ontspanning, dansavond of elke andere bijeenkomst wordt

georganiseerd in een voor het publiek toegankelijke plaats waarvan de organisatoren niet kunnen bewijzen dat die plaats voldoet aan de veiligheidsvoorschriften, met name de brandveiligheidsregelgeving, kan de bevoegde overheid het evenement verbieden en kan de politie in voorkomend geval de inrichting doen ontruimen en sluiten. Op voor het publiek toegankelijke plaatsen, zelfs wanneer het publiek er slechts onder bepaalde voorwaarden toegelaten is, is het verboden om het maximaal aantal personen dat gelijktijdig aanwezig mag zijn, vastgelegd door de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp in het kader van de brandveiligheids- en brandpreventienormen, te overschrijden. Als dit aantal overschreden wordt, mag de politie de ruimte ontruimen en sluiten.

Artikel 79.

Onverminderd de wettelijke bepalingen die van kracht zijn, is het verboden om op plaatsen die voor het publiek toegankelijk zijn, gelijk welke voorwerpen te plaatsen, te bevestigen of op te hangen die de doorgang via de trappen, aan de uitgangen of nooduitgangen alsook in de gangen die erheen leiden, hinderen of die op gelijk welke wijze hun breedte of hoogte beperken.

Artikel 80.

§1. Alle (woon)gebouwen of constructies waarvan de hoofdingang niet rechtstreeks uitkomt op de openbare weg, moeten bereikbaar zijn voor hulpvoertuigen. Deze toegangsweg moet het verkeer, het parkeren en het aanwenden van het materiaal van de hulpdiensten toelaten.

§2. Deze toegangsweg moet steeds vrij en gemakkelijk toegankelijk blijven.

Het is verboden om er voertuigen tot stilstand te brengen of er om het even welke materialen of voorwerpen achter te laten.

§3. Deze toegangsweg wordt aangeduid door gelijk welk signalisatiemiddel dat gepast wordt geacht.

§4. De bevoegde overheid kan voor de bestaande toegangswegen bepalen welke maatregelen zij nodig acht om het optreden van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp mogelijk te maken.

Sectie 9. Bijzondere bepalingen met betrekking tot de weersomstandigheden

Artikel 81.

§1. Met dode bladeren, sneeuw of ijzel bedekte trottoirs moeten volledig of over twee derde van hun breedte met een minimum van 1,50 meter, al naargelang de breedte van het trottoir, geruimd of slipvrij gemaakt worden om de veilige doorgang van voetgangers te bevorderen. De sneeuw moet op en aan de rand van het voetpad worden gelegd en mag niet op de rijweg worden gegooid. Als de plaatsgesteldheid het niet toelaat, wordt de sneeuw op de rand van de rijweg gelegd. De rioolkolken, straatgoten en zebrapaden moeten vrij blijven. Dit moet worden uitgevoerd door de in artikel 22 van dit reglement bedoelde personen die belast zijn met het onderhoud van de voetpaden.

§2. Het strooien van zand of gelijk welk ander product om sneeuw of ijs te doen smelten op de treden van buitentrappen, op voetpaden of op de openbare weg, ontheft de personen die daartoe overgaan niet van de in deze bepaling voorgeschreven verplichtingen.

Artikel 82.

IJspiegels die zich vormen aan de hoger gelegen delen van gebouwen die over de openbare weg uitsteken, moeten worden verwijderd. Indien nodig wordt er een beroep gedaan op de brandweerdienst. Deze verplichting geldt voor de in artikel 22 van dit reglement bedoelde personen die belast zijn met het onderhoud van de voetpaden.

Artikel 83.

Het is op de openbare ruimte verboden om:

- bij vorst water te gieten of te laten vloeien;
- glijbanen aan te leggen;
- sneeuw of ijs, afkomstig uit privé-eigendommen, op te hopen.

Artikel 84.

Het is verboden om zich op het ijs van kanalen, waterbekkens, vijvers en waterlopen te begeven, zonder

toelating van de bevoegde overheid.

Iedere activiteit is er verboden zonder toelating.

Sectie 10. Vrijtijdsbestedingen en -plaatsen

Artikel 85.

§1. De toestellen en uitrustingen die ter beschikking gesteld zijn van het publiek op permanente of tijdelijke gemeentelijke speelpleinen of speelvelden moeten zo worden gebruikt dat de openbare veiligheid en rust niet in het gedrang komen, onder meer door naleving van de door de bevoegde overheid vastgelegde leeftijdsgrenzen. De plaatsen die voor welbepaalde spelen of sporten voorbehouden zijn, mogen niet worden gebruikt voor andere spelen of sporten of voor andere doeleinden.

Kinderen onder de zeven jaar moeten verplicht vergezeld zijn door een van hun ouders of door de persoon aan wiens toezicht ze zijn toevertrouwd. De toegang tot de speelpleinen en -velden is iedere dag, met inbegrip van zonen feestdagen, toegestaan van zonsopgang tot zonsondergang, behoudens aangeplakte andersluidende bepaling.

§2. De gemeente is niet aansprakelijk voor eventuele ongevallen op een gemeentelijk speelterrein die het gevolg zijn van een niet-conform of onvoorzichtig gebruik van de speeltoestellen, alsook van elk gebruik door personen die niet de geschikte leeftijd hebben of zonder passende begeleiding achtergelaten kinderen.

§3. Onverminderd de reglementaire bepalingen inzake de veiligheid in stadions of andere plaatsen waar sport wordt beoefend, vereist elke installatie van voorlopige tribunes voor het onthaal van meer dan honderd personen, naar aanleiding van om het even welke culturele, sportieve of andere manifestatie, ongeacht de bouwmaterialen, de montagetechnieken of de technieken voor de bodemverankering ervan, na de montage van de tribunes maar vóór elk gebruik ervan:

1. een goedkeuringsverslag, afgeleverd door een erkende controle instantie inzake stabiliteit;
2. een positief controleverslag, opgesteld door een brandpreventietechnicus van de brandweerdienst. Deze documenten worden bezorgd aan de bevoegde overheid en zijn ter plaatse beschikbaar gedurende de volledige duur van het evenement.

Sectie 11. Verhuizingen, laden en lossen

Artikel 86.

§1. Er mogen geen goederen, meubels of andere zaken op de openbare ruimte worden geladen of gelost tussen 22 en 7 uur, behoudens door de bevoegde overheid afgegeven toelating. Dit verbod geldt niet voor persoonlijke zaken bij vertrek of terugkeer van een reis.

§2. Bij het vervoeren, hanteren, laden en lossen van voorwerpen of andere goederen op de openbare ruimte moet erop worden gelet dat de voetgangers niet worden verplicht om het voetpad te verlaten, dat ze zich nergens tegen kunnen stoten of dat ze zich niet kunnen verwonden, en dat noch de veiligheid, noch de vlotte doorgang, noch de openbare rust en reinheid in het gedrang komen. Dezelfde voorzorgsmaatregelen moeten worden genomen ten aanzien van fietsers daar waar fietspaden worden aangelegd. Als het onmogelijk is om de voetgangers op het trottoir te laten doorgaan, moeten de nodige maatregelen worden getroffen om de doorgang van voetgangers in alle veiligheid te garanderen. Deze transporten, ladingen en lossingen kunnen slechts plaatsvinden voor het gebouw of de garage van de uitbater of bewoner van de ruimte.

§3. Zodra het lossen beëindigd is, wordt de openbare weg onmiddellijk weer ontruimd. Zo niet behoudt de bevoegde overheid, naast de toepassing van een administratieve sanctie, zich het recht voor om tot deze ontruiming over te gaan op kosten en risico van de burgerlijk aansprakelijke.

Artikel 87.

Het is verboden om winkelkarren achter te laten in de openbare ruimte. De uitbaters van winkelcentra zijn verplicht om alle nodige maatregelen te nemen die de naleving van deze bepaling garanderen. Bovendien zijn ze verplicht om de identificatie van de winkelkarren te garanderen.

HOOFDSTUCK 4 : OPENBARE RUST

Sectie 1. Geluidshinder

Artikel 88.

Het is overdag verboden om geluidshinder te veroorzaken tussen 7 uur en 22 uur (met inbegrip van het geroep van dieren) die de rust en sereniteit van de buurt verstoort en waarvan de intensiteit van de geluidsgolven het niveau van het omgevingsgeluid van de openbare ruimte overschrijdt.

Worden onder meer bedoeld met de geluidshinder die wordt veroorzaakt:

- in privé-eigendommen;
- in voor het publiek toegankelijke etablissementen, ook al is het er slechts onder bepaalde voorwaarden toegelaten;
- in voertuigen die zich op de openbare weg bevinden.

Indien de bestuurder van het voertuig niet kan worden geïdentificeerd, worden de overtredingen van dit artikel verondersteld begaan te zijn door degene die het voertuig heeft ingeschreven. Deze bepaling is van toepassing onverminderd elke andere reglementering betreffende lawaai en versterkte muziek.

Artikel 89.

Het is verboden voor uitbaters van inrichtingen die voor het publiek toegankelijk zijn, café-, cabaret-, restauranthouders en uitbaters van danszalen en in het algemeen de uitbaters die wijn, bier of gelijk welke andere dranken in de detailhandel verkopen, hun zaak te sluiten, de ramen ervan te verduisteren of het licht er uit te schakelen zolang er zich één of meer klanten bevinden.

De politie kan de voor het publiek toegankelijke inrichtingen laten ontruimen en sluiten wanneer zij er wanorde of lawaai vaststelt die de openbare rust of de rust van de omwonenden kan storen.

Artikel 90.

Het hanteren, laden of lossen van materialen, toestellen of gelijk welke voorwerpen die geluidshinder kunnen voortbrengen, zoals platen, bladen, stangen, dozen, vaten of metalen of andere recipiënten, moet als volgt gebeuren:

1. deze voorwerpen moeten worden gedragen en niet gesleept, op de grond worden geplaatst en er niet op worden geworpen;
2. als deze voorwerpen door hun afmetingen of hun gewicht niet kunnen worden gedragen, dienen ze te worden uitgerust met een voorziening waardoor ze geluidloos kunnen worden verplaatst, zonder dat de grond wordt beschadigd, ongeacht de samenstelling van die grond.

Artikel 91.

§1. Behoudens toelating van de bevoegde overheid zijn verboden in de openbare ruimte:

1. vocale, instrumentale of muzikale optredens, uitvoeringen en uitzendingen;
2. het gebruik van luidsprekers, versterkers of andere apparaten die geluidsgolven produceren of reproduceren;
3. parades en kermismuziek;
4. andere optredens of activiteiten van artistieke, divinatoire of esoterische aard.

Deze bepaling is van toepassing onverminderd elke andere reglementering betreffende lawaai en versterkte muziek.

§2. Met uitzondering van alarmsystemen om inbraak te voorkomen of om de aanwezigheid van een indringer of rook aan te geven, is het verboden om over te gaan tot het gebruik of de plaatsing van elk toestel dat al dan niet ultrasoongeluid produceert dat hinderlijk is of hinderlijk kan worden voor een of meerdere personen die zich op de openbare ruimte bevinden of in een voor het publiek toegankelijke plaats of inrichting.

§3. In geval van overtreding van dit artikel kan de politie de overtreder het bevel geven om de plaats te verlaten. In geval van weigering om het bevel onmiddellijk op te volgen kunnen alle voorwerpen ter ondersteuning van het optreden of de activiteit in beslag worden genomen via een administratieve maatregel.

Artikel 92.

Het is verboden aan te bellen of aan te kloppen om de bewoners lastig te vallen.

Artikel 93.

Het is verboden om leeggoed in glascontainers of het containerpark te deponeren tussen 22 uur en 7 uur 's ochtends, om de rust van de bewoners niet te verstoren.

Sectie 2. Machines met motor

Artikel 94.

Het gebruik van grasmaaiers en andere tuinmachines die door een motor worden aangedreven, is verboden op zondagen en wettelijke feestdagen.

Op andere dagen is het gebruik ervan verboden tussen 20 uur en 7 uur.

Artikel 95.

§1. Behoudens toelating van de bevoegde overheid of buiten de door deze overheid toegestane zones is het verboden om op afstand bestuurd modelvliegtuigen, -boten of -wagens uitgerust met verbrandingsmotor te besturen.

§2. Het gebruik van drones is toegestaan met inachtneming van de bestaande wetgeving.

§3. Deze toestellen en/of het geluid dat zij voortbrengen, mogen in geen enkel geval de openbare rust of veiligheid verstoren.

Sectie 3. Alarmsystemen

Artikel 96.

De voertuigen die zich zowel in de openbare ruimte als op private plaatsen bevinden en uitgerust zijn met een alarmsysteem, mogen in geen geval de buurt storen.

De verantwoordelijke van het voertuig (meer bepaald de bestuurder, eigenaar en bewaker van het voertuig) waarvan het alarm afgaat, moet dat zo spoedig mogelijk beëindigen. Wanneer de verantwoordelijke van het voertuig niet opdaagt binnen 30 minuten nadat het alarm is afgegaan, mogen de politiediensten de nodige maatregelen nemen om een einde te maken aan de hinder op kosten en risico van de overtreder.

Artikel 97.

§1. Met een alarmsysteem uitgeruste gebouwen mogen in geen geval de buurt storen. De eigenaar, mede-eigenaar, elke houder van een zakelijk recht of huurder van het gebouw waarvan het alarm afgaat, moet dat zo spoedig mogelijk beëindigen.

Wanneer de betrokkene niet opdaagt binnen 30 minuten nadat het alarm is afgegaan, mogen de politiediensten de nodige maatregelen nemen om een einde te maken aan de hinder op kosten en risico van de overtreder.

§2. Het alarm wordt gedefinieerd als een apparaat of systeem dat waarschuwt wanneer er wordt ingebroken of om de aanwezigheid te melden van een indringer, rook of gelijk welk ander voorwerp, gebeurtenis of risico.

HOOFDSTUK 5 : GROENE RUIMTEN

Artikel 98.

Dit hoofdstuk is van toepassing op alle gebruikers van de groene ruimten.

Naar de beoordeling van de bevoegde overheid wordt het al dan niet aangeplakt aan een of meerdere ingangen van de groene ruimten, in zijn geheel of slechts enkele fragmenten ervan.

Er kan van worden afgeweken door bijzondere reglementen die in de regel worden uitgevaardigd door de beheerder van de groene ruimte.

Artikel 99.

§1. De openingsuren van de groene ruimten zijn waar passend aangeplakt op een of meer van de ingangen. Indien de openingsuren niet worden vermeld, zijn de groene ruimten van zonsondergang totopgang, alsook bij stormweer, uitsluitend op eigen verantwoordelijkheid van de bezoekers toegankelijk. De bevoegde overheid kan er indien nodig de sluiting van bevelen.

§2. Behoudens toelating van de bevoegde overheid mag niemand de groene ruimten betreden buiten de openingsuren of in geval van de in §1 beoogde sluiting.

Artikel 100.

Onverminderd andere bepalingen in dit reglement en behoudens toelating van de bevoegde overheid, mag

niemand in de groene ruimten:

1. over de afsluitingen klimmen;
2. zich begeven op plaatsen waar de toegang verboden is;
3. gelijk welk voedsel voor zwerfdieren of duiven achterlaten, leggen of gooien;
4. de infrastructuur voor andere doeleinden gebruiken dan die waarvoor ze bestemd zijn;
5. een schuilhut inrichten in een groene ruimte, meer bepaald met het idee om er in te logeren;
6. hout sprokkelen of een vuur aansteken op plaatsen die hier niet voor voorzien zijn;
7. afval en omvangrijke voorwerpen deponeren of binnenbrengen;
8. er wat dan ook verkopen;
9. reclameborden of -affiches plaatsen of andere commerciële reclamemiddelen gebruiken;
10. dieren nemen, doden, verwonden, of afschrikken alsook nesten of vogeleieren vernietigen;
11. kamperen in een tent of voertuig.

Artikel 101.

De natuurlijke of rechtspersonen die toelating hebben gekregen om een, al dan niet permanente, activiteit te beoefenen in een groene ruimte, op zichzelf of door anderen, moeten de nodige schikkingen treffen om het eventuele afval te verwijderen. Behoudens toelating van de bevoegde overheid mag dit afval niet worden opgeslagen in de groene ruimte.

Artikel 102.

De toegang tot groene ruimten en tot gemeentelijke speelpleinen of -velden is verboden voor personen die onder de invloed van psychotrope stoffen zijn en voor personen die zich onwettig of ongepast gedragen.

Artikel 103.

Behoudens door de bevoegde overheid afgegeven toelating mag niemand in de groene ruimten, door welk gedrag dan ook, overgaan tot spelen die de gebruikers kunnen hinderen of de rust van de plaats of van de bezoekers kunnen verstoren.

Artikel 104.

Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het verboden:

- knoppen, bloemen, gras, stenen, aarde of planten te verwijderen;
- dood hout en andere materialen te verzamelen;
- op breukstenen te klimmen en zich op de plaatsen te begeven die verboden zijn, aangegeven door borden.

Het is verboden om bomen te verminken, te schudden of te onschorsen, takken, bloemen of andere planten af te rukken of af te snijden, palen en andere voorwerpen ter bescherming van aanplantingen uit te rukken, wegen en paden te beschadigen, bloemperken en plantendekken te betreden, te vernietigen of te beschadigen en in bomen te klimmen.

Artikel 105.

Behoudens voorafgaande toelating van de bevoegde overheid mag geen enkel motorvoertuig, met inbegrip van elektrische voertuigen, in groene ruimten rijden of er parkeren. Het is dus verboden om met een voertuig stil te staan op beplanting, met inbegrip van grasperken. Dit verbod is niet van toepassing op voertuigen en dieren van de diensten van het gemeentebestuur, de politie, de hulpdiensten of de diensten die de toelating van de bevoegde overheid hebben of die handelen in uitvoering van een overeenkomst met deze overheid.

Artikel 106.

Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het verboden om de plaatsen die voor welbepaalde spelen of sporten voorbehouden zijn, voor andere spelen of sporten of voor andere doeleinden te gebruiken.

Artikel 107.

Behoudens toelating van de bevoegde overheid of specifieke signalering is het verboden om er te vissen en te jagen.

Artikel 108.

Wie dit hoofdstuk overtreedt of weigert rekening te houden met de opmerkingen van een gemachtigde persoon, kan worden verzocht de betrokken groene ruimte te verlaten.

Artikel 109.

§1. De toegang tot grasperken is toegelaten voor personen en de dieren die deze personen vergezellen, tenzij borden of andere inrichtingen dit verbieden.

§2. Voor voertuigen is de toegang tot grasperken verboden, tenzij specifieke borden dit toestaan.

§3. Borden kunnen de op grasperken toegelaten activiteiten ook beperken. De gebruikers van de grasperken dienen dan die borden in acht te nemen. Op plaatsen waar boogschieten of andere sporten of spelen toegelaten zijn, dienen de organisatoren en de deelnemers alle maatregelen te nemen om de veiligheid van de beoefenaars, toeschouwers en voorbijgangers te waarborgen en de rust van de andere gebruikers van de groene ruimte niet te verstoren.

§4. De toegang tot de grasperken gebeurt enkel op de verantwoordelijkheid van de gebruikers.

§5. De bevoegde overheid kan van paragraaf 1 tot 3 afwijken voor de organisatie van uitzonderlijke evenementen.

HOOFDSTUCK 6 : Dieren

Artikel 110.

Behoudens bijzondere reglementering of aanduiding moeten dieren met alle middelen, en minstens met een korte leiband, aangelijnd zijn op elke plaats in de openbare ruimte, met inbegrip van galerijen en doorgangen op privégrond, toegankelijk voor het publiek.

Artikel 111.

De eigenaars van dieren of de personen die, al is het maar occasioneel, op de dieren letten, dienen erover te waken dat de dieren:

- het publiek op geen enkele manier storen;
- aanplantingen, bloemen, bomen, struiken, brandhout of andere voorwerpen op de openbare ruimte niet beschadigen;
- geen nadeel berokkenen aan andere dieren.

Artikel 112.

Het is op de openbare ruimte verboden om:

1. om het even welk dier te laten rondzwerven. Rondzwervende dieren worden geplaatst overeenkomstig de wet betreffende de bescherming en het welzijn van dieren;
2. dieren in een geparkeerd voertuig te laten als dat een gevaar of ongemak kan opleveren voor personen of voor de dieren zelf. Deze bepaling is eveneens van toepassing in voor het publiek toegankelijke parkings;
3. agressieve dieren of dieren die personen of andere dieren kunnen bijten, bij zich te hebben als ze geen muilband dragen of als ze drager zijn van besmettelijke ziekten. Deze bepaling is ook van toepassing op voor het publiek toegankelijke plaatsen;
4. een dier of dieren bij zich te hebben waarvan het aantal, het gedrag of de gezondheidstoestand de openbare veiligheid of gezondheid in het gedrang zou kunnen brengen;
5. zijn hond tot de aanval of tot agressiviteit aan te hitsen of hem voorbijgangers te laten aanvallen of achtervolgen, ook al brengt dat geen enkel kwaad of schade teweeg. Deze bepaling is niet van toepassing op de politiediensten.
6. zich er te bevinden met gevaarlijke dieren of deze te vertonen, zelfs in kooien of gesloten voertuigen. Dit verbod is niet van toepassing op rondtrekkende circussen die door een gemeente trekken of die de toelating hebben ontvangen om er zich te installeren. Onder agressief of gevaarlijk dier wordt verstaan, ieder dier dat, door toedoen van zijn baasje, door een gebrekkig

toezicht door zijn baasje of om welke andere reden ook, een persoon intimideert, lastigvalt of uitdaagt of de openbare veiligheid, de vlotte doorgang en het goede nabuurschap schaadt.

7. voertuigen en andere machines te laten bewaken door honden, zelfs als deze vastgebonden zijn of zich in wagens bevinden.

Artikel 113.

Behoudens toelating van de bevoegde overheid, is het africhten van een dier op de openbare ruimte verboden. Deze bepaling is niet van toepassing op de africhting van dieren door de politiediensten en het leger.

Artikel 114.

Het is verboden om diereengevechten te organiseren, aan te moedigen, eraan deel te nemen of een dier eraan te laten deelnemen.

Artikel 115.

§1. Het baasje of de hoeder van het dier is verplicht om de uitwerpselen van het dier op een gepaste manier te verwijderen van de openbare ruimte, met uitzondering van de plaatsen die speciaal daarvoor zijn voorzien en ingericht.

§2. Het baasje of de hoeder van het dier moet op elk ogenblik beschikken over minstens één zakje om de uitwerpselen van het dier op te rapen.

Dit zakje moet op verzoek van een gemachtigde persoon of de politie worden getoond. Zakjes met uitwerpselen mogen enkel in de openbare vuilnisbakken worden achtergelaten.

§3. Zijn vrijgesteld van het oprapen van de uitwerpselen van hun hond buiten de speciaal daarvoor ingerichte plaatsen de slechtiende of blinde hoeders van dieren die vergezeld zijn van hun geleidehond.

Artikel 116.

Met uitzondering van de assistentiehonden van gehandicapten en mindervaliden is het verboden om eender welk dier, zelfs wanneer het met een gepast middel wordt vastgehouden, binnen te brengen in inrichtingen die voor het publiek toegankelijk zijn en waartoe dat dier geen toegang heeft, hetzij op basis van een huishoudelijk reglement dat aan de ingang uithangt, hetzij door borden of pictogrammen die dat duidelijk maken, dit alles onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de hygiëne van de lokalen en van de personen in de voedingssector.

Artikel 117.

Het is verboden om gelijk welk dier naar speelpleinen mee te nemen.

Artikel 118.

De dieren die een gevaar betekenen voor het leven of voor de lichamelijke integriteit van personen, van andere dieren of voor de veiligheid van goederen, kunnen door een politieagent of -ambtenaar worden onttrokken aan het vrije gebruik van de eigenaar, de bezitter of houder ervan om de openbare veiligheid en rust te bewaren. Hetzelfde geldt voor dieren die blijkbaar worden mishandeld door de eigenaar, bezitter of houder. De verbeurdverklaring gebeurt op kosten en risico van de eigenaar, bezitter of houder van het dier.

Artikel 119.

Het is verboden om huisdieren op de openbare weg en in parken, waterpartijen en fonteinen los te laten lopen.

HOOFDSTUK 7 : GEMENGDE MISDRIJVEN

Artikel 120.

Overeenkomstig de wet van 24 juni 2013 en onverminderd de protocolakkoorden tussen de procureur des Konings en het college van burgemeester en schepenen kan de sanctionerend ambtenaar een administratieve sanctie opleggen voor de overtredingen bedoeld in artikelen 398, 448, 461, 463, 521, 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559-1°, 561-1°, 563-2° en 3° en 563bis van het Strafwetboek in de bijlage.

HOOFDSTUK 8 : STILSTAAN EN PARKEREN

Artikel 121.

Elke persoon die een inbreuk heeft gepleegd zoals bedoeld in artikel 3, 3° van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, zal worden bestraft met een administratieve geldboete volgens de door de Koning vastgelegde modaliteiten (zie in de bijlage het koninklijk besluit van

9 maart 2014 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties voor de overtredingen betreffende het stilstaan en het parkeren en voor de overtredingen betreffende de verkeersborden C3 en F103, vastgesteld met automatisch werkende toestellen).

Artikel 122.

Overeenkomstig artikel 3, 4°, en 33 van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties zal de houder van de kentekenplaat van een voertuig die de identiteit van de onmiskenbare bestuurder op het ogenblik van de feiten niet kenbaar maakt binnen dertig dagen na de kennisgeving van de overtreding, kunnen worden bestraft met een administratieve geldboete, behalve wanneer hij diefstal, fraude of overmacht kan bewijzen.

INWERKINGSTRADING

Artikel 123

Het Algemeene Politiereglement treedt in werking op 1ste maart 2020 .

5 annexes / 5 bijlagen

RGP_avis_zone_police.pdf, RGP_protocole_accord_01_nl.docx, RGP_protocole_accord_01_fr.docx, RGP_protocole_accord_02_fr.docx, RGP_protocole_accord_02_nl.docx

9 Protocole d'accord relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions mixtes (infractions mixtes visées à l'article 3, 1° et 2° de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales)

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale et plus particulièrement ses articles 119 et 135,

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;

RATIFIE

le protocole d'accord relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions mixtes (infractions mixtes visées à l'article 3, 1° et 2° de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales)

CHARGE

le Bourgmestre et le Secrétaire communal de l'exécution de cette décision.

Protocole d'accord relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions mixtes (infractions mixtes visées à l'article 3, 1° et 2° de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales)

ENTRE :

La commune d'Auderghem, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent Monsieur Didier Gosuin, Bourgmestre, et Monsieur Etienne Schoonbroodt, Secrétaire communal, en exécution de la ratification du Conseil communal du 30.01.2020;

ET

Le Procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, représenté par Monsieur le Procureur du Roi Jean-Marc MEILLEUR ;

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, notamment l'article 23, §1^{er}, alinéa 1^{er}, pour ce qui concerne les infractions mixtes, à l'exception des infractions de roulage, et l'article 23, §1^{er}, alinéa 5, pour ce qui concerne les infractions de roulage ;

Vu les articles 119bis, 123 et 135, §2, de la nouvelle loi communale ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

- **Cadre légal :**

La loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (M.B. 1^{er} juillet 2013), ci-après dénommée “loi SAC”, dispose dans son article 3, 1^o et 2^o, que le conseil communal peut prévoir dans ses règlements ou ordonnances une sanction administrative pour les infractions suivantes au Code pénal :

- a. Article 398
- b. Article 448
- c. Article 521, 3^{ème} alinéa
- d. Article 461
- e. Article 463
- f. Article 526
- g. Article 534bis
- h. Article 534ter
- i. Article 537
- j. Article 545
- k. Article 559, 1^o
- l. Article 561, 1^o
- m. Article 563, 2^o
- n. Article 563, 3^o
- o. Article 563bis

Pour les infractions ci-dessus, un protocole d'accord peut être conclu entre le procureur du Roi compétent et le Collège des Bourgmestre et Echevins concernant les infractions mixtes. Ce protocole respecte l'ensemble des dispositions légales concernant notamment les procédures prévues pour les contrevenants et ne peut déroger aux droits de ceux-ci.

- **Cadre conventionnel :**

Article 1. – Echange d'informations

Toutes les parties s'engagent à collaborer et à s'informer dans les limites de leurs compétences et garantissent la confidentialité de ces échanges.

A cet effet, le procureur du Roi désigne un ou plusieurs magistrats de son arrondissement, ci-après dénommé(s) le(s) “magistrat(s) de référence SAC”. Les magistrats de référence pourront être contactés par les villes/communes liées par le présent accord en cas de difficultés concernant l'application de la loi ou le présent accord ou pour obtenir des informations sur les suites réservées à certains procès-verbaux.

Les coordonnées des magistrats de référence, et des personnes de référence au sein des villes/communes *sont échangées entre les différents partenaires*. La correspondance et/ou les échanges téléphoniques et/ou les courriers électroniques relatifs aux sanctions administratives leur seront adressés.

Les parties s'engagent à signaler sans délai toute modification des coordonnées des personnes citées ci-dessus.

Article 2. – Traitement des infractions mixtes

Préambule : Conformément à la circulaire n° 1/2006 du Collège des procureurs généraux (version révisée du 30/01/2014), le présent accord ne concerne que les infractions commises par des personnes majeures.

1. Quant au traitement différencié selon les infractions mixtes

- Le procureur du Roi s'engage à ne pas entamer de poursuites pour les infractions mixtes ci-après énumérées et la commune concernée s'engage, si elles sont reprises dans leur règlement général de police, à traiter les infractions dûment constatées :

ART 448 CP : Injures

ART 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559-1^o, 563-2^o CP : Dégradations sauf sur véhicule

ART 461 et 463 CP : Vol à l'étalage pour un préjudice d'un montant total inférieur à 250 euros, commis par un auteur identifié ou identifiable (ex : au moyen d'images vidéos, d'une immatriculation,...)

ART 561,1° CP : Tapage nocturne

ART 563,3° CP : Voies de fait et violences légères

ART 563 bis CP : Visage non identifiable dans l'espace public

- Le procureur du Roi s'engage à apporter une suite (selon les modalités de sa politique de poursuites) aux infractions mixtes ci-après énumérées, pour lesquelles aucune copie du procès-verbal n'est transmise au fonctionnaire sanctionnateur :

ART 398 CP : Coups et blessures volontaires

ART 521-3° CP : Dégradations sur véhicule

ART 461 et 463 CP : Vol simple, vol à l'étalage à partir de 250 euros.

2. Modalités particulières

- Si les faits visés dans le présent protocole sont liés à d'autres faits, ou phénomènes (p.ex. violences intrafamiliales), qui n'entrent pas en ligne de compte pour les sanctions administratives ou ont débouché sur une privation de liberté, l'application de la procédure des sanctions administratives est exclue. Il en est de même en ce qui concerne la qualité du suspect, par exemple lorsqu'il est connu comme agissant en « bande urbaine ».
- Au cas où le fonctionnaire sanctionnateur compétent constate, en appliquant la procédure visant à infliger une amende administrative communale, que le suspect s'est manifestement encore rendu coupable d'autres délits, il dénoncera les faits, par application de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, au magistrat de référence SAC.
- Compte tenu de la nature des faits dénoncés, le magistrat de référence SAC décidera s'il s'engage à apporter une suite pour l'ensemble des faits y compris celui ou ceux pour lesquels la procédure administrative était engagée. Il en informera, dans un délai de 2 mois de la dénonciation, le fonctionnaire sanctionnateur lequel clôturera la procédure administrative. Sans décision du procureur du Roi, le fonctionnaire sanctionnateur n'a plus la possibilité d'infliger une amende administrative.
- Au cas où il s'agit de constatations au sujet d'un suspect inconnu, il ne sera pas transmis de copie du procès-verbal au fonctionnaire sanctionnateur. Si le suspect initialement inconnu est identifié par la suite, le procureur du Roi peut décider de ne pas engager de poursuites et transférer l'affaire au fonctionnaire sanctionnateur compétent.
- Au cas où il s'agit de constatations au sujet d'un suspect sans inscription au registre de la population, il ne sera pas transmis de copie du procès-verbal au fonctionnaire sanctionnateur et Le procureur du Roi s'engage à y apporter une suite (selon les modalités de sa politique de poursuites).

Article 3.

La présente convention est conclue sous la condition résolutoire de l'annulation, par l'autorité de tutelle dont dépend la commune ou la ville, de la délibération du Conseil communal approuvant la présente convention.

Article 4.

Les différents partenaires se réuniront au moins une fois par an afin d'évaluer la situation et de faire le point sur les différentes procédures mises en place.

Le protocole d'accord repris ci-dessus sera annexé au règlement général de police adopté par le Conseil communal en séance du 30.01.2020.

La présente délibération sera transmise, pour approbation, à M. le Ministre de la Région bruxelloise en charge des Pouvoirs Locaux.

**Protocolakkoord betreffende gemeentelijke administratieve sancties bij gemengde inbreuken
(Gemengde inbreuken bedoeld in artikel 3, 1° en 2 van de wet van 24 juni 2013 betreffende de
gemeentelijke administratieve sancties)**

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en meer bepaald de artikelen 119 en 135;

Gelet op de Wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

BEKRACHTIGT

het protocolakkoord betreffende gemeentelijke administratieve sancties bij gemengde inbreuken (Gemengde inbreuken bedoeld in artikel 3, 1° en 2 van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties

LAADT

de Burgemeester en de Gemeente Secretaris om dit beslissing te voeren.

**Protocolakkoord betreffende gemeentelijke administratieve sancties bij gemengde inbreuken
(Gemengde inbreuken bedoeld in artikel 3, 1° en 2 van de wet van 24 juni 2013 betreffende de
gemeentelijke administratieve sancties**

TUSSEN:

De gemeente Oudergem, vertegenwoordigd door haar College van Burgemeester en Schepenen, in wiens naam de heer Didier Gosuin, Burgemeester, en de heer Etienne Schoonbroodt, Gemeentesecretaris, handelen in uitvoering van de beslissing van de Gemeenteraad van 30.01.2020

EN

De procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement Brussel, vertegenwoordigd door procureur des Konings de heer Jean-Marc MEILLEUR;

WORDT MEEGEDEELD WAT VOLGT:

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, met name artikel 23, §1, alinea 1, voor wat betreft de gemengde inbreuken, met uitzondering van de verkeersinbreuken, en artikel 23, §1, alinea 5, voor wat betreft de verkeersinbreuken ;

Gelet op de artikelen 119bis, 123 en 135, § 2 van de nieuwe gemeentewet;

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. Wettelijk kader

De wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties (B.S. van 1 juli 2013), hierna de "GAS-wet" genoemd, bepaalt in artikel 3, 1° en 2° dat de Gemeenteraad in zijn reglementen of verordeningen kan voorzien in een administratieve sanctie voor volgende inbreuken op het Strafwetboek:

Artikel 398

Artikel 448

Artikel 521, 3^{de} alinea

Artikel 461

Artikel 463

Artikel 526

Artikel 534bis

Artikel 534ter

Artikel 537

Artikel 545

Artikel 559, 1°

Artikel 561, 1°

Artikel 563, 2°

Artikel 563, 3°

Artikel 563bis

Voor de bovenvermelde inbreuken kan een protocolakkoord worden afgesloten tussen de bevoegde procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen betreffende de gemengde inbreuken. Dit protocol respecteert alle wettelijke bepalingen betreffende inzonderheid de voorziene procedures voor de overtreders en mag niet afwijken van hun rechten.

2. Conventioneel kader

Artikel 1. - Uitwisseling van informatie

Alle partijen verbinden zich ertoe samen te werken en elkaar te informeren binnen de grenzen van hun bevoegdheden en staan garant voor de vertrouwelijkheid van deze uitwisseling.

Daartoe duidt de procureur des Konings één of meer magistraten van zijn arrondissement aan, hierna de "referentiemagistraten GAS" genoemd. De referentiemagistraten kunnen door de door dit akkoord verbonden steden/gemeenten gecontacteerd worden in geval van moeilijkheden bij het toepassen van de wet of onderhavig protocol of om informatie te verkrijgen over het gevolg gegeven aan bepaalde processen-verbaal.

De contactgegevens van de referentiemagistraten en van de referentiepersonen binnen de gemeenten **worden onder de verschillende partners uitgewisseld**. De briefwisseling en/of de telefoongesprekken en/of de e-mailberichten betreffende de administratieve sancties worden aan hen gericht.

De partijen verbinden zich ertoe elke wijziging van de contactgegevens van voornoemde personen onverwijld te melden.

Artikel 2. - Behandeling van de gemengde inbreuken

Preambule: Conform de omzendbrief n°1/2006 van het College van procureurs-generaal (herzien per 30/01/2014), heeft dit beding uitsluitend betrekking op meerderjarigen.

I. Opties betreffende de behandeling van de gemengde inbreuken

- De procureur des Konings verbindt zich ertoe voor de hierna opgesomde gemengde inbreuken geen vervolging in te stellen, en de betrokken gemeente verbindt zich ertoe de naar behoren vastgestelde inbreuken af te handelen, indien ze opgenomen werden in hun algemeen politiereglement :

ART SW 448: Beledigingen

ART SW 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559-1°, 563-2° : Vernieling van roerende en onroerende goederen met uitzondering van voertuigen

ART SW 461 en 463: Winkeldiefstal met een nadeel van minder dan 250 euro, gepleegd door een geïdentificeerde of identificeerbare dader (bv. via beeldopname, kentekenplaat, ...)

ART SW 561,1°: Nachtlawaai

ART SW 563,3°: Feitelikheden of lichte gewelddaden

ART SW 563 bis: Niet-identificeerbaar gezicht in de openbare ruimte

- De procureur des Konings verbindt zich ertoe een gevolg te geven aan de hiernavolgende gemengde inbreuken (volgens de modaliteiten van zijn vervolgleid). Er wordt geen kopie van het proces-verbaal overgemaakt aan de sanctionerende ambtenaar:

ART SW 398: Vrijwillige slagen en verwondingen

ART SW:521-3°: Vernieling van voertuigen

ART SW 461 en 463: Gewone diefstal, winkeldiefstal voor een nadeel vanaf 250 euro, winkeldiefstal voor een nadeel van minder dan 250 euro

II. Bijzondere modaliteiten

1. Wanneer de in onderhavig protocol bedoelde feiten betrekking hebben op andere daden of

verschijnselen (intrafamiliaal geweld) die niet in aanmerking komen voor een administratieve sanctie of die uitmondden in een vrijheidsberoving, is de toepassing van de procedure van administratieve sanctie uitgesloten. Hetzelfde geldt voor de hoedanigheid van de verdachte wanneer hij of zij gekend is als lid van een stadsbende.

2. Indien de bevoegde sanctionerende ambtenaar tijdens het toepassen van de procedure tot het opleggen van een gemeentelijke administratieve geldboete, vaststelt dat de verdachte zich kennelijk ook schuldig heeft gemaakt aan andere misdrijven, geeft hij de feiten aan bij de referentiemagistraat GAS, overeenkomstig artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering.
3. Rekening houdend met de aard van de aangegeven feiten beslist de referentiemagistraat GAS of hij zich verbindt tot het geven van een gevolg voor het geheel van de feiten met inbegrip van het feit of de feiten waarvoor de administratieve procedure werd ingesteld. Hij brengt de sanctionerende ambtenaar daarvan op de hoogte binnen de termijn van 2 maanden na de aangifte, die vervolgens de administratieve procedure afsluit. Zonder de beslissing van de procureur des Konings heeft de sanctionerende ambtenaar niet langer de mogelijkheid om een administratieve geldboete op te leggen.
4. Als het gaat om vaststellingen met een onbekende verdachte, zal er geen kopie van het proces-verbaal worden overgemaakt aan de sanctionerende ambtenaar. Indien de aanvankelijk onbekende verdachte later wordt geïdentificeerd, kan de procureur des Konings beslissen geen vervolging in te stellen en de zaak overmaken aan de bevoegde sanctionerende ambtenaar.
5. Als het gaat om vaststellingen met een verdachte zonder inschrijving in de bevolkingsregister, zal er geen kopie van het proces-verbaal worden overgemaakt aan de sanctionerende ambtenaar behalve. De procureur des Konings mag, volgens de modaliteiten van zijn vervolgsbeleid, gevolg geven aan de inbreuk.

Artikel 3

Onderhavige overeenkomst wordt gesloten onder de ontbindende voorwaarde van vernietiging door de toezichthoudende overheid onder wie de gemeente van de beraadslaging van de Gemeenteraad, die onderhavige overeenkomst goedkeurt, ressorteert.

Artikel 4

De verschillende partijen komen minimaal een keer per jaar samen om de toestand te evalueren en een stand van zaken op te maken met betrekking tot de verschillende uitgerolde procedures.

Het protocolakkoord hierboven zal worden gevoegd in het algemeen politiereglement dat goedgekeurd werd door de Gemeenteraad op 30.01.2020.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest belast met Plaatselijke Besturen doorgestuurd worden.

2 annexes / 2 bijlagen

RGP_protocole_accord_01_nl.docx, RGP_protocole_accord_01_fr.docx

10 **Protocole d'accord relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions mixtes commises par des mineurs**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale et plus particulièrement ses articles 119 et 135,

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;

RATIFIE

le protocole d'accord relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions mixtes commises par des mineurs ;

CHARGE

le Bourgmestre et le Secrétaire communal de l'exécution de cette décision.

Protocole d'accord relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions mixtes

commises par des mineurs

La commune d'Auderghem représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins/collège communal, au nom duquel agissent Monsieur Didier Gosuin, Bourgmestre, et Monsieur Etienne Schoonbroodt, Secrétaire communal en exécution d'une décision du Conseil Communal du 30.01.2020

ET

Le procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, représenté par Monsieur Le Procureur du Roi Jean-Marc Meilleur ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

A. Cadre légal

1. La loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (M.B. 1^{er} juillet 2013), ci-après dénommée "loi SAC", dispose dans son article 3, 1^o et 2^o, que le conseil communal peut prévoir dans ses règlements ou ordonnances une sanction administrative pour les infractions suivantes au Code pénal :

- Article 398
- Article 448
- Article 521, 3^{ème} alinéa
- Article 461
- Article 463
- Article 526
- Article 534bis
- Article 534ter
- Article 537
- Article 545
- Article 559; 1^o
- Article 561, 1^o
- Article 563, 2^o
- Article 563, 3^o
- Article 563bis

Pour les infractions ci-dessus, un protocole d'accord peut être conclu entre le procureur du Roi compétent et le collège des Bourgmestre et Echevins concernant les infractions mixtes. Ce protocole respecte l'ensemble des dispositions légales concernant notamment les procédures prévues pour les contrevenants et ne peut déroger aux droits de ceux-ci.

Infractions mixtes

Article 1. – échange d'informations

- a. Toutes les parties s'engagent à collaborer et à s'informer dans les limites de leurs compétences et garantissent la confidentialité de ces échanges.

A cet effet, le Procureur du Roi désigne un ou plusieurs magistrats de son arrondissement, ci-après dénommé les "magistrat de référence SAC". Les magistrats de référence pourront être contactés par les villes/communes liées par le présent accord en cas de difficultés concernant l'application de la loi ou le présent accord ou pour obtenir des informations sur les suites réservées à certains procès-verbaux.

- b. Les coordonnées des magistrats de référence, et des personnes de référence au sein des communes **sont échangées entre les différents partenaires**. La correspondance et/ou les échanges

téléphoniques et/ou les courriers électroniques relatifs aux sanctions administratives leur seront adressés.

- c. Les parties s'engagent à signaler sans délai toute modification des coordonnées des personnes citées ci-dessus.

Article 2. – Traitement des infractions mixtes

Préambule :

Le protocole s'applique uniquement aux mineurs dont l'âge accomplis est de 16 ans au moments des faits et ayant un domicile, une résidence, un point de chute dans la Région de Bruxelles-Capitale. Dans les autres cas le procès-verbal suit la voie classique.

Lorsque les faits sont commis par un mineur en séjour illégal, la procédure MENA (Mineur étranger non accompagné) s'applique.

Lorsque l'infraction est commise par plusieurs suspects, un seul numéro de procès-verbal sera pris et autant de copie que de suspects seront envoyées aux services responsables.

Les antécédents concernant la même infraction seront stipulés dans le procès-verbal.

I. Options quant aux traitements des infractions mixtes

Le Procureur du Roi s'engage à ne pas entamer de poursuites pour les infractions mixtes ci-après énumérées et les communes concernées s'engagent à traiter les infractions dûment constatées :

Indice de prévention 52. ART CP : 448 Injures.

Indice de préventions 50 ART CP 526,534bis, 534ter, 537, 545, 559, 1°, 563, 2° Dégradations sur des biens mobiliers et immobiliers sauf sur véhicule et caméras de surveillance.

Indice de préventions 92 ART CP 561,1° Tapage nocturne.

Indice de préventions 92 ART CP 563,3° Voies de faits et violences légères.

Modalités :

La police transmet la 1^{er} page EPO/SAC au Parquet section jeunesse et famille. L'original est envoyé directement au Fonctionnaire sanctionnateur du lieu des faits.

Le Procureur du Roi s'engage à faire connaître dans un délai de 2 mois au fonctionnaire sanctionnateur qu'il ne réserve pas de suite (selon les modalités de sa politique de poursuites) aux infractions mixtes ci-après énumérées.

Indice de préventions 12 ART CP 461 et 463 Vol à l'étalage commis par un auteur identifié ou identifiable (ex : au moyen d'images vidéos, d'une immatriculation, ...)

Indice de préventions 98 ART CP 563 bis° Visage non identifiable dans l'espace public.

Modalités : L'original est transmis par porteur (sans avis magistrat) directement au Parquet. (Le Parquet reçoit des services de police, le dossier dans les 48 heures du constat de l'infraction). Aucune copie du procès-verbal n'est transmise au Fonctionnaire sanctionnateur. Le parquet se chargera en fonction des suites réservées de l'envoi du dossier au Fonctionnaire sanctionnateur dans un délai de maximum 2 mois après la réception du dossier. Lorsqu'un majeur est impliqué dans le dossier, le parquet informera le Fonctionnaire sanctionnateur afin de le poursuivre administrativement.

Le Procureur du Roi s'engage à apporter une suite (selon les modalités de sa politique de poursuites) aux infractions mixtes ci-après énumérées. Aucune copie du procès-verbal n'est transmise au Fonctionnaire sanctionnateur :

Indice de prévention 43. ART CP : 398 Coups et blessures volontaires.

Indice de prévention 92. ART CP : 521 Dégradations de véhicule et caméras de surveillance.

Indice de prévention 50 ART CP 534ter Dégradations de véhicule et caméras de surveillance.

II. Modalités particulières

1. Si les faits visés dans le présent protocole sont liés à d'autres faits ou phénomènes (violence intrafamiliale) qui n'entrent pas en ligne de compte pour les sanctions administratives ou ont débouché sur une **mise à disposition du Parquet**, l'application de la procédure des sanctions

administratives est exclue. Il en est de même en ce qui concerne la qualité du suspect lorsqu'il est connu en « bande urbaine ».

2. Au cas où le fonctionnaire sanctionnateur compétent constate, en appliquant la procédure visant à infliger une amende administrative communale, soit que le dossier est problématique (décrochage scolaire), soit que le suspect s'est manifestement encore rendu coupable d'autres délits, il informera immédiatement le magistrat de référence SAC.
3. Compte tenu de la nature des faits dénoncés, le magistrat de référence SAC décidera s'il s'engage à apporter une suite pour l'ensemble des faits y compris celui ou ceux pour lesquels la procédure administrative était engagée. Il en informera, dans un délai de 2 mois de la dénonciation, le fonctionnaire sanctionnateur, lequel clôturera la procédure administrative. Sans décision du Procureur du Roi, le fonctionnaire sanctionnateur n'a plus la possibilité d'infliger une amende administrative.
4. Au cas où il s'agit de constatations au sujet d'un suspect inconnu, il ne sera pas transmis de copie du procès-verbal au Fonctionnaire sanctionnateur. Si le suspect initialement inconnu est identifié par la suite, le Procureur du Roi peut décider de ne pas engager de poursuites et transférer l'affaire au fonctionnaire sanctionnateur compétent.

Article 3

La présente convention est conclue sous la condition résolutoire de la suspension et/ou de l'annulation par l'autorité de tutelle dont dépend la Ville de la délibération du Conseil communal ratifiant la présente convention.

Article 4

Les différents partenaires se réuniront au moins une fois par an afin d'évaluer la situation et de faire le point sur les différentes procédures mises en place.

Le protocole d'accord repris ci-dessus sera annexé au règlement général de police adopté par le Conseil communal en séance du 30.01.2020.

La présente délibération sera transmise, pour approbation, à M. le Ministre de la Région bruxelloise en charge des Pouvoirs Locaux.

Protocolakkoord betreffende gemeentelijke administratieve sancties bij gemengde inbreuken begaan door minderjarigen

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en meer bepaald de artikelen 119 en 135;

Gelet op de Wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

BEKRACHTIGT

het protokolakkord betreffende gemeentelijke administratieve sancties bij gemengde inbreuken begaan door minderjarigen

LAADT

de Burgemeester en de Gemeente Secretaris om dit beslissing te voeren.

Protokolakkord betreffende gemeentelijke administratieve sancties bij gemengde inbreuken begaan door minderjarigen

TUSSEN

De gemeente Oudergem , vertegenwoordigd door haar College van Burgemeester en Schepenen/gemeentecollege, in wiens naam de Heer Didier Gosuin, Burgemeester, en de Heer Etienne Schoonbroodt, Gemeentesecretaris, handelen in uitvoering van de beslissing van de Gemeenteraad van 30.01.2020,

EN

De procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement Brussel, vertegenwoordigd door procureur

des Konings de heer Jean-Marc Meilleur,

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

A. Wettelijk kader

1. De wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties (B.S. van 1 juli 2013), hierna de 'GAS-wet' genoemd, bepaalt in artikel 3, 1° en 2° dat de Gemeenteraad in zijn reglementen of verordeningen kan voorzien in een administratieve sanctie voor de volgende inbreuken op het Strafwetboek:

- Artikel 398
- Artikel 448
- Artikel 521, 3e lid
- Artikel 461
- Artikel 463
- Artikel 526
- Artikel 534bis
- Artikel 534ter
- Artikel 537
- Artikel 545
- Artikel 559; 1°
- Artikel 561, 1°
- Artikel 563, 2°
- Artikel 563, 3°
- Artikel 563bis

Voor de bovengenoemde inbreuken kan een protocolakkoord worden afgesloten tussen de bevoegde procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen betreffende de gemengde inbreuken. Dit protocol leeft alle wettelijke bepalingen betreffende met name de voorziene procedures voor de overtreders na en mag niet afwijken van hun rechten.

Gemengde inbreuken

Artikel 1. – Uitwisseling van informatie

- a. Alle partijen verbinden zich ertoe om samen te werken en elkaar te informeren binnen de grenzen van hun bevoegdheden en staan garant voor de vertrouwelijkheid van deze uitwisseling.

Daartoe duidt de procureur des Konings een of meer magistraten van zijn arrondissement aan, hierna de 'referentiemagistraten GAS' genoemd. De referentiemagistraten kunnen door de door dit akkoord verbonden steden/gemeenten worden gecontacteerd in geval van moeilijkheden bij het toepassen van de wet of dit protocol of om informatie te verkrijgen over het gevolg dat is gegeven aan bepaalde processen-verbaal.

- b. De contactgegevens van de referentiemagistraten en van de referentiepersonen in de gemeenten worden **onder de verschillende partners uitgewisseld**. De briefwisseling en/of telefoongesprekken en/of e-mailberichten betreffende de administratieve sancties worden aan hen gericht.
- c. De partijen verbinden zich ertoe om elke wijziging van de contactgegevens van de bovengenoemde personen onverwijld te melden.

Artikel 2. – Behandeling van gemengde inbreuken

Inleiding:

Het protocol is enkel van toepassing op minderjarigen die op het ogenblik van de feiten de leeftijd van 16 jaar hebben bereikt en die een woon-, verblijf- of schuilplaats hebben in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. In de andere gevallen volgt het proces-verbaal de klassieke weg.

Wanneer de feiten zijn gepleegd door een illegale minderjarige, wordt de procedure voor NBMV (niet-begeleide minderjarige vreemdelingen) toegepast.

Wanneer de inbreuk door meerdere verdachten is begaan, wordt er slechts één pv-nummer genomen en worden er evenveel kopieën als verdachten naar de verantwoordelijke diensten verstuurd.

Antecedenten over dezelfde inbreuk worden gepreciseerd in het proces-verbaal.

I. Opties betreffende de behandeling van gemengde inbreuken

De procureur des Konings verbindt zich ertoe om voor de hierna opgesomde gemengde inbreuken geen vervolging in te stellen, en de betrokken gemeenten verbinden zich ertoe om de naar behoren vastgestelde inbreuken af te handelen:

Preventiecode 52. ART SW: 448 Beledigingen.

Preventiecode 50 ART SW 526,534bis, 534ter, 537, 545, 559, 1°, 563, 2° Vernieling van roerende en onroerende goederen met uitzondering van voertuigen en bewakingscamera's.

Preventiecode 92 ART SW 561,1° Nachtlawaai.

Preventiecode 92 ART SW 563,3° Feitelikheden of lichte gewelddaden.

Modaliteiten:

De politie bezorgt de 1e pagina APO/GAS aan de afdeling Jeugd en Gezin van het Parket. Het origineel wordt direct naar de sanctionerende ambtenaar van de plaats van de feiten verstuurd.

De procureur des Konings verbindt zich ertoe om de sanctionerende ambtenaar binnen een termijn van 2 maanden te laten weten dat hij geen gevolg geeft aan de hierna opgesomde gemengde inbreuken (volgens de modaliteiten van zijn vervolgsbeleid).

Preventiecode 12 ART SW 461 en 463 Winkeldiefstal gepleegd door een geïdentificeerde of identificeerbare dader (bv. door videobeelden, een nummerplaat, ...).

Preventiecode 98 ART SW 563 bis° Niet-identificeerbaar gezicht in de openbare ruimte.

Modaliteiten: Het origineel wordt direct aan het Parket overgemaakt per koerier (zonder beslissing van de magistraat). (Het Parket krijgt van de politiediensten binnen 48 uur het dossier met de vaststelling van de inbreuk. Er wordt geen kopie van het proces-verbaal overgemaakt aan de sanctionerende ambtenaar. Afhankelijk van het gegeven gevolg verstuurt het Parket het dossier naar de sanctionerende ambtenaar binnen een termijn van maximaal 2 maanden na ontvangst van het dossier. Wanneer bij het dossier een meerderjarige betrokken is, brengt het Parket de sanctionerende ambtenaar hiervan op de hoogte om die meerderjarige administratief te vervolgen.

De procureur des Konings verbindt zich ertoe om gevolg te geven aan de hierna opgesomde gemengde inbreuken (volgens de modaliteiten van zijn vervolgsbeleid). Er wordt geen kopie van het proces-verbaal overgemaakt aan de sanctionerende ambtenaar.

Preventiecode 43. ART SW: 398 Vrijwillige slagen en verwondingen.

Preventiecode 92. ART SW: 521 Vernieling van voertuigen en bewakingscamera's.

Preventiecode 50 ART SW 534ter° Vernieling van voertuigen en bewakingscamera's.

II. Bijzondere modaliteiten

1. Wanneer de in dit protocol bedoelde feiten betrekking hebben op andere daden of verschijnselen (intrafamiliaal geweld) die niet in aanmerking komen voor een administratieve sanctie of die uitmondten in een **terbeschikkingstelling van het Parket**, is de toepassing van de procedure voor administratieve sancties uitgesloten. Hetzelfde geldt voor de hoedanigheid van de verdachte

- wanneer die gekend is als lid van een stadsbende.
2. Indien de bevoegde sanctionerende ambtenaar tijdens het toepassen van de procedure tot het opleggen van een gemeentelijke administratieve geldboete vaststelt dat het dossier problematisch is (schoolverzuim) of dat de verdachte zich kennelijk ook schuldig heeft gemaakt aan andere misdrijven, geeft hij de feiten aan bij de referentiemagistraat GAS.
 3. Rekening houdend met de aard van de aangegeven feiten, beslist de referentiemagistraat GAS of hij zich verbindt tot het geven van een gevolg voor het geheel van de feiten, met inbegrip van het feit of de feiten waarvoor de administratieve procedure werd ingesteld. Hij brengt de sanctionerende ambtenaar daarvan op de hoogte binnen de termijn van 2 maanden na de aangifte, die vervolgens de administratieve procedure afsluit. Zonder de beslissing van de procureur des Konings heeft de sanctionerende ambtenaar niet langer de mogelijkheid om een administratieve geldboete op te leggen.
 4. Als het gaat om vaststellingen met een onbekende verdachte, zal er geen kopie van het proces-verbaal worden overgemaakt aan de sanctionerende ambtenaar. Indien de aanvankelijk onbekende verdachte later wordt geïdentificeerd, kan de procureur des Konings beslissen om geen vervolging in te stellen, en de zaak overmaken aan de bevoegde sanctionerende ambtenaar.

Artikel 3

Deze overeenkomst wordt gesloten onder de ontbindende voorwaarde van opschorting en/of vernietiging door de toezichthoudende overheid onder wie de gemeente van de beraadslaging van de Gemeenteraad, die deze overeenkomst goedkeurt, ressorteert.

Artikel 4

De verschillende partijen komen minstens één keer per jaar samen om de toestand te evalueren en een stand van zaken op te maken met betrekking tot de verschillende uitgerolde procedures.

Het protocolakkoord hierboven zal worden gevoegd in het algemeen politiereglement dat goedgekeurd werd door de Gemeenteraad op 30.01.2020.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest belast met Plaatselijke Besturen doorgestuurd worden.

2 annexes / 2 bijlagen

RGP_protocole_accord_02_fr.docx, RGP_protocole_accord_02_nl.docx

Régie foncière - Regie voor het Grondbeleid

11 Acquisition d'un terrain situé 160 boulevard du Triomphe à Auderghem - Retrait de l'acte 002/26.09.2019/A/0018

LE CONSEIL,

Revu sa délibération 002/26.09.2019/A/0018 portant Acquisition d'un terrain situé 160 boulevard du Triomphe à Auderghem ;

Considérant qu'il manque la mention "acquisition pour cause d'utilité publique" dans le texte de l'acte ;

DECIDE

de retirer l'acte 002/26.09.2019/A/0018 portant Acquisition d'un terrain situé 160 boulevard du Triomphe à Auderghem

Aankoop van een terrein gelegen 160 Triomflaan te Oudergem - Intrekking van de akte 002/26.09.2019/A/0018

DE RAAD,

Herzien zijn beraadslaging 002/26.09.2019/A/0018 houdende Aankoop van een terrein gelegen 160 Triomflaan te Oudergem

Overwegende dat de woorden "verwerving in het algemeen belang" in de tekst van de beraadslaging ontbreken

BESLIST

zijn akte 002/26.09.2019/A/0018 houdende Aankoop van een terrein gelegen 160 Triomflaan te Oudergem in te trekken

12 **Acquisition d'un terrain situé 160 boulevard du Triomphe à Auderghem.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale et notamment l'article 117;

Vu que la SNCB a mis un terrain à vendre situé 160 boulevard du Triomphe à Auderghem ;

Vu que ce terrain est mis en vente publique aux enchères ;

Vu la décision du Collège échevinal du 8 juillet 2019 (réf. 002/08.07.2019/B/0001) d'introduire une offre de prix auprès de la SNCB ;

Attendu que l'offre de la Commune est de 1.600.000 € pour l'acquisition du terrain à bâtir en zone mixte situé 160 boulevard du Triomphe ;

Attendu que sous réserve d'approbation par le Conseil d'administration de la SNCB, l'offre a été acceptée pour l'acquisition du bien susmentionné ;

Attendu qu'il y a lieu, en vue de la rédaction du compromis de vente, de désigner les signataires ;

Attendu que la passation de l'acte doit avoir lieu endéans les 4 mois après signature du compromis ;

Attendu qu'il y a lieu de prévoir la dépense au budget de la Régie foncière et au budget communal par modification budgétaire ;

Attendu qu'il s'agit d'une acquisition pour cause d'utilité publique ;

Attendu qu'il appartient au Conseil communal de ratifier ces décisions ;

DECIDE :

- d'acquérir le terrain situé 160 boulevard du Triomphe à Auderghem, cadastré 1^{ère} division, section A, parcelle 50 A 2 d'une superficie de 843 m² pour un montant de 1.600.000 € ;
- de désigner comme signataires du compromis de vente et de l'acte d'acquisition Monsieur Bruno Collard, Echevin de la Régie foncière et Monsieur Marc Brackenier, Gestionnaire de la Régie foncière ;
- de désigner Maître Paul Dauwe, notaire de résidence à Auderghem, avenue des Paradisiens 24, pour assister la Commune ;
- de prévoir en modification budgétaire le crédit nécessaire au budget de la Régie foncière 2019 ;
- de prévoir en modification budgétaire le crédit nécessaire au budget communal 2019 ;
- de charger le Collège de l'exécution de cette décision.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge les pouvoirs locaux.

Aankoop van een terrein gelegen 160 Triomflaan te Oudergem.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet in het bijzonder art. 117;

Gelet de NMBS een terrein verkoopt gelegen 160 Triomflaan te Oudergem;

Gezien dit terrein openbaar aan de meestbiedende verkocht wordt;

Gelet op de beslissing van het Schepencollege van 8 juli 2019 (ref. 002/08.07.2019/B/0001) om een bod te

doen;

Gelet op het bod van de Gemeente om het terrein voor 1.600.000 € aan te kopen;

Gelet onder voorbehoud van goedkeuring door de Raad van beheer van de NMBS, het bod aanvaard werd;

Gezien het noodzakelijk is om de ondertekenaars aan te duiden voor het opstellen van de verkoopovereenkomst;

Gelet het verlijden van de akte binnen 4 maanden moet plaatsvinden na de ondertekening van de verkoopovereenkomst;

Gezien de nodige kredieten in begrotingswijziging van de Regie voor grondbeleid moeten voorzien worden alsook in de begroting van de Gemeente;

Gezien dit een acquisitie in het algemeen belang is;

Gezien de Gemeenteraad deze beslissing moet goedkeuren;

BESLIST :

- het terrein gelegen te Oudergem 160 Triomflaan, kadaster 1ste div., sectie A, perceel 50 A 28 voor een oppervlakte van 843 m² aan te kopen voor een bedrag van 1.600.000 €;
- de heer Bruno Collard, Schepen van de Regie voor grondbeleid en de Heer Marc Brackenier, Beheerder van de Regie aan te duiden tot ondertekenaars van de verkoopovereenkomst en de verkoopakte;
- Meester Paul Dauwe, notaris te Oudergem, Paradijsvogellaan 24 aan te duiden om de Gemeente te helpen;
- de nodige kredieten in begrotingswijziging in de begroting van de Regie voor grondbeleid 2019 te voorzien;
- de nodige kredieten in begrotingswijziging in de begroting van de Gemeente 2019 te voorzien;
- het Schepencollege te belasten met de uitvoering van deze beslissing.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister President van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met de plaatselijke besturen.

Prévention - Preventie

13 Coopération internationale communale : Fin du partenariat entre la commune d'Auderghem et la commune d'Amerzgane dans le cadre du programme fédéral de coopération internationale communale pour la phase 2017-2021

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu le protocole de collaboration entre la communes d'Auderghem et les communes d'Amerzgane et d'Aït Zineb dans le cadre du programme fédéral de coopération internationale communale (CIC) pour la phase 2017-2021 ;

Vu la convention spécifique de partenariat entre la commune d'Auderghem et les communes d'Amerzgane et d'Aït Zineb dans le cadre du programme fédéral de coopération internationale communale pour la phase 2017-2021 ;

Vu la convention spécifique de partenariat entre la commune d'Auderghem et Brulocalis dans le cadre du programme fédéral de coopération internationale communale pour la phase 2017-2021 ;

Vu le Programme : plan stratégique global pour la période 2017-2021 ;

Vu le Cadre d'intervention du programme CIC 2017-2021 ;

Considérant que depuis 2008, la commune d'Auderghem s'est dotée d'un programme de coopération

internationale communale et qu'elle est dans ce cadre en partenariat avec deux communes rurales du Maroc, Amerzgane et Aït Zineb ;

Considérant que ce programme, avec la commune d'Aït Zineb, se déroule de manière fructueuse depuis son lancement en 2008, y compris pour la phase 2017-2021;

Considérant que ce programme, avec la commune d'Amerzgane, se déroulait de manière fructueuse depuis son lancement en 2008 mais rencontre des achoppements depuis juin 2018, pour la phase 2017-2021;

Considérant que durant le mois de juillet 2019 la commune d'Amerzgane a décidé de remplacer la coordination du programme CIC, sans avoir prévu le transfert des compétences;

Considérant que la nouvelle coordination local pour le programme CIC de la commune d'Amerzgane ne répond pas aux exigences du profil de fonction édité par Brulocalis;

Considérant que vu les achoppements, le Comité de pilotage CIC de la commune d'Auderghem a demandé à la commune d'Amerzgane un plan de continuité assurant de la bonne exécution des activités prévues dans le cadre du plan stratégique global 2017-2021 du programme CIC;

Considérant que ce plan a été envoyé le 30 septembre 2019 au Comité de pilotage de la commune d'Auderghem;

Considérant que sur base du plan de continuité de la commune d'Amerzgane et après consultation auprès de Brulocalis, le Comité de pilotage CIC de la commune Auderghem a émis une recommandation à destination du Conseil communal concernant le partenariat avec la commune d'Amerzgane pour la phase 2017-2021 du programme CIC;

Considérant que le plan de continuité de la commune d'Amerzgane ne tient pas compte des activités réalisées antérieurement et ne fait pas le lien avec les axes principaux du plan stratégique global du programme CIC 2017-2021;

Considérant qu'au regard de la temporalité du programme CIC 2017-2021, les garanties offertes par la commune d'Amerzgane, notamment en termes de ressources humaines, sont insuffisantes pour permettre la réussite du partenariat en fin d'année 2021.

DECIDE :

-de mettre fin au partenariat entre la commune d'Auderghem et la commune d'Amerzgane dans le cadre du programme fédéral de coopération internationale communale pour la phase 2017-2021.

-d'informer la commune d'Amerzgane de la fin du partenariat dans le cadre du programme fédéral de coopération internationale communale pour la phase 2017-2021.

Gemeentelijke internationale samenwerking : Einde van de samenwerking tussen de gemeente Oudergem en de gemeente Amerzgane in het kader van federaal programma voor gemeentelijke internationale samenwerking voor de fase 2017-2021

De Raad,

Gezien het artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien het samenwerkingsprotocol tussen de gemeente Oudergem en de gemeenten Amerzgane en Aït Zineb in het kader van federaal programma voor gemeentelijke internationale samenwerking (GIS) voor de fase 2017-2021;

Gezien de specifieke samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Oudergem en de gemeenten Amerzgane en Aït Zineb in het kader van federaal programma voor gemeentelijke internationale samenwerking voor de fase 2017-2021;

Gezien de specifieke samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Oudergem en Brulocalis in het kader van federaal programma voor gemeentelijke internationale samenwerking voor de fase 2017-2021;

Gezien het Programma: globaal strategisch plan voor de periode 2017-2021;

Gezien het Interventiekader van het GIS-programma 2017-2021;

Overwegend dat sinds 2008 beschikt de gemeente Oudergem over een gemeentelijk internationaal samenwerkingsprogramma en in dit kader samenwerkt ze met twee gemeenten uit Marokko, Amerzgane en Aït Zineb;

Overwegend dat dit programma, met de gemeente Aït Zineb, verloop succesvol sinds de lancering in 2008,

en ook voor de fase 2017-2021;

Overwegend dat dit programma, met de gemeente Amerzgane, verloopt succesvol sinds de lancering in 2008 maar ondervindt de moeilijkheden sinds juni 2018, voor de fase 2017-2021 ;

Overwegend dat tijdens de maand juli 2019 de gemeente Amerzgane besloten de coördinatie van het programma vervangen, zonder de overdracht van vaardigheden hebben gepland;

Overwegend dat de nieuwe lokale coördinatie voor het GIS-programma van de gemeente Amerzgane beantwoord niet aan de eisen van functieprofiel uitgegeven door Brulocalis;

Overwegend dat dit gezien de moeilijkheden heeft de GIS-stuurcomité van de gemeente Oudergem aan de gemeente Amerzgane gevraagd om een continuïteitsplan op te stellen te zorgen voor de correcte uitvoering van de activiteiten die in het globaal strategisch plan van het GIS-programma 2017-2021 zijn gepland;

Overwegend dat dit plan werd op 30 september 2019 verzonden aan de stuurcomité van de gemeente Oudergem;

Overwegend dat op basis van het continuïteitsplan van de gemeente Amerzgane en na overleg met Brulocalis het GIS-stuurcomité van de gemeente Oudergem heeft aanbeveling uitgebracht aan Gemeenteraad betreffende de samenwerkt met gemeente Amerzgane voor de fase 2017-2021 van GIS-programma;

Overwegende dat het continuïteitsplan van de gemeente Amerzgane houdt geen rekening met eerder uitgevoerde activiteiten en maakt niet de link met de hoofdlijnen van de globaal strategisch plan van GIS-programma 2017-2021;

Overwegende dat gezien op de tijdlijn van het GIS-programma 2017-2021, de garanties die de gemeente Amerzgane biedt, met name op het gebied in termen van human resources, onvoldoende zijn om het samenwerkt eind jaar 2021 tot een succesvol einde te brengen.

BESLIST :

-van de samenwerking tussen de gemeente Oudergem en de gemeente Amerzgane in het kader van federaal programma voor gemeentelijke internationale samenwerking voor de fase 2017-2021 te beëindigen.

-om de gemeente Amerzgane van het einde van de samenwerking in het kader van federaal programma voor gemeentelijke internationale samenwerking voor de fase 2017-2021 te informeren.

11 annexes / 11 bijlagen

recommandation CP 3-12-19 Amerzgane.pdf, Convention spécifique partenariat Auderghem-Amerzgane-Aït Zineb NL 2017-2021.pdf, Réponse Brulocalis-recommandation CP.docx, Plan de continuité Amerzgane.docx, profil de fonction coordinateur local.pdf, lettre Amerzgane.pdf, Convention spécifique Auderghem-Brulocalis FR-NL 2017-2021.PDF, Plan stratégique 2017-2021.xls.xls, Protocole collaboration Auderghem-Amerzgane-Aït Zineb 2017-2021 FR.pdf, Convention spécifique partenariat Auderghem-Amerzgane-Aït Zineb FR 2017-2021.pdf, Protocole collaboration Auderghem-Amerzgane-Aït Zineb 2017-2021 NL.pdf

14 Octroi d'une subvention à la commune d'Auderghem pour l'année 2020 en faveur de l'action menée en matière de "lutte contre le décrochage scolaire" - Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

LE CONSEIL,

Considérant la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 avril 2018 de confier au Service Ecole de perspectives.brussels la gestion des dispositifs régionaux de lutte contre le décrochage scolaire, ce compris l'axe "lutte contre le décrochage scolaire" des PLPP, géré par Bruxelles Prévention et Sécurité (BPS) jusqu'au 31 décembre 2019 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 décembre 2019 relatif à l'octroi d'une subvention à la commune d'Auderghem pour un montant de 191.835 € en faveur de l'action menée en matière de lutte contre le décrochage scolaire pour l'année 2020 ;

A partir du 1er janvier 2020, l'administration référente pour la gestion du financement régional de la politique communale de lutte contre le décrochage scolaire (ancien axe "lutte contre le décrochage

scolaire" des PLPP) est perspective.brussels ;

L'objectif est d'assurer la continuité des actions subsidiées par la Région en 2019, cette subvention est donc encadrée par une convention établie entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune et liste les actions communales subsidiables en matière de lutte contre le décrochage scolaire en 2020.

La subvention sera liquidée en 2 tranches : une avance de 68 % du montant de la subvention sera versée sur présentation d'une déclaration de créance pour le 15 mars 2020 au plus tard. Le solde sera liquidé après réception et analyse du rapport d'évaluation des actions menées en 2020 et des pièces justificatives relatives (à transmettre pour le 1er mars 2021) sur base d'une déclaration de créance adressée pour le 17 mai 2021 au plus tard.

Attendu que la Convention 2020 a été soumise à l'approbation du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 7 janvier 2020 ;

DECIDE

de ratifier la Convention 2020 entre le Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Auderghem, jointe à la présente délibération et qui en fait partie intégrante, relative à l'octroi d'une subvention à la commune d'Auderghem pour un montant de 191.835 € en faveur de l'action menée en matière de lutte contre le décrochage scolaire pour l'année 2020, ainsi que la déclaration de créance relative au paiement de la 1ère tranche de 68 % (130.447,8 €) à recevoir prochainement.

Toekenning van een subsidie aan de gemeente Oudergem voor het jaar 2020 ter ondersteuning van de genomen maatregelen om "schooluitval te bestrijden" - Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

DE RAAD,

Gezien de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 26 april 2018 om de Dienst Scholen van perspectives.brussels het beheer van de gewestelijke maatregelen ter bestrijding van schooluitval (programma 'strijd tegen schooluitval van de PBPP) toe te vretouwen, door Brussel Preventie en Beveiligheid (BPV) tot 31 december 2019 beheerd ;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 5 december 2019 betreffende de toekenning van een subsidie aan de gemeente Oudergem voor een bedrag van 191.835 € ter ondersteuning van de genomen maatregelen om schooluitval te bestrijden voor het jaar 2020 ;

Vanaf 1 januari 2020 is de administratie die verantwoordelijk is voor het beheer van de gewestelijke financiering van het gemeentelijk beleid in de strijd tegen schooluitval (voorheen het programma 'strijd tegen schooluitval' van de PBPP) perspective.brussels ;

Het doel is de continuïteit van de acties die in 2019 door het Gewest werden gesubsidieerd, deze subsidie wordt dus geregeld door een overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente en waarin worden de subsidiabele gemeentelijke acties ter bestrijding van schooluitval in 2020 opgesomd.

Het bedrag zal worden uitbetaald in 2 delen : een voorschot van 68 % van het bedrag van de subsidie zal worden gestort tegen overlegging van een schuldvordering uiterlijk op 15 maart 2020. Het saldo zal worden uitbetaald na ontvangst en onderzoek van het evaluatieverslag voor het jaar 2020 en de daarmee verband houdende bewijsstukken (uiterlijk op 1 maart 2021) op basis van een schuldvordering uiterlijk op 17 mei 2021 verzonden.

Overwegende dat het Overeenkomst 2020 op 7 januari 2020 ter goedkeuring zijn voorgelegd aan het College van Burgemeester en schepenen ;

BESLIST

het Overeenkomst 2020 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Oudergem goed te keuren, gehecht aan dit overleg en dat een integraal onderdeel daarvan vormt, betreffende de toekenning van een subsidie aan de gemeente Oudergem voor een bedrag van 191.835 € ter ondersteuning van de genomen maatregelen om schooluitval te bestrijden voor het jaar 2020, evenals de schuldvordering met betrekking tot de betaling van het voorschot van 68 %, binnenkort ontvangen (130.447,8 €).

4 annexes / 4 bijlagen

AR_20191205_Prevention-Auderghem.pdf, Convention 2020 Perspective Brussels FR.pdf, Convention

15 **Règlement touchant l'encouragement des ménages à la protection contre les cambriolages et à la sécurisation des habitations. - Approbation des modifications prévues pour l'année 2020.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117 ;

Considérant ce qui suit :

Depuis 2009, dans le cadre du subside "Plan Bruxellois de Prévention et Proximité" octroyé à la Commune d'Auderghem, des primes sont proposées en vue d'encourager les ménages auderghemois à sécuriser leur habitation dans le cadre de la lutte contre le cambriolage.

Un règlement a été mis en place en collaboration avec d'autres communes bruxelloises et en partenariat avec la police d'Auderghem, et ensuite approuvé par le conseil communal en date du 28 janvier 2010.

Ce règlement a fait l'objet de plusieurs modifications au terme de chaque année d'application afin de l'adapter au mieux aux réalités rencontrées.

Il est proposé de renouveler ce règlement pour l'année 2020, moyennant une hausse des forfaits du revenu imposable globalement sur base des chiffres du SDRB (citydev.brussels).

Le budget communal prévoit un montant de 10.000 € - 300/33101 - pour l'octroi de primes à la sécurisation des habitations contre le cambriolage pour l'année 2020 ;

DECIDE :

d'approuver les modifications prévues pour l'année 2020 au sein du règlement touchant l'encouragement des ménages à la protection contre les cambriolages et à la sécurisation des habitations, ci-après :

Règlement touchant l'encouragement des ménages à la protection contre les cambriolages et à la sécurisation des habitations 2020

Article 1 – Budget et délais

Dans les limites des crédits disponibles au budget, et sous réserve de l'octroi de subsides à la commune par la Région de Bruxelles-Capitale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a la possibilité d'attribuer une prime à la sécurisation des habitations et à la protection contre les cambriolages pour le citoyen ayant réalisé des investissements dans le courant de l'année d'exercice budgétaire en cours.

Les demandes d'octroi de primes peuvent être introduites à partir de la date d'entrée en vigueur et de publication du règlement.

Les dossiers de demande peuvent être introduits jusqu'au 30 novembre de l'année durant laquelle les travaux ont été réalisés, sous réserve du budget disponible.

Cette prime est octroyée suivant l'ordre chronologique d'introduction des demandes jusqu'à épuisement des crédits prévus.

Article 2 – Définitions

§2.1. Par le mot « prime » il faut entendre le montant remboursé par la commune d'un pourcentage des frais avancés par le citoyen pour l'achat et l'installation de moyens destinés à assurer la protection de son habitation contre le cambriolage.

Le montant des primes et le maximum autorisé sont prévus à l'article 4.

§2.2. Par le mot « habitation », il faut entendre tous les appartements, maisons ou biens immeubles situés sur le territoire communal et utilisés à des fins privées ou semi-privées.

Sont exclues toutes les habitations destinées uniquement à une activité commerciale, industrielle, administrative ou professionnelle.

§2.3. Par le mot « ménage », la liste des demandeurs bénéficiaires concernés sont présentés à l'article 3 du présent règlement.

Article 3 - Demandeur et bénéficiaire

- La prime est exclusivement octroyée à un particulier (occupant, locataire, propriétaire) à la

condition que le bien pour lequel la prime est sollicitée soit situé sur le territoire d'Auderghem ;

- Condition de revenus :
 - • Au ménage dont le revenu imposable ne dépasse pas 64.688,70 € ;
 - • Avec 1 personne à charge, au ménage dont le revenu imposable ne dépasse pas 70.725,69 € ;
 - • Avec 2 personnes à charge, au ménage dont le revenu imposable ne dépasse pas 73.744,87 € ;
 - • A partir de 3 personnes à charge, par personne supplémentaire, le revenu imposable de 73.744,87 € est augmenté de 3.019,18 €. Le montant imposable obtenu ne peut dès lors être dépassé ;

Une composition de ménage ou une attestation sur l'honneur mentionnant les noms des personnes faisant partie du ménage bénéficiant de revenus professionnels ou non, devra être transmise.

Les revenus imposables de l'entière du ménage seront pris en compte dans le cadre de la condition de revenus à ne pas dépasser.

Dans le cas où il n'est pas possible de produire un avertissement extrait-de-rôle, il sera toutefois nécessaire de fournir tout document – que l'employeur est tenu de transmettre - attestant et présentant un détail du revenu professionnel annuel perçu.

- La prime sera attribuée à la personne ayant réalisé effectivement l'investissement. Son nom et l'adresse du bien devront être clairement stipulés dans le dossier introduit pour la demande de prime (voir article 7).
- La demande de prime ne pourra être introduite et attribuée qu'une seule fois par année pour le même logement. Si deux demandes sont introduites pour un même bien dans la même année, seule la première demande sera prise en considération.

Article 4 – Montant de la prime

La prime s'élèvera à 50 % de la somme réellement investie (frais d'achat et d'installation) avec un maximum plafonné à 400 euros par habitation.

Article 5 – Mesures de sécurisation et conseiller en prévention vol

§5.1. Mesures prises en considération :

Les mesures doivent contribuer à la protection de l'habitation dans sa globalité et diminuer les risques objectifs de cambriolage, démontrant un caractère de sécurisation évident et concret.

§5.1.1. Tous les accès de l'habitation doivent être pris en considération afin d'évaluer les risques d'être cambriolés (portes, fenêtres, garages, soupiraux, jardins, ...).

§5.1.2. Seules les mesures d'ordre organisationnel, mécanique, électrique ou électronique, sous-tendant une réelle protection et une sécurisation objective, seront prises en compte pour l'octroi de la prime, à l'exception des mesures technologiques de type systèmes d'alarme électroniques ou de vidéosurveillance qui ne pourront faire l'objet d'une demande de prime.

§5.1.3. Les investissements relatifs à la sécurisation des habitations ne seront pris en considération dans le cadre de la prime communale que s'ils ont pour objet la fourniture et le placement des éléments de façade retardateurs d'intrusion suivants :

- Vitrage retardateur d'intrusion (verre feuilleté, vitrage sécurité).
- Systèmes de sécurisation/renforcement pour portes, fenêtres, volets, portes de garage, coupoles, fenêtres de toiture, soupiraux et barrières comme les serrures de sécurité, les verrous de sécurité, les entrebâilleurs, quincaillerie de sécurité pour châssis ou porte.
- Portes sécurisées et blindées (habitation, garage).
- Eclairages et/ou détecteurs de mouvement et/ou avec minuterie évoquant une présence au sein de

l'habitation.

§5.2. Visite à domicile du conseiller en prévention vol :

§5.2.1. Tout citoyen qui le souhaite peut requérir l'avis d'un agent de la Zone de Police 5342 agréé par le SPF Intérieur en vue de bénéficier de conseils en matière de technoprévention. Cet avis doit faire l'objet d'une visite du bien concerné.

§5.2.2. L'avis du conseiller en prévention vol se limite à des recommandations sur les mesures à prendre et qui entrent en ligne de compte pour l'octroi de la prime, en listant les points d'intervention prioritaires compte tenu de l'habitation dans sa globalité et de tous ses accès.

§5.2.3. Dans le cas d'une demande de prime, il est **obligatoire** de solliciter cet avis **avant de réaliser les travaux**, que les travaux soient réalisés par le particulier lui-même ou par un fournisseur extérieur. Un rapport de visite est transmis au particulier.

Dans la situation où aucune visite préalable aux travaux de sécurisation n'aurait été réalisée par le conseiller en prévention vol, la prime ne pourra pas être octroyée, à l'exception de la circonstance particulière suivante : l'habitation aura fait l'objet d'un cambriolage effectif et/ou d'une tentative d'intrusion au sein du domicile.

Dans les deux cas, cette circonstance doit être avérée par un passage des services de police (numéro de pv du dépôt de plainte à fournir).

Ensuite, une visite de contrôle, autrement dit après réalisation des travaux de sécurisation, **doit également et obligatoirement être prévue** afin de constater l'effectivité, la conformité, la pertinence et l'efficacité à limiter ou diminuer les risques de cambriolage, en fonction des priorités d'intervention établies et repérées par l'agent au niveau de l'habitation.

Au terme de cette visite, l'agent agréé rédige un rapport de contrôle indiquant si le bien est suffisamment sécurisé. Ce rapport devra nécessairement être annexé au dossier de demande de prime, cet avis étant déterminant au niveau technique pour les suites à donner au dossier.

Toute demande de visite, avant et après travaux, auprès du Conseiller en Prévention vol se fait par prise de contact directement avec la Maison de la Prévention qui se chargera de transmettre la demande au Conseiller (02/648.14.40), ou via inscription directe sur le site Internet www.besafe.be.

§5.2.4. Un demandeur qui tient compte de la liste de priorités déterminée par le conseiller en prévention vol dans le cadre des travaux qu'il réalise, diminue fortement le risque de se voir refuser la prime de sécurisation, contrairement au demandeur qui déciderait de ne pas en tenir compte. Cela sous réserve de répondre effectivement aux autres conditions stipulées dans le présent règlement.

Article 6 - Procédure d'octroi de prime

§6.1. La Maison de la Prévention centralise les demandes d'octroi de prime et réalise le contrôle administratif des dossiers introduits. Un registre de demandes sera tenu en fonction de la date de réception des dossiers.

Un avis positif ou négatif est rédigé sur base des pièces fournies par le demandeur.

Les documents nécessaires en vue de constituer le dossier de demande sont présentés à l'article 7.

§6.2. Tout dossier introduit est présenté au Collège échevinal qui décide de l'attribution ou non de la prime, sur base des avis rendus par la coordination administrative et financière de la Maison de la Prévention, et par le conseiller en prévention vol.

§6.3. Dans le cas d'une décision favorable, le suivi du paiement de la prime fixée est assuré par la Maison de la Prévention auprès du service des finances de l'administration communale, selon un délai de paiement de 30 jours à dater de la réception de la décision du Collège échevinal. Toute décision défavorable est portée à la connaissance du demandeur et devra être justifiée.

§6.4. Les dossiers de demande doivent être introduits au plus tard le 30 novembre de l'année durant laquelle les travaux ont été réalisés.

Cette prime est octroyée suivant l'ordre chronologique d'introduction des demandes jusqu'à épuisement des crédits prévus.

§6.5. Les dossiers incomplets ne seront pas pris en compte.

Article 7 – Constitution du dossier

§7.1. Le dossier complet de demande doit impérativement être adressé par lettre recommandée à Madame Evelyne Giannoulas, Maison de la Prévention, chaussée de Wavre 1326 à 1160 Bruxelles ;

§7.2. La facture d'achat originale (ou certifiée conforme par l'agent agréé de la Zone depolice 5342) d'installation et/ou du matériel prouvant la réalisation des travaux ;

Cette facture, pour être recevable, doit impérativement mentionner :

1. L'adresse à laquelle les travaux ont été réalisés ;
2. Les nom et prénom du bénéficiaire des travaux ;
3. La date (jour/mois/année) à laquelle les travaux ont été effectués ;
4. La date de facturation ;
5. Le travail qui a été réalisé et/ou présentation du produit qui a été fourni (exemple : placement d'une porte-blindée de type x) ; La facture ne peut mentionner que des travaux/matériaux liés directement à la sécurisation du bien et doit présenter un détail de ceux-ci.
6. Un numéro ou une référence de facture ;
7. Une mention précisant si le paiement a été effectué en liquide, et si ce paiement a couvert partie ou l'entièreté du montant, avec signature et/ou cachet du fournisseur ayant réalisé les travaux ;
8. Le montant total facturé, TVAC.

Dans le cas de travaux effectués par le particulier lui-même, la facture relative aux achats du matériel pour la réalisation des travaux ne nécessitent pas les points 7.2.1, 7.2.2 et 7.2.3.

Plusieurs factures peuvent être présentées dans un même dossier de demande si plusieurs travaux ont été réalisés au sein du même bien endéans la même année.

Elles resteront soumises aux mêmes conditions présentées dans le présent règlement : conditions d'octroi (revenus, année, lieu), montant de la prime plafonné, mesures concernées par les travaux, avis du conseiller en prévention vol, recevabilité des factures et preuves de paiement.

Attention, l'ensemble des factures doivent être introduites dans le même dossier pour être prises en compte (dossier complet).

§7.3. La(es) preuve(s) de paiement :

- Montant du paiement ;
- Date de paiement ;
- Nom et prénom du mandataire du paiement ;
- Destinataire du paiement (numéro de compte et dénomination précise).

Par preuve de paiement, il faut entendre un document d'une institution financière prouvant que le compte personnel du requérant a bien été débité.

Dans le cas d'une facture acquittée en liquide pour le montant total, la mention 'acquittée' avec cachet et signature du fournisseur se rajoute à la liste en point 7.2.

Si le paiement a été effectué en plusieurs versements, l'ensemble des preuves de paiement doit être présenté dans le dossier, le montant payé devant correspondre au montant facturé.

Dans le cas de travaux effectués par le particulier lui-même, la preuve de paiement relative aux achats du matériel peut se présenter sous forme de ticket de caisse ou de facturation.

§7.4. Le rapport de contrôle transmis par le Conseiller en prévention vol fourni suite à sa dernière visite après réalisation des travaux. Le rapport de contrôle remet un avis sur base du constat d'effectivité et de conformité des travaux quant à la sécurisation du bien.

§7.5. L'avertissement-extrait de rôle relatif à l'impôt des personnes physiques et taxes additionnelles complet de l'année en cours, ou le plus récent en possession du demandeur ;

Les revenus imposables de l'entièreté du ménage seront pris en compte dans le cadre de la condition de revenus à ne pas dépasser (voir article 3).

Dans le cas où il n'est pas possible de produire un avertissement extrait-de-rôle, il sera toutefois nécessaire de fournir tout document – que l'employeur est tenu de transmettre - attestant et présentant un détail du

revenu professionnel annuel perçu.

§7.6. Une attestation sur l'honneur mentionnant toutes les personnes faisant effectivement partie du ménage – qu'elles bénéficient d'un revenu professionnel ou non -, ainsi qu'une composition de ménage mentionnant toutes les personnes à charge.

§7.7. Un accord écrit du propriétaire du bien concernant les travaux de sécurisation réalisés dans l'habitation, dans la mesure où c'est le locataire qui effectue les travaux en question. Un modèle de document-type est disponible sur demande auprès de la Maison de la Prévention, auprès du Conseiller en Prévention vol ou encore, téléchargeable sur le site Internet de l'administration communale d'Auderghem.

§7.8. Les nom, prénom, domicile et numéro de compte sous format IBAN de la personne ayant réalisé effectivement l'investissement ainsi qu'un document attestant du lien entre le demandeur de la prime (donc le particulier ayant introduit le dossier de demande) et le bien immobilier concerné par la prime.

Article 8 - Contrôle et fraude

Le contrôle de l'utilisation de la prime est gouverné par la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

Toute prime octroyée sur base d'une demande frauduleuse ou falsifiée sera récupérée, indépendamment d'éventuelles poursuites judiciaires.

Article 9 – Tutelle

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par l'autorité de la tutelle.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Reglement aangaande de aanmoediging van de gezinnen tot de beveiliging van hun woning tegen inbraak. - Goedkeuring van de wijzigingen voorzien voor het jaar 2020.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet; artikel 117 ;

Overwegende wat volgt :

Sinds 2009, in het kader van de toelage toegekend door het Brussels Preventie- en Buurtplan aan de Gemeente Oudergem worden premies toegekend om de gezinnen uit Oudergem aan te moedigen hun woning te beveiligen in het kader van de bestrijding tegen inbraak.

Een reglement werd in samenwerking met andere Brusselse gemeenten en in partnership met de politie van Oudergem opgesteld en werd door de Gemeenteraad op datum van 28 januari 2010 goedgekeurd.

Dit reglement maakt op het einde van elk jaar het voorwerp van verschillende wijzigingen uit.

Men stelt voor dit reglement met een verhoging van de globale bedragen belastbaar inkomen op basis van de cijfers van de GOMB (citydev.brussels) voor het jaar 2020 te vernieuwen .

De gemeentebegroting voorziet een bedrag van 10.000 € - 300/33101 - voor de toekenning van premies voor de beveiliging van de woningen tegen inbraak voor het jaar 2020 ;

BESLIST :

de wijzigingen voorzien vanaf het jaar 2020 aan het reglement aangaande de aanmoediging van de gezinnen tot de beveiliging van hun woning tegen inbraak gebracht goed te keuren.

Reglement inzake de aanmoediging van gezinnen om woningen te beveiligen en tegen inbraak te beschermen 2020

Artikel 1 – Budget en termijnen

Binnen de grenzen van de voorziene bedragen in de begroting en onder voorbehoud van de door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toegestane toelagen aan de gemeente krijgt het College van Burgemeester en Schepenen de mogelijkheid een beveiligingspremie om woningen te beveiligen en tegen inbraak te beschermen bestemd voor de burger die in de loop van het begrotingsjaar investeringen uitgevoerd heeft toe te staan.

De aanvragen voor de toekenning van een premie kunnen vanaf de datum van toepassing en publicatie van dit reglement ingediend worden.

De dossiers met de aanvraag mogen tot 30 november van het jaar waarin de werken uitgevoerd werden en

op voorbehoud van een beschikbaar budget ingediend worden.

Deze premie wordt volgens een chronologische volgorde van indiening van de aanvragen en tot uitputting van de voorziene kredieten toegestaan.

Artikel 2 – Definities

§2.1. Onder “premie” wordt verstaan: het door de gemeente terugbetaalde bedrag dat een percentage is van de kosten die de burger reeds heeft gemaakt voor de aankoop en de installatie van middelen om zijn woning tegen inbraak te beschermen.

Het bedrag van de premie en het maximale toegestane bedrag zijn voorzien in artikel 4.

§2.2. Onder “woning” wordt verstaan: alle appartementen, woningen of onroerende goederen, gelegen op het gemeentelijk grondgebied en gebruikt voor privé of semi-privé doeleinden.

Worden uitgesloten, al de woningen die uitsluitend voor commerciële, industriële, administratieve of beroeps activiteiten gebruikt worden.

§2.3. Door het woord “gezinnen” wordt verstaan : de lijst met betrokken begunstigde aanvragers opgenomen in artikel 3 van huidig reglement.

Artikel 3 – Aanvrager en begunstigde

- De premie wordt uitsluitend aan een particulier toegekend (bezetter, huurder, eigenaar) op voorwaarde dat het goed waarvoor de premie aangevraagd wordt zich op het grondgebied van Oudergem bevindt;
- Inkomsten voorwaarden :
 - Aan het gezin waarvan het belastbaar inkomen de 64.688,70 € niet overschrijdt ;
 - Met één persoon ten laste, aan het gezin waarvan het belastbaar inkomen de 70.725,69 € niet overschrijdt ;
 - Met twee personen ten laste, aan het gezin waarvan het belastbaar inkomen de 73.744,87 € niet overschrijdt;
 - Vanaf drie personen ten laste, per bijkomende persoon, het belastbaar inkomen van 73.744,87 € wordt met 3.019,18 € opgetrokken. Het vastgesteld belastbaar inkomen mag dan ook niet overschreden worden.

Een gezinssamenstelling en een getuigschrift op eer en geweten die de namen van de personen die deel uitmaken van het gezin en die over arbeidsinkomsten beschikken vermelden zal overgemaakt worden.

Het belastbaar inkomen van heel het gezin zal in acht genomen worden en dit in het kader van de niet te overschrijden inkomstenvoorwaarden.

In het geval het niet mogelijk is een uittreksel van het kohier van uitvoering voor te leggen zal het noodzakelijk zijn elk document - dat de werkgever verplicht is over te maken – dat getuigt van een jaarlijks detail van de geïnde professionele inkomsten voor te leggen.

- De premie zal aan de persoon die effectief de investering gedaan heeft toegewezen worden. Haar naam en het adres van het goed zullen duidelijk in het ingediende dossier tot aanvraag van een premie vermeld worden.
- De aanvraag voor een premie mag maar één maal per jaar voor dezelfde woning ingediend worden. Indien twee aanvragen voor hetzelfde goed in hetzelfde jaar ingediend werden zal alléén de eerste aanvraag in acht genomen worden.

Artikel 4 – Bedrag van de premie

De premie zal 50 % van het werkelijk geïnvesteerde bedrag (aankoop- en installatie kosten) met een maximum geplafonneerd op 400,00 € per woning bedragen.

Artikel 5 – Beveiligingsmaatregelen en adviseur in diefstalpreventie

§5.1. Maatregelen die in overweging genomen worden :

De maatregelen moeten tot de beveiliging van de hele woning bijdragen alsook de inbraak risico's verminderen dit alles zal op een duidelijke en concrete wijze van beveiligen duiden. §1.1. Al de toegangen tot de woning moeten in overweging genomen worden zodat men de risico's tot inbraak kan evalueren (deuren, vensters, garages, kelderopeningen, tuinen, ...).

§5.1.1. Alleen de organisatorische, mechanische, elektrische of elektronische maatregelen die een ware en objectieve beveiliging weergeven zullen voor de toekenning van de premie in acht genomen worden, met uitsluiting van technologische maatregelen van het type elektronisch alarm of video bewaking systemen die niet het voorwerp van een aanvraag tot premie mogen uitmaken.

§5.1.2. In het kader van de gemeentelijke premie worden investeringen voor de beveiliging van woningen enkel in overweging genomen indien het gaat om de levering en de plaatsing van de volgende inbraak werende evelementen :

- inbraak werend glas (gelaagd glas, veiligheidsglas).
- beveiligingssystemen voor deuren, ramen, luiken, garagepoorten, koepels, dakramen, keldergaten en afsluitingen zoals veiligheidssloten, veiligheidsgrendels en kierstandhouders.
- veiligheidsdeuren en geblindeerde deuren (woning, garage).
- verlichting met bewegingsdetector en/of tijdschakelaar die een aanwezigheid in de woning weergeven.

§5.2. Huisbezoek van de adviseur in diefstalpreventie :

§5.2.1. Iedere burger mag indien hij het wenst het advies van een agent van de Politie Zone 5342 erkend door de FOV Binnenlandse Zaken met het oog raadgevingen op het gebied van techno-preventie in te winnen aanvragen. Dit advies moet het voorwerp van een huisbezoek uitmaken.

§5.2.2. Het ingewonnen advies van de adviseur in diefstalpreventie zal zich tot aanbevelingen op de te nemen maatregelen die in aanmerking komen voor de toekenning van de premie door middel van een lijst met de interventie punten die voorrang krijgen beperken.

§5.2.3. In het geval van een premie aanvraag is het **verplicht** dit advies **voor de aanvang van de werken** aan te vragen evenwel de werken door de particulier zelf of door een leverancier uitgevoerd worden. Het verslag van huisbezoek wordt aan de particulier gegeven.

In het geval dat geen enkel voorafgaand huisbezoek voor de beveiligingswerken door de Raadgever in diefstalpreventie uitgevoerd werd zal de premie niet toegestaan worden, uitgezonderd in de volgende uitzonderlijke omstandigheid : de woning heeft het voorwerp uitgemaakt van een effectieve diefstal en/of een poging tot inbraak.

In beide gevallen zal deze omstandigheid door het bezoek van de politie bevestigd worden (het nummer van het proces-verbaal van aangifte zal afgegeven worden)

Vervolgens is een controle bezoek na de verwezenlijking van de beveiligingswerken tevens verplicht zodat men de werkelijkheid, de gelijkvormigheid, de toepasselijkheid en de doeltreffendheid om de inbraak risico's te beperken of te verminderen in functie van de door de agent vastgelegde en opgespoorde interventie prioriteiten wat de woning betreft.

Aan het einde van het huisbezoek zal de erkende agent een controle verslag dat vermeld of de woning voldoende beveiligd is opstellen. Het verlag zal bij het aanvraagdossier toegevoegd worden aangezien dit advies op technisch gebied bepalend is voor de te geven gevolgen aan het dossier.

Alle aanvragen tot bezoek voor de Raadgever in diefstalpreventie, voor of na de beveiligingswerken, moeten via contact name met het Preventiehuis (02/648.14.40) die de aanvraag aan de Raadgever zal overmaken of via rechtstreekse inschrijving op de website www.besafe.be gebeuren.

§5.2.4. Een aanvrager die in het kader van de werken die hij uitvoert met de lijst van prioriteiten opgesteld door de Raadgever in diefstalpreventie rekening houdt vermindert aanzienlijk het risico dat de beveiliging premie hem geweigerd wordt in tegenstelling tot de aanvrager die beslist er geen rekening mee te houden. Onder voorbehoud dat hij ook aan de andere voorwaarden in huidig reglement vermeld beantwoordt.

Artikel 6 – Procedure tot het verkrijgen van de premie

§6.1. Het Preventiehuis centraliseert de aanvragen van de premie en verwezenlijkt de administratieve controle van de ingediende dossiers. Een register met de aanvragen zal in functie van de datum van ontvangst van de dossiers bijgehouden worden.

Een positief of negatief advies wordt op basis van de door de aanvrager ingeleverde stukken opgesteld.

De nodige documenten voor het opstellen van het aanvraag dossier worden in artikel 7 vermeld.

§6.2. Het ingediende dossier wordt aan het Schepencollege voorgesteld die over de toekenning van de premie op basis van de adviezen gegeven door de administratieve en financiële coördinatie van het Preventiehuis enerzijds en de adviseur in diefstalpreventie anderzijds beslist.

§6.3. In het geval van een gunstige beslissing wordt de uitvoering tot betaling van de vastgestelde premie door het Preventiehuis bij de dienst financiën van het gemeentebestuur en dit volgens een betalingstermijn van 30 dagen te rekenen vanaf de datum van beslissing door het Schepencollege verzekert.

Elke ongunstige beslissing wordt ter kennis van de aanvrager gebracht en zal gemotiveerd zijn.

§6.4. De dossiers met de aanvragen moeten ten laatste op 30 november van het jaar waarin de werken uitgevoerd werden ingediend worden.

Deze premie wordt volgens een chronologische rangschikking van indiening van de aanvragen en tot uitputting van de voorziene bedragen toegekend.

§6.5. De onvolledige dossiers worden niet in aanmerking genomen.

Artikel 7 – Samenstelling van het dossier

§7.1. Het volledige aanvraag dossier mag uitsluitend per aangetekend schrijven aan Mevrouw Evelyne Giannoulas, Preventiehuis, Waversesteenweg 1326 te 1160 Brussel overgemaakt worden.

§7.2. De originele aankoopfactuur (of door de erkende agent van de Politie Zone 5342 conform verklaard) voor installatie en/of van het materiaal die de verwezenlijking van de werken bewijst.

De factuur moet om ontvankelijk te zijn verplicht het volgende vermelden :

§7.2.1. Het adres waarop de werken uitgevoerd werden;

§7.2.2. De naam en voornaam van de begunstigde;

§7.2.3. De datum (dag/maand/jaar) waarop de werken uitgevoerd werden;

§7.2.4. De datum van facturatie ;

§7.2.5. Het werk dat uitgevoerd werd en/of de voorstelling van het geleverde product (bv. : plaatsing van een gepantserde deur van het type x) ; De factuur mag alleen werken/materialen die een rechtstreeks verband hebben met de beveiliging van de goederen vermelden en moet een detail van deze voorstellen.

§7.2.6. Een factuur nummer of referte:

§7.2.7. Een vermelding die preciseert of de betaling in cash gebeurde en of deze betaling een deel of het geheel van het bedrag dekte, met handtekening en/of stempel van de leverancier die de werken uitgevoerd heeft;

§7.2.8. Het totaal gefactureerde bedrag, BTW.

In het geval dat de werken door de particulier zelf uitgevoerd werden zal het aankoop factuur van de nodige materialen voor de verwezenlijking van de werken aan de punten 7.2.1, 7.2.2 en 7.2.3 niet moeten voldoen.

Verschillende facturen mogen in hetzelfde dossier voorgesteld worden als alle werken in dezelfde woning tijdens hetzelfde jaar werden uitgevoerd.

Ze zullen aan dezelfde voorwaarden voorgesteld in huidig reglement moeten beantwoorden: toegestane voorwaarden (inkomen, jaar, woning), bedrag van de geplafonnerde premie, beveiligingsmaatregelen, advies van de raadgever in diefstalpreventie, ontvankelijkheid van de facturen en betalingsbewijzen. Opgelet, alle facturen moeten in hetzelfde dossier worden geïntroduceerd (volledig dossier).

§7.3. De betalingsbewijs(en) :

- Bedrag van de betaling ;

- Datum van betaling ;

- Naam en voornaam van de opdrachtgever van de betaling ;

- Bestemming van de betaling (rekening nummer en juiste benaming).

Door betalingsbewijs verstaat men een document van een financiële instelling dat bewijst dat de persoonlijke rekening van de aanvrager gedebiteerd werd.

In het geval van een factuur dat voor het volledig bedrag cash geregeld werd, wordt de vermelding “voldaan” met stempel en handtekening van de leverancier aan de lijst in punt 7.2. bijgevoegd.

Indien het bedrag in meerdere betalingen uitgevoerd werd zullen al de betalingsbewijzen aan het dossier gevoegd worden en het betaalde bedrag moet met het gefactureerde bedrag overeenstemmen.

In het geval van werken die door de particulier zelf uitgevoerd werden mag het betalingsbewijs betreffende de aankoop van het materiaal zich onder de vorm van een kassaticket of een factuur presenteren.

§7.4. Het controle verslag overgemaakt door de adviseur in diefstalpreventie ten gevolge van zijn laatste bezoek na beëindiging van de werken; Het controle verslag geeft een advies wat de beveiliging van het goed betreft op basis van de effectiviteit en de gelijkvormigheid van de werken.

§7.5. Het volledig bericht-uittreksel van de beurtrol in het kader van de personenbelasting en aanvullende belasting van het lopende jaar of de meest recente in het bezit van de aanvrager.

Het belastbaar inkomen van heel het gezin zal in acht genomen worden en dit in het kader van de niet te overschrijden inkomstenvoorwaarden (zie artikel 3). In het geval het niet mogelijk is een uittreksel van het kohier van uitvoering voor te leggen zal het noodzakelijk zijn elk document - dat de werkgever verplicht is over te maken – dat getuigt van een jaarlijks detail van de geïnde professionele inkomsten voor te leggen.

§7.6. Een getuigschrift op eer en geweten dat elke persoon die effectief van het gezin deel uitmaakt – dat ze al dan niet over professionele inkomsten beschikt- alsook een gezinssamenstelling dat alle ten laste personen vermeldt.

§7.7. Een schriftelijk akkoord van de eigenaar van het goed betreffende de beveiligingswerken in de woning in de mate dat het de huurder is die de desbetreffende werken uitvoert. Een model van het type-formulier is op aanvraag te verkrijgen bij het Preventiehuis, bij de adviseur in diefstalpreventie of is te downloaden op de website van het gemeentebestuur van Oudergem.

§7.8. De naam, voornaam, adres en rekeningnummer IBAN formaat van de persoon die effectief de investering uitgevoerd heeft alsook een attest dat het verband tussen de aanvrager van de premie en de woning waarvoor de premie aangevraagd wordt bewijst.

Artikel 8 - Controle en fraude

De controle en het gebruik van de premie wordt geregeerd door de wet van 14 november 1983 betreffende de controle, de toekenning en het gebruik van sommige toelagen.

Elke premie die op basis van een frauduleuze of valse aanvraag toegekend werd zal ingevorderd worden afgezien van eventuele gerechtelijke vervolgingen.

Artikel 9 – Toezichthoudende Overheid

Huidig reglement treedt in voege van zodra de Toezichthoudende Overheid haar goedkeuring gegeven heeft.

Onderhavige beraadslaging, in tweevoud, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

5 annexes / 5 bijlagen

chiffres citydev àpd 31.12.2019.pdf, justification règlement prime sécurisation 2020.docx, PRIMES CAMBRIOLAGE - Evolution des revenus 2017 à 2020 (1).docx, modifs_règlement 2020 FR.doc, modifs_reglement 2020 NL.doc

Recette - Ontvangerij

16 Association Artistique d'Auderghem - Saison 2018-2019 - Compte

Le Conseil

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et plus spécialement en ce qui concerne l'article 3 ;

Vu la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif telle que modifiée par la loi du 2 mai 2002 et la loi du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté royal du 2 avril 2003 et du 15 mai 2003 fixant l'entrée en vigueur des dispositions des lois précitées ;

Vu l'arrêté royal du 26 juin 2003 relatif à la comptabilité simplifiée de certaines associations sans but

lucratif et fondations ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Décide

d'approuver le bilan de l'a.s.b.l. « Association Artistique d'Auderghem » saison 2018-2019.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Kunstvereniging van Oudergem - Seizoen 2018-2019 - Rekening

De Raad

Gezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, en meer bepaald wat artikel 3 betreft ;

Gelet op de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk gewijzigd bij de wet van 2 mei 2002 en bij de wet van 16 januari 2003 ;

Gelet op de koninklijke besluiten van 2 april en 15 mei 2003 omtrent de inwerktreding van voormelde wetten ;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 juni 2003 betreffende de vereenvoudigde boekhouding van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meerbepaald artikel 117 ;

Beslist

de balans van de v.z.w. « Kunstvereniging van Oudergem » - seizoen 2018-2019 goed te keuren. Onderhavige beraadslaging zal onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk belast met Plaatselijke Besturen.

2 annexes / 2 bijlagen

AAA - Bilan saison 2018-2019.pdf, AAA - Rapport - 2018-19.doc

17 Avenant à la convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Auderghem relative à la promotion du développement économique local et régional

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2007 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale

DECIDE

- d'approuver l'avenant à la convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Auderghem relative à la promotion du développement économique local et régional ;

- de présenter l'avenant à cette convention à la signature du Bourgmestre et du Secrétaire communal ;

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux.

Wijziging van de overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Oudergem betreffende de bevordering van de economische ontwikkeling op lokaal en gewestelijk vlak

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, artikel 117 ;

Gezien de ordonnantie van 19 july 2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

BESLIST

- de wijziging van de overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Oudergem

betreffende de bevordering van de economische ontwikkeling op lokaal en gewestelijk vlak goed te keuren ;

- de wijziging van de overeenkomst ter ondertekening aan de Burgemeester en de gemeente Secretaris voor te leggen ;

Onderhavige beraadslaging zal, in de vorm van beknopte omschrijving, aan de heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen overgemaakt worden.

3 annexes / 3 bijlagen

Convention Comm + Rég.pdf, Avenant NL.pdf, Avenant FR.pdf

18 **Fabrique d'Eglise Saint-Julien - Exercice 2019 - Budget - Modification**

Le Conseil

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Attendu que la Commune d'Auderghem fait partie de la circonscription de l'Eglise Saint-Julien et qu'à ce titre elle est appelée à donner son avis sur la modification du budget de l'exercice 2019 telle qu'arrêtée par son Conseil d'Administration en séance du 23 septembre 2019 ;

Attendu que le budget initial pour l'exercice 2019 a été avisé défavorablement par le Conseil communal du 28 novembre 2019 ;

Attendu que la modification du budget présente un mali de 18.383,34 € (au lieu de 23.402,83 € initialement prévu), à répartir sur les communes d'Auderghem et de Woluwe-Saint-Pierre respectivement à hauteur de 85,41 % (15.701,21 €) et 14,59 % (2.682,13 €);

Décide

d'aviser favorablement la modification du budget de l'exercice 2019 de la Fabrique d'Eglise Saint-Julien.

La présente délibération sera transmise en quintuple exemplaires à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Kerkefabriek Sint-Juliaan - Dienstjaar 2019 - Begroting - Wijziging

De Raad

Gezien de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gezien de gemeente Oudergem deel uitmaakt van de omschrijving van de Kerkefabriek Sint-Juliaan en zij door dit feit geroepen is haar advies uit te brengen betreffende de begrotingwijziging van het dienstjaar 2019 van deze instelling op 23 september 2019 ;

Gezien de initiale begroting van het dienstjaar 2019 een ongunstig advies bekwam op 28 november 2019;

Gezien de begrotingwijziging voor het dienstjaar 2019 een mali van 18.383,34 € vertoont (in plaats van 23.402,83 € oorspronkelijk voorzien), dat dit mali tussen Oudergem en Sint-Pieters-Woluwe moet verdeeld worden - respectievelijk 85,41 % (15.701,21) en 14,59 % (2.682,13 €);

Beslist

een gunstig advies uit te brengen voor de begrotingwijziging van het dienstjaar 2019 van de Kerkefabriek Sint-Juliaan.

Onderhavige beraadslaging, in vijfvoud, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk belast met Plaatselijke Besturen.

2 annexes / 2 bijlagen

FE Saint-Julien - Modification budget 2019.pdf, Rapport - FE Saint-Julien - Modification budget 2019.doc

Participation citoyenne - Burgerprojecten

19 Règlement relatif à l'Assemblée des Habitants – Approbation

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117,

Vu la Déclaration de Politique Générale (p.2 et p.5),

Considérant ce qui suit :

La mise en place d'Assemblées de quartier et d'un Budget participatif font partie des mécanismes que la commune d'Auderghem souhaite mettre en œuvre dans le cadre de sa politique de participation citoyenne ; Les Assemblées de quartier se doivent d'être représentatifs de la composition socio-démographique des quartiers ;

De nombreuses études démontrent qu'un appel volontaire ne permet pas de garantir cette représentativité (lire notamment : Janette Hartz - Karp et Lyn Carson , « Putting the people into politics : the Australian Citizens ' Parliament » [Faire entrer la population en politique : le Parlement australien des citoyens], International Journal of Public Participation, 3, 2009, p. 18 et David Van Reybrouck, « Contre les élections », éditions Babel, 2013, p 132) ;

Le tirage au sort, et notamment le tirage au sort stratifié, permet de garantir cette représentativité (ibid.) ; Une note décrivant le mécanisme de tirage au sort proposé, à savoir un tirage au sort stratifié organisé en 2 temps, a été soumise au Data Protection Officer (DPO) de la commune d'Auderghem (cf. note 'Constitution de l'Assemblée des habitants d'Auderghem par tirage au sort- Description du processus ' en annexe) ;

La note décrivant le mécanisme de tirage au sort prévoit la distribution d'une invitation nominative pour communiquer aux personnes concernées les résultats du premier tirage au sort ;

Le taux de réponse d'un courrier nominatif lors de la première phase d'un tirage au sort stratifié est bien documenté dans la littérature universitaire et s'établit généralement entre 2 et 10 % suivant les qualités de la proposition (lire notamment: Julien Talpin, « Le tirage au sort démocratise-t-il la démocratie ? Ou comment la démocratie délibérative a dépolitisé une proposition radicale », Participations, HS (Hors Série) 2019, p466) ;

Le deuxième échantillon devra être suffisamment large pour permettre d'atteindre les objectifs de représentativité ;

Il y a dès lors lieu de se baser sur un échantillon initial environ 100 fois supérieur à l'échantillon final ;

Les alternatives au tirage au sort documentées dans la littérature universitaire s'orientent principalement vers le recrutement en porte à porte ;

Ces alternatives sont disproportionnées voire impraticables au regard des moyens qu'elles requièrent ;

Les études marketing démontrent généralement des retours extrêmement faibles sur les envois de courriers non nominatifs (Bpost estimant ainsi que la personnalisation des courriers augmente de pas moins de 42% le taux d'activation) ;

L'envoi de courriers non-nominatifs porterait la taille de l'échantillon initial à la quasi totalité de la population auderghemoise de plus de 18 ans, ce qui ne correspond ni à la définition d'un échantillon ni aux objectifs de représentativité poursuivis par le tirage au sort ;

L'avis du DPO d'Auderghem remis en date du 29 novembre 2019 sur la note décrivant le mécanisme de tirage au sort proposé (cf. annexe) ;

La note décrivant le mécanisme de tirage au sort proposé a été modifiée en conséquence (cf. annexe) ;

L'avis du DPO de la Ville de Bruxelles remis en date du 20 novembre 2019 (cf. annexe) ;

Une demande d'avis sur le processus de tirage au sort proposé sera envoyée à l'Autorité de Protection des Données et au SPF Intérieur ;

L'analyse d'impact et les fiches de traitement qui ont été réalisées par la responsable de la protection des données (cf. annexes et dossiers BOS n° 40767 et 40677 de la responsable 'Protection des données') ;

Le CSC PART/2019/001 (#002/15.10.2019/B/0011#, extrait du dossier 39628) encadre la relation avec le

sous-traitant qui sera en charge de la 2^e phase du tirage au sort stratifié (article 28 du RGPD) ;

L'importance de créer des liens transversaux entre les 10 Assemblées de quartiers constitutifs de l'Assemblée des habitants d'Auderghem ;

La participation citoyenne n'affecte en rien les droits des mandataires communaux dans la mesure où ceux-ci demeurent présents dans les organes de décisions communaux sans que leurs pouvoirs en soient affectés; Les mécanismes tels que le tirage au sort, la consultation, les agences de notation citoyenne ou les conseils citoyens sont des expériences menées et conseillées pour surmonter la défiance à l'égard des mécanismes classiques de la représentation démocratique (Pierre Rosanvallon, La contre-démocratie - La politique à l'âge de la défiance, Seuil, 2006, pp.302-308)

La mise en place d'une Assemblée des Habitants vise notamment à relégitimer les organes démocratiques communaux;

Les études menées en matière de participation citoyenne révèlent que les citoyens, spécialement celles et ceux qui appartiennent à des catégories qui ont déserté les champs politique ou de l'action publique justement visés par la participation citoyenne, expriment une forte méfiance et abandonnent les processus de participation lorsqu'ils se rendent compte que des élus, des militants politiques recherchant les suffrages des électeurs et des professionnels de l'action administrative y sont présents au même titre qu'eux, les suspectant de conflits d'intérêt ou de manipulation (Virginie Anquetin et Cécile Cuny, « La « parole des habitants » sous contrôle ? Compétition politique et participation citoyenne à Besançon et à Strasbourg », Métropoles [En ligne], 19 | 2016, mis en ligne le 01 décembre 2016, consulté le 08 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/metropoles/5358> ; DOI : 10.4000/metropoles.5358 ; Mathias Landau, « Participation institutionnalisée et confiance : un rapport conflictuel », Raisons politiques », 2008/1 N°29, page 105 ; Marion Carrel et Julien Talpin, « Cachez ce politique que je ne saurais voir, Ethnographie des conseils de quartier roubaisiens », Participations, 2012/3 N°4, page 202)

Le succès du régime de participation citoyenne implique d'en cadrer l'accès de certaines de personnes qui, par leur usage et leur habitude de la parole en public, leur rôle ou statuts alimentent les biais du travail en équipe et en groupe et engendrent une dégradation de la qualité des décisions (Paul Spector, Psychologie du travail et des organisations, De Boeck université, 2011, p.359 et suivantes) ;

Ces biais sont des biais comme le choix de se taire plutôt que d'exprimer son désaccord (Christian Morel, Les décisions absurdes - Sociologie des erreurs radicales et persistantes, Gallimard, Folio, 2002, p.255 et suivantes; Sibony Olivier, Vous allez commettre une terrible erreur ! - Combattre les biais cognitifs pour prendre les meilleures décisions, Champ Flammarion, , 2019, p.155 et suivantes) et l'effet de polarisation et d'expression accrue des extrêmes qui s'activent à partir des positions prises par les personnes les premières à s'exprimer (Cass Sunstein, Reid Hastie, "Comment rendre le groupe plus intelligent", Harvard Business Review - France, octobre-novembre 2015, p.84 et 89);

Ces biais sont effectivement générés par ceux et celles dont le rôle est de prendre position ou de susciter l'adhésion à leur point de vue comme par les personnes dont la fonction leur confère un rôle d'expert du domaine d'action appréhendé.(Scharnitzky Patrick, Les paradoxes de la coopération, Chapitre 8 : Le pouvoir des statuts et des rôles ou comment le collectif est biaisé par des rôles et des enjeux de pouvoirs, Eyrolles, 2018, pp.145 et suivantes) ;

Il y a dès lors lieu de ne pas inclure les mandataires politiques dans le processus de tirage au sort et de limiter en la cadrant leur participation aux réunions de l'Assemblée des Habitants ;

Leur inclusion aux réunions de l'Assemblée des Habitants sera effectivement organisée en qualité de support « expert », en particulier sur le fonctionnement, les domaines de compétences et les contraintes de l'administration communale ;

L'Assemblée des Habitants est un dispositif complémentaire aux procédures et modes d'expression des citoyens (interpellation citoyenne, actions des élus, avis émis lors d'enquête publique,...). Il ne s'y substitue pas et n'y porte pas préjudice.

S'agissant d'un dispositif qui s'ajoute à tous ceux qui existent déjà et qui n'a à ce jour pas été organisé, il convient de le réglementer comme suit :

DECIDE

Article 1. PRÉAMBULE

La commune d'Auderghem souhaite mieux impliquer les habitants dans l'élaboration des politiques publiques. A cet effet, la commune d'Auderghem affirme sa volonté de se doter de nouveaux outils, de stimuler une culture interne de participation et de favoriser l'innovation sociétale.

Le renforcement de la démocratie locale se concrétise principalement par la mise en place d'Assemblées de Quartier et d'un Budget Participatif, afin notamment de favoriser l'interaction habitants – élus.

Pour ce faire, le territoire communal a été découpé en 10 quartiers dont les périmètres ont été établis en combinant 3 critères :

- Le découpage « historique » des quartiers suivant leur date d'apparition
- Le découpage opéré par l'IBSA (secteurs statistiques)
- Les unités territoriales (taille minimale et cohérence de gestion)

La carte du découpage de la Commune en 10 quartiers, ainsi que la liste des rues sont en annexes.

Les noms de ces 10 quartiers seront choisis par les Assemblées de quartier eux-mêmes.

L'ensemble des 10 Assemblées de quartier constituent l'Assemblée des habitants.

Article 2. OBJECTIFS

Les objectifs de la démarche participative bidirectionnelle de la commune d'Auderghem sont les suivants :

- Permettre aux habitants de faire remonter des requêtes de manière structurée et priorisée ;
- Permettre à la Commune de soumettre des projets de politiques publiques précis aux habitants afin d'avoir leur avis ;
- Permettre aux habitants d'être acteurs de leurs quartiers en se rencontrant et en générant des idées favorisant le vivre-ensemble ;

Article 3. MISSIONS DE L'ASSEMBLEE DES HABITANTS ET DES ASSEMBLEES DE QUARTIER

L'Assemblée des habitants et les Assemblées de quartier qui la constituent ont pour mission d'encourager et faciliter l'accès à la participation démocratique de tous les habitants ou acteurs d'un quartier et d'inciter à une citoyenneté active, directe, en lien avec la vie quotidienne. Cet espace démocratique se veut être un lieu d'écoute, de concertation, d'expression et de délibération.

Article 4. ROLES DE L'ASSEMBLEE DE QUARTIER

Les rôles de l'Assemblée de quartier sont :

- Co-organiser et accompagner le budget participatif
- Assurer un rôle consultatif sur certains dossiers et projets, à la demande du Collège
- Faire remonter les demandes du quartier vers le Collège
- Emettre des recommandations sur des politiques publiques de long terme, élaborées de manière collective par l'ensemble des Assemblées de quartier

Rôles de l'assemblée de quartier dans le cadre du budget participatif

Les Assemblées de quartier co-organisent et accompagnent la mise en place du budget participatif annuel. Ce budget permet la réalisation de projets sélectionnés au terme d'un processus participatif d'appel public à projets. Ceux-ci sont par la suite mis en œuvre par les services communaux et/ou par des porteurs de projets.

Dans cet objectif, les Assemblées de quartier sont notamment appelés à :

- Soumettre des idées de projets
- Soutenir la mobilisation des habitants, notamment lors des appels à idées de projets et lors de la phase de vote des projets

- Evaluer les thématiques prioritaires dans le cadre du budget participatif
- Évaluer le processus du budget participatif au terme de la sélection des projets et, le cas échéant, définir les points d'amélioration à mettre en œuvre pour les exercices suivants, en collaboration avec les services communaux et des membres volontaires du Collège et Conseil communal

Article 5. COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE DE QUARTIER

Chaque Assemblée de quartier est composé de 10 représentants habitant le quartier.

- **minimum 8 habitants désignés par tirage au sort stratifié** ; ces personnes doivent avoir 18 ans au minimum, et avoir leur lieu de résidence dans le quartier
- **maximum 2 habitants issus des profils les plus difficiles à mobiliser** (comme par exemple les jeunes 18-25 ans ou les personnes en situation de précarité) recrutés sur base volontaire en collaboration avec le tissu socio-associatif de la commune.

Les Assemblées de quartier respectent tant que faire se peut le principe de la **parité** entre les femmes et les hommes.

La composition de l'Assemblée de quartier reflète la composition socio-démographique du quartier qu'il représente, suivant les dernières données statistiques publiées par l'IBSA dans le cadre du monitoring des quartiers. Pour les quartiers couvrant plusieurs secteurs statistiques, les données sont obtenues par pondération

Les membres de l'Assemblée de quartier sont désignés pour un **mandat de 1 an**, renouvelable pour 1 an sur base volontaire.

Les membres de l'Assemblée sont remplacés en cas de non renouvellement volontaire de leur mandat au terme de la première année, en cas de démission, en cas de décès ou en cas d'absence à 3 réunions consécutives, par des personnes de profil similaire issus du deuxième échantillon du tirage au sort et mis en réserve, c'est-à-dire, les habitants qui se sont portés volontaires suite à l'invitation qu'ils ont reçues.

L'Assemblée de quartier ne peut comprendre, au maximum, qu'un membre d'un même foyer.

Tout membre d'une Assemblée de quartier est tenu de se déporter chaque fois qu'il se trouve, lors de l'examen d'une question particulière, en situation de conflit d'intérêt.

S'ils sont tirés au sort, les conseillers communaux, les conseillers du CPAS, les membres du Collège, les ministres et les parlementaires ne peuvent pas être candidats à l'Assemblée de quartier.

Tous les deux ans, un nouveau tirage au sort est effectué afin d'assurer le renouvellement des Assemblées de quartier.

Article 6. TIRAGE AU SORT

Pour pouvoir toucher les publics généralement moins enclins à participer et garantir une représentation du quartier la plus juste possible, la commune utilise la technique du tirage au sort stratifié.

Sur base du registre de population, 1.000 habitants par quartier sont tirés au sort en respectant le principe de parité femmes / hommes. Ces personnes reçoivent tous une lettre nominative expliquant les Assemblées de quartier et les invitant à s'inscrire.

Les personnes intéressées s'inscrivent en répondant par téléphone ou par voie électronique à un questionnaire. Ce questionnaire porte sur :

- Nom
- Prénom
- Genre
- Tranche d'âge
- Niveau d'étude
- Occupation
- Langue dans laquelle la personne souhaite s'exprimer

- Coordonnées de contact

Ce questionnaire rappelle également la politique de confidentialité de la commune d'Auderghem.

A partir du deuxième échantillon ainsi obtenu, un nouveau tirage au sort par critères sociodémographiques est effectué en respectant les statistiques de chaque quartier. Ce tirage au sort est réalisé par un tiers neutre (par exemple : <https://www.sortitionfoundation.org/>) sur base des données anonymisées.

Pour chaque quartier :

- minimum 8 personnes tirées au sort sont immédiatement confirmées.
- maximum 2 personnes identifiées par les représentants du tissu associatif
- les personnes non-reprises sont mises en réserve afin de remplacer des membres de l'Assemblée qui quitteraient le processus en cours de route.

Le tirage au sort a lieu tous les deux ans.

Le processus de tirage au sort est décrit avec précision en annexe (cf. note 'Constitution de l'Assemblée des habitants d'Auderghem par tirage au sort - Description du processus')

Article 7. FONCTIONNEMENT

Les Assemblées de quartier se réunissent la première fois à l'occasion d'une séance d'installation rassemblant les 10 Assemblées de quartier. Cette séance d'installation est organisée par la commune.

Au cours de cette séance d'installation, les Assemblées de quartier définissent eux-mêmes :

- leur mode de fonctionnement
- le nombre et la fréquence de leurs réunions de quartier, avec un minimum de 2 réunions « AQ strict » par an (voir ci-après)
- leurs canaux de communications
- leur(s) lieu(x) de réunion
- leur agenda de travail
- la définition et la répartition des rôles au sein de l'Assemblée de quartier

Ils reçoivent pour ce faire l'aide d'un facilitateur neutre. A l'issue de cette première réunion, une Charte de l'Assemblée de quartier est rédigée. Celle-ci régira le fonctionnement interne de l'Assemblée pour les prochaines deux années.

Il est important de ne pas déconnecter l'Assemblée de quartier du tissu associatif et des forces vives déjà présentes dans les quartiers.

C'est pourquoi, une fois établis, les Assemblées de quartier envoient un courrier et un formulaires d'identification type aux experts issus du tissu associatif et des groupes d'intérêt locaux ou supra-locaux, comité de quartier, associations thématiques, associations de commerçants, etc. déjà identifiés dans les différents quartiers. Le courrier rappelle brièvement le rôle de l'Assemblée de quartier et l'importance du lien avec l'associatif présent. Le formulaire type permet à l'Assemblée de quartier d'identifier les différentes organisations de terrains, leurs sujets et matières de prédilection, ce qu'elles défendent, etc. Ces forces vives pourront être activées et invitées lorsque les Assemblées de quartier se penchent sur des thématiques spécifiques et être invitées lors des réunions ouvertes.

Différents types de réunions des Assemblées de quartier sont envisagées et possibles :

- **Assemblée de quartier strict** avec les 10 membres et minimum 2 par ans : celles-ci sont programmées lors de la séance d'installation. Les Assemblées de quartier sont libres d'en reprogrammer des supplémentaires.
- **Assemblée de quartier ouverte** : à l'initiative de l'Assemblée de quartier ou du Collège, les Assemblées de quartier ouvertes invitent, sur une thématique donnée, différentes forces vives,

identifiées préalablement à travers le formulaire, ou encore des élus ou toutes autres organisations ou personnes que les Assemblées de quartier jugent utiles. L'objet de ces réunions ouvertes sont de nourrir les Assemblées de quartier des réflexions déjà existantes dans les quartiers sur la thématique donnée par les autres forces vives (associations, élus, ...)

- **Assemblées de quartier publiques** : ces réunions sont organisées 1 fois par an par l'Assemblée de quartier et sont ouvertes à tous. Ce type de réunions seront principalement mises en place pour le budget participatif.
- **Visite de quartier** : les Assemblées de quartier ont la possibilité, une fois durant leur mandat de 2 ans, d'inviter le Collège à (re)découvrir leur quartier au cours d'une visite prospective, vue par les yeux des habitants.

Les AQ ont la possibilité de se réunir dans les certaines salles de la Maison Communale pour les Assemblées de quartier ouverts et public.

Les AQ disposent d'un budget de fonctionnement fixé annuellement par le Collège. Ce budget couvre les petits frais inhérents au bon déroulé des travaux de chaque AQ.

Les Assemblées de quartier participent par ailleurs à 3 réunions plénières ou Assemblée des habitants :

- réunion d'installation
- idéation du Budget participatif
- évaluation

Ces réunions plénières sont organisées par la service Participation et rassemblent les 10 Assemblées de quartier le temps d'un samedi.

Afin d'éviter toute sur-sollicitation, les consultations à l'initiative du Conseil communal ou du Collège sont limitées :

- à une par an pour les consultations de l'Assemblée des Habitants réunissant tous les Assemblées de quartier
- à une par an et par assemblées de quartier pour les consultations des assemblées de quartier

Les projets ou thématiques de ces consultations sont fixées par le Collège sur proposition d'un membre du Collège ou du Conseil communal au moins 3 mois à l'avance.

Article 8. RAPPORTAGE

L'ensemble des travaux des AQ seront partagés pour un plus grand nombre sur une plateforme web dédiée à la stratégie participative de la Commune.

Reglement betreffende de Assemblée van de Inwoners – Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op de algemene beleidsverklaring (p. 2 en p. 5),

Overwegende:

dat de oprichting van Wijkvergaderingen en de creatie van een participatiebudget deel uitmaken van de mechanismen die de gemeente Oudergem wenst te implementeren in het kader van haar beleid van burgerparticipatie;

dat de Wijkvergaderingen representatief moeten zijn voor de sociaal-demografische samenstelling van de wijken;

dat uit vele studies blijkt dat een vrijwillige oproep niet toelaat deze representativiteit te garanderen (lees meer bepaald: Janette Hartz-Karp en Lyn Carson, "Putting the people into politics: the Australian Citizens' Parliament" [De bevolking doen deelnemen aan de politiek: het Australisch burgerparlement], International Journal of Public Participation, 3, 2009, p. 18 en David Van Reybrouck, "Tegen

Verkiezingen", uitg. Babel, 2013, p. 132);

dat een loting, en inzonderheid een gestratificeerde loting, wel toelaat garanties te bieden voor de representativiteit (ibid.);

dat een nota waarin het voorgestelde mechanisme van loting, i.e. een gestratificeerde loting in 2 fasen, wordt beschreven, werd overgelegd aan de functionaris voor gegevensbescherming (Data Protection Officer (DPO)) van de gemeente Oudergem (cf. bijgevoegde nota "Oprichting van de Assemblee van de Inwoners van Oudergem door loting - Beschrijving van het proces");

dat de nota waarin het mechanisme van loting wordt beschreven voorziet in de verzending van een uitnodiging op naam met als doel de betrokken personen kennis te geven van de resultaten van de eerste loting;

dat het antwoordpercentage in geval van een brief op naam tijdens de eerste fase van een gestratificeerde loting goed wordt gedocumenteerd in de academische literatuur en gewoonlijk tussen 2 en 10% bedraagt in functie van de kwaliteiten van het voorstel (lees meer bepaald: Julien Talpin, "Le tirage au sort démocratise-t-il la démocratie"? Ou comment la démocratie délibérative a dépolitisé une proposition radicale", Participations, HS (Hors Série) 2019, p. 466));

dat de tweede steekproef voldoende groot moet zijn om het mogelijk te maken de doelstellingen inzake representativiteit te bereiken;

dat er bijgevolg reden is om zich te baseren op een initiële steekproef die ca. 100 keer groter is dan de definitieve steekproef;

dat de alternatieven voor loting die in de academische literatuur worden beschreven, voornamelijk gaan in de richting van "ronselen van deur tot deur";

dat deze alternatieven niet in verhouding staan of zelfs onuitvoerbaar zijn ten opzichte van de middelen die ze vereisen;

dat marketingstudies uitwijzen dat de respons op de verzending van brieven die niet op naam staan gewoonlijk zeer beperkt is (volgens bpost leidt de individualisering van brieven tot een toename met niet minder dan 42% van het activeringspercentage);

dat de verzending van brieven die niet op naam staan ertoe zou leiden dat de omvang van de initiële steekproef wordt gebracht op zo goed als de voltallige bevolking van Oudergem van meer dan 18 jaar, wat niet beantwoordt aan de definitie van een steekproef noch aan de door de loting beoogde doelstellingen inzake representativiteit;

het advies van de DPO van Oudergem, verleend op 29 november 2019, over de nota die het voorgestelde mechanisme van loting beschrijft (cf. bijlage);

dat de nota die het voorgestelde mechanisme van loting beschrijft, bijgevolg werd gewijzigd (cf. bijlage);

het advies van de DPO van de Stad Brussel, verleend op 20 november 2019 (cf. bijlage);

dat een aanvraag van advies over het voorgestelde proces van loting zal worden ingediend bij de Gegevensbeschermingsautoriteit en bij de FOD Binnenlandse Zaken;

de impactanalyse en de verwerkingsfiches zoals opgesteld door de verantwoordelijke inzake gegevensbescherming (cf. bijlagen en dossiers BOS nr. 40767 en 40677 van de verantwoordelijke voor gegevensbescherming);

dat het bestek PART/2019/001 (#002/15.10.2019/B/0011#, uittreksel uit het dossier 39628) een kader vormt voor de relatie met de onderaannemer die belast zal worden met de 2^{de} fase van de gestratificeerde loting (artikel 28 van de AVG);

het belang van het creëren van transversale banden tussen de 10 Wijkvergaderingen die samen de Assemblee van de Inwoners van Oudergem vormen;

Overwegende wat volgt:

Het belang van het smeden van transversale banden tussen de 10 Wijkvergaderingen die samen de Assemblee van de Inwoners van Oudergem vormen;

Burgerparticipatie doet geen afbreuk aan de rechten van de gemeentelijke mandatarissen; zij blijven immers deel uitmaken van de gemeentelijke besluitvormingsorganen en hun bevoegdheden worden niet aangetast;

Mechanismen zoals loting, raadpleging, agentschappen voor burgertellingen of burgerraden zijn

experimenten die worden gevoerd en aanbevolen om het wantrouwen weg te nemen dat bestaat ten aanzien van de klassieke mechanismen van democratische vertegenwoordiging (Pierre Rosanvallon, *La contre-démocratie - La politique à l'âge de la défiance*, Seuil, 2006, pp. 302-308);

De oprichting van een Assemblee van de Inwoners heeft meer bepaald tot doel de gemeentelijke democratische organen opnieuw te legitimeren;

Studies in verband met burgerparticipatie wijzen uit dat burgers - meer bepaald zij die behoren tot groepen die afstand hebben genomen van die domeinen van de politiek of van de werking van de overheid waarop burgerparticipatie inzonderheid betrekking heeft - zeer argwanend staan tegenover en afstand nemen van de participatieprocessen wanneer ze tot het besef komen dat verkozenen, politieke militanten die hengelen naar de stem van de kiezer evenals professionele beoefenaars van de werking van de overheid er op dezelfde wijze als zichzelf zijn vertegenwoordigd, zodat ze hen gaan verdenken van belangenconflicten of van allerlei vormen van manipulatie (Virginie Anquetin en Cécile Cuny, "La « parole des habitants » sous contrôle ? Compétition politique et participation citoyenne à Besançon et à Strasbourg", *Métropoles* [online], 19 | 2016, online gepubliceerd op 01 december 2016, geraadpleegd op 8 januari 2020. URL: <http://journals.openedition.org/metropoles/5358>; DOI: 10.4000/metropoles.5358; Mathias Landau, "Participation institutionnalisée et confiance : un rapport conflictuel", *Raisons politiques*, 2008/1 nr. 29, p. 105; Marion Carrel en Julien Talpin, "Cachez ce politique que je ne saurais voir, *Ethnographie des conseils de quartier roubaisiens*", *Participations*, 2012/3 nr. 4, p. 202);

Het succes van het stelsel van burgerparticipatie vereist dat er grenzen worden afgebakend wat betreft de toegang tot dat stelsel voor bepaalde personen die, daar ze het gewoon zijn om het woord te voeren in het openbaar of als gevolg van hun rol of hun statuut, leiden tot fouten of vertekeningen wat betreft het werk in team of in groep, waardoor de kwaliteit van de genomen beslissingen afneemt (Paul Spector, *Psychologie du travail et des organisations*, De Boeck Université, 2011, p. 359 e.v.);

Die "fouten" bestaan in, bijvoorbeeld, de keuze om er het zwijgen toe te doen in plaats van te zeggen dat men het niet eens is (Christian Morel, *Les décisions absurdes - Sociologie des erreurs radicales et persistantes*, Gallimard, Folio, 2002, p. 255 e.v.; Sibony Olivier, *Vous allez commettre une terrible erreur ! - Combattre les biais cognitifs pour prendre les meilleures décisions*, Flammarion - Clés des Champs, 2019, p. 155 e.v.) en het effect van toegenomen polarisatie en uitdrukking van extremen op basis van de posities die worden ingenomen door de personen die als eersten het woord nemen (Cass Sunstein, Reid Hastie, "Comment rendre le groupe plus intelligent", *Harvard Business Review* - Frankrijk, oktober-november 2015, p. 84 en 89);

Die "fouten" worden effectief gegenereerd door de personen van wie de rol erin bestaat een standpunt in te nemen of personen ertoe te bewegen zich achter hun zienswijze te scharen alsook door personen die als gevolg van hun functie een rol van deskundige vervullen in het betrokken actiedomein. (Scharnitzky Patrick, *Les paradoxes de la coopération*, Chapitre 8 : Le pouvoir des statuts et des rôles ou comment le collectif est biaisé par des rôles et des enjeux de pouvoirs, Eyrolles, 2018, pp. 145 e.v.);

Er is bijgevolg reden om politieke mandatarissen uit te sluiten van het proces van loting en hun deelname aan de vergaderingen van de Assemblee van de Inwoners te beperken door daartoe een kader vast te stellen;

Hun inclusie in de vergaderingen van de Assemblee van de Inwoners wordt inderdaad georganiseerd volgens hun hoedanigheid van "deskundigen" die ondersteuning bieden, inzonderheid met betrekking tot de werking, de bevoegdheidsdomeinen en de in aanmerking te nemen bindende voorwaarden van de gemeentelijke administratie;

De Assemblee van de Inwoners is een orgaan ter aanvulling van de procedures en middelen waarover burgers beschikken om hun mening kenbaar te maken (interpellatie van de burgers, acties van de verkozenen, mening naar voren gebracht in het kader van een openbaar onderzoek ...). De Assemblee komt niet in de plaats van die procedures en middelen en doet er ook geen afbreuk aan.

Daar het gaat om een mechanisme dat wordt toegevoegd aan alle andere mechanismen en het tot op heden nog niet werd georganiseerd, is er reden om voor die Assemblee van de Inwoners het volgende reglement vast te stellen:

BESLIST

Artikel 1. VOORWOORD

De gemeente Oudergem wenst de inwoners beter te betrekken bij het uitstippelen van het overheidsbeleid. Daartoe bevestigt de gemeente Oudergem dat ze nieuwe instrumenten wenst te verwerven, een interne cultuur van participatie wil stimuleren en maatschappelijke innovatie wenst te bevorderen.

De versterking van de plaatselijke democratie krijgt voornamelijk concrete gestalte in de oprichting van Wijkvergaderingen en in de creatie van een participatiebudget met als doel, inzonderheid, de interactie tussen inwoners en verkozenen te bevorderen.

Daartoe werd het gemeentelijk grondgebied verdeeld in 10 wijken waarvan de perimeters werden vastgesteld door 3 criteria met elkaar te combineren:

- De "historische" opsplitsing van de wijken volgens hun datum van ontstaan
- De verdeling van het grondgebied door het BISA (statistische sectoren)
- De territoriale eenheden (minimale grootte en samenhang op het vlak van beheer)

De bijlagen bij dit document bevatten de kaart met de verdeling van de gemeente in 10 wijken en de stratenlijst.

De Wijkvergaderingen kiezen zelf de namen van deze 10 wijken.

De 10 Wijkvergaderingen vormen samen de Assemblee van de Inwoners.

Artikel 2. DOELSTELLINGEN

De in twee richtingen lopende participatieve benadering van de gemeente Oudergem heeft de volgende doelstellingen:

- Het voor de inwoners mogelijk maken om verzoeken op gestructureerde wijze en met voorrang door te sturen;
- Het voor de gemeente mogelijk maken om nauwkeurige ontwerpen van overheidsbeleid over te leggen aan de inwoners met als doel naar hun mening te polsen;
- Het voor de inwoners mogelijk maken actoren te zijn in hun wijken, door elkaar te ontmoeten en ideeën te genereren die bevorderlijk zijn voor samenleven;

Artikel 3. OPDRACHTEN VAN DE ASSEMBLEE VAN DE INWONERS EN VAN DE WIJKVERGADERINGEN

De Assemblee van de Inwoners en de Wijkvergaderingen waaruit deze assemblee is samengesteld, hebben de opdracht de toegang tot deelname aan de democratie aan te moedigen en te bevorderen voor alle inwoners of actoren van een wijk en aan te zetten tot een actief en rechtstreeks burgerschap in verband met het dagelijks leven. Deze democratische ruimte heeft de ambitie een plek te zijn waar mensen naar elkaar luisteren, met elkaar overleggen, hun mening kunnen formuleren en waar ze met elkaar beraadslagen.

Artikel 4. ROLLEN VAN DE WIJKVERGADERING

De rollen van de Wijkvergadering zijn de volgende:

- Het participatiebudget mee organiseren en begeleiden
- Een adviesrol vervullen met betrekking tot bepaalde dossiers en projecten, op verzoek van het college
- Ervoor zorgen dat de aanvragen van de wijk terechtkomen bij het college
- Aanbevelingen formuleren met betrekking tot overheidsbeleid op lange termijn, op collectieve wijze uitgewerkt door alle Wijkvergaderingen

Rollen van de Wijkvergadering in het kader van het participatiebudget

De Wijkvergaderingen staan in voor de gezamenlijke organisatie en voor de begeleiding van de implementatie van het jaarlijks participatiebudget.

Dit budget laat toe projecten uit te voeren die worden geselecteerd na afloop van een participatieproces van openbare projectoproep. De projecten worden vervolgens uitgevoerd door de gemeentelijke diensten en/of door projectdragers.

Daartoe is het meer bepaald de taak van de Wijkvergaderingen:

- Om ideeën voor projecten in te dienen
- Om de mobilisatie van de inwoners te ondersteunen, meer bepaald bij oproepen voor ideeën voor projecten en tijdens de fase waarin er over de projecten wordt gestemd
- Te beoordelen welke thema's voorrang moeten krijgen in het kader van het participatiebudget
- Het proces van participatiebudget te evalueren na afloop van de selectie van de projecten en, desgevallend, te bepalen welke verbeteringen moeten worden doorgevoerd voor de volgende boekjaren, in samenwerking met de gemeentelijke diensten en leden van het college en de gemeenteraad die zich aanmelden als vrijwilligers

Artikel 5. SAMENSTELLING VAN DE WIJKVERGADERING

Elke Wijkvergadering bestaat uit 10 vertegenwoordigers die in de betrokken wijk wonen.

- **Minimaal 8 inwoners worden aangewezen door gestratificeerde loting**; deze personen moeten ten minste 18 jaar zijn en in de wijk wonen
- **Maximaal 2 inwoners afkomstig van de profielen die het moeilijkst te mobiliseren zijn** (bv. jongeren van 18-25 jaar of personen in een precaire situatie); ze worden gerekruteerd op vrijwillige basis, in samenwerking met de sociale verenigingssector in de gemeente.

De Wijkvergaderingen houden zo veel mogelijk rekening met het principe van de **pariteit** tussen vrouwen en mannen.

De samenstelling van de Wijkvergadering is een weergave van de sociaal-demografische samenstelling van de betrokken wijk, volgens de recentste statistische gegevens zoals gepubliceerd door het BISA in het kader van de wijkmonitoring. Voor wijken met meerdere statistische sectoren worden de gegevens verkregen door middel van weging.

De leden van de Wijkvergadering worden benoemd voor een **mandaat van 1 jaar** dat eenmaal kan worden verlengd voor één jaar, op vrijwillige basis.

De leden van de vergadering worden vervangen indien ze vrijwillig beslissen hun mandaat niet te verlengen na afloop van het eerste jaar, in geval van ontslag, in geval van overlijden of in geval van niet-deelname aan 3 opeenvolgende vergaderingen; ze worden vervangen door personen met een vergelijkbaar profiel die afkomstig zijn van de tweede steekproef van de loting en in een reserve werden geplaatst, i.e. inwoners die zich als vrijwilliger hadden gemeld in antwoord op de uitnodiging die ze hebben ontvangen.

Een Wijkvergadering mag maximaal één lid van eenzelfde huishouden tellen.

Elk lid van een Wijkvergadering is verplicht zichzelf uit te zetten wanneer hij of zij zich tijdens de behandeling van een bepaalde zaak in een toestand van belangenvermenging bevindt.

Zo ze worden geloot, mogen gemeenteraadsleden, raadsleden van het OCMW, leden van het college, ministers en parlementsleden, zich niet kandidaat stellen om lid te worden van een Wijkvergadering. Om de twee jaar vindt een nieuwe loting plaats om de vernieuwing van de Wijkvergaderingen te verzekeren.

Artikel 6. LOTING

Om de personen te kunnen bereiken die het minst geneigd zijn tot deelname en een zo eerlijk mogelijke vertegenwoordiging van de wijk te garanderen, maakt de gemeente gebruik van de techniek van de "gestratificeerde loting".

Op basis van het bevolkingsregister worden 1.000 inwoners per wijk geloot, met inachtneming van het principe van pariteit tussen vrouwen en mannen. Al deze personen ontvangen een brief op naam met uitleg over wat de Wijkvergaderingen zijn en met een uitnodiging om in te schrijven.

Geïnteresseerden schrijven zich in door telefonisch of per e-mail te antwoorden op een vragenlijst. Via de

vragenlijst dienen ze de volgende gegevens te verstrekken:

- Naam
- Voornaam
- Geslacht
- Leeftijdscategorie
- Studieniveau
- Beroep
- Taal die de betrokkene wenst te spreken
- Contactgegevens

De vragenlijst brengt ook het vertrouwelijkheidsbeleid van de gemeente Oudergem in herinnering.

Op basis van de tweede aldus verkregen steekproef vindt een nieuwe loting plaats op basis van sociaal-demografische criteria, met inachtneming van de statistieken van elke wijk. Deze loting wordt verricht door een neutrale derde (bv. <https://www.sortitionfoundation.org/>), op basis van geanonimiseerde gegevens.

Voor elke wijk:

- krijgen ten minste 8 gelote personen onmiddellijk de bevestiging dat ze kunnen zetelen;
- worden maximaal 2 personen geïdentificeerd door de vertegenwoordigers van de verenigingssector;
- personen die niet worden genomen, komen in een reserve terecht en vervangen de leden van de vergadering die zouden vertrekken terwijl het proces nog niet is afgelopen.

De loting vindt om de twee jaar plaats.

Het proces van loting wordt nauwkeurig beschreven in de bijlage (cf. nota "Oprichting van de Assemblee van de Inwoners van Oudergem door loting - Beschrijving van het proces").

Artikel 7. WERKING

De Wijkvergaderingen komen voor het eerst samen ter gelegenheid van een installatievergadering waaraan de 10 Wijkvergaderingen deelnemen. Het is de gemeente die deze installatievergadering organiseert.

Tijdens deze installatievergadering stellen de Wijkvergaderingen zelf de volgende zaken vast:

- hun manier van werken
- het aantal en de frequentie van hun vergaderingen, met elk jaar ten minste 2 vergaderingen van het type "strikte wijkvergadering" (zie infra)
- hun communicatiekanalen
- hun plaats(en) van samenkomst
- hun werkagenda
- de definitie en de verdeling van de rollen binnen de Wijkvergadering

Ze krijgen daarbij de hulp van een neutrale facilitator. Na afloop van deze eerste vergadering wordt een charter van de Wijkvergadering opgesteld. Het charter regelt de interne werking van de vergadering voor de volgende twee jaar.

Het is belangrijk dat de band behouden blijft tussen enerzijds de Wijkvergadering en anderzijds de verenigingssector en de levende krachten die al aanwezig zijn in de wijken.

Daarom sturen de Wijkvergaderingen, eens ze zijn opgericht, een brief en een model van identificatieformulier naar de deskundigen uit de verenigingssector en de lokale of bovenlokale

belangengroepen, wijkcomités, thematische verenigingen, handelaarsverenigingen enzovoort die al werden geïdentificeerd in de verschillende wijken. In de brief worden de rol van de Wijkvergadering evenals het belang van de band met de aanwezige verenigingen kort beschreven. Met behulp van het typeformulier kan de Wijkvergadering de verschillende organisaties op het terrein identificeren alsook de thema's en aangelegenheden waarmee ze bij voorkeur bezig zijn, die ze verdedigen enzovoort. Deze levende krachten kunnen worden geactiveerd en uitgenodigd wanneer de Wijkvergaderingen zich buigen over specifieke thema's; ze kunnen ook worden uitgenodigd om deel te nemen aan de open vergaderingen.

Er bestaan verschillende types van samenkomsten voor de Wijkvergaderingen:

- **Strikte wijkvergadering** met de 10 leden en ten minste 2 per jaar: ze worden gepland tijdens de installatievergadering. Het staat de Wijkvergaderingen vrij om bijkomende strikte wijkvergaderingen te plannen.
- **Open wijkvergadering:** op initiatief van de Wijkvergadering of het college worden op de open wijkvergaderingen, gewijd aan een bepaald thema, verschillende levende krachten uitgenodigd die van tevoren werden geïdentificeerd met behulp van voornoemd formulier, of ook verkozenen of eender welke andere organisaties of personen van wie de Wijkvergaderingen het nuttig vinden dat ze aanwezig zouden zijn. Deze vergaderingen hebben tot doel aan de Wijkvergaderingen de resultaten te bezorgen van de denkoefeningen die al bestaan in de wijken met betrekking tot het thema dat werd aangereikt door de andere levende krachten (verenigingen, verkozenen ...).
- **Openbare wijkvergaderingen:** deze vergaderingen worden eenmaal per jaar georganiseerd door de Wijkvergadering en al wie dat wenst kan eraan deelnemen. Dit type vergadering wordt voornamelijk georganiseerd met betrekking tot het participatiebudget.
- **Wijkbezoek:** eenmaal tijdens hun 2-jarig mandaat kunnen de Wijkvergaderingen het college uitnodigen om hun wijk (opnieuw) te ontdekken tijdens een prospectiebezoek waarin ze kijken door de ogen van de inwoners.

De Wijkvergaderingen kunnen samenkomen in bepaalde ruimten van het gemeentehuis voor de open en openbare wijkvergaderingen.

De Wijkvergaderingen beschikken over een werkingsbudget waarvan de hoogte elk jaar wordt bepaald door het college. Dit budget dient om de kleine kosten te betalen die inherent zijn aan het goede verloop van de werkzaamheden van elke Wijkvergadering.

De Wijkvergaderingen nemen overigens deel aan 3 plenaire vergaderingen of Assemblee van de Inwoners:

- installatievergadering
- brainstorm m.b.t. het participatiebudget
- evaluatie

Deze plenaire vergaderingen worden georganiseerd door de dienst Participatie en brengen de 10 Wijkvergaderingen samen op een zaterdag.

Om elke overbevraging te vermijden worden de raadplegingen op initiatief van de gemeenteraad of het college beperkt:

- tot één per jaar voor de raadplegingen van de Assemblee van de Inwoners die alle Wijkvergaderingen samenbrengt
- tot één per jaar en per Wijkvergadering voor de raadplegingen van de Wijkvergaderingen

De projecten of thema's van deze raadplegingen worden ten minste drie maanden van tevoren door het college bepaald op voorstel van een lid van het college of van de gemeenteraad.

Artikel 8. RAPPORTERING

Alle werkzaamheden van de Wijkvergaderingen worden voor een zo groot aantal mogelijk personen

gedeeld op een online platform dat speciaal is gewijd aan de participatiestrategie van de gemeente.

12 annexes / 12 bijlagen

Analyse d'impact - Participation citoyenne.pdf, Analyse d'impact - risksOverview.png, Analyse d'impact - actionPlanOverview.png, fiche traitement_échantillon N2_participation citoyenne.pdf, Analyse d'impact - risksCartography.png, Courriel Tutelle - Budget participatif assemblées citoyennes - Projets de règlement - Avis de BPL.pdf, Avis DPO_auderghem pour tirage au sort.docx, ADH-liste-rues.pdf, Constitution de l'Assemblée des habitants d'Auderghem par tirage au sort - Processus.pdf, fiche traitement_échantillon N1_participation citoyenne.pdf, Avis et solution du DPO de BXL-Ville pour tirage au sort.docx, adh_quartiers.pdf

20 Règlement relatif au Budget Partagé d'Auderghem - Approbation

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, les articles 117 et 258bis ;

Considérant ce qui suit :

Le Budget Partagé d'Auderghem est un dispositif qui permet aux Auderghemoises et aux Auderghemois de proposer l'affectation d'une partie du budget sur la base d'idées de projets qu'ils ont eux-mêmes imaginés. Le présent règlement concrétise l'article 258bis de la Nouvelle loi communale.

Il crée un espace d'échanges entre habitants, élus et services communaux pour permettre :

- d'appréhender le fonctionnement communal et la gestion budgétaire,
- de comprendre la faisabilité technique, juridique et financière d'un projet,
- de comprendre et d'agir dans l'intérêt général.
- Le Budget Partagé d'Auderghem est une partie du budget mis en œuvre par les services communaux. Les dépenses éligibles sont définies par le présent règlement.

L'un des objectifs de la participation citoyenne est de permettre une expression populaire directe des citoyens sans la médiation ou l'intervention de mandataires;

La participation citoyenne n'affecte en rien les droits des mandataires communaux dans la mesure où ceux-ci demeurent présents dans les organes de décisions communaux sans que leurs pouvoirs en soient affectés ;

Les mécanismes tels que le tirage au sort, la consultation, les agences de notation citoyenne ou les conseils citoyens sont des expériences menées et conseillées pour surmonter la défiance à l'égard des mécanismes classiques de la représentation démocratique (Pierre Rosanvallon, La contre-démocratie - La politique à l'âge de la défiance, Seuil, 2006, pp.302-308)

La mise en place d'un Budget Partagé vise notamment à relégitimer les organes démocratiques communaux ;

Les études menées en matière de participation citoyenne révèlent que les citoyens, spécialement celles et ceux qui appartiennent à des catégories qui ont déserté les champs politique ou de l'action publique justement visés par la participation citoyenne, expriment une forte méfiance et abandonnent les processus de participation lorsqu'ils se rendent compte que des élus, des militants politiques recherchant les suffrages des électeurs et des professionnels de l'action administrative y sont présents au même titre qu'eux, les suspectant de conflits d'intérêt ou de manipulation (Virginie Anquetin et Cécile Cuny, « La « parole des habitants » sous contrôle ? Compétition politique et participation citoyenne à Besançon et à Strasbourg », Métropoles [En ligne], 19 | 2016, mis en ligne le 01 décembre 2016, consulté le 08 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/metropoles/5358> ; DOI : 10.4000/metropoles.5358 ; Mathias Landau, « Participation institutionnalisée et confiance : un rapport conflictuel », Raisons politiques », 2008/1 N°29, page 105 ; Marion Carrel et Julien Talpin, « Cachez ce politique que je ne saurais voir, Ethnographie des conseils de quartier roubaisiens », Participations, 2012/3 N°4, page 202) ;

Le succès du régime de participation citoyenne implique d'en cadrer l'accès de certaines de personnes qui, par leur usage et leur habitude de la parole en public, leur rôle ou statuts alimentent les biais du travail en équipe et en groupe et engendrent une dégradation de la qualité des décisions (Paul Spector, Psychologie du travail et des organisations, De Boeck université, 2011, p.359 et suivantes) ;

Ces biais sont des biais comme le choix de se taire plutôt que d'exprimer son désaccord (Christian Morel, Les décisions absurdes - Sociologie des erreurs radicales et persistantes, Gallimard, Folio, 2002, p.255 et suivantes ; Sibony Olivier, Vous allez commettre une terrible erreur ! - Combattre les biais cognitifs pour prendre les meilleures décisions, Champ Flammarion, , 2019, p.155 et suivantes) et l'effet de polarisation et d'expression accrue des extrêmes qui s'activent à partir des positions prises par les personnes les premières à s'exprimer (Cass Sunstein, Reid Hastie, "Comment rendre le groupe plus intelligent", Harvard Business Review - France, octobre-novembre 2015, p.84 et 89) ;

Ces biais sont effectivement générés par ceux et celles dont le rôle est de prendre position ou de susciter l'adhésion à leur point de vue comme par les personnes dont la fonction leur confère un rôle d'expert du domaine d'action appréhendé (Scharnitzky Patrick, Les paradoxes de la coopération, Chapitre 8 : Le pouvoir des statuts et des rôles ou comment le collectif est biaisé par des rôles et des enjeux de pouvoirs, Eyrolles, 2018, pp.145 et suivantes) ;

Il y a dès lors lieu de limiter en la cadrant la participation des mandataires politiques au processus du Budget Partagé ;

Leur inclusion au processus du Budget Partagé sera effectivement organisée en qualité de support « expert », en particulier sur le fonctionnement, les domaines de compétences et les contraintes de l'administration communale ;

Le budget partagé est un dispositif complémentaire aux procédures et modes d'expression des citoyens (interpellation citoyenne, actions des élus, avis émis lors d'enquête publique...). Il ne s'y substitue pas et n'y porte pas préjudice.

S'agissant d'un dispositif qui s'ajoute à tous ceux qui existent déjà et qui n'a à ce jour pas été organisé, il convient de le réglementer comme suit :

DECIDE

Article 1. PÉRIMÈTRE

Le Budget Partagé d'Auderghem porte uniquement sur le territoire de la commune d'Auderghem. Les projets qui ne relèvent pas de la compétence de la commune d'Auderghem ne sont pas éligibles au Budget Partagé.

Article 2. MONTANT

Le Budget Partagé d'Auderghem dispose d'une enveloppe fixée chaque année au mois de janvier par le Collège. L'enveloppe est fixée pour inscription au budget de l'année suivante, calculée sur base du nombre d'habitants au 1er janvier avec un minimum de 15€/habitants.

A titre d'exemple, pour l'année 2020, le nombre d'habitants au 1^{er} janvier s'élève à 34.337. Le montant du Budget Partagé de l'année s'élève ainsi à 515.055€.

Article 3. CALENDRIER

Plusieurs étapes sont nécessaires afin d'aboutir à la sélection et à la mise en œuvre des projets.

- Étape 1 – Information et communication sur le dispositif
- Étape 2 – Dépôt des idées de projets
- Étape 3 – Assemblée des Habitants : idéation et amélioration des idées de projets
- Etape 4 – Pré-sélection des idées de projets avant le vote des habitants : étude de faisabilité et budgétisation des idées de projets déposées
- Etape 5 – Validation des idées de projets éligibles par le Collège
- Étape 6 – Campagne de communication et vote sur les idées de projets retenues
- Étape 7 – Proclamation des résultats

- Étape 8 – Intégration dans le budget de l’année suivante
- Étape 9 – Assemblée des Habitants : évaluation du processus
- Étape 10 – Réalisation et suivi des projets

Le Collège fixe le calendrier chaque année au plus tard au mois de février.

Article 4. ÉTAPE 1 | INFORMATION ET COMMUNICATION SUR LE DISPOSITIF

Cette étape a pour objectif de faire connaître le dispositif auprès de la population auderghemoise.

Elle prend la forme d’un appel à idées de projets et a lieu pendant toute la période de dépôt des idées de projets.

La commune utilise tous les moyens à sa disposition pour communiquer à ce sujet.

Article 5. ÉTAPE 2 | DEPÔT DES IDEES DE PROJETS

5.1. Porteurs de projets

Un projet doit être porté :

- soit par une personne physique unique. Celle-ci doit être âgée d’au moins 10 ans et résider à Auderghem au moment du dépôt de l’idée de projet ;
- soit par une association active sur le territoire communal. Celle-ci doit être représentée par une personne physique ;
- soit par une Assemblée de Quartier appartenant à l’Assemblée des Habitants, représenté par l’un de ses membres.

Ceux-ci sont appelés « porteurs de projet ».

Dans le cas d’un enfant mineur de 10 ans et plus, il doit être parrainé par un adulte, et c’est l’enfant qui sera désigné « porteur de projet ».

Ne peuvent être porteur de projet, ni parrainer :

- les conseillers communaux, les conseillers du CPAS, les membres du Collège, les ministres ou les parlementaires.

5.2. Fiche projet

Au début de cette étape, un formulaire de dépôt d’idée de projet appelé « Fiche projet » est distribué en toutes-boîtes. Le formulaire de dépôt d’idée de projet, appelé “Fiche projet” contient les éléments pour construire et soumettre son projet pour le budget partagé d’Auderghem. Il est disponible sur la plateforme nous.auderghem.be, le site www.auderghem.be et par courriel sur simple demande au Service Participation (budgetpartage@auderghem.brussels).

De manière à faciliter l’engagement, cette fiche projet sera travaillée en deux temps sur la plateforme nous.auderghem.be : d’abord de manière succincte puis de manière détaillée.

5.3. Modalités de dépôts des idées de projets

Les idées de projets doivent être déposées :

- Sur la plateforme Internet : nous.auderghem.be
- Dans les urnes disposées à la Maison communale
- Par courrier adressé au Service Participation, 12 rue Emile Idiers à 1160 Auderghem.

5.4. Thématiques prioritaires

Les idées de projets doivent permettre d’améliorer le cadre de vie ou de renforcer les liens entre les habitants.

L’Assemblée des Habitants d’Auderghem a la possibilité de proposer d’autres thématiques lors de l’évaluation annuelle du dispositif.

5.5. Durée

Les idées de projets peuvent être déposées pendant une période de 2 mois fixée par le calendrier annuel.

Article 6. ÉTAPE 3 – ASSEMBLÉE DES HABITANTS : IDÉATION ET AMÉLIORATION DES IDÉES DE PROJETS

Afin d'affiner, préciser, tester et/ou regrouper leurs idées de projets, les habitants peuvent les soumettre aux différents services communaux compétents lors d'une Assemblée des Habitants d'idéation. Cette Assemblée est organisée environ 15 jours avant la date de clôture de dépôt des idées de projets.

Article 7. ÉTAPE 4 | PRÉ-SÉLECTION DES IDÉES DE PROJETS AVANT LE VOTE DES HABITANTS : ÉTUDE DE FAISABILITÉ ET BUDGÉTISATION DES IDÉES DÉPOSÉES

7.1. Critères de recevabilité d'une idée de projet

Pour être recevable, une idée de projet doit répondre aux critères suivants :

- être localisée à Auderghem ;
- être d'utilité ou d'intérêt public et concerner l'une des thématiques définies au point 5.4 ;
- entrer dans les champs de compétences de la commune ;
- concerner des dépenses qui rentrent dans le(s) montant(s) plafond(s) défini(s) ;
- être autoporté : si le projet génère des frais de fonctionnement, ceux-ci doivent rentrer dans les frais de fonctionnement existant de la commune ;
- ne pas être en cours de réalisation ou d'étude ;
- ne pas relever de prestations d'étude, d'expertise ou nécessiter l'acquisition d'un terrain ou d'un local ou relever de l'entretien normal et régulier de l'espace public ;
- ne pas comporter d'élément illégal ni susceptible de privilégier exclusivement un genre, une communauté, une confession ou un parti ou groupe politique ni de nature à porter atteinte à la liberté d'expression ou d'appartenance confessionnelle, idéologique ou politique ;
- ne pas générer de conflit d'intérêt et de profit financier pour le porteur d'idée de projet ;
- être suffisamment précise pour être étudiée juridiquement et techniquement par les services communaux.

Le montant plafond d'une idée de projet est de 165.000 € tva.

7.2. Étude des idées de projets par les services communaux

Lors de cette étape, les services communaux compétents :

- examinent la recevabilité des idées de projets dans le respect des critères de recevabilité définis au point 7.1. ;
- étudient la faisabilité technique et, le cas échéant, juridique des idées de projets;
- calculent un budget estimatif pour chaque idée de projet.

Si une idée de projet s'avère irréalisable, inappropriée ou ne respectant pas les critères énoncés au point 7.1., elle est refusée et n'est pas présélectionnée.

Si une idée de projet répond à l'ensemble des critères, elle est présélectionnée.

Quelle que soit l'issue de l'analyse, les porteurs de projet sont informés de la recevabilité de leur idée de projet. Si le projet n'est pas recevable, les raisons en sont données au(x) porteur(s) de projet.

Une idée de projet non retenue ne pourra pas être représentée lors d'une session ultérieure du Budget Partagé sauf si celle-ci a été corrigée pour tenir compte des critères de recevabilité définis au point 7.1.

Article 8. ÉTAPE 5 | VALIDATION DES IDÉES DE PROJETS ELIGIBLES PAR LE COLLEGE

Le Collège valide la liste des idées de projets présélectionnées par les Services communaux et qui sera soumise au vote des habitants, ainsi que le budget estimatif pour leur mise en œuvre.

Les idées de projets retenues obtiennent le statut de projets partagés. Le Service Participation attribue de manière aléatoire un numéro à chaque projet. Les projets seront présentés dans l'ordre des numéros attribués.

Article 9. ÉTAPE 6 | CAMPAGNE DE COMMUNICATION ET VOTE POUR LES PROJETS PRESELECTIONNES

9.1. Campagne de communication

La campagne appelant au vote des projets dure 1 mois, concomitamment aux opérations de vote. L'ensemble des projets est publié dans un catalogue consultable :

- En format numérique, sur la plateforme nous.auderghem.be. Les projets sont consultables suivant divers filtres (localisation, thématique, etc.)
- En format papier, disponible à la Maison communale et distribué en toutes-boîtes. Les projets sont ici présentés suivant l'ordre des numéros attribués.

La campagne est menée par chaque porteur de projet, avec ses moyens propres et sous sa responsabilité. La communication des porteurs de projets doit être toujours bienveillante et respectueuse.

La Commune met à disposition des porteurs de projets des supports digitaux personnalisables téléchargeables (kit de communication) sur la plateforme nous.auderghem.be et sur le site www.auderghem.be

La Commune utilise tous les moyens à sa disposition pour communiquer sur les projets soumis au vote. Les communications de la Commune sont neutres et veillent à ne pas privilégier un ou plusieurs projets en particulier.

9.2. Vote

Les opérations de vote ont lieu pendant 1 mois et se clôturent le dernier jour à minuit. Le calendrier précis est fixé par le Collège.

Le vote est accessible aux personnes âgées d'au moins 10 ans et résidant à Auderghem au moment du début des opérations de vote.

Chaque participant vote pour les projets de son choix dans un « panier » dont le montant correspond au montant du Budget Partagé. Il n'est pas obligatoire d'épuiser son panier.

Différentes modalités de vote sont organisées :

- en ligne sur la plateforme nous.auderghem.be ;
- par téléphone.

9.3. Contrôle

Les participants doivent s'identifier préalablement au vote (nom, prénom, âge, adresse) :

- en ligne sur la plateforme nous.auderghem.be via un formulaire d'inscription ;
- par téléphone : dans ce cas, l'opérateur encode immédiatement le vote sur la plateforme nous.auderghem.be via un compte administrateur dédié.
- Toute personne ne peut voter qu'une seule fois (par téléphone ou en ligne). Un contrôle des listes de votes est effectué par le service Participation pour détecter les doubles votes. Dans l'éventualité où un doublon est constaté, le vote est annulé.

Tout participant autorise l'administration à vérifier ses nom, adresse et âge dans le registre national.

9.4. Dépouillement

Le dépouillement est effectué par le Service Participation sous le contrôle d'habitants volontaires.

Article 10. ÉTAPE 6 | PROCLAMATION DES RÉSULTATS

Les votes de chaque projet sont additionnés, déduction faite des doublons constatés. Les projets lauréats sont ceux ayant obtenu le plus grand nombre de votes, jusqu'à épuisement de l'enveloppe.

Si trois projets aboutissent en tête et dépassent ensemble le montant de l'enveloppe, seuls les deux premiers sont retenus.

En cas d'égalité de points entre deux ou plusieurs projets dont la sélection aboutirait à l'épuisement de l'enveloppe, le projet retenu est désigné par tirage au sort par le Service Participation.

La Commune utilise tous les moyens à sa disposition pour communiquer sur les projets lauréats. Ils sont notamment publiés sur la plateforme nous.auderghem.be et sur le site Internet communal www.auderghem.be.

Les projets non élus peuvent être représentés lors d'une session ultérieure du Budget Partagé.

Article 11. ÉTAPE 7 | INTÉGRATION DES PROJETS LAURÉATS DANS LE BUDGET DE L'ANNÉE SUIVANTE

Les projets lauréats sont intégrés dans le projet de budget présenté au vote du Conseil communal.

Article 12. ÉTAPE 8 | ÉVALUATION DU PROCESSUS PAR L'ASSEMBLÉE DES HABITANTS

Le Budget Partagé d'Auderghem est évalué chaque année au terme du processus de vote par l'Assemblée des Habitants, conformément à son règlement. Celle-ci émet des recommandations d'amélioration pour les sessions ultérieures. Le cas échéant, celles-ci sont annexées au présent règlement.

Article 13. ÉTAPE 9 | REALISATION ET SUIVI DES PROJETS

13.1. Mise en œuvre des projets lauréats

Chaque projet est unique et nécessite des modalités et des délais de mise en œuvre spécifiques.

Les projets lauréats font l'objet, si nécessaire, d'études approfondies et de procédures administratives.

13.2. Abandon d'un projet lauréat

Suite à la phase d'études approfondies ou suite aux procédures, il peut arriver qu'un projet voté soit « abandonné » en raison de difficultés techniques ou d'émissions d'avis défavorables lors des procédures, qui n'avaient pas pu être anticipées au préalable. Dans ce cas, le porteur de projet est informé des raisons de l'abandon.

13.3. Communication sur les projets réalisés

L'état d'avancement des projets lauréats peut être suivi publiquement via la plateforme nous.auderghem.be.

Les réalisations peuvent faire l'objet d'une communication spécifique, par exemple : inauguration en présence du porteur d'idée de projet ou présentation dans les médias.

Article 14. GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Pour toute question ou plainte relative au traitement de ses données personnelles, le participant peut s'adresser au délégué communal à la protection des données (dpo@auderghem.brussels).

Article 15. CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES

La Commune d'Auderghem se réserve le droit d'interrompre, de modifier, d'écourter, de prolonger ou d'annuler cette démarche de Budget Partagé en cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles indépendantes de sa volonté. Sa responsabilité ne pourra être engagée de ce fait.

Reglement betreffende de Gedeelde Begroting van Oudergem - Goedkeuring

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikelen 117 en 258bis;

Overwegende wat volgt:

De Gedeelde Begroting van Oudergem is een mechanisme dat het voor de inwoners van Oudergem mogelijk maakt voorstellen te formuleren over de bestemming van een deel van de begroting op basis van ideeën voor projecten die zij zelf hebben bedacht. Dit reglement voert artikel 258bis van de Nieuwe Gemeentewet uit.

Ze creëert een ruimte voor uitwisselingen tussen de inwoners, de verkozenen en de gemeentelijke diensten en maakt het mogelijk:

- inzicht te krijgen in de werking van de gemeente en in het begrotingsbeheer,

- de technische, juridische en financiële haalbaarheid van een project te begrijpen,
- het algemeen belang te begrijpen en te handelen in het belang van iedereen.
- De Gedeelde Begroting van Oudergem is een deel van het budget dat de gemeentelijke diensten implementeren. De in aanmerking komende uitgaven worden vastgesteld in het huidige reglement.

Een van de doelstellingen van burgerparticipatie bestaat erin de burgers de kans te bieden zich rechtstreeks te uiten, zonder bemiddeling of tussenkomst van mandatarissen;

Burgerparticipatie doet geen afbreuk aan de rechten van de gemeentelijke mandatarissen; zij blijven immers deel uitmaken van de gemeentelijke besluitvormingsorganen en hun bevoegdheden worden niet aangetast;

Mechanismen zoals loting, raadpleging, agentschappen voor burgertellingen of burgerraden zijn experimenten die worden gevoerd en aanbevolen om het wantrouwen weg te nemen dat bestaat ten aanzien van de klassieke mechanismen van democratische vertegenwoordiging (Pierre Rosanvallon, *La contre-démocratie - La politique à l'âge de la défiance*, Seuil, 2006, pp. 302-308);

De creatie van een Gedeelde Begroting heeft meer bepaald tot doel de gemeentelijke democratische organen opnieuw te legitimeren;

Studies in verband met burgerparticipatie wijzen uit dat burgers - meer bepaald zij die behoren tot groepen die afstand hebben genomen van die domeinen van de politiek of van de werking van de overheid waarop burgerparticipatie inzonderheid betrekking heeft - zeer argwanend staan tegenover en afstand nemen van de participatieprocessen wanneer ze tot het besef komen dat verkozenen, politieke militanten die hengelen naar de stem van de kiezer evenals professionele beoefenaars van de werking van de overheid er op dezelfde wijze als zichzelf zijn vertegenwoordigd, zodat ze hen gaan verdenken van belangenconflicten of van allerlei vormen van manipulatie (Virginie Anquetin en Cécile Cuny, "La « parole des habitants » sous contrôle ? Compétition politique et participation citoyenne à Besançon et à Strasbourg", *Métropoles* [online], 19 | 2016, online gepubliceerd op 01 december 2016, geraadpleegd op 8 januari 2020. URL: <http://journals.openedition.org/metropoles/5358>; DOI: 10.4000/metropoles.5358; Mathias Landau, "Participation institutionnalisée et confiance : un rapport conflictuel", *Raisons politiques*, 2008/1 nr. 29, p. 105; Marion Carrel en Julien Talpin, "Cachez ce politique que je ne saurais voir, *Ethnographie des conseils de quartier roubaisiens*", *Participations*, 2012/3 nr. 4, p. 202);

Het succes van het stelsel van burgerparticipatie vereist dat er grenzen worden afgebakend wat betreft de toegang tot dat stelsel voor bepaalde personen die, daar ze het gewoon zijn om het woord te voeren in het openbaar of als gevolg van hun rol of hun statuut, leiden tot fouten of vertekeningen wat betreft het werk in team of in groep, waardoor de kwaliteit van de genomen beslissingen afneemt (Paul Spector, *Psychologie du travail et des organisations*, De Boeck Université, 2011, p. 359 e.v.);

Die "fouten" bestaan in, bijvoorbeeld, de keuze om er het zwijgen toe te doen in plaats van te zeggen dat men het niet eens is (Christian Morel, *Les décisions absurdes - Sociologie des erreurs radicales et persistantes*, Gallimard, Folio, 2002, p. 255 e.v.; Sibony Olivier, *Vous allez commettre une terrible erreur ! - Combattre les biais cognitifs pour prendre les meilleures décisions*, Flammarion - Clés des Champs, 2019, p. 155 e.v.) en het effect van toegenomen polarisatie en uitdrukking van extremen op basis van de posities die worden ingenomen door de personen die als eersten het woord nemen (Cass Sunstein, Reid Hastie, "Comment rendre le groupe plus intelligent", *Harvard Business Review - Frankrijk*, oktober-november 2015, p. 84 en 89);

Die "fouten" worden effectief gegenereerd door de personen van wie de rol erin bestaat een standpunt in te nemen of personen ertoe te bewegen zich achter hun zienswijze te scharen alsook door personen die als gevolg van hun functie een rol van deskundige vervullen in het betrokken actiedomein. (Scharnitzky Patrick, *Les paradoxes de la coopération, Chapitre 8 : Le pouvoir des statuts et des rôles ou comment le collectif est biaisé par des rôles et des enjeux de pouvoirs*, Eyrolles, 2018, pp. 145 e.v.);

Er is dus reden om de deelname van politieke mandatarissen aan de Gedeelde Begroting te beperken door er een duidelijk kader voor vast te stellen;

Hun inclusie in het proces van de Gedeelde Begroting wordt inderdaad georganiseerd volgens hun hoedanigheid van "deskundigen" die ondersteuning bieden, inzonderheid met betrekking tot de werking,

de bevoegdheidsdomeinen en de in aanmerking te nemen bindende voorwaarden van de gemeentelijke administratie;

De Gedeelde Begroting is een mechanisme ter aanvulling van de procedures en middelen waarover burgers beschikken om hun mening kenbaar te maken (interpellatie van de burgers, acties van de verkozenen, mening naar voren gebracht in het kader van een openbaar onderzoek ...). De Begroting komt niet in de plaats van die procedures en middelen en doet er ook geen afbreuk aan.

Daar het gaat om een mechanisme dat wordt toegevoegd aan alle andere mechanismen en het tot op heden nog niet werd georganiseerd, is er reden om voor die Gedeelde Begroting het volgende reglement vast te stellen:

BESLIST

Artikel 1. TOEPASSINGSGBIED

De Gedeelde Begroting van Oudergem heeft enkel betrekking op het grondgebied van de gemeente Oudergem. Projecten waarvoor de gemeente Oudergem niet bevoegd is, komen niet in aanmerking voor de Gedeelde Begroting.

Artikel 2. BEDRAG

De Gedeelde Begroting van Oudergem beschikt over een enveloppe die het college elk jaar vastlegt tijdens de maand januari. De enveloppe wordt vastgelegd voor opname in de begroting van het volgende jaar, berekend op basis van het aantal inwoners op 1 januari, met een minimum van € 15 per inwoner.

Voor 2020 bijvoorbeeld is het aantal inwoners op 1 januari gelijk aan 34.337. Zo is de Gedeelde Begroting van het jaar goed voor een bedrag van € 515.055.

Artikel 3. KALENDER

Er moeten meerdere fasen worden doorlopen om uit te komen bij de selectie en de tenuitvoerlegging van de projecten.

- Stap 1 – Informatie en communicatie over het mechanisme
- Stap 2 – Ideeën voor projecten indienen
- Stap 3 – Assemblee van de Inwoners: brainstorm en verbetering van de ideeën voor project
- Stap 4 – Eerste selectie van de ideeën voor projecten voorafgaand aan de stemming van de inwoners: haalbaarheidsstudie en budgettering van de ingediende ideeën voor projecten
- Stap 5 – Validatie door het college van de in aanmerking komende ideeën voor projecten
- Stap 6 – Communicatiecampagne en stemming over de geselecteerde ideeën voor projecten
- Stap 7 – Bekendmaking van de resultaten
- Stap 8 – Opname in de begroting van het volgende jaar
- Stap 9 – Assemblee van de Inwoners: evaluatie van het proces
- Stap 10 – Uitvoering en opvolging van de projecten

Het college stelt de kalender ten laatste in de maand februari van elk jaar op.

Artikel 4. STAP 1 | INFORMATIE EN COMMUNICATIE OVER HET MECHANISME

Deze stap heeft als doel de bevolking van Oudergem op de hoogte te brengen van het bestaan van dit mechanisme.

Dit gebeurt in de vorm van een oproep om ideeën voor projecten in te dienen, voor de volledige periode waarin bewoners projecten kunnen indienen.

De gemeente maakt gebruik van alle middelen waarover ze beschikt om in verband hiermee te communiceren.

Artikel 5. STAP 2 | INDIENING VAN IDEEËN VOOR PROJECTEN

5.1. Projectdragers

Een project moet worden gedragen:

- ofwel door een enkele natuurlijke persoon. Deze persoon moet ten minste 10 jaar oud zijn en moet in Oudergem wonen op het ogenblik van indiening van het idee voor een project;
- ofwel door een vereniging die actief is op het grondgebied van de gemeente. Een natuurlijke persoon moet deze vereniging vertegenwoordigen;
- ofwel door een Wijkvergadering die deel uitmaakt van de Assemblee van de Inwoners en door een van haar leden wordt vertegenwoordigd.

Deze personen worden "projectdragers" genoemd.

Wordt het project ingediend door een minderjarig kind van 10 jaar of ouder, dan moet een volwassene handelen als peter of meter en wordt het kind aangewezen tot "projectdrager".

De hierna genoemde personen mogen geen projectdrager zijn noch handelen als peter of meter:

- gemeente- of OCMW-raadsleden, leden van het college, ministers of parlementsleden.

5.2. Projectfiche

Bij aanvang van elke stap wordt een formulier voor indiening van een projectidee, "Projectfiche" genoemd, verdeeld in alle brievenbussen van de gemeente. Dit formulier voor indiening van een projectidee, "Projectfiche" genoemd, bevat alle elementen aan de hand waarvan een project voor de Gedeelde Begroting van Oudergem kan worden opgesteld en ingediend. Het formulier is te vinden op het platform wij.oudergem.be en op de website www.oudergem.be; het kan ook per e-mail worden verkregen op eenvoudig verzoek aan de dienst Participatie (budgetpartage@oudergem.brussels).

Om de betrokkenheid te bevorderen wordt deze projectfiche in twee tijden uitgewerkt op het platform wij.oudergem.be: eerst op beknopte en vervolgens op gedetailleerde wijze.

5.3. Nadere regels voor indiening van de ideeën voor projecten

De ideeën voor projecten moeten worden ingediend:

- Op het online platform: wij.oudergem.be
- In de daartoe bestemde urnes in het gemeentehuis
- Per brief aan de dienst Participatie, Emile Idiersstraat 12 in 1160 Oudergem.

5.4. Prioritaire thema's

De ideeën voor projecten moeten het mogelijk maken de leefomgeving te verbeteren of de relaties tussen de bewoners te versterken.

De Assemblee van de Inwoners van Oudergem heeft de mogelijkheid andere thema's voor te stellen ter gelegenheid van de jaarlijkse evaluatie van het mechanisme.

5.5. Duur

De ideeën voor projecten kunnen worden ingediend gedurende een periode van 2 maanden die wordt vastgesteld in de jaarlijkse kalender.

Artikel 6. STAP 3 – ASSEMBLEE VAN DE INWONERS: BRAINSTORM EN VERBETERING VAN DE IDEEËN VOOR PROJECTEN

Om hun ideeën voor projecten te verfijnen, nader af te bakenen, uit te testen en/of te groeperen kunnen de inwoners die ideeën overleggen aan de verschillende bevoegde gemeentelijke diensten ter gelegenheid van een brainstormsessie van de Assemblee van de Inwoners. Deze vergadering van de Assemblee vindt ca. 15 dagen vóór de datum van afsluiting van de indiening van de ideeën voor projecten plaats.

Artikel 7. STAP 4 | EERSTE SELECTIE VAN DE IDEEËN VOOR PROJECTEN VOORAFGAAND AAN DE STEMMING VAN DE INWONERS: HAALBAARHEIDSTUDIE EN BUDGETTERING VAN DE INGEDIENDE IDEEËN VOOR PROJECTEN

7.1. Ontvankelijkheidscriteria voor een projectidee

Om ontvankelijk te zijn moet een projectidee voldoen aan de onderstaande criteria:

- gelokaliseerd zijn in Oudergem;
- van openbaar nut/belang zijn en betrekking hebben op een van de thema's zoals genoemd in punt 5.4;
- tot de bevoegdheidsdomeinen van de gemeente behoren;
- betrekking hebben op uitgaven die het (de) vastgestelde maximal bedrag(en) niet overschrijden;
- zelfbedruipend zijn: zo het project aanleiding geeft tot werkingskosten, moeten die kosten worden opgenomen in de bestaande werkingskosten van de gemeente;
- nog niet in de uitvoerings- of studiefase verkeren;
- niet behoren tot prestaties van studie of expertise, niet de aankoop van een stuk grond of een lokaal vereisen en ook niet behoren tot het normale en regelmatige onderhoud van de openbare ruimte;
- geen onwettige elementen bevatten en er niet kunnen toe leiden dat er uitsluitend voorrang wordt verleend aan een gender, een gemeenschap, een geloof of een politieke partij of groep noch afbreuk doen aan de vrijheid van meningsuiting of aansluiting op het vlak van geloof, ideologie of politieke overtuiging;
- geen aanleiding geven tot belangenconflicten of financieel voordeel voor de projectdrager;
- voldoende nauwkeurig zijn opdat de gemeentelijke diensten het op juridisch en technisch vlak zouden kunnen analyseren.

Het maximale bedrag voor een projectidee is gelijk aan € 165.000 incl. btw.

7.2. Analyse van de ideeën voor projecten door de gemeentelijke diensten

In deze fase voeren de bevoegde gemeentelijke diensten de volgende acties uit:

- onderzoek van de ontvankelijkheid van de ideeën voor projecten met inachtneming van de in punt 7.1. vastgestelde ontvankelijkheidscriteria;
- analyse van de technische haalbaarheid en, desgevallend, de juridische haalbaarheid van de ideeën voor projecten;
- berekening van een geraamd budget voor elk projectidee.

Zo een projectidee onuitvoerbaar of ongepast blijkt te zijn of niet voldoet aan de in punt 7.1. vastgestelde criteria, wordt het geweigerd en niet opgenomen in de eerste selectie.

Zo een projectidee aan alle criteria beantwoordt, wordt het opgenomen in de eerste selectie.

De projectdragere krijgen kennis van de ontvankelijkheid van hun projectidee, wat ook de uitkomst is van de analyse. Is het project niet ontvankelijk, dan krijgt (krijgen) de projectdrager(s) kennis van de redenen daarvoor.

Een niet in aanmerking genomen projectidee mag niet opnieuw worden voorgesteld op een latere vergadering van de Gedeelde Begroting, tenzij de nodige correcties zijn aangebracht om rekening te houden met de in punt 7.1. vastgestelde criteria voor ontvankelijkheid.

Artikel 8. STAP 5 | VALIDATIE DOOR HET COLLEGE VAN DE IN AANMERKING KOMENDE IDEEËN VOOR PROJECTEN

Het college valideert de lijst met ideeën voor projecten die de gemeentelijke diensten hebben opgenomen in de eerste selectie, die vervolgens ter stemming wordt overgelegd aan de inwoners, evenals het geraamd budget voor hun uitvoering.

De in aanmerking genomen ideeën voor projecten krijgen het statuut van "gedeelde projecten". De dienst Participatie kent een willekeurig nummer toe aan elk project. De projecten worden voorgesteld in de volgorde van de toegekende nummers.

Artikel 9. STAP 6 | COMMUNICATIECAMPAGNE EN STEMMING MET BETREKKING TOT DE PROJECTEN DIE HET VOORWERP ZIJN VAN DE EERSTE SELECTIE

9.1. Communicatiecampagne

De campagne waarin wordt opgeroepen om over de projecten te stemmen duurt 1 maand en valt samen met de periode waarin er kan worden gestemd.

Alle projecten worden gepubliceerd in een catalogus die kan worden geraadpleegd:

- In digitaal formaat, op het platform wij.oudergem.be. De projecten zijn raadpleegbaar volgens diverse filters (ligging, thema enzovoort).
- In papieren formaat, beschikbaar in het gemeentehuis en verdeeld in alle brievenbussen van de gemeente. De projecten worden hier voorgesteld in de volgorde van de toegekende nummers.

De campagne wordt door elke projectdrager gevoerd met eigen middelen en op eigen verantwoordelijkheid. De communicatie door de projectdragers moet steeds blijf geven van welwillendheid en eerbied.

De gemeente stelt digitale dragers ter beschikking van de projectdragers, die ze kunnen aanpassen aan de eigen behoeften; ze kunnen die dragers downloaden (communicatiekit) op het platform wij.oudergem.be en op de website www.oudergem.be.

De gemeente maakt gebruik van alle middelen waarover ze beschikt om te communiceren over de projecten die ter stemming voorliggen. De communicatie van de gemeente is neutraal en moet erop toezien dat een of meerdere projecten geen bijzondere voorkeur krijgen.

9.2. Stemming

De stemverrichtingen vinden plaats gedurende één maand en worden op de laatste dag afgesloten om middernacht. Het college legt de precieze kalender vast.

Al wie ten minste 10 jaar oud is en in Oudergem woont bij aanvang van de stemming, mag aan de stemming deelnemen.

Elke deelnemer stemt voor de projecten van zijn of haar keuze binnen een "korf" waarvan het bedrag overeenstemt met het bedrag van de Gedeelde Begroting. Er is geen verplichting om de korf volledig te gebruiken.

Er kan worden gestemd op verschillende manieren:

- online op het platform wij.oudergem.be;
- per telefoon.

9.3 Controle

De deelnemers moeten zich voorafgaand aan de stemming identificeren (naam, voornaam, leeftijd, adres):

- online op het platform wij.oudergem.be door middel van een inschrijvingsformulier;
- per telefoon: in dit geval voert de operator de uitgebrachte stem onmiddellijk in op het platform wij.oudergem.be, via een specifieke account van beheerder.
- Een persoon kan slechts één stem uitbrengen (telefonisch of online). De dienst Participatie controleert de stemlijsten om dubbele stemmen op het spoor te komen. Zo er wordt vastgesteld dat een persoon tweemaal heeft gestemd, wordt zijn stem vernietigd.

Elke deelnemer verleent aan de administratie de toestemming om zijn of haar naam, adres en leeftijd te controleren in het rijksregister.

9.4. Telling

De dienst Participatie telt de stemmen onder het toezicht van een aantal inwoners die zich daarvoor als vrijwilliger opgeven.

Artikel 10. STAP 6 | BEKENDMAKING VAN DE RESULTATEN

De stemmen voor elk project worden opgeteld, waarbij dubbele stemmen worden afgetrokken. De projecten die het meeste aantal stemmen krijgen, worden uitgeroepen tot laureaten, totdat de enveloppe is

opgebruikt.

Zo drie projecten bovenaan eindigen en samen het bedrag van de enveloppe overschrijden, worden enkel de eerste twee behouden.

Bij gelijke punten tussen twee of meerdere projecten, als gevolg waarvan het totale bedrag van de enveloppe zou worden besteed in geval van selectie, gaat de dienst Participatie over tot een loting om het project te kiezen dat uiteindelijk wordt geselecteerd.

De gemeente maakt gebruik van alle middelen waarover ze beschikt om te communiceren over de winnende projecten. Ze worden meer bepaald gepubliceerd op het platform wij.oudergem.be en op de gemeentelijke website www.oudergem.be.

Projecten die niet worden gekozen, kunnen opnieuw worden voorgesteld op een latere sessie van de Gedeelde Begroting.

Artikel 11. STAP 7 | OPNAME VAN DE WINNENDE PROJECTEN IN DE BEGROTING VAN HET VOLGENDE JAAR

De winnende projecten worden opgenomen in het ontwerp van begroting dat voor stemming aan de gemeenteraad wordt overgelegd.

Artikel 12. STAP 8 | EVALUATIE VAN HET PROCES DOOR DE ASSEMBLEE VAN DE INWONERS

De Gedeelde Begroting van Oudergem wordt elk jaar na afloop van de stemverrichtingen geëvalueerd door de Assemblee van de Inwoners, in overeenstemming met het reglement. De Assemblee formuleert aanbevelingen voor verbetering met het oog op de volgende sessies. In voorkomend geval worden die aanbevelingen bij het huidige reglement gevoegd.

Artikel 13. STAP 9 | UITVOERING EN OPVOLGING VAN DE PROJECTEN

13.1. Uitvoering van de winnende projecten

Elk project is uniek en vereist specifieke nadere regels en uitvoeringstermijnen.

De winnende projecten zijn zo nodig het voorwerp van grondige studies en administratieve procedures.

13.2. Opgave van een winnend project

Na afloop van de grondige studiefase of als gevolg van de procedures kan het gebeuren dat een uitverkoren project wordt "opgegeven" wegens technische moeilijkheden of ongunstige meningen die tijdens de procedures worden verleend en waarop niet eerder kon worden geanticipeerd. In dit geval krijgt de projectdrager kennis van de redenen voor de opgave.

13.3. Communicatie over de uitgevoerde projecten

De vorderingen van de winnende projecten kunnen publiekelijk worden gevolgd op het platform wij.oudergem.be.

Er kan op specifieke wijze worden gecommuniceerd met betrekking tot de verwezenlijkingen, bijvoorbeeld door een inhuldiging in aanwezigheid van de projectdrager of door een presentatie in de media.

Artikel 14. BEHEER VAN DE PERSOONSgegevens

Voor elke vraag of klacht met betrekking tot de verwerking van zijn of haar persoonsgegevens kan de deelnemer zich wenden tot de gemeentelijke functionaris voor gegevensbescherming (dpo@oudergem.brussels).

Artikel 15. UITZONDERLIJKE OMSTANDIGHEDEN

De gemeente Oudergem behoudt zich het recht voor deze operatie van Gedeelde Begroting te onderbreken, te wijzigen, in te korten, te verlengen of te annuleren in geval van overmacht of uitzonderlijke omstandigheden die onafhankelijk zijn van haar wil. Zij kan daarvoor niet aansprakelijk worden gesteld.

1 annexe / 1 bijlage

Courriel Tutelle - Budget participatif assemblées citoyennes - Projets de règlement - Avis de BPL.pdf

21 Question orale de Madame Nathalie Wyns (Liste Citoyenne 1160) sur la participation citoyenne

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins, Monsieur le Président du Conseil,
Chers collègues,

Dans le P.V. du collège du 3 décembre dernier, je constate que la commune a, dans le cadre de la participation citoyenne, décidé de recourir et promouvoir l'application Fluicity.

Bien que nous soutenions cette démarche et dans un premier temps l'utilisation d'une application permettant un dialogue, un échange, il nous semble essentiel que la commune aille plus loin que la simple mise en place de ce nouveau processus.

Etant donné qu'à ce jour, vous n'avez pas communiqué sur les différents projets que vous désirez mettre en place, je me permets de vous de vous poser les questions suivantes :

1. Allez-vous prévoir une charte de la participation citoyenne comme la fait la ville de Bruxelles ?
2. Si oui, y a-t-il un véritable engagement concret de la commune quant à la prise en compte des sujets/demandes qui remporteront le plus de votes dans l'application Fluicity ? Savoir une ou des réunions avec des citoyens sur le sujet en question ? Et ce de manière régulière ?
3. Ne redoutez-vous pas que Fluicity ne devienne simplement une 2eme page FB « Auderghem ma commune » ?
4. Pour quelles raisons avez-vous choisi cette application ?

Je vous remercie pour votre réponse.

Nathalie WYNS, conseillère communale pour la Liste Citoyenne 1160

Mondelinge vraag van Nathalie Wyns (Liste Citoyenne 1160) over de participatie van de burgers

22 Question orale de Monsieur Matthieu Pillois (LB) à propos des plantations des cannabis et les impacts sur les propriétaires de biens loués.

Monsieur le Bourgmestre,
Chers Collègues,

Le 11 décembre dernier, la presse s'est fait écho d'une vaste opération de police dans le sud de la région bruxelloise et notamment à Auderghem. Celle-ci visait le démantèlement d'un réseau actif dans la culture de cannabis.

Après une recherche rapide sur internet, il semble que nous sommes face à un phénomène qui prend de plus en plus d'ampleur à Bruxelles. Et il ne s'agit là que de la partie rendue publique par les médias.

Le plus interpellant c'est qu'il n'est pas toujours aisé de détecter la présence de plantations. Les propriétaires de biens loués ainsi que les voisins peuvent être alertés par un certain nombre de signaux. Parmi ceux-ci, les loyers sont payés par une personne qui n'occupe pas souvent le bien, les fenêtres sont occultées et de gros travaux (électricité, abattage de mur, perçage de mur, de tuyauterie, d'extraction d'air dans le toit...) sont réalisés par les occupants. Ils font également tout pour éviter une visite des propriétaires. Nombre important d'allers-retours, odeurs persistantes etc...sont d'autres indices possibles pour les voisins.

Face à cela, les conséquences financières sont très importantes pour les propriétaires dont le bien se retrouve véritablement saccagé, avec des murs, toits et sols percés, une transformation du système électrique,... Cela fait aussi courir un risque aux habitants du voisinage en cas de surchauffe électrique (des plantations ont d'ailleurs été découvertes à la suite d'incendie dans des plantations). L'intégrité de

l'approvisionnement électrique peut également être compromis en raison du pontage volontaire avant le compteur.

Les propriétaires peuvent donc être clairement considérés comme des victimes avec des frais de remise en état de leur bien et d'évacuation des déchets. On peut aisément estimer le préjudice des propriétaires à plusieurs dizaine de milliers d'euros selon le cas.

Mes questions seront donc les suivantes :

- Avez-vous une estimation de l'ampleur du phénomène de plantation et de trafic de cannabis à Auderghem ? Qu'en est-il par rapport aux autres communes de la Région ? Ce point a-t-il par ailleurs été évoqué en Conférence des Bourgmestres ?
- Face à ce phénomène grandissant, la commune compte-t-elle développer une campagne de sensibilisation à destination des propriétaires et des riverains afin de leurs donner les outils de détection et de prévention efficaces ?
- Sibelga travaille conjointement avec la commune dans le cadre de la lutte contre les biens innocupés en fournissant les consommations anormalement basses aux services communaux. Est-il dès lors envisageable de mettre en place un partenariat similaire permettant d'obtenir les consommations d'énergie anormalement élevées ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Matthieu Pillois

Conseiller communal

Liste du Bourgmestre - DéFI

Mondelinge vraag van de heer Matthieu Pillois (LB) over cannabisplantages en de gevolgen voor eigenaars van huurwoningen.

1 annexe / 1 bijlage

QO_MP_170120_Cannabis.docx

23 Question orale de Madame Stéphanie Paulissen (LB) : La Ville 30

Monsieur le Président,

Mesdames Messieurs les Echevins,

Monsieur le Bourgmestre,

Cher(e)s Collègues,

Il reste moins d'un an à la Région bruxelloise pour faire du 30km/h la règle et non plus l'exception. En effet, au 1er janvier 2021, la vitesse maximale par défaut sera donc de 30 km/h sur l'ensemble des voiries à l'exception de certains axes jugés structurants.

Le 6 janvier de cette année, *Bruxelles mobilité* publiait son plan « Ville 30 » avec une liste provisoire des axes sur lesquels la vitesse pourrait être maintenue à 50km/h ou 70km/h.

L'objectif est non seulement d'augmenter la qualité de vie, mais également la santé publique et la sécurité routière. Par ailleurs, ce plan devrait aussi apaiser la circulation et offrir des conditions plus favorables à la mobilité combinant plusieurs moyens de transports et surtout, de réduire les nuisances sonores et les émissions polluantes.

Mais cette liste doit encore faire l'objet de discussions avec notamment les communes, les zones de police et la Stib. A cet égard, la Ministre et son administration se laissent 30 semaines pour consulter toutes les instances.

Si la mesure ne peut être qu'applaudie, il n'en reste pas moins un travail de fond à réaliser par les pouvoirs

publics.

Dès lors, je m'interroge sur plusieurs points :

- Sur le territoire de notre commune, pourriez-vous nous indiquer le nombre de voiries concernées et combien d'entre elles sont déjà en zone 30 ?
- Vu l'appel à la concertation, un contact a-t-il déjà été pris avec la Ministre de la mobilité ou Bruxelles Mobilité ? Le cas échéant, qu'en ressort-il ?
- Quel est le planning envisagé pour se conformer à cette obligation d'ici le 1^{er} janvier 2021 ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Stéphanie PAULISSEN

Conseillère communale - LB

Mondelinge vraag van Mevrouw Stéphanie Paulissen (LB): De Stad 30

1 annexe / 1 bijlage

CC 31.01.20 Question orale de Madame Stéphanie Paulissen - zone 30.docx

24 Question orale de Monsieur Jeremy Van Gorp et de Madame Martine Maelschalck (MR-Open VLD) : généralisation de la Zone 30 (Complémentaire)

Monsieur le Président,
Monsieur le Bourgmestre,
Chers Collègues,

Au 1^{er} janvier 2021, la « zone 30 km/h » sera généralisée à Bruxelles... sauf pour les exceptions. La Région a déjà identifié un certain nombre d'artères qui conserveront une vitesse supérieure (50 voire 70 km/h) mais le sort de nombreuses voiries est encore en discussion. Des discussions auxquelles les bourgmestres sont associés, si j'ai bien lu la presse.

Au MR-Open VLD, nous sommes évidemment favorables à toutes les mesures qui peuvent améliorer la sécurité routière, particulièrement pour les usagers faibles. Il nous semble cependant qu'il faut rester raisonnable et ne pas ralentir sans discernement la circulation sur certaines voiries, au risque de handicaper l'activité économique ou la vitesse de croisière des transports en commun. Il est piquant de constater que des vélos et des trottinettes peuvent désormais dépasser le 30 km/h et donc potentiellement rouler plus vite que les voitures ou les bus de la Stib !

Nous pensons aussi qu'il faut se donner les moyens de sa politique – et notamment les moyens financiers – pour pouvoir contrôler efficacement la vitesse. Pour rappel, selon l'asbl Gracq Forest-Saint-Gilles, lors d'un test dans une rue en zone 30 au début de ce mois, 100% des conducteurs étaient en infraction...

Nos questions sont les suivantes :

1. Monsieur le Bourgmestre a -t-il déjà rencontré Bruxelles-Mobilité à propos de la zone 30 à Auderghem ?
2. Avez-vous des suggestions d'adaptations par rapport à la proposition régionale ?
3. La carte des différentes vitesses de circulation dans la commune sera-t-elle communiquée aux habitants ?

Je vous remercie,

Jeremy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers MR-Open VLD

Mondelinge vraag van de heer Jeremy Van Gorp en mevrouw Martine Maelschalck (MR-Open

25 Question orale de Monsieur Jeremy Van Gorp et de Madame Martine Maelschalck (MR-Open VLD) : Voyages scolaires (Complémentaire)

Monsieur le Président,
Monsieur le Bourgmestre,
Chers Collègues,

Début janvier, plusieurs articles de presse concernant la décision du Collège communal d'Ixelles de ne plus financer les visites des écoles communales dans les parcs animaliers ont suscité de nombreuses réactions. En effet, tous les parcs accueillant des animaux en captivité ne se ressemblent pas, certaines espèces doivent absolument être protégées et tous les enfants n'auront pas la chance, dans leur vie, d'aller observer ces animaux dans leur milieu naturel.

Nos questions sont les suivantes :

1. Quelle est la politique d'Auderghem en matière de voyages scolaires ?
2. Sur quels principes pédagogiques repose cette politique ?
3. Des directives quant au choix des excursions sont-elles données aux écoles communales et quelle est, le cas échéant, la liberté de mouvement des écoles ?
4. Y a-t-il à Auderghem l'intention de prendre une décision similaire à celle prise à Ixelles à propos des parcs animaliers ?

Je vous remercie,
Jeremy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers MR-Open VLD

Mondelinge vraag van de heer Jeremy Van Gorp en mevrouw Martine Maelschalck (MR-Open VLD): Schoolreisjes (Aanvullend)

26 Question orale de Monsieur Marc Vandame (LB) : Bornes de recharge électrique pour automobile. (Complémentaire)

Messieurs les Présidents, Mesdames et Messieurs les Echevins, Chers Collègues, Mesdames et Messieurs du Public.

Nous vivons actuellement une époque bizarre, nous admettons facilement une urgence climatique, mais en pratique certaines choses coïncent.

Sur fond de balais régional, de concessionnaires choisis mais pour le moment peu efficaces, d'objectifs et d'intérêts pas facile à cerner, nous nous rendons compte que finalement peu de bornes de recharge voient le jour.

17 sur la Région Bruxelloise sur 200 promises et pas une seule sur Auderghem.

Madame l'échevine, je souhaiterai un point clair sur la question.

Peut-on faire cavalier seul et faire installer des bornes de recharges pour les auderghemois sans attendre le règlement des conflits qui naissent entre opérateurs pour des raisons d'hégémonie, de réseaux ou d'intérêts financiers.

Avec humour, je vous demande, « allons-nous attendre la troisième phase ou rester neutre »

Qui en sont les acteurs et que pouvez-vous faire en ce domaine.

Merci de votre écoute.

Mondelinge vraag van de heer Marc Vandame (LB): Elektrische laadklemmen voor auto's (Aanvullend)

27 Question orale de Monsieur Matthieu Pillois (LB) à propos du projet de métro vers l'ADEPS dans le cadre du PAD Herrmann-Debroux (Complémentaire)

Monsieur le Président,
Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins
Chers Collègues,

La presse de ce mardi 21 janvier (<https://www.dhnet.be/regions/bruxelles/bruxelles-mobilite/demolition-du-viaduc-hermann-debroux-le-projet-de-metro-vers-l-adeps-est-enterre-5e270447d8ad58482bb295fc>) faisait état d'une réponse de la Ministre bruxelloise de la Mobilité concernant le projet de prolongement du métro jusqu'au futur parking de dissuasion situé à l'ADEPS dans le cadre du PAD Herrmann-Debroux.

La Ministre indique dans sa réponse que le prolongement du métro dans l'axe de l'avenue Herrmann-Debroux, soit jusqu'au futur P+R à hauteur du centre Adeps, soit jusque Notre-Dame au Bois, se heurte à des difficultés importantes sur le plan technique et représenterait un investissement démesuré, tant à la construction qu'à l'exploitation. La Ministre semble donc enterrer le projet.

Pourtant dans le cadre de son avis de novembre dernier, le conseil communal avait fait part de sa demande de maintenir l'option d'une prolongation du métro et de ne pas figer la décision du tram à ce stade.

Mes questions sont donc les suivantes :

- Avez-vous été informé par la Ministre ou la Région de ce choix de ne pas retenir l'option du métro ?
- Quelle est votre position par rapport cette décision et quel impact celle-ci aura sur la position de la commune dans ce dossier important ?

Je vous remercie.
Matthieu Pillois
Conseiller communal

Mondelinge vraag van de heer Matthieu Pillois (LB) over het metroproject naar ADEPS in het kader van RPA Herrmann-Debroux (Aanvullend)

1 annexe / 1 bijlage
QO_MP_300119_Métro_PAD.docx

28 Question orale de Madame Nathalie Wyns (Liste Citoyenne 1160) : pacte d'excellence et projet pilote (Complémentaire)

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins, Monsieur le Président du Conseil,
Chers collègues,

Mme l'échevine de l'enseignement nous avait présenté il y a quelques mois les détails d'un projet pilote qui devait débiter à la rentrée scolaire de septembre 2019 dans le cadre du pacte d'excellence.

Un semestre plus tard, pourriez-vous nous donner des détails quant à la mise en place de ces nouveaux processus, du retour actuel des enseignants, des parents ?

Avez-vous prévu d'inviter les conseillers communaux à une réunion de type feed-back ?

Je vous remercie pour votre réponse.

Nathalie WYNS, conseillère communale pour la Liste Citoyenne 1160

Mondelinge vraag van mevrouw Nathalie Wyns (Liste Citoyenne 1160) : excellentiepact en proefproject (Aanvullend)

29 **Question orale de Madame Nathalie Wyns (Liste Citoyenne 1160) : formation des membres du collège (Complémentaire)**

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins, Monsieur le Président du Conseil, Chers collègues,

Via les PV. de collège, nous sommes informés des formations prévues pour certains membres du personnel.

Démarche que nous ne pouvons que soutenir, il est bien entendu important tant pour le membre du personnel que pour le travail à fournir, de suivre des mises à jour, chacun dans son domaine voire une formation nécessaire suite à un changement de service.

Par contre, sauf erreur de ma part, nous n'avons pas vu qu'un membre du collège a suivi ou va suivre une formation.

Or depuis cette nouvelle législature, certains échevins n'avaient pas encore d'expérience en tant qu'échevin, ni peut-être en tant que responsable d'équipe, y-a-t-il eu des formations spécifiques dans des domaines techniques, des formations en management ?

Si oui, sont-elles organisées à la demande de l'échevin ou proposée par le collège ?

Quelle est la politique de la commune en la matière ?

Je vous remercie pour votre réponse.

Nathalie WYNS, conseillère communale pour la Liste Citoyenne 1160

Mondelinge vraag van mevrouw Nathalie Wyns (Liste Citoyenne 1160) : vorming van de Schepencollegeleden (Aanvullend)